

Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115496093>







CH1  
XB  
B56

14  
GOVERNMENT  
EDUCATION

C-554

C-554

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-554**

**PROJET DE LOI C-554**

An Act to Protect Canadian Citizens Abroad

Loi visant à protéger les citoyens canadiens à l'étranger

---

FIRST READING, JUNE 17, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 17 JUIN 2010

---

MR. COTLER

M. COTLER

## SUMMARY

This enactment confirms and particularizes the obligations that the Government of Canada owes to Canadian citizens outside the country who are detained, stranded or in captivity or who have disappeared.

## SOMMAIRE

Le texte confirme et précise les obligations du gouvernement du Canada à l'égard des citoyens canadiens qui sont à l'étranger et qui sont détenus, bloqués à l'étranger, en captivité ou disparus.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-554**

**PROJET DE LOI C-554**

An Act to Protect Canadian Citizens Abroad

Loi visant à protéger les citoyens canadiens à l'étranger

Preamble

Whereas the conferral of Canadian citizenship upon an individual implies certain obligations on the part of the Government of Canada;

Whereas all Canadian citizens deserve to benefit equally from the rights conferred through citizenship;

And whereas all Canadian citizens deserve the protection of the Government of Canada while located abroad, in a manner consistent with domestic law and international obligations;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Protecting Canadians Abroad Act*.

PART 1

INTERPRETATION

Definitions

2. The following definitions apply in this Act.

"Canadian"  
« Canadien »

"Canadian" means a Canadian citizen and, for greater certainty, includes Canadian dual citizens.

Attendu :

que l'octroi de la citoyenneté canadienne emporte certaines obligations pour le gouvernement du Canada;

que tous les citoyens canadiens doivent pouvoir jouir également des droits conférés par la citoyenneté;

que les citoyens canadiens qui se trouvent à l'étranger ont tous droit à la protection du gouvernement du Canada d'une manière compatible avec le droit interne et les obligations internationales,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la protection des Canadiens à l'étranger*.

PARTIE 1

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« bloqué à l'étranger » Se dit de la personne se trouvant à l'étranger qui est incapable de revenir au Canada pour une raison autre que :

a) le fait d'être détenu ou capturé ou d'avoir disparu;

Préambule

Titre abrégé

Définitions

« bloqué à l'étranger »  
"stranded"

"Canadian official" « fonctionnaire canadien »	"Canadian official" means any employee of the Government of Canada or the government of a province or territory of Canada and, for greater certainty, includes consular officials.	b) sa participation à un processus judiciaire conforme aux principes de justice fondamentale;	
"captured" « capturé »	"captured" means being compelled, through force or threat of force, to remain in the custody of an entity, other than the Government of Canada or a foreign government, and includes being captured incommunicado where applicable.	c) une catastrophe naturelle;	
		d) la seule impossibilité de payer les frais de déplacement à destination du Canada.	5
		« Canadien » Tout citoyen canadien, y compris celui jouissant de la double nationalité.	« Canadien » "Canadian"
"case management judge" « juge responsable de la gestion de l'instance »	"case management judge" means a case management judge referred to in Rule 385 of the <i>Federal Courts Rules</i> .	« capturé » Se dit de la personne contrainte, par violence ou menace de violence, de demeurer sous la garde d'une entité autre que le gouvernement du Canada ou un gouvernement étranger et, en outre, de la personne capturée qui est sans contact avec l'extérieur.	10 « capturé » "captured"
"Committee Against Torture" « Comité contre la torture »	"Committee Against Torture" means the body established pursuant to Article 17 of the <i>Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment</i> .	« Comité contre la torture » L'organisme constitué en vertu de l'article 17 de la <i>Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants</i> .	15 « Comité contre la torture » "Committee Against Torture"
"consular official" « fonctionnaire consulaire »	"consular official" means an employee of the Government of Canada who is trained and employed to provide consular services to Canadians travelling or living outside of Canada.	« conférence de gestion de l'instruction » Conférence visée à la règle 270 des <i>Règles des Cours fédérales</i> .	20 « conférence de gestion de l'instruction » "trial management conference"
"designated contact" « contact désigné »	"designated contact" means:  (a) any individual designated as a contact person by a Canadian under this Act orally or in writing; or  (b) in those circumstances where a consular official is unable to communicate with a Canadian for the purposes of this Act,  (i) the individual designated as the emergency contact person in the Canadian's passport application or, where an emergency contact is unavailable, the guarantor of the Canadian's passport application, or  (ii) where a Canadian passport is unavailable for the Canadian, an adult member of the Canadian's family with whom he or she lives or, if such a member is unavailable, any member of the Canadian's immediate family.	« contact désigné » Selon le cas :  a) tout particulier désigné comme tel par un Canadien — oralement ou par écrit — sous le régime de la présente loi;  b) dans le cas où un fonctionnaire consulaire n'est pas en mesure de communiquer avec un Canadien pour l'application de la présente loi :  (i) le particulier désigné comme la personne à contacter en cas d'urgence dans la demande de passeport du Canadien ou, en cas d'impossibilité de joindre ce dernier, le répondant dont le nom figure dans la même demande,  (ii) si un passeport canadien ne peut être obtenu pour le Canadien, un membre adulte de sa famille avec lequel il habite ou, en cas d'impossibilité de joindre ce membre, tout autre membre de sa famille	25 25 30 35 40



"detained" « détenu »	"detained" means being compelled, through force or threat of force, to remain in the custody of a foreign government, and includes being detained incommunicado where applicable.	« détenu » Se dit de la personne contrainte, par violence ou menace de violence, de demeurer sous la garde d'un gouvernement étranger et, en outre, de la personne détenue qui est sans contact avec l'extérieur.	« détenu » "detained"
"disappeared" « disparu »	"disappeared" means being detained or captured, followed by a refusal to acknowledge the deprivation of freedom or by concealment of the fate or whereabouts of the detained or captured Canadian.	« disparu » Se dit du Canadien détenu ou capturé dont la détention ou la capture est suivie du déni de la reconnaissance de la privation de la liberté ou de la dissimulation du sort qui lui est réservé ou du lieu où il se trouve.	« disparu » "disappeared"
"foreign government" « gouvernement étranger »	"foreign government" means a governmental authority not constituted pursuant to the laws of Canada.	« fonctionnaire canadien » Employé du gouvernement du Canada ou du gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada; s'entend en outre d'un fonctionnaire consulaire.	« fonctionnaire canadien » "Canadian official"
"incommunicado" « sans contact avec l'extérieur »	"incommunicado" means being held in conditions that make it impossible to communicate with outsiders.	« fonctionnaire consulaire » Employé du gouvernement du Canada chargé de fournir des services consulaires aux Canadiens voyageant ou vivant à l'étranger, et formé à cette fin.	« fonctionnaire consulaire » "consular official"
"Minister" « ministre »	"Minister" means the Minister of Foreign Affairs and International Trade.	« gouvernement étranger » Autorité gouvernementale qui n'est pas constituée sous le régime des lois du Canada.	« gouvernement étranger » "foreign government"
"personally identifiable information" « renseignement d'identification personnelle »	"personally identifiable information" means information that can be used, alone or in conjunction with other information, to uniquely identify a single individual.	« instance à gestion spéciale » Instance visée à la règle 385 des <i>Règles des Cours fédérales</i> .	« instance à gestion spéciale » "specially managed proceeding"
"repatriation" « rapatriement »	"repatriation" means the return of a detained or stranded Canadian to Canada.	« juge responsable de la gestion de l'instance » Juge visé à la règle 385 des <i>Règles des Cours fédérales</i> .	« juge responsable de la gestion de l'instance » "case management judge"
"specially managed proceeding" « instance à gestion spéciale »	"specially managed proceeding" means a specially managed proceeding referred to in Rule 385 of the <i>Federal Courts Rules</i> .	« ministre » Le ministre des Affaires étrangères et du Commerce international.	« ministre » "Minister"
"stranded" « bloqué à l'étranger »	"stranded" means being outside of Canada and unable to return to Canada for any reason other than (a) being detained or captured or having disappeared; (b) being involved in a judicial process that conforms to the principles of fundamental justice; (c) a natural disaster; (d) solely because the price of transportation to Canada cannot be paid.	« rapatriement » Le retour au Canada d'un Canadien détenu ou bloqué à l'étranger.	« rapatriement » "repatriation"
"torture" « torture »	"torture" means any act or omission by which severe pain or suffering, whether physical or mental, is intentionally inflicted on a person	« renseignement d'identification personnelle » Renseignements qui, seul ou avec d'autres renseignements, permet d'identifier une personne.	« renseignement d'identification personnelle » "personally identifiable information"
		« sans contact avec l'extérieur » Se dit de la personne dont les conditions de détention l'empêchent de communiquer avec des personnes de l'extérieur.	« sans contact avec l'extérieur » "incommunicado"



(a) for a purpose including

(i) obtaining from the person or from a third person information or a statement,

(ii) punishing the person for an act that the person or a third person has committed or is suspected of having committed, and

(iii) intimidating or coercing the person or a third person, or

(b) for any reason based on discrimination of any kind,

but does not include any act or omission arising only from, inherent in or incidental to lawful sanctions.

"trial management conference"  
« conférence de gestion de l'instruction »

"trial management conference" means a trial management conference referred to in Rule 270 15 of the *Federal Courts Rules*.

Rights preserved

3. Nothing in this Act shall be interpreted in a manner to read down, abrogate, eliminate, or otherwise limit in any way any rights held by individuals with ties to Canada, whether they be 20 Canadian citizens or not.

## PART 2

### DETAINED CANADIANS

Obligation to inform

4. (1) A Canadian official, other than a consular official, who has reasonable grounds to believe that a Canadian is being detained shall immediately inform a consular official. 25

Consular investigation

(2) A consular official who has reasonable grounds to believe that a Canadian is being detained, or who has been contacted by a Canadian official pursuant to subsection (1), shall investigate in a timely manner in order to 30 determine the situation of that Canadian.

Continuation of obligation

(3) The obligation referred to in subsection (2) remains until a consular official has either confirmed with a foreign government that it is detaining the Canadian referred to in that 35 subsection or confirmed with that Canadian that he or she is not being detained.

« torture » Acte, commis par action ou omission, par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne :

« torture »  
"torture"

a) soit afin, notamment :

(i) d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou une déclaration,

(ii) de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçon- 10 née d'avoir commis,

(iii) de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider une tierce personne ou de faire pression sur celle-ci;

b) soit pour tout autre motif fondé sur 15 quelque forme de discrimination que ce soit.

La torture ne s'entend toutefois pas d'actes qui résultent uniquement de sanctions légitimes, qui sont inhérents à celles-ci ou occasionnés par 20 elles.

3. La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits que possèdent les personnes ayant des liens avec le Canada, qu'elles aient ou 20 non la citoyenneté canadienne.

Maintien des droits

## PARTIE 2

### CANADIENS DÉTENUS

4. (1) Le fonctionnaire canadien, autre 25 qu'un fonctionnaire consulaire, qui a des motifs raisonnables de croire qu'un Canadien est détenu en informe immédiatement un fonctionnaire consulaire.

Obligation d'informer

(2) Le fonctionnaire consulaire qui a des 30 motifs raisonnables de croire qu'un Canadien est détenu ou qui a été informé de la détention d'un Canadien en application du paragraphe (1) fait enquête dès que possible afin d'établir la situation dans laquelle ce dernier se trouve. 35

Enquête consulaire

(3) L'obligation prévue au paragraphe (2) subsiste jusqu'à ce que le fonctionnaire consulaire reçoive du gouvernement étranger la confirmation de la détention du Canadien ou jusqu'à ce que ce dernier lui confirme qu'il n'est 40 pas détenu.

Maintien de l'obligation



Consular visits	5. (1) A detained Canadian has the right to be visited by a consular official in a timely manner where possible once a consular official becomes apprised of his or her detention.	5. (1) Le Canadien détenu a le droit de recevoir la visite d'un fonctionnaire consulaire dès que possible après que celui-ci a pris connaissance de la détention, si les circonstances le permettent.	Visites consulaires
Visit at regular intervals	(2) A detained Canadian, after the initial visit, has the right to be visited by a consular official at regular intervals thereafter where possible, the frequency of such visits being determined by all relevant circumstances, including the seriousness of the allegations against him or her, the conditions of his or her detention, and the likelihood of his or her being tortured.	5 (2) Après la première visite, le Canadien détenu a le droit de recevoir la visite du fonctionnaire consulaire à intervalles réguliers, si les circonstances le permettent, la fréquence des visites étant établie compte tenu des 10 circonstances pertinentes, notamment la gravité des allégations portées contre lui, les conditions de sa détention et la probabilité de torture.	Visites à intervalles réguliers
Canadian released	(3) Where a Canadian is detained and released before a consular official has the opportunity to visit him or her, he or she has the right to be visited by a consular official to discuss the circumstances surrounding his or her detention.	(3) Lorsque le Canadien détenu est libéré avant d'avoir reçu la visite d'un fonctionnaire 15 consulaire, il a le droit de recevoir la visite de ce dernier afin de discuter avec lui des circonstances entourant sa détention.	Canadien libéré
Monitoring conditions of detention	6. (1) A consular official shall, to the best of 20 his or her ability, monitor the condition of the detained Canadian and the conditions of his or her detention.	6. (1) Le fonctionnaire consulaire surveille de son mieux l'état du Canadien détenu ainsi 20 que les conditions de sa détention.	Surveillance des conditions de détention
Notification of torture	(2) A Canadian official who has reasonable grounds to believe that a detained Canadian has 25 been, is being or may be tortured, in the context of his or her detention, shall as soon as possible notify the Minister, the highest-ranking member of the relevant Canadian embassy, consulate, high commission or other diplomatic mission 30 and a designated contact of the detained Canadian of this belief.	(2) Le fonctionnaire canadien qui a des motifs raisonnables de croire qu'un Canadien 25 détenu a été, est ou peut être torturé dans le cadre de sa détention en informe le plus tôt possible le ministre, le membre le plus haut placé de l'ambassade, du consulat, du haut commissariat ou autre mission diplomatique 30 concernés du Canada ainsi que le contact désigné du Canadien détenu.	Dénonciation des actes de torture
Notification of torture	(3) A Canadian official who is told by a detained Canadian that he or she has been 35 tortured, or threatened with torture, in the context of his or her detention shall as soon as possible notify the Minister, the highest-ranking member of the relevant Canadian embassy, consulate, high commission or other diplomatic mission and a designated contact of the detained 40 Canadian of this statement.	(3) Le fonctionnaire canadien qui apprend d'un Canadien détenu que celui-ci a été torturé 35 ou menacé de torture dans le cadre de sa détention en informe le plus tôt possible le ministre, le membre le plus haut placé de 35 l'ambassade, du consulat, du haut commissariat ou autre mission diplomatique concernés du Canada ainsi que le contact désigné du 40 Canadien détenu.	Dénonciation des actes de torture
Exception	(4) Despite subsection (3), when a detained Canadian requests that the Canadian official not inform the designated contact of his or her allegations of torture, the Canadian official shall 45 note it and comply with the request.	(4) Malgré le paragraphe (3), dans le cas où 40 le Canadien détenu lui demande de ne pas informer le contact désigné des allégations de torture, le fonctionnaire canadien consigne la demande au dossier et s'y conforme.	Exception

Private access	(5) A consular official who is unable to gain private access shall as soon as possible notify the Minister, the highest-ranking member of the relevant Canadian embassy, consulate, high commission or other diplomatic mission and a designated contact of the detained Canadian of this situation.	(5) Le fonctionnaire consulaire qui ne peut avoir accès au Canadien détenu en informe le plus tôt possible le ministre, le membre le plus haut placé de l'ambassade, du consulat, du haut commissariat ou autre mission diplomatique concernés du Canada ainsi que le contact désigné du Canadien détenu.	Accès impossible
Legal representation	7. During each visit, a consular official shall raise the issue of legal representation with a detained Canadian and shall place him or her in contact with a lawyer or other legal representative should he or she desire one.	7. Lors de chaque visite, le fonctionnaire consulaire discute avec le Canadien détenu de la question de sa représentation en justice et, si celui-ci en exprime le souhait, le met en contact avec un avocat ou tout autre représentant juridique.	Représentation en justice
Obligation to notify	8. (1) A consular official with reasonable grounds to believe that a Canadian has been detained shall immediately notify a designated contact of that Canadian to inform him or her of the situation.	8. (1) Le fonctionnaire consulaire qui a des motifs raisonnables de croire qu'un Canadien est détenu en informe immédiatement le contact désigné de ce dernier.	Obligation d'informer
Further notification	(2) A consular official shall further notify a designated contact of the detained Canadian (a) once the situation of the detained Canadian has been confirmed; (b) once a consular official has visited, or attempted to visit, the detained Canadian; and (c) at least once every two weeks thereafter, for so long as the detention merits a repatriation request pursuant to section 9, in order to provide updates on the situation of the detained Canadian.	(2) Le fonctionnaire consulaire communique de nouveau avec le contact désigné du Canadien détenu : a) dès que la situation du Canadien détenu a été confirmée; b) dès qu'il a rendu visite ou qu'il a tenté de rendre visite au Canadien détenu; c) au moins une fois toutes les deux semaines par la suite, tant que les conditions de détention du Canadien justifient une demande de rapatriement aux termes de l'article 9, afin de le tenir au courant de la situation.	Communications additionnelles
Obligation to respond	(3) A consular official shall respond to all reasonable requests for information by a designated contact of a detained Canadian to the best of his or her ability and in a timely manner.	(3) Le fonctionnaire consulaire répond de son mieux, dès que possible, aux demandes de renseignements raisonnables que lui adresse le contact désigné du Canadien détenu.	Obligation de répondre
Presumption	(4) Despite subsection 8(1) of the <i>Privacy Act</i> , the consent of a detained Canadian to disclosure under subsection (3) shall be presumed unless he or she can expressly communicate otherwise.	(4) Malgré le paragraphe 8(1) de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , le Canadien détenu est réputé avoir donné son consentement à la communication de renseignements visée au paragraphe (3), sauf avis contraire de sa part dans les cas où il est en mesure de le communiquer expressément.	Consentement présumé



Repatriation request	<p><b>9.</b> The Minister shall engage the foreign government that is detaining a Canadian and formally request the repatriation of that Canadian where:</p> <p>(a) the Minister has reasonable grounds to believe that the detained Canadian has suffered, is suffering or may suffer torture in the context of his or her detention;</p> <p>(b) the detained Canadian is being detained in conditions that involve acts of cruel, inhuman or degrading treatment or punishment which do not amount to torture; or</p> <p>(c) the detained Canadian is being subjected to arbitrary detention.</p>	<p><b>9.</b> Le ministre amorce le dialogue avec le gouvernement étranger qui détient la garde d'un Canadien détenu et lui présente une demande officielle de rapatriement dans l'un ou l'autre des cas suivants :</p> <p>a) le ministre a des motifs raisonnables de croire que le Canadien détenu a été, est ou peut être torturé dans le cadre de sa détention;</p> <p>b) le Canadien détenu est soumis à des conditions comportant des actes constitutifs de peines ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants qui ne sont pas des actes de torture;</p> <p>c) le Canadien détenu fait l'objet d'une détention arbitraire.</p>	<p>Demande de rapatriement</p>
Request denied	<p><b>10.</b> (1) Where repatriation is requested pursuant to section 9, but this request is denied by the foreign government to which it is addressed, the Minister or a representative of the Government of Canada may bring the situation to the attention of</p> <p>(a) the Committee Against Torture, if the request was made pursuant to paragraph 9(a) or (b); and</p> <p>(b) the United Nations Working Group on Arbitrary Detention, if the request was made pursuant to paragraph 9(c).</p>	<p><b>10.</b> (1) Dans le cas où le gouvernement étranger refuse la demande de rapatriement présentée aux termes de l'article 9, le ministre ou le représentant du gouvernement du Canada peut porter la situation à l'attention :</p> <p>a) du Comité contre la torture, si la demande a été présentée aux termes des alinéas 9a) ou b);</p> <p>b) du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire, si la demande a été présentée aux termes de l'alinéa 9c).</p>	<p>Refus de la demande</p>
Request denied	<p>(2) Where repatriation is requested pursuant to section 9, but this request is denied by the foreign government to which it is addressed, the Minister shall continue to request the repatriation of the detained Canadian and shall consider using any other recourse available to the Government of Canada under international law.</p>	<p>(2) Dans le cas où le gouvernement étranger rejette la demande de rapatriement présentée aux termes de l'article 9, le ministre poursuit ses démarches en vue de rapatrier le Canadien détenu et examine les autres recours du droit international dont peut se prévaloir le gouvernement du Canada.</p>	<p>Refus de la demande</p>
Imprisonment after repatriation	<p><b>11.</b> Upon repatriation, the imprisonment of a formerly-detained Canadian may continue, to the extent permitted by Canadian law and international law.</p>	<p><b>11.</b> Dès son rapatriement au pays, l'incarcération du Canadien auparavant détenu à l'étranger peut se poursuivre dans la mesure permise par le droit canadien et le droit international.</p>	<p>Incarcération après le rapatriement</p>

## PART 3

## STRANDED CANADIANS

**12.** A stranded Canadian has the right to meet with a consular official to raise his or her situation and seek the assistance of the Government of Canada.

## PARTIE 3

## CANADIENS BLOQUÉS À L'ÉTRANGER

**12.** Le Canadien bloqué à l'étranger a le droit de rencontrer un fonctionnaire consulaire afin de discuter de sa situation et de solliciter l'aide du gouvernement du Canada.

Accès à un fonctionnaire consulaire

Repatriation

13. Where a foreign government does not prohibit the repatriation of a stranded Canadian, the Minister shall not prevent the repatriation of the stranded Canadian, and shall permit the stranded Canadian to obtain a Canadian passport.

13. Dans le cas où le gouvernement étranger n'interdit pas le rapatriement du Canadien bloqué à l'étranger, le ministre n'empêche pas le rapatriement de celui-ci et il lui permet d'obtenir un passeport canadien.

Rapatriement

5

Repatriation request

14. Where a foreign government prohibits the repatriation of a stranded Canadian, the Minister shall engage that foreign government and formally request that Canadian's repatriation.

14. Dans le cas où le gouvernement étranger interdit le rapatriement du Canadien bloqué à l'étranger, le ministre amorce le dialogue avec ce gouvernement et lui présente une demande officielle de rapatriement.

Demande de rapatriement

10

Request denied

15. Where repatriation is requested pursuant to section 14, but this request is denied by the foreign government to which it is addressed, the Minister shall continue to request the repatriation of the stranded Canadian and shall consider using any other recourse available to the Government of Canada under international law.

15. Dans le cas où le gouvernement étranger refuse la demande de rapatriement présentée aux termes de l'article 14, le ministre poursuit ses démarches en vue de rapatrier le Canadien bloqué à l'étranger et examine les autres recours du droit international dont peut se prévaloir le gouvernement du Canada.

Refus de la demande

15

## PART 4

## CAPTURED CANADIANS

Captured Canadian

16. (1) A Canadian official, other than a consular official, who has reasonable grounds to believe that a Canadian has been captured shall immediately inform a consular official.

16. (1) Le fonctionnaire canadien, autre qu'un fonctionnaire consulaire, qui a des motifs raisonnables de croire qu'un Canadien a été capturé en informe immédiatement un fonctionnaire consulaire.

Canadien capturé

Investigation and notification

(2) A consular official who has reasonable grounds to believe that a Canadian has been captured, or who has been contacted by a Canadian official pursuant to subsection (1), shall

(2) Le fonctionnaire consulaire qui a des motifs raisonnables de croire qu'un Canadien a été capturé ou qui a été informé d'une telle situation en application du paragraphe (1) est tenu :

Enquête et communication

(a) immediately attempt to confirm the situation of that Canadian; and

a) d'entreprendre immédiatement des démarches pour confirmer la situation du Canadien;

(b) immediately contact a designated contact of that Canadian to inform him or her of the situation.

b) de communiquer immédiatement avec le contact désigné du Canadien pour l'informer de la situation.

Further notification

(3) A consular official shall further notify a designated contact of a captured Canadian

(3) Le fonctionnaire consulaire communique de nouveau avec le contact désigné du Canadien capturé :

Communication additionnelles

(a) once the situation of that Canadian has been confirmed; and

a) dès que la situation du Canadien a été confirmée;

(b) at least once every two weeks thereafter, for as long as that Canadian remains in captivity in order to provide updates on his or her situation.

b) au moins une fois toutes les deux semaines par la suite, tant que le Canadien demeure en captivité, afin de le tenir au courant de la situation.

35

40



Obligation to respond	(4) A consular official shall respond to all reasonable requests for information by a designated contact of a captured Canadian to the best of his or her ability and in a timely manner.	(4) Le fonctionnaire consulaire répond de son mieux, dès que possible, aux demandes de renseignements raisonnables que lui adresse le contact désigné du Canadien capturé.	Obligation de répondre
Attempt to visit	(5) A consular official shall use all reasonable means and exercise all reasonable options to attempt to visit a captured Canadian at regular intervals.	(5) Le fonctionnaire consulaire met en oeuvre tous les moyens et recours raisonnables dont il dispose pour rendre régulièrement visite au Canadien capturé.	5 Visites fonctionnaire consulaire
Presumption	(6) Notwithstanding subsection 8(1) of the <i>Privacy Act</i> , the consent of a captured Canadian to disclosure under subsection (4) shall be presumed unless he or she can expressly communicate otherwise.	(6) Malgré le paragraphe 8(1) de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , le Canadien capturé est réputé avoir donné son consentement à la communication de renseignements visée au paragraphe (4), sauf avis contraire de sa part dans les cas où il est en mesure de le communiquer expressément.	10 Consentement présumé
Attempt to gain access	(7) A consular official shall use all reasonable means and exercise all reasonable options to attempt to gain access for humanitarian organizations to visit a captured Canadian.	(7) Le fonctionnaire consulaire met en oeuvre tous les moyens et recours raisonnables dont il dispose pour faire en sorte que des organisations humanitaires puissent rendre visite au Canadien capturé.	15 Visites : organisations humanitaires
Monitoring conditions	17. (1) A consular official shall, to the best of his or her ability, monitor the condition of and conditions in which a captured Canadian is being held.	17. (1) Le fonctionnaire consulaire surveille de son mieux l'état du Canadien capturé et les conditions de sa captivité.	20 Surveillance des conditions de captivité
Reasonable grounds: torture	(2) A Canadian official who has reasonable grounds to believe that a captured Canadian has been, is being, or may be tortured, in the context of his or her captivity, shall as soon as possible notify the Minister, the highest-ranking member of the relevant Canadian embassy, consulate, high commission or other diplomatic mission and a designated contact of the captured Canadian of this belief.	(2) Le fonctionnaire canadien qui a des motifs raisonnables de croire qu'un Canadien capturé a été, est ou peut être torturé dans le cadre de sa captivité en informe le plus tôt possible le ministre, le membre le plus haut placé de l'ambassade, du consulat, du haut commissariat ou autre mission diplomatique concernés du Canada ainsi que le contact désigné du Canadien capturé.	25 Motifs raisonnables : torture
Canadian reports torture	(3) A Canadian official who is told by a captured Canadian that he or she has been tortured, or threatened with torture, in the context of his or her captivity shall as soon as possible notify the Minister, the highest-ranking member of the relevant Canadian embassy, consulate, high commission or other diplomatic mission and a designated contact of the captured Canadian of this statement.	(3) Le fonctionnaire canadien qui apprend d'un Canadien capturé que celui-ci a été torturé ou menacé de torture dans le cadre de sa captivité en informe le plus tôt possible le ministre, le membre le plus haut placé de l'ambassade, du consulat, du haut commissariat ou autre mission diplomatique concernés du Canada ainsi que le contact désigné du Canadien capturé.	30 Dénonciation des actes de torture

Exception	(4) Despite subsection (3), when a captured Canadian requests that the Canadian official not inform the designated contact of his or her allegations of torture, the Canadian official shall note it and comply with the request.	(4) Malgré le paragraphe (3), dans le cas où le Canadien capturé lui demande de ne pas informer le contact désigné des allégations de torture, le fonctionnaire canadien consigne la demande au dossier et s'y conforme.	Exception
Release	(5) The Minister shall use all reasonable means and exercise all reasonable options to obtain the release of a captured Canadian.	(5) Le ministre met en oeuvre tous les moyens et recours raisonnables dont il dispose pour obtenir la libération du Canadien capturé.	Libération
PART 5 DISAPPEARED CANADIANS		PARTIE 5 CANADIENS DISPARUS	
Disappeared Canadian	18. (1) A Canadian official, other than a consular official, who has reasonable grounds to believe that a Canadian has disappeared shall immediately inform a consular official.	18. (1) Le fonctionnaire canadien, autre qu'un fonctionnaire consulaire, qui a des motifs raisonnables de croire qu'un Canadien est disparu en informe immédiatement un fonctionnaire consulaire.	Canadien disparu
Investigation and notification	(2) A consular official who has reasonable grounds to believe that a Canadian has disappeared, or who has been contacted by a Canadian official pursuant to subsection (1), shall  (a) immediately and continuously attempt to confirm the situation of that Canadian; and (b) immediately notify a designated contact of that Canadian to inform him or her of the situation.	(2) Le fonctionnaire consulaire qui a des motifs raisonnables de croire qu'un Canadien est disparu ou qui a été informé d'une telle situation en application du paragraphe (1) est tenu :  a) d'entreprendre immédiatement et sans relâche des démarches pour confirmer la situation du Canadien; b) de communiquer immédiatement avec le contact désigné du Canadien pour l'informer de la situation.	Enquête et communication
Further notification	(3) A consular official shall further notify a designated contact of a Canadian who has disappeared  (a) once the situation of that Canadian has been confirmed; and (b) at least once every two weeks thereafter, for as long as the disappearance of that Canadian lasts, in order to provide updates on his or her situation.	(3) Le fonctionnaire consulaire communique de nouveau avec le contact désigné du Canadien disparu :  a) dès que la situation du Canadien a été confirmée; b) au moins une fois toutes les deux semaines par la suite, tant que le Canadien demeure disparu, afin de le tenir au courant de la situation.	Communications additionnelles
Obligation to respond	(4) A consular official shall respond to all reasonable requests for information by a designated contact of a Canadian who has disappeared to the best of his ability and in a timely manner.	(4) Le fonctionnaire consulaire répond de son mieux, dès que possible, aux demandes de renseignements raisonnables que lui adresse le contact désigné du Canadien disparu.	Obligation de répondre
Presumption	(5) Notwithstanding subsection 8(1) of the <i>Privacy Act</i> , the consent of a disappeared Canadian to disclosure under subsection (4) shall be presumed.	(5) Malgré le paragraphe 8(1) de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , le Canadien disparu est réputé avoir donné son consentement à la communication de renseignements visée au paragraphe (4).	Consentement présumé



## PART 6

## REPORTS AND RECOURSES

Report to  
Parliament

**19.** (1) The Minister shall report quarterly to Parliament on all Canadians who are detained, stranded or captured or have disappeared, including, as applicable

- (a) their names;
- (b) their places of residence in Canada;
- (c) where they are detained, stranded or captured or have disappeared;
- (d) whether they are incommunicado;
- (e) any allegations made against them in 10 connection with their being detained, stranded, captured or having disappeared;
- (f) their conditions of detention or captivity;
- (g) the risk of their being subjected to torture; 15
- (h) a summary of any statements they have made to Canadian officials with respect to their treatment or general welfare in the context of being detained, stranded, captured or having disappeared; and 20
- (i) a summary of the measures taken by the Minister and other representatives of the Government of Canada to seek their repatriation or release.

Information  
struck out

(2) Before the report to Parliament is distributed, a consular official shall give every Canadian mentioned in the report the opportunity to request that all his or her personally identifiable information be struck out, and shall ensure that such information is struck out if the 30 request is made or if a consular official is otherwise unable to communicate with the person concerned.

Writ of  
*Mandamus*

**20.** (1) Any Canadian may apply to the Federal Court of Canada for a writ of *mandamus* compelling the relevant department, agency, official, representative or Minister to fulfil their obligations pursuant to any of Parts 2 to 5.

## PARTIE 6

## RAPPORTS ET RECOURS

Rapport au  
Parlement

**19.** (1) Le ministre présente au Parlement un rapport trimestriel faisant état de la situation des Canadiens détenus, bloqués à l'étranger, capturés ou disparus et qui indique pour chacun d'eux les renseignements suivants, le cas échéant : 5

- a) le nom;
- b) le lieu de résidence au Canada;
- c) l'endroit où il est détenu, bloqué à l'étranger, capturé ou disparu;
- d) une mention précisant s'il est sans contact 10 avec l'extérieur;
- e) les allégations portées contre lui relativement au fait d'être détenu, bloqué à l'étranger, capturé ou disparu;
- f) les conditions de sa détention ou de sa 15 captivité;
- g) le risque d'être soumis à la torture;
- h) le résumé des déclarations qu'il a faites, le cas échéant, à des fonctionnaires canadiens au sujet de la façon dont il a été traité ou de 20 son bien-être général pendant qu'il était bloqué à l'étranger ou dans le cadre de sa détention, de sa captivité ou de sa disparition;
- i) le résumé des mesures prises par le ministre et d'autres représentants du gouver- 25 nement du Canada en vue de le rapatrier ou de le libérer.

Renseignements  
rendus illisibles

(2) Avant la distribution du rapport au Parlement, un fonctionnaire consulaire offre à chaque Canadien qui y est mentionné la 30 possibilité de demander que soient rendus illisibles les renseignements d'identification personnelle qui y figurent et veille à ce que ceux-ci soient illisibles lorsque la demande en est faite ou lorsqu'un fonctionnaire n'est pas en 35 mesure de communiquer avec l'intéressé.

Bref de  
*mandamus*

**20.** (1) Tout Canadien peut demander à la Cour fédérale du Canada un bref de *mandamus* visant à enjoindre au ministère, à l'organisme, au fonctionnaire, au représentant ou au ministre 40 visé de remplir ses obligations aux termes de l'une des parties 2 à 5.

Application for writ	(2) Despite subsection 18.1(2) of the <i>Federal Courts Act</i> , an application for a writ of <i>mandamus</i> under subsection (1) may be made at any time that the subject of the application remains abroad.	(2) Malgré le paragraphe 18.1(2) de la <i>Loi sur les Cours fédérales</i> , la demande d'un bref de <i>mandamus</i> visée au paragraphe (1) peut être présentée aussi longtemps que la personne qui en est l'objet se trouve à l'étranger.	Précision
Specially managed proceeding	(3) A writ of <i>mandamus</i> under subsection (1) shall be conducted as a specially managed proceeding.	(3) Le bref de <i>mandamus</i> visé au paragraphe (1) est considéré comme une instance à gestion spéciale.	Instance à gestion spéciale
Case management judge	(4) A case management judge shall be assigned to a proceeding under subsection (1).	(4) Un juge responsable de la gestion de l'instance est affecté à une instance visée au paragraphe (1).	Juge responsable de la gestion de l'instance
Trial management conference	(5) In a proceeding under subsection (1), a trial management conference shall be conducted before the case management judge assigned under subsection (3) within 15 days of the service of the notice of application.	(5) Dans le cas d'une instance visée au paragraphe (1), une conférence de gestion de l'instruction se tient, dans les quinze jours suivant la signification de l'avis de demande, 15 devant le juge responsable de la gestion de l'instance affecté aux termes du paragraphe (3).	Conférence de gestion de l'instruction
Expedited hearing	(6) At the trial management conference under subsection (5), the case management judge shall fix the period for completion of all steps in the proceeding in order to ensure the most expeditious hearing as is just in the circumstances.	(6) À la conférence de gestion de l'instruction visée au paragraphe (5), le juge responsable de la gestion de l'instance fixe la date à laquelle toutes les étapes de l'instance devront être terminées afin de tenir l'audition le plus rapidement possible dans les circonstances.	Audition rapide
Civil liability	21. (1) A Canadian who has suffered physical or psychological injury as a result of the failure of any department, agency, official, representative or Minister to fulfil their obligations pursuant to any of Parts 2 to 5 may apply to a court of competent jurisdiction for compensation.	21. (1) Le Canadien qui a subi un préjudice physique ou psychologique du fait que le ministère, l'organisme, le fonctionnaire, le représentant ou le ministre n'a pas rempli ses obligations aux termes de l'une des parties 2 à 5 peut intenter une action devant un tribunal compétent afin d'obtenir une indemnisation.	Responsabilité civile
Deeming	(2) In the context of any action undertaken pursuant to subsection (1), a failure to request repatriation as prescribed by this Act shall be deemed to be the cause of a Canadian continuing to be detained or stranded.	(2) Dans le cadre d'une action intentée en vertu du paragraphe (1), le défaut de demander le rapatriement d'un Canadien comme l'exige la présente loi est réputé être la raison pour laquelle celui-ci demeure détenu ou bloqué à l'étranger.	Présomption





C-556

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

## BILL C-556

An Act to amend the Immigration and Refugee Protection Act  
(exception to inadmissibility)

---

FIRST READING, JUNE 17, 2010

---

MS. CHOW

C-556

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## PROJET DE LOI C-556

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des  
réfugiés (exception à l'interdiction de territoire)

---

PREMIÈRE LECTURE LE 17 JUIN 2010

---

M<sup>ME</sup> CHOW

## SUMMARY

This enactment amends the *Immigration and Refugee Protection Act* to include applicants approved under provincial nominee programs in the list of exceptions to inadmissibility on health grounds.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* afin d'ajouter à la liste des exceptions à l'interdiction de territoire pour des motifs sanitaires le fait, pour un demandeur, d'avoir été accepté aux termes d'un programme des candidats d'une province.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-556

## PROJET DE LOI C-556

An Act to amend the Immigration and Refugee Protection Act (exception to inadmissibility)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (exception à l'interdiction de territoire)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### IMMIGRATION AND REFUGEE PROTECTION ACT

### LOI SUR L'IMMIGRATION ET LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS

1. Subsection 38(2) of the *Immigration and Refugee Protection Act* is amended by adding the following after paragraph (b):

1. Le paragraphe 38(2) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

(b.1) has been approved under a provincial nominee program;

b.1) qui a été accepté aux termes d'un programme des candidats d'une province;

### COMING INTO FORCE

### ENTRÉE EN VIGUEUR

2. This Act comes into force on the day following the day on which it receives royal assent.

2. La présente loi entre en vigueur le jour suivant la date de sa sanction.

Entrée en vigueur







CAL  
XB  
-E06  
  
C-557

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

## BILL C-557

An Act to amend the Immigration and Refugee Protection Act  
(appeals)

---

FIRST READING, JUNE 17, 2010

---

MS. CHOW

C-557

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## PROJET DE LOI C-557

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des  
réfugiés (appels)

---

PREMIÈRE LECTURE LE 17 JUIN 2010

---

M<sup>ME</sup> CHOW

## SUMMARY

This enactment provides a right of appeal to a foreign national whose application for a permanent resident visa has been denied on the grounds set out in paragraph 38(1)(c) or section 42 of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

## SOMMAIRE

Le texte accorde un droit d'appel aux étrangers qui se voient refuser la délivrance d'un visa de résident permanent pour un des motifs prévus au paragraphe 38(1) (état de santé risquant d'entraîner un fardeau excessif pour les services sociaux ou de santé) ou ceux prévus à l'article 42 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-557**

**PROJET DE LOI C-557**

An Act to amend the Immigration and Refugee  
Protection Act (appeals)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la  
protection des réfugiés (appels)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

2001, c. 27

**IMMIGRATION AND REFUGEE  
PROTECTION ACT**

**LOI SUR L'IMMIGRATION ET LA  
PROTECTION DES RÉFUGIÉS**

2001, ch. 27

**1. Section 63 of the *Immigration and  
Refugee Protection Act* is amended by adding  
the following after subsection (4):**

**1. L'article 63 de la *Loi sur l'immigration  
et la protection des réfugiés* est modifié par  
adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui  
suit :**

Right to  
appeal — visa  
refusal

(4.1) A foreign national may appeal to the  
Immigration Appeal Division against a decision  
not to issue the foreign national a permanent  
resident visa if the decision is based on a finding 10  
that

- (a) the foreign national is inadmissible on  
health grounds under paragraph 38(1)(c); or
- (b) the foreign national is inadmissible under  
section 42 on grounds that a family member 15  
of the foreign national is inadmissible on  
health grounds under paragraph 38(1)(c).

(4.1) L'étranger peut interjeter appel de la  
décision de refuser de délivrer le visa de  
résident permanent qui est fondée sur l'un des 10  
motifs suivants :

Droit d'appel  
visa

a) il est interdit de territoire pour motifs  
sanitaires au titre du paragraphe 38(1) du fait  
que son état de santé risquerait d'entraîner un  
fardeau excessif pour les services sociaux ou 15  
de santé;

b) il est interdit de territoire aux termes de  
l'article 42 parce qu'un membre de sa famille  
est interdit de territoire pour motifs sanitaires  
au titre du paragraphe 38(1) du fait que son 20  
état de santé risquerait d'entraîner un fardeau  
excessif pour les services sociaux ou de santé.

**COMING INTO FORCE**

**ENTRÉE EN VIGUEUR**

**2. This Act comes into force 30 days after  
the day on which it receives royal assent.**

**2. La présente loi entre en vigueur trente  
jours après sa sanction.**

Entrée en  
vigueur



403156

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca





C-558

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

## BILL C-558

An Act to amend the Criminal Code (social condition)

---

FIRST READING, JUNE 17, 2010

---

MS. DAVIES

C-558

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## PROJET DE LOI C-558

Loi modifiant le Code criminel (condition sociale)

---

PREMIÈRE LECTURE LE 17 JUIN 2010

---

M<sup>ME</sup> DAVIES

## SUMMARY

This enactment amends the provisions of the *Criminal Code* that establish principles related to sentencing and describe the aggravating circumstances that require increased sentences to be imposed. The enactment requires an increased sentence where there is evidence that the offence was motivated by bias, prejudice or hate based on the social condition of the victim. It strives to protect people experiencing social or economic disadvantage on the basis of their source of income, occupation, level of education, poverty, lack of adequate housing, homelessness or any other similar circumstance.

## SOMMAIRE

Le texte modifie les dispositions du *Code criminel* qui établissent des principes servant à la détermination de la peine et prévoient les circonstances aggravantes entraînant une peine plus sévère. Il exige l'infliction d'une peine plus sévère dans les cas où il est prouvé que l'infraction est motivée par des préjugés ou de la haine fondés sur la condition sociale de la victime. Il vise donc à protéger les personnes qui sont défavorisées sur le plan social ou économique en raison notamment de leur source de revenu, de leur profession, de leur niveau de scolarité, de leur état de pauvreté ou du fait qu'elles sont sans abri ou sans logement adéquat.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-558

## PROJET DE LOI C-558

An Act to amend the Criminal Code (social condition)

Loi modifiant le Code criminel (condition sociale)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. C-46

**1. The *Criminal Code* is amended by adding the following before section 718.2:**

**1. Le *Code criminel* est modifié par adjonction, avant l'article 718.2, de ce qui suit :**

Definition of  
"social  
condition"

**718.19** In section 718.2, "social condition" means, in respect of an individual, the condition of the individual experiencing social or economic disadvantage on the basis of their source of income, occupation, level of education, 10 poverty, lack of adequate housing, homelessness or any other similar circumstance.

**718.19** À l'article 718.2, « condition sociale » s'entend de la condition d'un individu qui est défavorisé sur le plan social ou économique en raison notamment de sa source de revenu, de sa profession, de son niveau de 10 scolarité, de son état de pauvreté ou du fait qu'il est sans abri ou sans logement adéquat.

Définition de  
« condition  
sociale »

**2. Subparagraph 718.2(a)(i) of the Act is replaced by the following:**

**2. Le sous-alinéa 718.2a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(i) evidence that the offence was motivated by bias, prejudice or hate based on race, national or ethnic origin, language, colour, religion, sex, age, mental or physical disability, social condition, sexual orientation or any other similar factor, 20

(i) que l'infraction est motivée par des 15 préjugés ou de la haine fondés sur des facteurs tels que la race, l'origine nationale ou ethnique, la langue, la couleur, la religion, le sexe, l'âge, la déficience mentale ou physique, la condition sociale 20 ou l'orientation sexuelle.

403127

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca



C41  
78  
B56

Gouvernement  
Publication

**C-559**

**C-559**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-559**

## **PROJET DE LOI C-559**

An Act to amend the Canadian Human Rights Act (social  
condition)

Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne  
(condition sociale)

---

FIRST READING, JUNE 17, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 17 JUIN 2010

---

MS. DAVIES

M<sup>ME</sup> DAVIES



## SUMMARY

This enactment amends the *Canadian Human Rights Act* to prohibit discrimination on the grounds of social condition. In doing so, it protects from discrimination people who are experiencing social or economic disadvantage on the basis of their source of income, occupation, level of education, poverty, lack of adequate housing, homelessness or any other similar circumstance.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi canadienne sur les droits de la personne* afin d'interdire la discrimination fondée sur la condition sociale. Ainsi, il protège contre la discrimination les personnes qui sont défavorisées sur le plan social ou économique en raison notamment de leur source de revenu, de leur profession, de leur niveau de scolarité, de leur état de pauvreté ou du fait qu'elles sont sans abri ou sans logement adéquat.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-559

## PROJET DE LOI C-559

An Act to amend the Canadian Human Rights  
Act (social condition)

Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de  
la personne (condition sociale)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

R.S., c. H-6

### CANADIAN HUMAN RIGHTS ACT

### LOI CANADIENNE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

L.R., ch. H-6

1. Section 2 of the *Canadian Human  
Rights Act* is replaced by the following:

1. L'article 2 de la *Loi canadienne sur les  
droits de la personne* est remplacé par ce qui  
suit :

Purpose

2. (1) The purpose of this Act is to extend  
the laws in Canada to give effect, within the  
purview of matters coming within the legislative  
authority of Parliament, to the principle that all  
individuals should have an opportunity equal  
with other individuals to make for themselves  
the lives that they are able and wish to have and  
to have their needs accommodated, consistent  
with their duties and obligations as members of  
society, without being hindered in or prevented  
from doing so by discriminatory practices based  
on race, national or ethnic origin, colour,  
religion, age, sex, sexual orientation, marital  
status, family status, social condition, disability  
or conviction for an offence for which a pardon  
has been granted.

2. (1) La présente loi a pour objet de  
compléter la législation canadienne en donnant  
effet, dans le champ de compétence du  
Parlement du Canada, au principe suivant : le  
droit de tous les individus, dans la mesure  
compatible avec leurs devoirs et obligations au  
sein de la société, à l'égalité des chances  
d'épanouissement et à la prise de mesures  
visant à la satisfaction de leurs besoins,  
indépendamment des considérations fondées  
sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la  
couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation  
sexuelle, l'état matrimonial, la situation de  
famille, la condition sociale, la déficience ou  
l'état de personne graciée.

Objet

Definition of  
"social  
condition"

(2) In this Act, "social condition" means, in  
respect of an individual, the condition of the  
individual experiencing social or economic  
disadvantage on the basis of their source of  
income, occupation, level of education, poverty,  
lack of adequate housing, homelessness or any  
other similar circumstance.

(2) Dans la présente loi, « condition sociale »  
s'entend de la condition d'un individu qui est  
défavorisé sur le plan social ou économique en  
raison notamment de sa source de revenu, de sa  
profession, de son niveau de scolarité, de son  
état de pauvreté ou du fait qu'il est sans abri ou  
sans logement adéquat.

Definition de  
« condition  
sociale »

**2. Subsection 3(1) of the Act is replaced by the following:**

**2. Le paragraphe 3(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Prohibited grounds of discrimination

3. (1) For all purposes of this Act, the prohibited grounds of discrimination are race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, marital status, family status, social condition, disability and conviction for which a pardon has been granted.

3. (1) Pour l'application de la présente loi, les motifs de distinction illicite sont ceux qui sont fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état matrimonial, la situation de famille, la condition sociale, l'état de personne graciée ou la déficience.

Motifs de distinction illicite

#### COORDINATING AMENDMENTS

#### DISPOSITIONS DE COORDINATION

Bill C-23

3. (1) Subsections (2) and (3) apply if Bill C-23, introduced in the 3rd session of the 40th Parliament and entitled *An Act to amend the Criminal Records Act and to make consequential amendments to other Acts* (in this section referred to as the "other Act"), receives royal assent.

(2) On the first day on which both section 25 of the other Act and section 1 of this Act are in force, section 2 of the *Canadian Human Rights Act* is replaced by the following:

3. (1) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-23, déposé au cours de la 3<sup>e</sup> session de la 40<sup>e</sup> législature et intitulé *Loi modifiant la Loi sur le casier judiciaire et d'autres lois en conséquence* (appelé « autre loi » au présent article).

(2) Dès le premier jour où l'article 25 de l'autre loi et l'article 1 de la présente loi sont tous deux en vigueur, l'article 2 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* est remplacé par ce qui suit :

Projet de loi C-23

Purpose

2. (1) The purpose of this Act is to extend the laws in Canada to give effect, within the purview of matters coming within the legislative authority of Parliament, to the principle that all individuals should have an opportunity equal with other individuals to make for themselves the lives that they are able and wish to have and to have their needs accommodated, consistent with their duties and obligations as members of society, without being hindered in or prevented from doing so by discriminatory practices based on race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, marital status, family status, social condition, disability or conviction for an offence for which a pardon has been granted or in respect of which a record suspension has been ordered.

2. (1) La présente loi a pour objet de compléter la législation canadienne en donnant effet, dans le champ de compétence du Parlement du Canada, au principe suivant : le droit de tous les individus, dans la mesure compatible avec leurs devoirs et obligations au sein de la société, à l'égalité des chances d'épanouissement et à la prise de mesures visant à la satisfaction de leurs besoins, indépendamment des considérations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état matrimonial, la situation de famille, la condition sociale, la déficience ou l'état de personne graciée.

Objet

Definition of "social condition"

(2) In this Act, "social condition" means, in respect of an individual, the condition of the individual experiencing social or economic disadvantage on the basis of their source of income, occupation, level of education, poverty, lack of adequate housing, homelessness or any other similar circumstance.

(2) Dans la présente loi, « condition sociale » s'entend de la condition d'un individu qui est défavorisé sur le plan social ou économique en raison notamment de sa source de revenu, de sa profession, de son niveau de scolarité, de son état de pauvreté ou du fait qu'il est sans abri ou sans logement adéquat.

Définition de « condition sociale »



(3) On the first day on which both section 26 of the other Act and section 2 of this Act are in force, subsection 3(1) of the *Canadian Human Rights Act* is replaced by the following:

3. (1) For all purposes of this Act, the prohibited grounds of discrimination are race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, marital status, family status, social condition, disability and conviction for which a pardon has been granted or in respect of which a record suspension has been ordered.

Prohibited  
grounds of  
discrimination

(3) Dès le premier jour où l'article 26 de l'autre loi et l'article 2 de la présente loi sont tous deux en vigueur, le paragraphe 3(1) de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* est remplacé par ce qui suit :

3. (1) Pour l'application de la présente loi, les motifs de distinction illicite sont ceux qui sont fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état matrimonial, la situation de famille, la condition sociale, l'état de personne graciée ou la déficience.

5

Motifs de  
distinction  
illicite



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca



CAL  
26  
-B56

Gouvernement  
du Canada

**C-560**

**C-560**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-560**

**PROJET DE LOI C-560**

An Act respecting the locking of cellular telephones

Loi concernant le verrouillage des téléphones cellulaires

---

FIRST READING, JUNE 17, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 17 JUIN 2010

---

MR. HYER

M. HYER



## SUMMARY

This enactment provides that a telecommunications service provider is obligated to

- (a)* inform a consumer who intends to purchase a cellular telephone from the provider whether the network access of the telephone is restricted by a lock;
- (b)* remove free of charge, after the service contract has expired, any network lock that has been applied to a cellular telephone purchased at a discounted price by a consumer as a condition of entering into a service contract with the provider; and
- (c)* remove free of charge any network lock that has been applied to a cellular telephone purchased by a consumer from the provider if the consumer does not enter into a service contract of at least six months in duration with the provider or if the consumer pays the total cost of the telephone handset before taking possession of it.

## SOMMAIRE

Le texte prévoit que le fournisseur de services de télécommunication est tenu :

- a)* lorsqu'il vend un téléphone cellulaire, d'indiquer au consommateur que l'appareil est muni d'un verrou qui en limite l'utilisation à un seul réseau;
- b)* de déverrouiller gratuitement, après l'expiration du contrat de service, tout téléphone cellulaire vendu à rabais à un consommateur qui a signé un tel contrat;
- c)* de déverrouiller gratuitement tout téléphone cellulaire qu'il vend à un consommateur qui ne conclut pas avec lui un contrat de service d'une durée minimale de six mois ou qui paie le coût total de l'appareil avant d'en prendre possession.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-560**

**PROJET DE LOI C-560**

An Act respecting the locking of cellular  
telephones

Loi concernant le verrouillage des téléphones  
cellulaires

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

**1.** This Act may be cited as the *Cell Phone  
Freedom Act*.

**1.** *Loi sur l'accès aux réseaux de téléphonie  
5 cellulaire.*

Titre abrégé  
5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

**2.** The following definitions apply in this  
Act.

**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à  
la présente loi.

Definitions

"network lock"  
«verrou réseau»

"network lock" means a function in a cellular  
telephone that restricts its use to a particular  
provider.

«contrat de service» Contrat conclu entre un  
fournisseur et un consommateur en vue de  
10 fournir à ce dernier l'accès à un réseau de 10  
téléphonie cellulaire.

«contrat de  
service»  
"service  
contract"

"provider"  
«fournisseur»

"provider" means a telecommunications service  
provider within the meaning of the *Telecommu-  
nications Act* that, for a fee, provides consumers  
with access to a wireless service network for  
cellular telephone use.

«fournisseur» Fournisseur de services de télé-  
communication au sens de la *Loi sur les  
télécommunications* qui, à titre onéreux, fournit  
15 à ses clients l'accès à un réseau de téléphonie 15  
cellulaire.

«fournisseur»  
"provider"

"service  
contract"  
«contrat de  
service»

"service contract" means a contract entered into  
by a provider and a consumer for access to a  
wireless service network for cellular telephone  
use.

«verrou réseau» Fonction d'un téléphone  
cellulaire qui limite son utilisation au réseau  
d'un seul fournisseur.

«verrou réseau»  
"network lock"

DUTY OF PROVIDER

OBLIGATION DU FOURNISSEUR

Duty to inform

**3.** No provider shall sell a cellular telephone 20  
to a consumer unless the provider first informs  
the consumer whether the network access of the  
telephone is restricted by a network lock to the  
wireless service network of the provider.

**3.** Il est interdit à un fournisseur de vendre un 20  
téléphone cellulaire sans indiquer d'abord au  
consommateur, le cas échéant, que le téléphone  
est muni d'un verrou réseau qui en limite  
l'utilisation au seul réseau du fournisseur.

Obligation  
d'informer

## SERVICE CONTRACTS

## CONTRATS DE SERVICE

Removal on  
expiration of  
service contract

4. If a consumer purchases a cellular telephone from a provider at a discounted price as a condition of entering into a service contract for the telephone with the provider, the provider shall, on the request of the consumer at any time after the service contract has expired, remove free of charge any network lock that has been applied to the telephone.

Removal on  
request

5. If a consumer purchases a cellular telephone from a provider without entering into a service contract of at least six months in duration with the provider or if the consumer pays the total cost of the telephone handset before taking possession of it, the provider shall, on the request of the consumer at any time after the purchase, remove free of charge any network lock that has been applied to the telephone.

4. Le fournisseur qui, lors de la vente d'un téléphone cellulaire muni d'un verrou réseau, consent un rabais conditionnel à la signature d'un contrat de service est tenu de déverrouiller 5 gratuitement le téléphone après l'expiration du 5 contrat à la demande du consommateur.

Déverrouillage  
après expiration  
du contrat de  
service

5. Le fournisseur qui vend un téléphone cellulaire muni d'un verrou réseau à un consommateur qui ne conclut pas avec lui un contrat de service d'une durée minimale de six 10 mois ou qui paie le coût total de l'appareil avant d'en prendre possession est tenu de déverrouiller 15 gratuitement le téléphone après l'achat à la demande du consommateur.

Déverrouillage  
sur demande



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http: publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca



CAM  
25  
-256

RECEIVED  
JUN 17 2010

**C-561**

**C-561**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-561**

**PROJET DE LOI C-561**

An Act to amend the Fisheries Act (mining activities)

Loi modifiant la Loi sur les pêches (activités minières)

---

FIRST READING, JUNE 17, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 17 JUIN 2010

---

MR. SCARPALEGGIA

M. SCARPALEGGIA

## SUMMARY

This enactment amends the *Fisheries Act* to prevent the authorized deposit of substances from industrial processes relating to mining activities into any waters or place that would result in the alteration, disruption or destruction of fish habitat or degrade the ecological integrity of that habitat.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les pêches* afin d'interdire l'immersion ou le rejet autorisés, dans des eaux ou des lieux, de substances découlant de procédés industriels relatifs aux activités minières lorsque ces substances auraient pour effet de détériorer, de détruire ou de perturber l'habitat du poisson ou de dégrader l'intégrité écologique de cet habitat.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-561

## PROJET DE LOI C-561

An Act to amend the Fisheries Act (mining activities)

Loi modifiant la Loi sur les pêches (activités minières)

R.S., c. F-14

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. F-14

**1. Section 35 of the *Fisheries Act* is amended by adding the following after subsection (2):**

**1. L'article 35 de la *Loi sur les pêches* est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

Exception —  
mining activities

(3) Despite subsection (2), neither the Minister nor the Governor in Council may, under any conditions, authorize the alteration, disruption or destruction of fish habitat by the deposit of any waste or deleterious substance from an industrial process relating to mining activities in any water or place that would degrade the ecological integrity of fish habitat.

(3) Malgré le paragraphe (2), ni le ministre ni le gouverneur en conseil ne peuvent, dans aucune circonstance, autoriser que l'habitat du poisson soit détérioré, détruit ou perturbé par l'immersion ou le rejet, dans des eaux ou des lieux, de déchets ou de substances nocives découlant de procédés industriels relatifs aux activités minières qui dégraderaient l'intégrité écologique de l'habitat du poisson.

Exception  
activités  
minières

**2. Section 36 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):**

**2. L'article 36 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :**

Exception —  
mining activities

(5.1) The Governor in Council may not make regulations that allow a person to deposit or to permit the deposit of, in any water or place,

(5.1) Le gouverneur en conseil ne peut prendre de règlements autorisant des personnes à immerger ou à rejeter — ou à permettre d'immerger ou de rejeter — dans des eaux ou des lieux :

Exception  
activités  
minières

(a) a waste or pollutant from an industrial process relating to mining activities that would degrade the ecological integrity of fish habitat, despite any Act other than this Act or any regulations made under any other Act; or

a) malgré toute autre loi fédérale et ses règlements, les déchets ou les polluants découlant de procédés industriels relatifs aux activités minières qui dégraderaient l'intégrité écologique de l'habitat du poisson;

(b) a deleterious substance from an industrial process relating to mining activities that would degrade the ecological integrity of fish habitat, despite subsection (5).

b) malgré le paragraphe (5), les substances nocives découlant de procédés industriels relatifs aux activités minières qui dégraderaient l'intégrité écologique de l'habitat du poisson.

5



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>



CA1  
XB  
-356

Library  
Parliament

**C-562**

**C-562**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-562**

**PROJET DE LOI C-562**

An Act to amend the Excise Tax Act (Head Smart ski and  
snowboard facilities)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (certification des  
installations de ski et de surf des neiges)

---

FIRST READING, SEPTEMBER 27, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 27 SEPTEMBRE 2010

---



MR. CULLEN

M. CULLEN

## SUMMARY

This enactment amends the *Excise Tax Act* to provide that the purchase of a pass to use a ski or snowboard facility and the rental of ski or snowboard equipment at such a facility will be zero-rated if the operator of the facility holds a valid certificate issued by the Minister of State (Sport) attesting to the fact that the facility is being operated as a Head Smart ski and snowboard facility.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la taxe d'accise* afin que l'achat d'un laissez-passer permettant l'accès à des installations de ski ou de surf des neiges ou la location d'équipement de ski ou de surf des neiges à de telles installations soient détaxés si l'exploitant des installations détient un certificat valide délivré par le ministre d'État (Sports) attestant que celles-ci sont certifiées « Ayez la tête dure ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-562

## PROJET DE LOI C-562

An Act to amend the Excise Tax Act (Head  
Smart ski and snowboard facilities)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise  
(certification des installations de ski et de  
surf des neiges)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

R.S., c. E-15

### EXCISE TAX ACT

### LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

L.R., ch. E-15

1. Schedule VI of the *Excise Tax Act* is  
amended by adding the following after Part  
X:

1. L'annexe VI de la *Loi sur la taxe  
d'accise* est modifiée par adjonction, après 5  
la partie X, de ce qui suit :

#### PART XI

#### RECREATIONAL SPORTS SERVICES

1. A supply of a pass that entitles the holder  
to the use of a ski or snowboard facility for a  
specified period of time or a supply of ski or  
snowboard equipment on a rental basis by the 10  
operator of a ski or snowboard facility if the  
operator of the facility holds a valid certificate  
issued by the Minister of State (Sport) attesting  
to the fact that the facility is being operated as a  
Head Smart ski and snowboard facility in 15  
accordance with the requirements established  
by the Minister.

#### PROGRAM ESTABLISHED BY MINISTER

2. The Minister of State (Sport) shall,  
within 6 months after this Act comes into  
force, establish a program for the certifica- 20  
tion, on application, of every ski and snow-  
board facility that meets the requirements  
established by the Minister to operate as a

#### PARTIE XI

#### SERVICES DE SPORTS RÉCRÉATIFS

1. La fourniture d'un laissez-passer permet-  
tant au titulaire d'avoir accès à des installations  
de ski ou de surf des neiges pour une période  
précise ou la fourniture de services de location 10  
d'équipement de ski ou de surf des neiges par  
l'exploitant d'installations de ski ou de surf des  
neiges si cet exploitant détient un certificat  
valide délivré par le ministre d'État (Sports)  
attestant que les installations sont certifiées 15  
« Ayez la tête dure » conformément aux  
exigences établies par le ministre.

#### PROGRAMME ÉTABLI PAR LE MINISTRE

2. Dans les six mois suivant l'entrée en  
vigueur de la présente loi, le ministre d'État  
(Sports) établit un programme prévoyant la 20  
certification, sur demande, des installations  
de ski et de surf des neiges qui répondent aux

Certification  
program

Programme  
certification

**Head Smart ski and snowboard facility, including the mandatory use of appropriate helmets.**

**exigences établies par le ministre pour être certifiées « Ayez la tête dure », notamment le port obligatoire d'un casque convenable.**



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>



A1  
3  
56

Document  
Parlementaire

**C-563**

**C-563**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-563**

**PROJET DE LOI C-563**

An Act to amend the Income Tax Act (payment of individual's  
refund to registered charity)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (versement du  
remboursement d'un particulier à un organisme de  
bienfaisance enregistré)

---

FIRST READING, SEPTEMBER 27, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 27 SEPTEMBRE 2010

---



MR. CULLEN

M. CULLEN

## SUMMARY

This enactment amends section 164 of the *Income Tax Act* to permit an individual to direct the Minister to pay all or any portion of their tax refund to a registered charity.

## SOMMAIRE

Le texte modifie l'article 164 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin de prévoir qu'un particulier peut demander au ministre de verser tout ou partie de son remboursement d'impôt à un organisme de bienfaisance enregistré.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-563

## PROJET DE LOI C-563

An Act to amend the Income Tax Act (payment of individual's refund to registered charity)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (versement du remboursement d'un particulier à un organisme de bienfaisance enregistré)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 1  
(5<sup>e</sup> suppl.)

**1. Section 164 of the *Income Tax Act* is amended by adding the following after subsection (1.8):**

**1. L'article 164 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.8), de ce qui suit :**

(1.9) An individual (other than a trust) may, in the individual's return of income for a taxation year, request the Minister to pay to a registered charity, all or any part of a refund for the year claimed by the individual in the return and, where the individual makes such a request

(1.9) Un particulier (sauf une fiducie) peut demander au ministre, dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition, de verser à un organisme de bienfaisance enregistré tout ou partie du montant de remboursement qu'il demande pour l'année dans la déclaration. Le cas échéant, les règles suivantes s'appliquent :

Demande en vue du versement du remboursement à un organisme de bienfaisance enregistré

(a) the Minister may make the payment to the registered charity in accordance with the request; and

a) le ministre peut faire le versement à un organisme de bienfaisance enregistré en 15 conformité avec la demande;

(b) the amount of the payment is deemed to have been refunded under this section to the individual at the time a notice of an original assessment of tax payable under this Part by the individual for the year, or a notification that no tax is payable under this Part by the individual for the year, is sent to the individual.

b) le montant du versement est réputé avoir été remboursé au particulier en application du présent article au moment de l'envoi à ce dernier d'un avis de première cotisation concernant l'impôt payable par lui pour l'année en vertu de la présente partie ou d'un avis portant qu'aucun impôt n'est payable par lui pour l'année en vertu de la présente partie.

25

(1.91) The Minister shall make a payment to a registered charity under subsection (1.9) if the individual has specified the name and business number of the registered charity along with the amount to be paid to the registered charity.

(1.91) Le ministre effectue le versement à un organisme de bienfaisance enregistré conformément au paragraphe (1.9) si le particulier a

Renseignements requis

R.S., c. 1  
(5th Suppl.)

Request to pay refund to a registered charity

Required information

indiqué dans sa demande le nom et le numéro  
d'entreprise de l'organisme de bienfaisance  
enregistré ainsi que le montant à lui verser.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>



A1  
XB  
B56

C-564  
Publication

**C-564**

**C-564**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-564**

## **PROJET DE LOI C-564**

An Act respecting a Senior Consumer Price Index

Loi concernant l'indice des prix à la consommation pour aînés

---

FIRST READING, SEPTEMBER 28, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 28 SEPTEMBRE 2010

---



MR. MARSTON

M. MARSTON

## SUMMARY

This enactment requires the Chief Statistician of Canada to prepare a consumer price index for senior citizens to reflect the characteristics of consumer spending by persons aged 60 years and older.

It also makes amendments to the *Canada Pension Plan* and the *Old Age Security Act* to provide that the pensions provided under those Acts are indexed in accordance with this Senior Consumer Price Index.

## SOMMAIRE

Le texte exige que le statisticien en chef du Canada établisse un indice des prix à la consommation pour les aînés qui caractérise les dépenses des consommateurs âgés de soixante ans et plus.

Il modifie également le *Régime de pensions du Canada* et la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* afin de prévoir l'indexation des pensions versées sous le régime de ces deux lois en fonction de l'indice des prix à la consommation pour aînés.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-564

## PROJET DE LOI C-564

An Act respecting a Senior Consumer Price Index

Loi concernant l'indice des prix à la consommation pour aînés

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Senior Consumer Price Index Act*.

1. *Loi sur l'indice des prix à la consommation pour aînés*.

Titre abrégé

5

### PRICE INDEX

### INDICE DES PRIX

Senior Consumer Price Index

2. Commencing six months after this Act comes into force, the Chief Statistician of Canada shall, under the authority conferred by section 22 of the *Statistics Act*, prepare and publish for each calendar month a price index 10 that reflects the characteristics of consumer spending by persons aged 60 years and older.

2. À compter du septième mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le statisticien en chef du Canada, en vertu de l'article 22 de la *Loi sur la statistique*, établit et publie pour chaque mois civil un indice des prix 10 caractérisant les dépenses des consommateurs âgés de soixante ans et plus.

Indice des prix à la consommation pour aînés

### CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

### MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. C-8

#### CANADA PENSION PLAN

#### RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

L.R., ch. C-8

3. (1) The definition "Consumer Price Index" in subsection 2(1) of the *Canada Pension Plan* is repealed.

3. (1) La définition de « indice des prix à la consommation », au paragraphe 2(1) du 15 *Régime de pensions du Canada*, est abrogée. 15

(2) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"Senior Consumer Price Index"  
« indice des prix à la consommation pour aînés »

"Senior Consumer Price Index" means the Senior Consumer Price Index for Canada, as 20 published by Statistics Canada under the authority of the *Statistics Act*;

« indice des prix à la consommation pour aînés »  
L'indice des prix à la consommation pour aînés 20 pour le Canada publié par Statistique Canada sous le régime de la *Loi sur la statistique*.

« indice des prix à la consommation pour aînés »  
"Senior Consumer Price Index"

**4. (1) Subsection 43(1) of the Act is replaced by the following:**

Pension Index for subsequent years

**43. (1)** Subject to subsection (2), the Pension Index for each year shall be calculated, in prescribed manner, as the average for the twelve month period ending October 31 in the preceding year of the Senior Consumer Price Index for each month in that twelve month period.

**(2) Subsection 43(3) of the Act is replaced by the following:**

Where basis of Senior Consumer Price Index is changed

**(3)** Where at any time the Senior Consumer Price Index is adjusted to reflect a new time basis or a new content basis with a resulting percentage adjustment being made in the figures for that Index, a corresponding percentage adjustment shall, at the time of the next calculation of the Pension Index, be made in all values then existing of the Pension Index.

**4. (1) Le paragraphe 43(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Indice de pension

**43. (1)** Sous réserve du paragraphe (2), l'indice de pension pour une année donnée est constitué, selon les modalités prescrites, par la moyenne, pour la période de douze mois se terminant le 31 octobre de l'année précédente, de l'indice des prix à la consommation pour aînés pour chacun des mois de cette période.

**(2) Le paragraphe 43(3) de la même loi est 10 remplacé par ce qui suit :**

**(3)** En cas d'ajustement de l'indice des prix à la consommation pour aînés visant à tenir compte d'une nouvelle base quant au temps ou au contenu et, en conséquence, d'ajustement 15 du pourcentage des chiffres de cet indice, un ajustement de pourcentage correspondant doit être apporté à toutes les données existantes de l'indice de pension au moment du prochain calcul de l'indice de pension.

Modification de la base de l'indice des prix à la consommation pour aînés

R.S., c. O-9

#### OLD AGE SECURITY ACT

#### LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

L.R., ch. O-9

**5. (1) The definition "Consumer Price Index" in section 2 of the *Old Age Security Act* is repealed.**

**(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

"Senior Consumer Price Index"  
« indice des prix à la consommation pour aînés »

"Senior Consumer Price Index", with respect to any adjustment quarter, means the average for 25 that adjustment quarter of the Senior Consumers Price Index for Canada, as published by Statistics Canada under the authority of the *Statistics Act*, for each month in that adjustment quarter;

**5. (1) La définition de « indice des prix à la consommation », à l'article 2 de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, est abrogée.**

**(2) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, 25 de ce qui suit :**

« indice des prix à la consommation pour aînés » Dans le cas d'un trimestre de rajustement, la moyenne des indices des prix à la consommation pour aînés pour le Canada publiés par 30 Statistique Canada sous le régime de la *Loi sur la statistique* pour chacun des mois du trimestre.

« indice des prix à la consommation pour aînés »  
"Senior Consumer Price Index"

**6. (1) Paragraph 7(2)(b) of the Act is replaced by the following:**

**(b)** the ratio that the Senior Consumer Price Index for the first adjustment quarter that relates to that payment quarter bears to the 35 Senior Consumer Price Index for the second adjustment quarter that relates to that payment quarter.

**(2) Subsection 7(4) of the Act is replaced by the following:**

**6. (1) L'alinéa 7(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**b)** la fraction ayant respectivement pour 35 numérateur et dénominateur les indices des prix à la consommation pour aînés pour les premier et second trimestres de rajustement.

**(2) Le paragraphe 7(4) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :**

40



Effect of  
reduction in  
Senior  
Consumer Price  
Index

(4) Where, in relation to any payment quarter, the Senior Consumer Price Index for the first adjustment quarter is lower than the Senior Consumer Price Index for the second adjustment quarter,

(a) no pension adjustment shall be made pursuant to subsection (2) in respect of that payment quarter; and

(b) no pension adjustment shall be made pursuant to that subsection in respect of any 10 subsequent payment quarter until, in relation to a subsequent payment quarter, the Senior Consumer Price Index for the first adjustment quarter that relates to that subsequent payment quarter is higher than the Senior 15 Consumer Price Index for the second adjustment quarter that relates to the payment quarter referred to in paragraph (a), in which case the second adjustment quarter that relates to the payment quarter referred to in 20 that paragraph shall be deemed to be the second adjustment quarter that relates to that subsequent payment quarter.

**7. (1) Paragraph 12(2)(b) of the Act is replaced by the following:**

(b) the ratio that the Senior Consumer Price Index for the first adjustment quarter that relates to that payment quarter bears to the Senior Consumer Price Index for the second adjustment quarter that relates to that pay- 30 ment quarter,

**(2) Subsection 12(4) of the Act is replaced by the following:**

(4) Where, in relation to any payment quarter, the Senior Consumer Price Index for 35 the first adjustment quarter is lower than the Senior Consumer Price Index for the second adjustment quarter,

(a) no supplement adjustment shall be made pursuant to subsection (2) in respect of that 40 payment quarter; and

(b) no supplement adjustment shall be made pursuant to that subsection in respect of any subsequent payment quarter until, in relation to a subsequent payment quarter, the Senior 45 Consumer Price Index for the first adjustment quarter that relates to that subsequent pay-

(4) Si, pour un trimestre de paiement donné, l'indice des prix à la consommation pour aînés du premier trimestre de rajustement est inférieur à celui du second, les règles suivantes s'ap- 5 pliquent :

a) la pension n'est pas rajustée pour le trimestre de paiement en question;

b) le rajustement ne commence que pour le trimestre de paiement où l'indice du premier trimestre de rajustement est supérieur à celui 10 du trimestre qui constituait le second trimestre de rajustement par rapport au trimestre visé à l'alinéa a), ce second trimestre de rajustement étant réputé constituer le second trimestre de rajustement par rapport au 15 trimestre de paiement où commence le rajustement.

**7. (1) L'alinéa 12(2)b) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :**

b) la fraction ayant respectivement pour 20 numérateur et dénominateur les indices des prix à la consommation pour aînés pour les premier et second trimestres de rajustement.

**(2) Le paragraphe 12(4) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :**

(4) Si, pour un trimestre de paiement donné, l'indice des prix à la consommation pour aînés du premier trimestre de rajustement est inférieur à celui du second, les règles suivantes s'ap- 30 pliquent :

a) le montant du supplément n'est pas rajusté pour le trimestre de paiement en question;

b) le rajustement ne commence que pour le trimestre de paiement où l'indice du premier trimestre de rajustement est supérieur à celui 35 du trimestre qui constituait le second trimestre de rajustement par rapport au trimestre visé à l'alinéa a), ce second trimestre de rajustement étant réputé constituer le second

Baisse de  
l'indice

5

25

Baisse de  
l'indice

30

Effect of  
reduction in  
Senior  
Consumer Price  
Index

ment quarter is higher than the Senior Consumer Price Index for the second adjustment quarter that relates to the payment quarter referred to in paragraph (a), in which case the second adjustment quarter that relates to the payment quarter referred to in that paragraph shall be deemed to be the second adjustment quarter that relates to that subsequent payment quarter.

**8. (1) Paragraph 22(4.2)(b) of the Act is replaced by the following:**

(b) the ratio that the Senior Consumer Price Index for the first adjustment quarter that relates to that payment quarter bears to the Senior Consumer Price Index for the second adjustment quarter that relates to that payment quarter.

**(2) Subsection 22(4.4) of the Act is replaced by the following:**

(4.4) If, in relation to any payment quarter, the Senior Consumer Price Index for the first adjustment quarter is lower than the Senior Consumer Price Index for the second adjustment quarter,

(a) no adjustment of the supplement equivalent for the survivor is to be made under subsection (4.2) in respect of that payment quarter; and

(b) no adjustment of the supplement equivalent for the survivor is to be made under that subsection in respect of any subsequent payment quarter until, in relation to a subsequent payment quarter, the Senior Consumer Price Index for the first adjustment quarter that relates to that subsequent payment quarter is higher than the Senior Consumer Price Index for the second adjustment quarter that relates to the payment quarter referred to in paragraph (a), in which case the second adjustment quarter that relates to the payment quarter referred to in that paragraph is deemed to be the second adjustment quarter that relates to that subsequent payment quarter.

**9. Section 27 of the Act and the heading before it are replaced by the following:**

trimestre de rajustement par rapport au trimestre de paiement où commence le rajustement.

**8. (1) L'alinéa 22(4.2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

b) la fraction ayant respectivement pour numérateur et dénominateur les indices des prix à la consommation pour aînés pour les premier et second trimestres de rajustement.

**(2) Le paragraphe 22(4.4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(4.4) Si, pour un trimestre de paiement donné, l'indice des prix à la consommation pour aînés du premier trimestre de rajustement est inférieur à celui du second, les règles suivantes s'appliquent :

a) la valeur du supplément pour le survivant n'est pas rajustée pour le trimestre de paiement en question;

b) le rajustement ne commence que pour le trimestre de paiement où l'indice du premier trimestre de rajustement est supérieur à celui du trimestre qui constituait le second trimestre de rajustement par rapport au trimestre visé à l'alinéa a), ce second trimestre de rajustement étant réputé constituer le second trimestre de rajustement par rapport au trimestre de paiement où commence le rajustement.

**9. L'article 27 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :**

Reduction in  
Senior  
Consumer Price  
Index

Baisse de  
l'indice

## ADJUSTMENT IN SENIOR CONSUMER PRICE INDEX

Where basis of Senior Consumer Price Index changed

27. Where at any time the Senior Consumer Price Index for Canada, as published by Statistics Canada under the authority of the *Statistics Act*, is adjusted to reflect a new time basis or a new content basis, a corresponding adjustment shall be made in the Senior Consumer Price Index with respect to any adjustment quarter that is used for the purpose of calculating the amount of any benefit that may be paid under this Act.

10

10. Paragraph 34(b) of the Act is replaced by the following:

(b) prescribing the manner in which the average of the Senior Consumer Price Index for any period of months shall be determined and the manner in which any such average that is determined to be a fraction of a whole number shall be expressed;

15

## AJUSTEMENT DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION POUR AÎNÉS

Modification de la base de données

27. Tout ajustement de l'indice des prix à la consommation pour aînés pour le Canada publié par Statistique Canada sous le régime de la *Loi sur la statistique* à une nouvelle base de données ou de temps doit entraîner un ajustement correspondant de l'indice trimestriel des prix à la consommation pour aînés servant au calcul du montant des prestations.

5

10. L'alinéa 34b) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

10

b) établir le mode de détermination de la moyenne des indices des prix à la consommation pour aînés pour toute période de plusieurs mois et la façon d'arrondir les résultats obtenus;

15

R.S., c. W-3

## WAR VETERANS ALLOWANCE ACT

## LOI SUR LES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS

L.R., ch. W-3

11. Subsection 22(1) of the *War Veterans Allowance Act* is replaced by the following:

20

11. Le paragraphe 22(1) de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants* est remplacé par ce qui suit:

Increases

22. (1) The income factors specified in column II of the schedule, except the income factor specified for orphans and children, shall be increased simultaneously with and by the same amount as any increase in the amount of each of the Old Age Security pension and the Guaranteed Income Supplement provided from time to time by amendments to the *Old Age Security Act*, other than regular quarterly adjustments made under that Act in relation to the Senior Consumer Price Index.

30

22. (1) Les facteurs revenu indiqués à la colonne II de l'annexe, sauf le facteur revenu indiqué pour les orphelins et enfants, sont majorés en même temps et du même montant que toute augmentation du montant de la pension de sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti apportée par une modification de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, à l'exception des rajustements trimestriels réguliers effectués dans le cadre de cette loi par rapport à l'indice des prix à la consommation pour aînés.

Augmentations

30

## COMING INTO FORCE

12. Sections 3 to 11 of this Act come into force one year after it receives royal assent.

Coming into force

## ENTRÉE EN VIGUEUR

12. Les articles 3 à 11 de la présente loi entrent en vigueur un an après sa sanction.

Entrée en vigueur



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca





C-565  
X8  
556

**C-565**

**C-565**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-565**

**PROJET DE LOI C-565**

An Act to amend the Criminal Code (arrest without warrant by  
owner)

Loi modifiant le Code criminel (arrestation sans mandat par le  
propriétaire)

---

FIRST READING, SEPTEMBER 29, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 29 SEPTEMBRE 2010

---



MS. CHOW

M<sup>ME</sup> CHOW

## SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to give the owner or person in lawful possession of property the power to arrest without warrant a person he finds committing, or he believes has committed, a criminal offence on or in relation to that property.

## SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin d'autoriser le propriétaire ou la personne en possession légitime d'un bien à arrêter sans mandat toute personne qu'il trouve en train de commettre une infraction criminelle sur ou concernant ce bien ou dont il croit qu'elle a commis une telle infraction.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-565

## PROJET DE LOI C-565

An Act to amend the Criminal Code (arrest  
without warrant by owner)

Loi modifiant le Code criminel (arrestation sans  
mandat par le propriétaire)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

**1. The portion of subsection 494(2) of the  
Criminal Code after paragraph (b) is replaced  
by the following:**

may, within a reasonable period, arrest without  
warrant a person whom he finds committing a  
criminal offence on or in relation to that  
property or a person who, on reasonable  
grounds, he believes has committed such an  
offence.

L.R., ch. C-46

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

**1. Le passage du paragraphe 494(2) du  
Code criminel suivant l'alinéa b) est remplacé  
par ce qui suit :**

peut, dans un délai raisonnable, arrêter sans  
mandat toute personne qu'il trouve en train de  
commettre une infraction criminelle sur ou  
concernant ce bien ou dont il a des motifs  
raisonnables de croire qu'elle a commis une  
telle infraction.

403221

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http: publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Editions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http: publications.gc.ca





A1  
x8  
256

Government  
Publication

**C-566**

**C-566**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-566**

## **PROJET DE LOI C-566**

An Act to amend the Immigration and Refugee Protection Act  
(sponsorship of relative)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des  
réfugiés (parrainage d'un parent)

---

FIRST READING, SEPTEMBER 30, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 30 SEPTEMBRE 2010

---

MS. CHOW

M<sup>ME</sup> CHOW

## SUMMARY

This enactment allows a Canadian citizen or permanent resident to sponsor, once in their lifetime, a relative who is not a member of the family class.

## SOMMAIRE

Le texte autorise les citoyens canadiens et les résidents permanents à parrainer une fois au cours de leur vie un parent qui n'est pas membre de la catégorie « regroupement familial ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-566

## PROJET DE LOI C-566

An Act to amend the Immigration and Refugee Protection Act (sponsorship of relative)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (parrainage d'un parent)

2001, c. 27

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

**1. Section 13 of the *Immigration and Refugee Protection Act* is amended by adding the following after subsection (1):**

Right to sponsor one additional relative

(1.1) Subject to the regulations, a Canadian citizen or permanent resident may, once in their lifetime, sponsor one foreign national who is a relative but is not a member of the family class. 10

Definition of "relative"

(1.2) For the purposes of subsection (1.1), "relative" means

(a) a brother or sister of the sponsor;

(b) an uncle or aunt of the sponsor;

(c) a nephew or niece of the sponsor; 15

(d) a first cousin of the sponsor; or

(e) a child of the sponsor who is 22 years of age or older and is not dependent on the sponsor.

**2. Subsection 87.3(1) of the Act is replaced by the following:**

Application

**87.3** (1) This section applies to applications for visas or other documents made under subsection 11(1), other than those made by persons referred to in subsection 99(2), sponsorship applications made by persons referred to in subsection 13(1) or (1.1), applications for

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

**1. L'article 13 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

2001, ch. 27

(1.1) Tout citoyen canadien ou résident permanent peut, sous réserve des règlements, parrainer une fois au cours de sa vie un étranger 10 qui est un parent mais qui ne fait pas partie de la catégorie « regroupement familial ».

Droit au parrainage : parent supplémentaire

(1.2) Pour l'application du paragraphe (1.1), « parent » s'entend, par rapport au répondant :

Définition de « parent »

a) de son frère ou de sa sœur; 15

b) de son oncle ou de sa tante;

c) de son neveu ou de sa nièce;

d) de son cousin germain ou de sa cousine germaine;

e) de son enfant âgé de vingt-deux ans ou 20 plus qui n'est pas à sa charge.

**2. Le paragraphe 87.3(1) est remplacé par ce qui suit :**

**87.3** (1) Le présent article s'applique aux demandes de visa et d'autres documents visées 25 au paragraphe 11(1), sauf celle faite par la personne visée au paragraphe 99(2), aux demandes de parrainage faites par une personne visée aux paragraphes 13(1) ou (1.1), aux

Application

permanent resident status under subsection 21(1) or temporary resident status under subsection 22(1) made by foreign nationals in Canada and to requests under subsection 25(1) made by foreign nationals outside Canada.

demandes de statut de résident permanent visées au paragraphe 21(1) ou de résident temporaire visées au paragraphe 22(1) faites par un étranger se trouvant au Canada ainsi qu'aux demandes 5 prévues au paragraphe 25(1) faites par un 5 étranger se trouvant hors du Canada.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>



A1  
B  
356

Gouvernement  
Publication

**C-567**

**C-567**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## **BILL C-567**

## **PROJET DE LOI C-567**

An Act to amend the Income Tax Act (fairness for home  
buyers)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (équité en matière  
d'accèsion à la propriété)

---

FIRST READING, SEPTEMBER 30, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 30 SEPTEMBRE 2010

---

MR. JULIAN

M. JULIAN

## SUMMARY

This enactment amends the *Income Tax Act* so that both the regular eligible amount and the supplemental eligible amount are adjusted annually.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin que le montant admissible principal et le montant admissible supplémentaire soient tous deux rajustés annuellement.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-567

## PROJET DE LOI C-567

An Act to amend the Income Tax Act (fairness  
for home buyers)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu  
(équité en matière d'accèsion à la pro-  
priété)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

R.S., c. 1  
(5th Supp.)

**1. The portion of subsection 117.1(1) of the  
Income Tax Act before paragraph (a) is  
replaced by the following:**

**1. Le paragraphe 117.1(1) de la Loi de  
l'impôt sur le revenu est remplacé par ce qui  
suit :**

L.R., ch. 1  
(5<sup>e</sup> suppl.)

Annual  
adjustment

**117.1** (1) The amount of \$1,000 referred to  
in the formula in paragraph 8(1)(s), each of the  
amounts expressed in dollars in subparagraph  
6(1)(b)(v.1), subsection 117(2), the description 10  
of B in subsection 118(1), subsection 118(2),  
paragraph (a) of the description of B in  
subsection 118(10), subsection 118.01(2), the  
descriptions of C and F in subsection 118.2(1),  
subsections 118.3(1), 122.5(3) and 122.51(1) 15  
and (2), the amounts of \$500 and \$1,000  
referred to in the description of A, and the  
amounts of \$9,500 and \$14,500 referred to in  
the description of B, in the formula in subsec-  
tion 122.7(2), the amount of \$250 referred to in 20  
the description of C, and the amounts of  
\$12,833 and \$21,167 referred to in the descrip-  
tion of D, in the formula in subsection 122.7(3),  
the amount of \$25,000 referred to in paragraph  
(h) of the definition "regular eligible amount" in 25  
subsection 146.01(1) and in paragraph (g) of the  
definition "supplemental eligible amount" in  
subsection 146.01(1) and each of the amounts  
expressed in dollars in Part I.2 in relation to tax  
payable under this Part or Part I.2 for a taxation 30

**117.1** (1) La somme de 1 000 \$ de la for-  
mule figurant à l'alinéa 8(1)s), chacune des  
sommes exprimées en dollars visées au sous-  
alinéa 6(1)b)(v.1), au paragraphe 117(2), aux 10  
alinéas 118(1)a) à e), au paragraphe 118(2), à  
l'alinéa a) de l'élément B de la formule figurant  
au paragraphe 118(10), au paragraphe  
118.01(2), aux éléments C et F de la formule  
figurant au paragraphe 118.2(1) et aux para- 15  
graphes 118.3(1), 122.5(3) et 122.51(1) et (2),  
les sommes de 500 \$ et de 1 000 \$ visées à  
l'élément A de la formule figurant au para-  
graphe 122.7(2), les sommes de 9 500 \$ et de  
14 500 \$ visées à l'élément B de cette formule, 20  
la somme de 250 \$ visée à l'élément C de la  
formule figurant au paragraphe 122.7(3), les  
sommes de 12 833 \$ et de 21 167 \$ visées à  
l'élément D de cette formule, la somme de  
25 000 \$ visée à l'alinéa h) de la définition de 25  
« montant admissible principal » figurant au  
paragraphe 146.01(1) et à l'alinéa g) de la  
définition de « montant admissible supplémen-  
taire » figurant au paragraphe 146.01(1) et  
chacune des sommes exprimées en dollars 30  
visées à la partie I.2 relativement à l'impôt à  
payer en vertu de la présente partie ou de la

Ajustement  
annuel

year shall be adjusted so that the amount to be used under those provisions for the year is the total of

partie 1.2 pour une année d'imposition sont rajustées de façon que la somme applicable à l'année soit égale au total de la somme applicable — compte non tenu du paragraphe (3) — à l'année d'imposition précédente et du produit de cette dernière somme par le montant — rajusté de la manière prévue par règlement et arrêté à la troisième décimale, les résultats ayant au moins cinq en quatrième décimale étant arrondis à la troisième décimale supérieure — 10 obtenu par la formule suivante :

$$(A/B) - 1$$

où :

- A représente l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre précédant l'année;
- B l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui précède la période visée à l'élément A.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>



CA1  
X3  
-B56

Gouvernement  
Quinze ans

**C-568**

**C-568**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-568**

## **PROJET DE LOI C-568**

An Act to amend the Statistics Act (mandatory long-form  
census)

Loi modifiant la Loi sur la statistique (questionnaire complet de  
recensement obligatoire)

---

FIRST READING, SEPTEMBER 30, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 30 SEPTEMBRE 2010

---

MS. BENNETT

M<sup>ME</sup> BENNETT



## SUMMARY

This enactment amends the *Statistics Act* to provide that the census of population taken under section 19 of the Act must be taken using a long-form census questionnaire that conforms substantially, in length and substantive scope, to the census starting in 1971 and at intervals thereafter to meet the requirements of that section. This enactment also removes the punishment of imprisonment for a person convicted of the offence of providing false or misleading information.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la statistique* pour prévoir que le recensement de la population fait aux termes de l'article 19 de la loi est fait à l'aide d'un questionnaire complet qui, pour répondre aux dispositions de cet article, doit se conformer essentiellement, par la longueur et la portée fondamentale, aux recensements faits depuis 1971. Il abolit aussi la peine d'emprisonnement dont est passible quiconque est reconnu coupable d'avoir fourni des renseignements faux ou trompeurs.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-568

## PROJET DE LOI C-568

An Act to amend the Statistics Act (mandatory long-form census)

Loi modifiant la Loi sur la statistique (questionnaire complet de recensement obligatoire)

R.S., c. S-19

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. S-19

**1. Section 19 of the *Statistics Act* is amended by adding the following after subsection (3):**

**1. L'article 19 de la *Loi sur la statistique* est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :**

Mandatory long-form census questionnaire

(4) The census taken at the time and in the manner set out in this section must include the use of a long-form census questionnaire and the distribution of that questionnaire to at least 20% of all households or whatever percentage of households is determined to be necessary by the Chief Statistician to ensure an accurate statistical representation of the Canadian population and its constituent groups.

(4) Le recensement fait au moment et suivant les modalités prévus par le présent article comporte l'utilisation d'un questionnaire complet de recensement et la distribution de ce questionnaire à au moins 20 % de tous les ménages ou à tout pourcentage des ménages que le statisticien en chef juge nécessaire pour assurer une représentation statistique exacte de la population canadienne et de ses groupes constitutifs.

Questionnaire complet de recensement obligatoire

"long-form census questionnaire"

(5) In this section, the term "long-form census questionnaire" refers to a census questionnaire that conforms substantially, in length and substantive scope, to the long-form census used to take the census in 1971 and at intervals thereafter to meet the requirements of this section.

(5) Dans le présent article, le terme « questionnaire complet de recensement » désigne un questionnaire de recensement qui, pour répondre aux dispositions de cet article, doit se conformer essentiellement, par la longueur et la portée fondamentale, aux recensements faits depuis 1971.

« questionnaire complet de recensement »

**2. The portion of section 31 of the Act after paragraph (b) is replaced by the following:**

**2. Le passage de l'article 31 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

is, for every refusal or neglect, or false answer or deception, guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five hundred dollars.

Est, pour chaque refus, négligence, fausse déclaration ou fraude, coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité

par procédure sommaire, d'une amende maximale de cinq cents dollars quiconque, sans excuse légitime :



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

A1  
KB  
356

Government  
Publications

**C-569**

**C-569**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-569**

**PROJET DE LOI C-569**

An Act respecting the establishment of a National Strategy for  
Fetal Alcohol Spectrum Disorder

Loi concernant l'établissement d'une stratégie nationale  
relative à l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisa-  
tion foetale

---

FIRST READING, SEPTEMBER 30, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 30 SEPTEMBRE 2010

---

MR. RAFFERTY

M. RAFFERTY



## SUMMARY

This enactment provides for the establishment of a national strategy for fetal alcohol spectrum disorder.

## SOMMAIRE

Le texte prévoit l'établissement d'une stratégie nationale relative à l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation foetale.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-569

## PROJET DE LOI C-569

An Act respecting the establishment of a  
National Strategy for Fetal Alcohol Spec-  
trum Disorder

Loi concernant l'établissement d'une stratégie  
nationale relative à l'ensemble des troubles  
causés par l'alcoolisation foetale

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *National  
Strategy for Fetal Alcohol Spectrum Disorder*.

1. *Loi sur la stratégie nationale relative à  
l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisa- 5  
tion foetale.*

Titre abrégé

### NATIONAL STRATEGY FOR FETAL ALCOHOL SPECTRUM DISORDER

### STRATÉGIE NATIONALE RELATIVE À L'ENSEMBLE DES TROUBLES CAUSÉS PAR L'ALCOOLISATION FOETALE

Obligation

2. The Government of Canada shall establish  
a national strategy for fetal alcohol spectrum  
disorder that includes:

2. Le gouvernement du Canada établit une  
stratégie nationale relative à l'ensemble des  
troubles causés par l'alcoolisation foetale qui  
prévoit notamment :

Obligation

(a) the establishment, in cooperation with the  
provincial governments, of national standards 10  
for the treatment of fetal alcohol spectrum  
disorder and the delivery of related services;  
(b) the study, in cooperation with the pro-  
vincial governments, of the funding arrange-  
ments for the care of those with fetal alcohol 15  
spectrum disorder, including the possibility of  
transferring federal funds to assist the pro-  
vincial governments in providing treatment,  
education, professional training and other  
required supports for Canadians with fetal 20  
alcohol spectrum disorder free of charge and  
within a reasonable period of time;

a) l'établissement, en collaboration avec les  
gouvernements provinciaux, de normes na-  
tionales pour le traitement des troubles causés  
par l'alcoolisation foetale et la prestation de  
services connexes; 15  
b) l'examen, en collaboration avec les gou-  
vernements provinciaux, des mécanismes de  
financement des soins pour les personnes  
atteintes de troubles causés par l'alcoolisation  
foetale, notamment la possibilité de transférer 20  
des fonds fédéraux afin d'aider les gouverne-  
ments provinciaux à fournir, gratuitement et  
dans un délai raisonnable, le traitement,  
l'éducation, la formation professionnelle et  
les autres services nécessaires; 25

(c) the creation of a national medical surveillance program for fetal alcohol spectrum disorder to be managed by the Public Health Agency of Canada; and

(d) an estimate of the funding required for health research into treatments for fetal alcohol spectrum disorder and for the delivery of related services.

c) la création d'un programme national de surveillance médicale de l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation foetale, géré par l'Agence de la santé publique du Canada;

d) une évaluation du financement nécessaire pour la recherche en santé portant sur le traitement de l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation foetale et pour la prestation de services connexes.

#### COMING INTO FORCE

Coming into  
force

3. This Act comes into force on the day following the day on which it receives royal assent.

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en  
vigueur

3. La présente loi entre en vigueur le jour



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

A1  
XB  
-B56

Gouvernement  
du Canada

**C-570**

**C-570**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-570**

**PROJET DE LOI C-570**

An Act respecting the labelling of food products containing  
sodium

Loi concernant l'étiquetage des produits alimentaires contenant  
du sodium

---

FIRST READING, SEPTEMBER 30, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 30 SEPTEMBRE 2010

---

MR. DEWAR

M. DEWAR



## SUMMARY

This enactment requires the Minister of Health to make regulations with respect to the labelling of food products containing sodium.

## SOMMAIRE

Le texte exige du ministre de la Santé qu'il prenne des règlements régissant l'étiquetage des produits alimentaires contenant du sodium.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-570

## PROJET DE LOI C-570

An Act respecting the labelling of food products  
containing sodium

Loi concernant l'étiquetage des produits ali-  
mentaires contenant du sodium

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Labelling of  
Food Products Containing Sodium Act*.

1. *Loi sur l'étiquetage des produits alimen-  
taires contenant du sodium.*

Titre abrégé  
5

### INTERPRETATION

### DÉFINITION

Definition of  
"Minister"

2. In this Act, "Minister" means the Minister  
of Health.

2. Dans la présente loi, « ministre » s'entend  
du ministre de la Santé.

Définition de  
« ministre »

### REGULATIONS

### RÈGLEMENTS

Regulations

3. Despite anything in the *Food and Drugs  
Act* or the regulations made under that Act, the  
Minister shall, within one year after the day on 10  
which this Act comes into force, make regula-  
tions requiring that the label of a food product  
containing sodium indicate the sodium content  
per serving expressed both in milligrams and as  
a percentage of the Department of Health's 15  
recommended Adequate Intake (AI).

3. Malgré la *Loi sur les aliments et drogues*  
et ses règlements d'application, le ministre est  
tenu, dans l'année suivant la date d'entrée en 10  
vigueur de la présente loi, de prendre des  
règlements exigeant que l'étiquette des produits  
alimentaires contenant du sodium en indique,  
pour chaque portion, la teneur en sodium  
exprimée à la fois en milligrammes et en 15  
pourcentage de l'apport suffisant (AS) recom-  
mandé par le ministère de la Santé.

Règlements



403041

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
[publications.gc.ca](http://publications.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
[publications.gc.ca](http://publications.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>



C-571  
XB  
-356

Government  
of Canada

**C-571**

**C-571**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-571**

## **PROJET DE LOI C-571**

An Act respecting corporate practices relating to the purchase  
of minerals from the Great Lakes Region of Africa

Loi concernant les pratiques des entreprises relativement à  
l'achat de minéraux provenant de la région des Grands  
Lacs africains

---

FIRST READING, SEPTEMBER 30, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 30 SEPTEMBRE 2010

---

MR. DEWAR

M. DEWAR



## SUMMARY

This enactment requires Canadian companies to exercise due diligence before purchasing minerals that originate in the Great Lakes Region of Africa to ensure that no illegal armed group has benefited from any transaction involving those minerals.

It also requires the Extractive Sector Corporate Social Responsibility Counsellor to identify, in the Counsellor's annual report to the Minister for International Trade, those Canadian extractive sector companies that the Counsellor has reasonable grounds to believe are not practicing corporate social responsibility in the Great Lakes Region of Africa.

## SOMMAIRE

Le texte exige des entreprises canadiennes qu'elles exercent une diligence raisonnable avant d'acheter des minéraux provenant de la région des Grands Lacs africains afin de veiller à ce qu'aucun groupe armé illégal ne tire profit de transactions liées à ces minéraux.

Il exige également du conseiller en responsabilité sociale des entreprises de l'industrie extractive qu'il indique, dans son rapport annuel au ministre du Commerce international, le nom des entreprises canadiennes de l'industrie extractive dont il a des motifs raisonnables de croire qu'elles n'exercent pas leur responsabilité sociale dans la région des Grands Lacs africains.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-571**

**PROJET DE LOI C-571**

An Act respecting corporate practices relating to  
the purchase of minerals from the Great  
Lakes Region of Africa

Loi concernant les pratiques des entreprises  
relativement à l'achat de minéraux prove-  
nant de la région des Grands Lacs africains

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

**1.** This Act may be cited as the *Trade in  
Conflict Minerals Act*.

**1.** *Loi sur le commerce des « minéraux des  
conflits ».*

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

**2.** The following definitions apply in this  
Act.

**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à  
la présente loi.

Définitions

"company"  
« entreprise »

"company" means any corporation or legal  
person incorporated by or under an Act of  
Parliament or the legislature of a province.

5 « conseiller en responsabilité sociale des entre-  
prises de l'industrie extractive » Le conseiller  
spécial du ministre du Commerce international  
nommé par le gouverneur en conseil aux termes  
du décret en conseil C.P. 2009-422 pour  
examiner, sur une base régulière, les pratiques  
10 de responsabilité sociale des entreprises cana-  
diennes de l'industrie extractive qui oeuvrent à  
l'étranger.

5 « conseiller en  
responsabilité  
sociale des  
entreprises de  
l'industrie  
extractive »  
"Extractive  
Sector  
Corporate  
Social  
Responsibility  
Counsellor"

"Extractive  
Sector Corporate  
Social  
Responsibility  
Counsellor"  
« conseiller en  
responsabilité  
sociale des  
entreprises de  
l'industrie  
extractive »

"Extractive Sector Corporate Social Responsi-  
bility Counsellor" means the special adviser to  
the Minister for International Trade appointed  
10 by the Governor in Council under Order-in-  
Council P.C. 2009-422 to review, on an ongoing  
basis, the corporate social responsibility prac-  
tices of Canadian extractive sector companies  
operating outside Canada.

« entreprise » Personne morale constituée sous  
15 le régime d'une loi fédérale ou provinciale.

15 « entreprise »  
"company"

"Great Lakes  
Region of  
Africa"  
« région des  
Grands Lacs  
africains »

"Great Lakes Region of Africa" means the  
region in Africa that is comprised of Burundi,  
Rwanda, the Democratic Republic of the  
Congo, Uganda, Kenya and Tanzania.

« région des Grands Lacs africains » La région  
d'Afrique constituée du Burundi, du Rwanda,  
de la République démocratique du Congo, de  
l'Ouganda, du Kenya et de la Tanzanie.

« région des  
Grands Lacs  
africains »  
"Great Lakes  
Region of  
Africa"

DUE DILIGENCE

DILIGENCE RAISONNABLE

Due diligence

**3.** Before a company makes a purchase of 20  
any minerals that originate in the Great Lakes  
Region of Africa, it shall practice due diligence  
by

**3.** Avant d'acheter des minéraux provenant 20  
de la région des Grands Lacs africains, toute  
entreprise doit exercer une diligence raison-  
nable :

Diligence  
raisonnable



- (a) tracking the supply chain of the minerals from extraction to final utilization;
- (b) monitoring transactions that have occurred in relation to the minerals as they have moved along the supply chain to determine whether any monetary payments have been made to illegal armed groups in connection with that movement;
- (c) refusing to purchase any minerals that are derived from property from which rents have been collected by illegal armed groups; and
- (d) implementing whatever strategies are necessary in order to avoid participating in transactions that result in monetary gain to illegal armed groups that are collecting rents from property related to the supply chain.

- a) en établissant la chaîne d'approvisionnement des minéraux de leur extraction à leur utilisation finale;
- b) en faisant le suivi des transactions relatives aux minéraux tout au long de la chaîne d'approvisionnement afin d'établir si, au cours du processus, des paiements en argent ont été versés à des groupes armés illégaux;
- c) en refusant d'acheter des minéraux provenant de biens dont des loyers ont été perçus par des groupes armés illégaux;
- d) en mettant en oeuvre les stratégies nécessaires pour éviter de participer à des transactions qui procurent des gains pécuniaires à des groupes armés illégaux qui perçoivent des loyers de biens liés à la chaîne d'approvisionnement.

## ANNUAL REPORT

## RAPPORT ANNUEL

Annual report

4. The Extractive Sector Corporate Social Responsibility Counsellor shall, in the Counsellor's annual report to the Minister for International Trade

- (a) identify those Canadian extractive sector companies that the Counsellor has reasonable grounds to believe are not practicing corporate social responsibility in the Great Lakes Region of Africa; and
- (b) include any evidence in the Counsellor's possession that supports this belief.

4. Dans le rapport annuel qu'il présente au ministre du Commerce international, le conseiller en responsabilité sociale des entreprises de l'industrie extractive :

- a) indique le nom des entreprises canadiennes de l'industrie extractive dont il a des motifs raisonnables de croire qu'elles n'exercent pas leur responsabilité sociale dans la région des Grands Lacs africains;
- b) inclut toute preuve dont il dispose à l'appui de son opinion.

Rapport annuel



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

A1  
B  
E56

Government  
of Canada

**C-572**

**C-572**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-572**

**PROJET DE LOI C-572**

An Act to amend the Parliament of Canada Act (Parliamentary  
Budget Officer)

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (directeur  
parlementaire du budget)

---

FIRST READING, SEPTEMBER 30, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 30 SEPTEMBRE 2010

---

MR. DEWAR

M. DEWAR

## SUMMARY

This enactment provides for the appointment of the Parliamentary Budget Officer as an officer of Parliament.

## SOMMAIRE

Le texte fait du directeur parlementaire du budget un haut fonctionnaire du Parlement.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-572**

**PROJET DE LOI C-572**

An Act to amend the Parliament of Canada Act  
(Parliamentary Budget Officer)

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada  
(directeur parlementaire du budget)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

**1.** This Act may be cited as the *Strengthen-  
ing Fiscal Transparency Act*.

5

**1.** *Loi renforçant la transparence fiscale.*

Titre abrégé

R.S., c. P-1

**PARLIAMENT OF CANADA ACT**

**LOI SUR LE PARLEMENT DU CANADA**

L.R., ch. P-1

**2.** Subsection 75(4) of the *Parliament of  
Canada Act* is replaced by the following:

**2.** Le paragraphe 75(4) de la *Loi sur le* 5  
*Parlement du Canada* est remplacé par ce qui  
suit :

Other officers  
and employees

(4) The officers, other than the Parliamentary  
Librarian and the Associate Parliamentary  
Librarian, and the clerks and servants who are  
authorized by law and required for the service of  
the Library may be appointed in the manner  
prescribed by law to hold office during pleasure.

(4) Les membres du personnel nécessaires à  
l'exercice des activités de la bibliothèque, mis à  
part le bibliothécaire parlementaire et le biblio- 10  
thécaire parlementaire adjoint, sont nommés à  
titre amovible de la manière prévue par la loi.

Personnel

**3.** Section 78 of the Act is replaced by the  
following:

**3.** L'article 78 de la même loi est remplacé  
15 par ce qui suit :

Duties of  
Librarians and  
staff

**78.** The Parliamentary Librarian, the Associ-  
ate Parliamentary Librarian and the other  
officers, clerks and servants of the Library are  
responsible for the faithful discharge of their  
official duties, as defined, subject to this Act, by 20  
regulations agreed on by the Speakers of the  
two Houses of Parliament and concurred in by  
the joint committee referred to in section 74.

**78.** Le bibliothécaire parlementaire, le bi- 15  
bliothécaire parlementaire adjoint et les autres  
membres du personnel de la bibliothèque ont le  
devoir de s'acquitter fidèlement de leurs  
fonctions officielles, telles qu'elles sont défi-  
nies, sous réserve des autres dispositions de la 20  
présente loi, par les règlements pris avec  
l'agrément des présidents des deux chambres  
et l'approbation du comité mixte visé à l'article  
74.

Fonctions des  
bibliothécaires et  
du personnel

**4.** Section 79.1 of the Act is replaced by  
the following:

**4.** L'article 79.1 de la même loi est rem- 25  
placé par ce qui suit :

	PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER	DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET	
Parliamentary Budget Officer	79.1 (1) There is hereby established the position of Parliamentary Budget Officer, the holder of which is an officer of Parliament.	79.1 (1) Est créé le poste de directeur parlementaire du budget, dont le titulaire est haut fonctionnaire du Parlement.	Directeur parlementaire du budget
Appointment	(2) The Governor in Council shall, by commission under the Great Seal, appoint a Parliamentary Budget Officer after consultation with the leader of every recognized party in both Houses of Parliament and approval of the appointment by resolution of those Houses.	(2) Le gouverneur en conseil nomme le directeur parlementaire du budget par commission sous le grand sceau, après consultation du chef de chacun des partis reconnus des deux chambres du Parlement et approbation par résolution de ces chambres.	Nomination
Qualifications	(3) In order to be appointed under subsection (2), a person must have (a) experience and knowledge of the federal budget process; and (b) an appropriate educational background, including a graduate degree in economics, finance or accounting.	(3) Pour être nommée en vertu du paragraphe (2), une personne doit : a) avoir une expérience de travail et des connaissances dans le domaine du processus budgétaire fédéral; b) avoir fait des études pertinentes, notamment être titulaire d'un diplôme d'études supérieures en économie, en finance ou en comptabilité.	Qualifications
Tenure	(4) The Parliamentary Budget Officer holds office during good behaviour for a term of seven years, but may be removed for cause by the Governor in Council at any time on address of the Senate and House of Commons.	(4) Sauf révocation motivée par le gouverneur en conseil sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes, le directeur parlementaire du budget exerce ses fonctions à titre inamovible pour un mandat de sept ans.	Exercice des fonctions
Reappointment	(5) The Parliamentary Budget Officer is eligible to be reappointed for one or more terms of up to seven years each.	(5) Le mandat du directeur parlementaire du budget est renouvelable pour une ou plusieurs périodes maximales de sept ans.	Renouvellement du mandat
Remuneration and expenses	(6) The Parliamentary Budget Officer shall be paid the remuneration and expenses set by the Governor in Council.	(6) Le directeur parlementaire du budget reçoit la rémunération et les indemnités fixées par le gouverneur en conseil.	Rémunération et indemnités
Interim appointment	(7) In the event of the absence or incapacity of the Parliamentary Budget Officer, or if that office is vacant, the Governor in Council may appoint any qualified person to hold that office in the interim for a term not exceeding six months, and that person shall, while holding office, be paid the salary or other remuneration and expenses that may be fixed by the Governor in Council.	(7) En cas d'absence ou d'empêchement du directeur parlementaire du budget ou de vacance de son poste, le gouverneur en conseil peut confier l'intérim à toute personne compétente pour un mandat maximal de six mois et fixer la rémunération et les indemnités auxquelles cette personne aura droit.	Intérim
No other office or employment	(8) The Parliamentary Budget Officer shall engage exclusively in the functions and duties assigned to his or her office under this Act or any other Act of Parliament and may not hold any other office under Her Majesty or engage in any other employment for reward.	(8) Le directeur parlementaire du budget se consacre à l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi ou toute autre loi fédérale, à l'exclusion de toute charge au service de Sa Majesté ou de tout autre emploi rétribué.	Exclusion de toute charge ou de tout emploi



Deputy head

**79.11** The Parliamentary Budget Officer has the rank of a deputy head of a department of the Government of Canada and has the control and management of the Parliamentary Budget office.

**79.11** Le directeur parlementaire du budget a rang d'administrateur général de ministère; il est, à ce titre, responsable de la gestion de son bureau.

Administrateur général

5

**5. (1) Section 79.2 of the Act is renumbered as subsection 79.2(1).**

**5. (1) L'article 79.2 de la même loi devient le paragraphe 79.2(1).**

**(2) Paragraph 79.2(1)(a) of the Act is replaced by the following:**

**(2) L'alinéa 79.2(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(a) provide independent and proactive analysis to the Senate and to the House of Commons about the state of the nation's finances, the estimates of the government and trends in the national economy;

a) de fournir au Sénat et à la Chambre des communes, de façon indépendante et proactive, des analyses de la situation financière du pays, des prévisions budgétaires du gouvernement et des tendances de l'économie nationale;

**(3) Section 79.2 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):**

**(3) L'article 79.2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

(2) Any report that is prepared by the Parliamentary Budget Officer pursuant to the mandate set out in subsection (1) shall immediately be made available to the public and to all members of the Senate and the House of Commons.

(2) Les rapports établis par le directeur parlementaire du budget dans l'exercice du mandat énoncé au paragraphe (1) sont immédiatement mis à la disposition du public et des parlementaires.

Communication des rapports

Release of reports

**6. (1) Subsection 79.5(1) of the Act is replaced by the following:**

**6. (1) Le paragraphe 79.5(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(1) The Parliamentary Budget Officer may, in carrying out the work of the office of the Parliamentary Budget Officer, enter into contracts, memoranda of understanding or other arrangements.

(1) Le directeur parlementaire du budget peut, dans le cadre des activités de son bureau, conclure des contrats, ententes ou autres arrangements.

Contrats

Powers to contract

**(2) Subsections 79.5(3) and (4) of the Act are replaced by the following:**

**(2) Les paragraphes 79.5(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

(3) The Parliamentary Budget Officer may employ any officers and employees and may engage the services of any agents, advisers and consultants that the Parliamentary Budget Officer considers necessary for the proper conduct of the work of the office of the Parliamentary Budget Officer.

(3) Il peut s'assurer les services des personnes — membres du personnel, mandataires, conseillers ou experts — nécessaires à l'exercice de ses activités.

Personnel

Staff

**7. The Act is amended by adding the following after section 79.5:**

**7. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 79.5, de ce qui suit :**

Estimates to be prepared

**79.6 (1)** Prior to each fiscal year, the Parliamentary Budget Officer shall cause to be prepared an estimate of the sums that will be required to pay the charges and expenses of the office of the Parliamentary Budget Officer 5 during the fiscal year.

Inclusion in government estimates

(2) The estimate referred to in subsection (1) shall be considered by the Speaker of the House of Commons and then transmitted to the President of the Treasury Board, who shall lay 10 it before the House of Commons with the estimates of the Government for the fiscal year.

**79.6 (1)** Avant chaque exercice, le directeur parlementaire du budget fait dresser un état estimatif des sommes à affecter au paiement des frais de son bureau au cours de l'exercice.

État estimatif

(2) L'état estimatif est examiné par le président de la Chambre des communes puis transmis au président du Conseil du Trésor, qui le dépose devant la Chambre des communes avec les prévisions budgétaires du gouvernement pour l'exercice.

5 Adjonction au budget et dépôt

10



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
 Publishing and Depository Services  
 Public Works and Government Services Canada  
 Ottawa, Ontario K1A 0S5  
 Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
 Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
 Les Éditions et Services de dépôt  
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
 Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
 Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
 Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

11  
3  
256

Gouvernement  
du Québec

C-573

C-573

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-573

## PROJET DE LOI C-573

An Act to establish Pope John Paul II Day

Loi instituant la Journée du pape Jean-Paul II

---

FIRST READING, OCTOBER 1, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2010

---

MR. KANIA

M. KANIA

## SUMMARY

This enactment designates the second day of April in each and every year as "Pope John Paul II Day".

## SOMMAIRE

Le texte désigne le 2 avril comme « Journée du pape Jean-Paul II ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-573**

**PROJET DE LOI C-573**

An Act to establish Pope John Paul II Day

Loi instituant la Journée du pape Jean-Paul II

Preamble

Whereas Pope John Paul II served as the pontiff of the Roman Catholic Church from October 16, 1978, until his death on April 2, 2005;

Whereas Pope John Paul II is widely 5 recognized as a leading figure in the history of the Roman Catholic Church and the world;

And whereas Pope John Paul II visited many countries around the world and helped to end communism in Eastern Europe; 10

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Pope John Paul II Day Act*. 15

POPE JOHN PAUL II DAY

Pope John Paul II Day

2. Throughout Canada, in each and every year, the second day of April shall be known as "Pope John Paul II Day".

Not a legal holiday

3. For greater certainty, Pope John Paul II Day is not a legal holiday or a non-judicial day. 20

Attendu :

que le pape Jean-Paul II a été le souverain pontife de l'Église catholique romaine du 16 octobre 1978 jusqu'à sa mort, le 2 avril 2005;

que le pape Jean-Paul II est largement 5 reconnu comme une figure marquante de l'histoire de l'Église catholique romaine et du monde;

que le pape Jean-Paul II a visité de nombreux pays et qu'il a contribué à mettre fin au 10 communisme en Europe de l'Est,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la Journée du pape Jean-Paul II*. 15 Titre abrégé

JOURNÉE DU PAPE JEAN-PAUL II

2. Le 2 avril est, dans tout le Canada, désigné comme « Journée du pape Jean-Paul II ».

Journée du pape Jean-Paul II

3. Il est entendu que la Journée du pape Jean-Paul II n'est pas une fête légale ni un jour non juridique. 20

Statut

403229

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca





A1  
NB  
366

EXAMINÉ  
2010-10-01

**C-574**

**C-574**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-574**

**PROJET DE LOI C-574**

An Act to promote and strengthen the Canadian retirement  
income system

Loi visant à améliorer et à renforcer le système de revenu de  
retraite canadien

---

FIRST READING, OCTOBER 1, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2010

---

MS. SGRO

M<sup>ME</sup> SGRO

## SUMMARY

This enactment creates a Bill of Rights for a retirement income system that promotes the goals of adequacy, transparency, affordability, equity, flexibility, security and accessibility for all Canadians.

## SOMMAIRE

Le texte crée une déclaration des droits afin de reconnaître que les Canadiens ont droit à un système de revenu de retraite satisfaisant qui favorise la transparence, le caractère abordable, l'équité, la souplesse, la sécurité et l'accessibilité.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-574

## PROJET DE LOI C-574

An Act to promote and strengthen the Canadian  
retirement income system

Loi visant à améliorer et à renforcer le système  
de revenu de retraite canadien

Preamble

Whereas the Parliament of Canada recognizes  
that a strong retirement income system is  
essential to the well-being of citizens and  
permanent residents of Canada and the overall  
health of the Canadian economy and that the  
Canadian retirement income system is built on a  
combination of government programs, work-  
place plans and individual savings;

Whereas the Parliament of Canada affirms  
that Canadians have the right to a retirement  
income system that promotes the goals of  
adequacy, transparency, affordability, equity,  
flexibility, security and accessibility and wishes  
to enshrine these principles in a Bill of Rights  
which shall reflect the respect of Parliament for  
its constitutional authority and ensure the  
protection of these principles in Canada;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the  
advice and consent of the Senate and House of  
Commons of Canada, enacts as follows:

### SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the *Retirement  
Income Bill of Rights*.

### INTERPRETATION

2. The following definitions apply in this  
Act.

Attendu :

que le Parlement du Canada reconnaît, d'une  
part, qu'un système de revenu de retraite  
solide est essentiel au bien-être des citoyens  
et résidents permanents du Canada ainsi qu'à  
la santé globale de l'économie canadienne et,  
d'autre part, que le système de revenu de  
retraite canadien est constitué d'un amalgame  
de programmes gouvernementaux, de régi-  
mes mis en place par les employeurs et  
d'économies personnelles;

qu'il affirme que les Canadiens ont droit à un  
système de revenu de retraite satisfaisant qui  
favorise la transparence, le caractère abor-  
dable, l'équité, la souplesse, la sécurité et  
l'accessibilité et qu'il souhaite consacrer ces  
principes dans une déclaration des droits qui  
témoigne du respect de son autorité constitu-  
tionnelle et qui garantit, au Canada, la  
protection de ces principes,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

### TITRE ABRÉGÉ

1. *Déclaration des droits relatifs au revenu  
de retraite.*

### DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à  
la présente loi.

"federal law" « texte législatif fédéral »	"federal law" means the whole or any portion of an Act of Parliament or a regulation, order or other instrument issued, made or established in the exercise of a power conferred by or under an Act of Parliament.	« individu » Citoyen canadien ou résident permanent du Canada.	« individu » "individual"
"government program" « programme gouvernemental »	"government program" means Old Age Security, the Guaranteed Income Supplement, the Canada Pension Plan, the Quebec Pension Plan or any similar programs or successors to these programs.	« personne » S'entend notamment d'une personne morale, d'une fiducie, d'une société de personnes, d'un fonds, de toute organisation ou association non dotée de la personnalité morale, ou de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou de ses organismes.	« personne » "person"
"individual" « individu »	"individual" means a Canadian citizen or a permanent resident of Canada.	« programme gouvernemental » La Sécurité de la vieillesse, le Supplément de revenu garanti, le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec ainsi que tout programme succédant à ceux-ci ou tout programme semblable.	« programme gouvernemental » "government program"
"pension income" « revenu de pension »	"pension income" means income paid or payable to an individual in retirement from a retirement income plan.	« régime de l'employeur » Régime de revenu de retraite parrainé par l'employeur d'un individu.	« régime de l'employeur » "workplace plan"
"person" « personne »	"person" includes a corporation, trust, partnership or fund, an unincorporated association or organization, or Her Majesty in right of Canada or of a province or an agency thereof.	« régime de revenu de retraite » Régime de retraite, régime d'épargne-retraite, régime d'assurance ou instrument d'épargne, financé ou non, dont un individu est bénéficiaire et qui fournit ou a comme fonction de fournir un remplacement de revenu durant la retraite. La présente définition exclut les programmes gouvernementaux ou les comptes d'épargne personnels non reconnus comme régimes d'épargne ou d'assurance au titre de la Loi de l'impôt sur le revenu.	« régime de revenu de retraite » "retirement income plan"
"retirement" « retraite »	"retirement" means the state of being retired and refers to the period following full or partial withdrawal from one's occupation.	« retraite » Soit le fait d'être à la retraite, soit la période suivant le retrait complet ou partiel d'un individu de son emploi.	« retraite » "retirement"
"retirement income plan" « régime de revenu de retraite »	"retirement income plan" means a pension plan, a retirement savings plan, a plan of insurance or a savings vehicle, whether funded or not, of which an individual is a beneficiary and which provides or is intended to provide income replacement during retirement, other than a government program or a personal savings account that is not recognized as a retirement savings arrangement or plan of insurance under the <i>Income Tax Act</i> .	« revenu de pension » Revenu provenant d'un régime de retraite, qui est payé ou payable à un individu à la retraite.	« revenu de pension » "pension income"
"workplace plan" « régime de l'employeur »	"workplace plan" means a retirement income plan sponsored by an individual's employer.	« texte législatif fédéral » Tout ou partie d'une loi fédérale ou d'un règlement, décret ou autre texte pris dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale.	« texte législatif fédéral » "federal law"

## APPLICATION

Application of  
Act

3. The provisions of this Act apply only to matters coming within the legislative authority of the Parliament of Canada.

## CHAMP D'APPLICATION

3. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent qu'aux matières qui sont de la compétence législative du Parlement du Canada.

Application



## RECOGNITION AND DECLARATION OF RIGHTS

## RECONNAISSANCE ET DÉCLARATION DES DROITS

Recognition and declaration of rights

4. (1) Every individual has the right to accumulate sufficient pension income in a retirement income plan to provide for a lifestyle in retirement that the individual considers adequate, subject to any reasonable restrictions imposed by a federal law.

4. (1) Tout individu a le droit d'accumuler un revenu de pension dans le cadre d'un régime de revenu de retraite suffisant pour lui assurer le style de vie qu'il juge adéquat, sous réserve de toute restriction raisonnable imposée par un 5 texte législatif fédéral.

Reconnaissance et déclaration des droits

Reasonable restrictions

(2) For the purpose of subsection (1), reasonable restrictions do not include a direct or indirect restriction of an individual's right to accumulate pension income or to participate in a 10 retirement income plan based on a personal characteristic such as age, sex, national origin or occupation.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), n'est pas considérée raisonnable la restriction qui porte directement ou indirectement atteinte au droit d'un individu d'accumuler un revenu de 10 pension ou de participer à un régime de revenu de retraite et qui est fondée sur des caractéristiques personnelles telles que l'âge, le sexe, la nationalité ou la profession.

Restriction raisonnable

Rights regarding accumulation

5. Every individual shall have the right to determine how and when to accumulate pension 15 income, except that an individual who participates in a workplace plan may be required by that plan to save for retirement.

5. Tout individu a le droit d'établir la façon 15 dont il accumulera un revenu de retraite et le moment où il le fera. Toutefois, le régime de l'employeur peut exiger d'un individu qu'il épargne en vue de sa retraite.

Droits d'accumuler un revenu de retraite

Opportunity to accumulate

6. Every individual shall have the same opportunity to accumulate pension income as 20 any other individual, without regard to age, sex, national origin or occupation.

6. Tout individu a le droit d'accumuler un 20 revenu de pension, quels que soient son âge, son sexe, sa nationalité ou sa profession.

Chance égale

Disclosure of material risks

7. Every individual who participates in, contributes to or receives benefits from a retirement income plan should be entitled to 25 receive full, accurate and timely disclosure of any material risks to the individual under the retirement income plan, including the risk of non-payment of or reduction of benefits, and to be informed of the options that may be available 30 to that individual in the event of the non-payment or reduction of benefits.

7. Tout individu qui participe à un régime de 25 revenu de retraite, qui y contribue ou en reçoit des prestations a le droit de recevoir en temps 25 opportun des renseignements complets et exacts sur les risques importants qu'il encourt dans le cadre du régime de revenu de retraite — notamment le risque de non-paiement ou de réduction des prestations — ainsi que d'être 30 informé des options qui peuvent lui être offertes en cas de non-paiement ou de réduction des prestations.

Communication des risques importants

Conflict-free investment advice

8. Every individual shall be entitled to receive investment advice from an advisor who has no conflict of interest in terms of 35 providing advice in connection with a retirement income plan in which the individual participates, contributes or receives benefits from, or, if the advisor does have a conflict of interest or if a reasonable person would believe 40 that the advisor does have a conflict of interest, the individual shall be entitled to full disclosure

8. Tout individu a le droit de recevoir, 35 relativement au régime de revenu de retraite auquel il participe ou contribue ou dont il est prestataire, des conseils en matière de placement exempts de tout conflit d'intérêts. S'il y a conflit d'intérêts ou si une personne raisonnable pourrait croire qu'il en est ainsi, l'individu a le droit 40 d'être informé pleinement du conflit d'intérêts en cause ainsi que des risques qui en découlent ou qui pourraient en découler.

Conseils en matière de placement : absence de conflit d'intérêts

of the conflict of interest and the risks the individual has or may have in connection with such conflict of interest.

Right to receive  
information

9. Every individual who participates in, contributes to or receives benefits from a retirement income plan shall be entitled to receive, in clear and concise language, all the information the individual requires to understand his or her rights, obligations and choices under the retirement income plan, including

- (a) the regular disclosure of all costs paid by or charged to the individual, directly or indirectly, in connection with the individual's participation in the retirement income plan;
- (b) the regular disclosure of contributions or premiums made to the retirement income plan, or benefits accrued under the retirement income plan, as applicable, in connection with the individual's participation in the retirement income plan;
- (c) the regular disclosure of investment gains or losses pertaining to the individual's entitlement under the retirement income plan, if applicable;
- (d) full, accurate and timely information regarding the investment options under a retirement income plan, if applicable; and
- (e) full, accurate and timely disclosure of any options or elections available to the individual under the retirement income plan.

Administration  
of retirement  
income plan

10. Every person that administers a retirement income plan

- (a) shall exercise the standard of care a prudent professional would exercise in the administration of the retirement income plan;
- (b) may retain one or more competent professionals to assist the person in the administration of the retirement income plan; and

9. Tout individu qui participe ou contribue à un régime de revenu de retraite ou qui en est prestataire a le droit de recevoir tous les renseignements, formulés de façon claire, simple et concise, dont il a besoin pour comprendre les droits, les obligations et les choix qui lui reviennent dans le cadre de son régime de revenu de retraite. À ce titre, il reçoit notamment :

- a) la communication, à des intervalles réguliers, de tous les frais — relatifs à sa participation au régime de revenu de retraite — qu'il paye ou qui lui sont facturés, directement ou indirectement;
- b) la communication, à des intervalles réguliers, des contributions ou primes — relatives à sa participation au régime de revenu de retraite — versées au régime de revenu de retraite ou des prestations acquises dans le cadre de ce régime, selon le cas;
- c) la communication, à des intervalles réguliers, des gains ou pertes de placement liés aux prestations auxquelles il a droit dans le cadre de son régime de revenu de retraite, le cas échéant;
- d) la communication en temps opportun des renseignements complets et exacts concernant les options de placement dans le cadre de son régime de revenu de retraite, le cas échéant;
- e) la communication complète, exacte et opportune de toute option ou choix qui s'offre à lui dans le cadre de son régime de revenu de retraite.

10. Toute personne qui gère un régime de revenu de retraite :

- a) est tenue d'agir avec autant de diligence que le ferait un professionnel prudent;
- b) peut embaucher un ou plusieurs professionnels compétents pour l'aider dans sa gestion;
- c) supervise adéquatement le travail accompli par ces professionnels relativement au régime de revenu de retraite.

Droit d'être  
informé

Gestion du  
régime de revenu  
de retraite

(c) shall appropriately supervise the work performed by such professionals in connection with the retirement income plan.

Access to training	11. Every federal law that governs the establishment or operation of a retirement income plan shall promote individuals' access to training in financial literacy and retirement planning.	11. Tout texte législatif fédéral qui s'applique à la mise en place et à la gestion d'un régime de revenu de retraite doit promouvoir l'acquisition, par les individus, de connaissances en matière de finances et de planification de la retraite.	Acquisition de connaissances de base
Interpretation of other law	12. Every federal law that directly or indirectly applies to a retirement income plan shall be interpreted, construed and applied so as to promote and give effect to the principles and rights set out in this Act and so as not to abrogate, abridge or infringe or to authorize the abrogation, abridgement or infringement of any of the principles and rights set out in this Act.	12. Tout texte législatif fédéral qui s'applique directement ou indirectement à un régime de revenu de retraite doit s'interpréter et s'appliquer, d'une part, de manière à promouvoir et à concrétiser les principes et les droits consacrés par la présente loi et, d'autre part, de manière à ne pas supprimer, restreindre ou enfreindre ces principes et droits, ni à en autoriser la suppression, la diminution ou la transgression.	Interprétation des autres textes législatifs

DUTY TO EXAMINE

EXAMEN

Duty to examine	13. (1) Subject to subsection (3), the Minister of Justice shall, in accordance with such regulations as may be made by the Governor in Council, examine every regulation transmitted to the Clerk of the Privy Council for registration pursuant to the <i>Statutory Instruments Act</i> and every Bill introduced in or presented to the House of Commons by a Minister of the Crown, in order to ascertain whether any of the provisions thereof are inconsistent with the purposes and provisions of this Act.	13. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le ministre de la Justice examine, conformément aux règlements pris par le gouverneur en conseil, les règlements transmis au greffier du Conseil privé pour enregistrement, en application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> , ainsi que les projets de loi déposés ou présentés à la Chambre des communes par un ministre fédéral en vue de vérifier si l'une de leurs dispositions est incompatible avec les fins et les dispositions de la présente loi.	Examen
Duty to report	(2) The Minister of Justice shall report any inconsistency referred to in subsection (1) to the House of Commons at the earliest possible opportunity.	(2) Le ministre de la Justice signale toute disposition incompatible visée au paragraphe (1) à la Chambre des communes dès qu'il en a l'occasion.	Rapport
Exception	(3) A regulation need not be examined in accordance with subsection (1) if prior to being made it was examined as a proposed regulation in accordance with section 3 of the <i>Statutory Instruments Act</i> to ensure that it was not inconsistent with the purposes and provisions of this Act.	(3) Il n'est pas nécessaire de procéder à l'examen prévu par le paragraphe (1) si le projet de règlement a fait l'objet de l'examen prévu à l'article 3 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> et destiné à vérifier sa compatibilité avec les fins et les dispositions de la présente loi.	Exception

## REGULATIONS

## RÈGLEMENTS

Regulations

**14.** The Governor in Council may make such regulations as are necessary to give effect to the provisions of this Act.

Règlements

**14.** Le gouverneur en conseil peut prendre les règlements nécessaires à l'exécution de la présente loi.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

<http://publications.gc.ca>



A1  
B  
356

Gouvernement  
Public

**C-575**

**C-575**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-575**

**PROJET DE LOI C-575**

An Act respecting the accountability and enhanced financial  
transparency of elected officials of First Nations commu-  
nities

Loi concernant l'obligation de rendre des comptes et  
l'accroissement de la transparence financière des repré-  
sentants élus des collectivités des Premières Nations

---

FIRST READING, OCTOBER 1, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2010

---

MRS. BLOCK

M<sup>ME</sup> BLOCK



## SUMMARY

This enactment seeks to make public, on an annual basis, the disclosure of the remuneration and reimbursement of expenses paid to First Nations councillors and chiefs using funds that are provided by the federal government in the form of grants, contributions and allowances.

## SOMMAIRE

Le texte a pour objet de rendre public, sur une base annuelle, la communication de la rémunération versée aux conseillers et aux chefs des Premières Nations et des dépenses qui leur sont remboursées à partir de fonds provenant de subventions, de contributions et d'allocations du gouvernement fédéral.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-575**

**PROJET DE LOI C-575**

An Act respecting the accountability and enhanced financial transparency of elected officials of First Nations communities

Loi concernant l'obligation de rendre des comptes et l'accroissement de la transparence financière des représentants élus des collectivités des Premières Nations

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

**1.** This Act may be cited as the *First Nations Financial Transparency Act*.

**1.** *Loi sur la transparence financière des 5 premières nations.*

Titre abrégé  
5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

**2.** The following definitions apply in this Act.

**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“council”  
« conseil »

“council” has the same meaning as “council of the band” in subsection 2(1) of the *Indian Act*, and includes the position of chief.

« conseil » Conseil de la bande au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les Indiens*, y 10 compris le chef.

« conseil »  
“council”

“expenses”  
« dépenses »

“expenses” include the costs of transportation, accommodation, meals, incidentals and hospitality.

« dépenses » S'entend notamment des coûts de transport, d'hébergement, de repas et d'accueil ainsi que des frais accessoires.

« dépenses »  
“expenses”

“first nation”  
« première nation »

“first nation” means a band, as defined in subsection 2(1) of the *Indian Act*, the disposition of whose lands is subject to that Act or to the *First Nations Land Management Act*.

« fonds publics » Fonds d'une première nation provenant de subventions, de contributions et 15 d'allocations du gouvernement fédéral.

« fonds publics »  
“public funds”

“member”  
« membre »

“member”, in relation to a first nation, has the same meaning as “member of a band” in subsection 2(1) of the *Indian Act*.

« membre » En ce qui touche une première nation, membre d'une bande au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les Indiens*.

« membre »  
“member”

“Minister”  
« ministre »

“Minister” means the Minister of Indian Affairs and Northern Development.

20 « ministre » Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

« ministre »  
“Minister”

"public funds"  
« fonds publics »

"public funds" means those of a first nation's funds that are provided by the federal government in the form of grants, contributions and allowances.

« première nation » Bande, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les Indiens*, qui ne peut disposer de ses terres que conformément à cette loi ou à la *Loi sur la gestion des terres des premières nations*.

« première nation »  
"first nation"

"remuneration"  
« rémunération »

"remuneration" any salaries, wages, commissions, bonuses, fees, honoraria, non-monetary benefits and reimbursement of expenses that were paid for using public funds.

« rémunération » S'entend notamment des salaires, traitements, commissions, bonis, droits, honoraires, avantages non pécuniaires et remboursements de dépenses qui ont été payés avec des fonds publics.

« rémunération »  
"remuneration"

#### PURPOSE OF ACT

#### OBJET DE LA LOI

Purpose

3. The purpose of this Act is to enhance the financial accountability and transparency of First Nations by ensuring the public disclosure of the remuneration paid by a first nation, directly or indirectly, to its chief and councilors.

3. La présente loi a pour objet de renforcer l'obligation de rendre des comptes et d'accroître la transparence financière des Premières Nations en rendant obligatoire la communication publique de la rémunération que celles-ci versent, directement ou indirectement, à leurs chefs et à leurs conseillers.

Objet

#### DISCLOSURE REQUIREMENTS

#### COMMUNICATION

Maintenance of accounts

4. The accounts of a first nation shall be maintained, and its financial statements prepared annually, in accordance with the generally accepted accounting principles of the Canadian Institute of Chartered Accountants.

4. Les livres comptables d'une première nation sont tenus et ses états financiers préparés chaque année selon les principes comptables généralement reconnus de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

Tenue des livres comptables

Audit of financial statements

5. (1) A first nation's financial statements shall be audited, in accordance with the generally accepted auditing standards of the Canadian Institute of Chartered Accountants, by an independent auditor who is a member in good standing of an association of auditors incorporated under the laws of a province.

5. (1) Les états financiers d'une première nation sont vérifiés, en conformité avec les normes de vérification généralement reconnues de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, par un vérificateur indépendant qui est membre en règle d'une association de vérificateurs constituée en personne morale sous le régime d'une loi provinciale.

Vérification des états financiers

Schedule of Remuneration

(2) A first nation's financial statements shall include a schedule entitled Schedule of Remuneration that details the remuneration paid to each member of the council.

(2) Les états financiers d'une première nation comportent une annexe intitulée « Annexe des rémunérations » dans laquelle est détaillée la rémunération versée à chaque membre du conseil.

Annexe

Access

(3) Every first nation shall make the Schedule of Remuneration publicly available within 120 days after March 31 in each calendar year.

(3) Chaque première nation met l'Annexe des rémunérations à la disposition du public dans les cent vingt jours suivant le 31 mars de chaque année civile.

Copies

Disclosure by Minister	6. Despite anything in the <i>Privacy Act</i> , where, at the end of the period referred to in subsection 5(3), the Schedule of Remuneration has not been made publicly available, the Minister shall make it publicly available.	6. Malgré toute disposition de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , lorsque, à l'expiration du délai imparti, l'Annexe des rémunérations n'a pas été mise à la disposition du public, le ministre doit en donner l'accès au public.	Communication par le ministre
Access to Information Act	7. For the purposes of this Act, section 20 of the <i>Access to Information Act</i> does not apply to the Schedule of Remuneration referred to in subsection 5(2).	7. Pour l'application de la présente loi, l'article 20 de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> ne s'applique pas à l'Annexe des rémunérations visée au paragraphe 5(2).	Loi sur l'accès à l'information

## ENFORCEMENT

## MISE EN APPLICATION

Enforcement	8. The Minister or any member of a first nation may apply to a superior court for an order regarding the enforcement of the provisions of this Act.	8. Le ministre ou tout membre d'une première nation peut demander à une cour supérieure de rendre une ordonnance visant l'application des dispositions de la présente loi.	Mise en application
-------------	---	--	---------------------



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
 Publishing and Depository Services  
 Public Works and Government Services Canada  
 Ottawa, Ontario K1A 0S5  
 Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
 Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
 Les Éditions et Services de dépôt  
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
 Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
 Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
 Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
[publications.gc.ca](http://publications.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>





A1  
K3  
C56

Government  
Publication

**C-576**

**C-576**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-576**

## **PROJET DE LOI C-576**

An Act to amend the Criminal Code (personating peace officer)

Loi modifiant le Code criminel (fausse représentation à titre  
d'agent de la paix)

---

FIRST READING, OCTOBER 1, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2010

---

MR. DREESHEN

M. DREESHEN

## SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to establish that personating a police officer for the purpose of committing another offence shall be considered by a court to be an aggravating circumstance for sentencing purposes.

## SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin de prévoir que le fait de prétendre faussement être un agent de la paix en vue de commettre une autre infraction est considéré comme une circonstance aggravante par le tribunal qui détermine la peine à infliger.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-576

## PROJET DE LOI C-576

An Act to amend the Criminal Code (personat-  
ing peace officer)

Loi modifiant le Code criminel (fausse repré-  
sentation à titre d'agent de la paix)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

L.R., ch. C-46

**1. The *Criminal Code* is amended by  
adding the following after section 130:**

**1. Le *Code criminel* est modifié par ad-  
5 jonction, après l'article 130, de ce qui suit :**

Aggravating  
circumstance

**130.1** If a person is convicted of an offence  
under section 130, the court imposing the  
sentence on the person shall consider as an  
aggravating circumstance the fact that the  
accused personated a peace officer for the 10  
purpose of facilitating the commission of  
another offence.

Circonstance  
aggravante

**130.1** Le tribunal qui détermine la peine à  
infliger à la personne déclarée coupable d'une  
infraction prévue à l'article 130 est tenu de  
considérer comme circonstance aggravante le  
fait que l'accusé a prétendu faussement être un 10  
agent de la paix en vue de faciliter la  
perpétration d'une autre infraction.

403227

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http: publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http: publications.gc.ca



A1  
B  
C6

Government  
Publication

C-577

C-577

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-577**

**PROJET DE LOI C-577**

An Act to amend the Income Tax Act (hearing impairment)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (déficience auditive)

---

FIRST READING, OCTOBER 5, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 5 OCTOBRE 2010

---

MR. JULIAN

M. JULIAN





## SUMMARY

This enactment amends paragraph 118.4(1)(b) and subparagraph 118.4(1)(c)(iv) of the *Income Tax Act* to establish that the ability of an individual with a hearing impairment to perform a basic activity of daily living is markedly restricted when the individual is unable to hear without the use of assistive listening devices. It also defines a basic activity of daily living in relation to an individual with a hearing impairment.

## SOMMAIRE

Le texte modifie l'alinéa 118.4(1)b) et le sous-alinéa 118.4(1)c)(iv) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin d'établir que la capacité d'un particulier ayant une déficience auditive d'accomplir une activité courante de la vie quotidienne est limitée de façon marquée quand le particulier est incapable d'entendre sans avoir recours à un dispositif technique pour malentendant. Il définit également une activité courante de la vie quotidienne pour un particulier ayant une déficience auditive.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-577

## PROJET DE LOI C-577

An Act to amend the Income Tax Act (hearing  
impairment)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu  
(déficience auditive)

R.S., 1985, c. 1  
(5th Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

**1. (1) Paragraph 118.4(1)(b) of the *Income  
Tax Act* is replaced by the following:**

(b) except in the case of an individual with a  
hearing impairment, an individual's ability to  
perform a basic activity of daily living is  
markedly restricted only where all or sub-  
stantially all of the time, even with therapy 10  
and the use of appropriate devices and  
medication, the individual is blind or is  
unable (or requires an inordinate amount of  
time) to perform a basic activity of daily  
living;

(b.01) in the case of an individual with a  
hearing impairment, an individual's ability to  
perform a basic activity of daily living is  
markedly restricted only where all or sub-  
stantially all of the time, the individual is 20  
unable to perform a basic activity of daily  
living;

**(2) Subparagraph 118.4(1)(c)(iv) of the  
Act is replaced by the following:**

L.R., 1985, ch. 1  
(5<sup>e</sup> suppl.)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

**1. (1) L'alinéa 118.4(1)b) de la *Loi de  
l'impôt sur le revenu* est remplacé par ce qui 5  
suit :**

b) sauf s'il s'agit d'un particulier ayant une  
déficience auditive, la capacité d'un particu-  
lier d'accomplir une activité courante de la  
vie quotidienne est limitée de façon marquée 10  
seulement si, même avec des soins thérapeu-  
tiques et l'aide des appareils et des médica-  
ments indiqués, il est toujours ou presque  
toujours aveugle ou incapable d'accomplir  
une activité courante de la vie quotidienne 15  
sans y consacrer un temps excessif;

b.01) s'il s'agit d'un particulier ayant une  
déficience auditive, la capacité d'un particu-  
lier d'accomplir une activité courante de la  
vie quotidienne est limitée de façon marquée 20  
seulement s'il est toujours ou presque tou-  
jours incapable d'accomplir une activité  
courante de la vie quotidienne sans y  
consacrer un temps excessif;

**(2) Le sous-alinéa 118.4(1)c)(iv) de la 25  
même loi est remplacé par ce qui suit :**

(iv) hearing so as to understand another person in a normal setting without the use of assistive listening devices,

(iv) le fait d'entendre de façon à comprendre une personne dans des circonstances normales, sans avoir recours à un dispositif technique pour malentendant,



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

A1  
B  
356

Gouvernement  
du Canada

**C-578**

**C-578**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-578**

## **PROJET DE LOI C-578**

An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements  
Act (prescription drug and dental care)

Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le  
gouvernement fédéral et les provinces (médicaments sur  
ordonnance et soins dentaires)

---

FIRST READING, OCTOBER 6, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 6 OCTOBRE 2010

---

MR. DAVIES

M. DAVIES

## SUMMARY

This enactment amends the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* to establish a prescription drug and dental care transfer to provide funding for the purposes of assisting the provinces to provide full prescription drug and dental care to persons who are 65 years old or older and children who are under the age of 12 years.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* afin de prévoir, sous la forme d'un transfert, le versement d'une aide financière visant à aider les provinces à assurer la couverture complète des médicaments sur ordonnance et des soins dentaires pour les enfants de moins de douze ans et les personnes de soixante-cinq ans et plus.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-578

## PROJET DE LOI C-578

An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act (prescription drug and dental care)

Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces (médicaments sur ordonnance et soins dentaires)

R.S., c. F-8

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. F-8

**1. The Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act is amended by adding the following after section 24.64:**

**1. La Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces est modifiée par adjonction, après l'article 24.64, de ce qui suit :**

### PREScription DRUG AND DENTAL CARE TRANSFER

### TRANSFERT VISANT LES MÉDICAMENTS SUR ORDONNANCE ET LES SOINS DENTAIREs

Purposes

**24.65** Subject to this Part, a Prescription Drug and Dental Care Transfer is established under section 24.66 to provide funding for the purposes of assisting the provinces to provide full prescription drug and dental care coverage to persons who are 65 years old or older and children who are under the age of 12 years.

**24.65** Sous réserve de la présente partie, il est versé, au titre du Transfert visant les médicaments sur ordonnance et les soins dentaires, une aide financière visant à aider les provinces à assurer la couverture complète des médicaments sur ordonnance et des soins dentaires pour les enfants de moins de douze ans et les personnes de soixante-cinq ans et plus.

Fins du transfert

Transfer

**24.66** The Prescription Drug and Dental Care Transfer shall consist of

**24.66** Le Transfert visant les médicaments sur ordonnance et les soins dentaires se compose des éléments suivants :

Transfert

(a) a cash contribution for the fiscal year beginning on April 1, 2011 to be determined through joint federal and provincial consultation; and

a) une contribution pécuniaire pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2011 déterminée dans le cadre de consultations fédérales-provinciales;

(b) the product obtained by multiplying the cash contribution for the immediately preceding year by 1.06, rounded to the nearest thousand, for each fiscal year in the period beginning on April 1, 2012 and ending on March 31, 2014.

b) la somme obtenue par multiplication de la contribution pécuniaire de l'exercice précédent par 1,06 — arrondie au millier près pour chaque exercice compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2012 et le 31 mars 2014.

Provincial share

**24.67** The cash contribution established under section 24.66 that may be provided to a province for each of the fiscal years mentioned in that section is the amount determined by multiplying the cash contribution set out for that fiscal year by the quotient obtained by dividing

(a) the population of the province for the fiscal year

by

(b) the total of the population of all provinces 10 for the fiscal year.

**24.67** La quote-part de la contribution pécuniaire visée à l'article 24.66 qui peut être versée à une province pour chaque exercice visé correspond au produit obtenu par multiplication de cette contribution par le quotient obtenu par division de la population de la province pour l'exercice par la population totale des provinces pour l'exercice.

Quote-part d'une province



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

H1  
8  
35/6

Document  
Public

**C-579**

**C-579**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-579**

## **PROJET DE LOI C-579**

An Act respecting a National Local Food Day

Loi instituant la Journée nationale de l'alimentation locale

---

FIRST READING, OCTOBER 7, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 7 OCTOBRE 2010

---

MR. ALLEN (*Welland*)

M. ALLEN (*Welland*)

## SUMMARY

This enactment designates the Friday before Thanksgiving Day in each and every year as “National Local Food Day”.

## SOMMAIRE

Le texte désigne le vendredi précédant le jour de l'Action de grâce comme « Journée nationale de l'alimentation locale ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-579

## PROJET DE LOI C-579

An Act respecting a National Local Food Day

Loi instituant la Journée nationale de l'alimen-  
tation locale

Preamble

Whereas Canada's national sovereignty is dependent on the safety and security of our food supply;

Whereas strengthening the connection between consumers and producers of Canadian food contributes to our nation's social, environmental and economic well-being;

Whereas support for local farmers contributes to a sustainable Canadian agriculture industry;

And whereas the people of Canada will benefit from a national local food day to celebrate food as one of the most elemental characteristics of all of the cultures that populate this nation;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

### SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *National Local Food Day Act*.

### NATIONAL LOCAL FOOD DAY

National Local Food Day

2. Throughout Canada, in each and every year, the Friday before Thanksgiving Day shall be known as "National Local Food Day".

Attendu :

que la souveraineté du Canada dépend de la salubrité et de la sécurité de l'approvisionnement alimentaire du pays;

que le renforcement des liens entre les consommateurs et les producteurs d'aliments canadiens contribue au bien-être social, environnemental et économique de notre nation;

que soutenir les agriculteurs locaux favorise la viabilité du secteur agricole canadien;

que la population canadienne tirera avantage d'une journée nationale de l'alimentation locale destinée à célébrer l'alimentation comme l'une des caractéristiques les plus fondamentales de chacune des cultures qui forment notre nation,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la Journée nationale de l'alimentation locale*.

### JOURNÉE NATIONALE DE L'ALIMENTATION LOCALE

2. Le vendredi précédant le jour de l'Action de grâces est, dans tout le Canada, désigné comme « Journée nationale de l'alimentation locale ».

Préambule

Titre abrégé

Journée nationale de l'alimentation locale



Not a legal  
holiday

3. For greater certainty, National Local Food Day is not a legal holiday or a non-judicial day.

3. Il est entendu que la Journée nationale de l'alimentation locale n'est pas une fête légale ni un jour non juridique.

Statut



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:

Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

<http://publications.gc.ca>

A1  
B  
356

Commence  
Fin

**C-580**

**C-580**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-580**

**PROJET DE LOI C-580**

An Act to amend the Criminal Code, the Firearms Act and the  
Contraventions Act (long guns)

Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur les armes à feu et la  
Loi sur les contraventions (armes d'épaule)

---

FIRST READING, OCTOBER 8, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 8 OCTOBRE 2010

---



MR. ANGUS

M. ANGUS

## SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to remove the first time offence of possession of a firearm other than a prohibited firearm or a restricted firearm without having registered that firearm under the *Criminal Code*. It clarifies that firearm possession proceedings under that Act do not abrogate or derogate from any existing rights of the aboriginal peoples of Canada.

It also amends the *Firearms Act* to eliminate the fee for registration of a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm. It imposes more control on the release of records that are kept under that Act and that could be used to identify an individual, and ensures that the Chief Firearms Officer, in determining whether a person is eligible to hold a firearms licence, may review records relating to that person's discharge from or unsuccessful application for membership in a law enforcement agency or the military.

Finally, it amends the *Contraventions Act* to designate a first time offence under section 112 of the *Firearms Act* as a contraventions offence for the purposes of the *Contraventions Act*.

## SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin de prévoir que le fait de posséder une arme à feu — autre qu'une arme à feu prohibée ou une arme à feu à autorisation restreinte — sans l'avoir enregistrée aux termes du *Code criminel* ne constitue pas une infraction lorsqu'il s'agit d'un premier délit. Il précise aussi que les poursuites intentées en vertu du *Code criminel* relativement à la possession d'une arme à feu ne peuvent avoir pour effet de porter atteinte aux droits existants des peuples autochtones du Canada.

Le texte modifie également la *Loi sur les armes à feu* afin d'éliminer les droits d'enregistrement dans le cas d'une arme à feu autre qu'une arme à feu prohibée ou une arme à feu à autorisation restreinte. Il resserre les règles régissant la divulgation des registres conservés sous le régime de cette loi qui pourraient servir à identifier une personne. De plus, le texte prévoit que, lorsqu'il détermine l'admissibilité d'une personne à détenir un permis d'arme à feu, le contrôleur des armes à feu peut consulter les dossiers relatifs au renvoi de cette personne d'un organisme chargé de l'application de la loi ou d'une entité militaire ou au rejet d'une demande qu'elle a présentée pour devenir membre d'un tel organisme.

Enfin, le texte modifie la *Loi sur les contraventions* afin de prévoir que toute infraction prévue à l'article 112 de la *Loi sur les armes à feu* qui constitue un premier délit est qualifiée de contravention pour l'application de la *Loi sur les contraventions*.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-580

## PROJET DE LOI C-580

An Act to amend the Criminal Code, the Firearms Act and the Contraventions Act (long guns)

Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur les armes à feu et la Loi sur les contraventions (armes d'épaule)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### CRIMINAL CODE

### CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

1. Subsection 91(4) of the *Criminal Code* is amended by striking out “or” at the end of paragraph (a), by adding “or” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

1. Le paragraphe 91(4) du *Code criminel* est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

(c) a person who possesses a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted 10 firearm, in the case of a first offence committed under section 112 of the *Firearms Act*.

c) au possesseur d'une arme à feu — autre qu'une arme à feu prohibée ou une arme à feu à autorisation restreinte — qui contrevient pour la première fois à l'article 112 de la *Loi 10 sur les armes à feu*.

2. Subsection 92(4) of the Act is amended by striking out “or” at the end of paragraph (a), by adding “or” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

2. Le paragraphe 92(4) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

(c) a person who possesses a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted 20 firearm, in the case of a first offence committed under section 112 of the *Firearms Act*.

c) au possesseur d'une arme à feu — autre 15 qu'une arme à feu prohibée ou une arme à autorisation restreinte — qui contrevient pour la première fois à l'article 112 de la *Loi sur les armes à feu*.

3. The Act is amended by adding the following after section 117.11:

3. La même loi est modifiée par adjonc- 20 tion, après l'article 117.11, de ce qui suit :

117.111 For greater certainty, no proceeding for an offence under any of sections 90, 91, 93, 97, 101, 104 and 105 may have the effect of

117.111 Il est entendu que toute poursuite intentée dans le cadre de l'un des articles 90, 91, 93, 97, 101, 104 et 105 ne peut avoir pour effet

Droits des  
peuples  
autochtones

abrogating or derogating from any existing aboriginal or treaty rights of the aboriginal peoples of Canada under section 35 of the *Constitution Act, 1982*.

de porter atteinte aux droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada visés à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

**4. Section 117.15 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

**4. L'article 117.15 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

Information required

(3) The Governor in Council may make regulations requiring a manufacturer or importer to provide information for the purpose of establishing that the thing in question is reasonable for use in Canada for hunting or sporting purposes.

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, exiger des fabricants ou des importateurs des renseignements permettant d'établir si la chose en question peut raisonnablement être utilisée au Canada pour la chasse ou le sport.

Renseignements exigés

1995, c. 39

### FIREARMS ACT

### LOI SUR LES ARMES À FEU

1995, ch. 39

**5. Section 5 of the *Firearms Act* is amended by adding the following after subsection 5(2):**

**5. L'article 5 de la *Loi sur les armes à feu* est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

Disclosure of records

(2.1) The following records shall be disclosed to a chief firearms officer or, on a reference under section 74, a provincial court judge, in order to determine whether a person is eligible to hold a licence under subsection (1), namely, any record that indicates that the person

(2.1) Pour l'application du paragraphe (1), doit être communiqué au contrôleur des armes à feu ou, dans le cas d'un renvoi prévu à l'article 74, au juge de la cour provinciale tout dossier indiquant que le demandeur, selon le cas :

Communication de dossiers

(a) has been a member of and discharged from a law enforcement agency or the Canadian Forces or other military entity; or

a) était membre d'un organisme chargé de l'application de la loi, des Forces canadiennes ou de toute autre entité militaire et en a été renvoyé;

25

(b) has applied to become a member of a law enforcement agency or the Canadian Forces or other military entity and has been rejected.

b) a présenté une demande pour devenir membre d'un organisme chargé de l'application de la loi ou membre des Forces canadiennes ou de toute autre entité militaire et a vu sa demande rejetée.

30

**6. (1) The portion of section 46 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**6. (1) Le passage de l'article 46 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

Authorization to import

**46.** An authorization to import goods described in section 43 shall include the serial numbers of those goods and may be issued to a business only if the business that applies for such an authorization

**46.** L'autorisation d'importation des marchandises visées à l'article 43 comporte les numéros de série de ces marchandises et ne peut être délivrée à l'entreprise qui en fait la demande que si celle-ci :

Autorisation d'importation

**(2) Paragraph 46(b) of the Act is replaced by the following:**

**(2) L'alinéa 46b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(b) identifies those goods in the prescribed manner, including by providing their serial numbers;

(b) marque les marchandises selon les modalités réglementaires et en précise notamment les numéros de série;

40

40



**7. Section 50 of the Act is replaced by the following:**

Notification of Registrar

**50.** A customs officer shall inform the Registrar without delay of the exportation or importation of goods described in section 43 by a business and shall provide the Registrar with the serial numbers of those goods.

**8. Section 54 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):**

No fee payable

(1.1) Despite subsection (1), no fee shall be paid for a registration certificate for a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm.

Certificate of Indian Status

(1.2) For the purpose of identifying an individual who applies for a registration certificate for a firearm other than a prohibited firearm or a restricted firearm, a Certificate of Indian Status issued to the individual by the Department of Indian Affairs and Northern Development, when accompanied by a firearms licence issued to the individual, shall be considered sufficient identification of that individual.

**9. The Act is amended by adding the following after section 90:**

Release of records

**90.1** For greater certainty, records that could be used to identify an individual shall not be released to any person inside or outside Canada, except in the interests of public safety, under a court order or as explicitly prescribed by an Act of Parliament.

**10. The Act is amended by adding the following after section 94:**

Report

**94.1** The Governor in Council shall request the Auditor General of Canada to inquire into and report on the operations of the Canadian Firearms Centre starting in the year in which this Act comes into force and in each of the four following years, and to submit each of those reports to Parliament.

**11. (1) Subsection 112(1) of the Act is replaced by the following:**

**7. L'article 50 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**50.** L'agent des douanes notifie sans délai au directeur toute exportation ou importation de marchandises visées à l'article 43 effectuée par une entreprise et lui fournit les numéros de série de ces marchandises.

**8. L'article 54 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

(1.1) Malgré le paragraphe (1), aucun droit n'est exigé pour la délivrance d'un certificat d'enregistrement pour une arme à feu autre qu'une arme à feu prohibée ou une arme à feu à autorisation restreinte.

(1.2) En vue d'identifier un particulier qui fait une demande de certificat d'enregistrement pour une arme à feu autre qu'une arme à feu prohibée ou une arme à feu à autorisation restreinte, le certificat du statut d'Indien délivré par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien est considéré suffisant s'il est accompagné d'un permis d'arme à feu délivré à ce particulier.

**9. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 90, de ce qui suit :**

**90.1** Il est entendu que les registres qui pourraient servir à identifier un particulier ne peuvent être divulgués à quiconque au Canada ou à l'étranger, sauf dans l'intérêt de la sécurité publique, par suite de l'ordonnance d'un tribunal ou dans les cas expressément prévus par une loi fédérale.

**10. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 94, de ce qui suit :**

**94.1** Le gouverneur en conseil demande au vérificateur général de faire une enquête et de dresser un rapport annuel sur les activités du Centre des armes à feu Canada, à compter de l'année au cours de laquelle la présente loi entre en vigueur et pour les quatre années suivantes, et de déposer chaque rapport devant le Parlement.

**11. (1) Le paragraphe 112(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Notification au directeur

Aucun droit à payer

Certificat du statut d'Indien

Divulgence des registres

Rapport

Failure to  
register certain  
firearms

**112.** (1) Subject to subsections (2) and (3), every person commits an offence who, not having previously committed an offence under this subsection, possesses a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm without being the holder of a registration certificate for that firearm.

**(2) Paragraph 112(2)(b) of the Act is replaced by the following:**

(b) a person who comes into possession of a 10 firearm by operation of law and who, within 90 days or such longer period as may be granted by a chief firearms officer under subsection (2.1), lawfully disposes of it or obtains a registration certificate for it; or 15

**(3) Section 112 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

(2.1) A chief firearms officer may grant an extension of the 90-day period referred to in paragraph (2)(b) of no more than 90 days, if the 20 chief firearms officer determines, on the basis of prescribed considerations, that granting the extension is warranted and that the person seeking the extension meets the following conditions: 25

(a) the person applies to the chief firearms officer for an extension of time within the 90-day period referred to in paragraph (2)(b); and

(b) the person is unable to dispose of the 30 firearm or obtain a registration certificate for it within the 90-day period referred to in paragraph (2)(b) because of prescribed circumstances.

**112.** (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), commet une infraction quiconque, n'ayant pas antérieurement commis une infraction prévue au présent paragraphe, possède une 5 arme à feu — autre qu'une arme à feu prohibée ou une arme à feu à autorisation restreinte — sans être titulaire d'un certificat d'enregistrement pour cette arme à feu.

**(2) L'alinéa 112(2)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :** 10

b) à la personne qui entre en possession d'une arme à feu par effet de la loi et qui, dans les quatre-vingt-dix jours suivants ou dans le délai supérieur accordé par le 15 contrôleur des armes à feu en vertu du paragraphe (2.1), s'en défait légalement ou obtient le certificat d'enregistrement pour cette arme;

**(3) L'article 112 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce 20 qui suit :**

(2.1) Le contrôleur des armes à feu peut prolonger le délai de quatre-vingt-dix jours imparti à l'alinéa (2)(b) d'au plus quatre-vingt-dix jours s'il est d'avis, compte tenu des 25 facteurs prévus par règlement, que la prolongation du délai est indiquée et que la personne la demandant répond aux conditions suivantes :

a) elle demande une prolongation au contrôleur des armes à feu avant l'expiration du 30 délai de quatre-vingt-dix jours visé à l'alinéa (2)(b);

b) elle est incapable, à cause d'une situation prévue par règlement, de disposer légalement de l'arme à feu ou d'obtenir le certificat 35 d'enregistrement pour cette arme dans le délai de quatre-vingt-dix jours visé à l'alinéa (2)(b) .

1992, c. 47

## CONTRAVENTIONS ACT

**12. Section 2 of the *Contraventions Act* is 35 amended by replacing the definition "contravention" with the following:**

"contravention"  
«contravention»

"contravention" means an offence that is created by an enactment and is designated as a contravention by this Act or by regulation of the 40 Governor in Council;

## LOI SUR LES CONTRAVENTIONS

1992, ch. 47

**12. La définition de «contravention», à l'article 2 de la *Loi sur les contraventions*, est remplacée par ce qui suit :** 40

«contravention» Infraction créée par un texte et qualifiée de contravention par la présente loi ou par règlement du gouverneur en conseil.

«contravention»  
"contravention"

**13. (1) Section 8 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.1):**

Offence under  
*Firearms Act*

(1.2) An offence under section 112 of the *Firearms Act* is designated as a contraventions offence for the purposes of this Act.

**13. (1) L'article 8 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :**

(1.2) Pour l'application de la présente loi, toute infraction prévue à l'article 112 de la *Loi sur les armes à feu* est qualifiée de contravention.

Infraction à la  
*Loi sur les armes à feu*

**(2) Subsection 8(2) of the Act is replaced by the following:**

Revocation of  
designation

(2) For greater certainty, the Governor in Council may revoke the designation of an offence as a contravention, other than a designation referred to in subsection (1.2).

**(2) Le paragraphe 8(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(2) Il est entendu que le gouverneur en conseil peut révoquer la qualification d'une infraction autre qu'une infraction visée au paragraphe (1.2).

Révocation de la  
qualification

#### COORDINATING AMENDMENTS

2003, c. 8

**14. (1) In this section, "other Act" means *An Act to amend the Criminal Code (firearms) and the Firearms Act*, chapter 8 of the Statutes of Canada, 2003.**

**(2) If section 7 of this Act comes into force before section 35 of the other Act, then, on the day on which that section 35 comes into force, section 50 of the *Firearms Act* is replaced by the following:**

Notification of  
Registrar

**50.** A customs officer shall inform the Registrar without delay of the exportation or importation of goods described in section 43 by a business and shall provide the Registrar with the serial numbers of those goods.

**(3) If section 7 of this Act comes into force on the same day as section 35 of the other Act, then that section 35 is deemed to have come into force before that section 7.**

#### DISPOSITIONS DE COORDINATION

**14. (1) Au présent article, « autre loi » s'entend de la *Loi modifiant le Code criminel (armes à feu) et la Loi sur les armes à feu*, chapitre 8 des Lois du Canada (2003).**

2003, ch. 8

**(2) Si l'article 7 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 35 de l'autre loi, à la date d'entrée en vigueur de cet article 35, l'article 50 de la *Loi sur les armes à feu* est remplacé par ce qui suit :**

**50.** L'agent des douanes notifie sans délai au directeur toute exportation ou importation de marchandises visées à l'article 43 effectuée par une entreprise et lui fournit les numéros de série de ces marchandises.

Notification au  
directeur

**(3) Si l'entrée en vigueur de l'article 7 de la présente loi et celle de l'article 35 de l'autre loi sont concomitantes, cet article 35 est réputé être entré en vigueur avant cet article 7.**







41  
3  
56

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100

**C-581**

**C-581**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-581**

## **PROJET DE LOI C-581**

An Act respecting Status of Women Canada

Loi concernant Condition féminine Canada

---

FIRST READING, OCTOBER 18, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 18 OCTOBRE 2010

---



MS. MATHYSEN

M<sup>ME</sup> MATHYSEN



## SUMMARY

This enactment describes the mandate of the federal organisation known as Status of Women Canada.

## SOMMAIRE

Le texte énonce le mandat de l'organisme fédéral portant le nom de Condition féminine Canada.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-581

## PROJET DE LOI C-581

An Act respecting Status of Women Canada

Loi concernant Condition féminine Canada

Preamble

Whereas a Royal Commission on the Status of Women in Canada established on February 16, 1967, to inquire into and report on the status of women in Canada made significant recommendations on steps to be taken by the federal government to ensure women equal opportunities with men in all aspects of Canadian society, having regard to the distribution of legislative powers under the Constitution of Canada, particularly with reference to federal statutes, regulations and policies that concern or affect the rights and activities of women;

Whereas Canada is a party to the Convention on the Elimination of all Forms of Discrimination against Women and encourages the advancement and full participation of women in all spheres of life;

Whereas all Canadians are committed to promoting gender equality in a manner consistent with the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*;

Whereas it is in the interest of Canadians to identify and raise awareness on issues that affect the social, economic and democratic rights of women;

Whereas concerted action by Canadians to increase respect for women's rights enhances the lives of all Canadians;

And whereas the Office of the Coordinator, Status of Women Canada, was designated as a department for the purposes of the *Financial*

Attendu :

que la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, établie le 16 février 1967 afin d'enquêter et de faire rapport sur la situation des femmes au Canada, a formulé d'importantes recommandations sur les mesures devant être prises par le gouvernement fédéral en vue de garantir aux femmes des chances égales dans tous les aspects de la société canadienne, compte tenu du partage des pouvoirs législatifs établi par la Constitution du Canada, en particulier en ce qui a trait aux lois, à la réglementation et aux politiques fédérales qui ont une incidence sur les droits et les activités des femmes;

que le Canada est partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et encourage l'avancement et la pleine participation des femmes dans toutes les sphères de la vie;

que tous les Canadiens ont à coeur de promouvoir l'égalité des sexes dans le respect de la *Charte canadienne des droits et libertés*;

qu'il est dans l'intérêt des Canadiens de déterminer ce qui fait obstacle aux droits sociaux, économiques et démocratiques des femmes et d'accroître la sensibilisation à l'égard de ces problèmes;

que la prise de mesures concertées en vue d'accroître le respect des droits des femmes a pour effet d'améliorer la vie de tous les Canadiens;

Préambule

*Administration Act and the Public Service Employment Act* pursuant to Order in Council P.C. 1976-779 of April 1, 1976;

que le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme est désigné comme ministère pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* aux termes du décret en conseil C.P. 1976-779, pris le 1<sup>er</sup> avril 1976,

Now therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

#### SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Status of Women Canada Act*.

#### TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur Condition féminine Canada*.

Titre abrégé

#### INTERPRETATION

Definition of  
"Status of  
Women Canada"

2. In this Act, "Status of Women Canada" means the Office of the Coordinator, Status of Women Canada, designated as a department for the purposes of the *Financial Administration Act* and the *Public Service Employment Act* pursuant to Order in Council P.C. 1976-779 of April 1, 1976.

#### DÉFINITION

2. Dans la présente loi, « Condition féminine Canada » s'entend du Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme, désigné comme ministère pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* aux termes du décret en conseil C.P. 1976-779, pris le 1<sup>er</sup> avril 1976.

Définition de  
« Condition  
féminine  
Canada »

#### MANDATE OF STATUS OF WOMEN CANADA

Mandate

3. The mandate of Status of Women Canada is to

- (a) promote gender equality and the advancement and full participation of women in the economic, social, cultural and political life of the country;
- (b) coordinate federal policy development relating to the status of women's equality and human rights;
- (c) advise and assist the Minister in the coordination and promotion of governmental activities related to the status of women;
- (d) encourage gender-sensitive policy making across the federal government, provide gender-based analysis training, tools and resources and evaluate their integration into the legislation, policies, programs and practices of the federal government;

#### MANDAT DE CONDITION FÉMININE CANADA

3. Condition féminine Canada a pour mandat :

- a) de promouvoir l'égalité des sexes ainsi que l'avancement et la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale, culturelle et politique du pays;
- b) de coordonner l'élaboration de la politique fédérale concernant la situation de l'égalité et des droits des femmes;
- c) de conseiller et d'appuyer le ministre dans la coordination et la promotion des activités gouvernementales liées à la condition féminine;
- d) d'encourager l'élaboration de politiques qui tiennent compte de la spécificité des sexes dans l'ensemble de l'administration fédérale, de fournir de la formation, des outils et des ressources en matière d'analyse comparative

(e) conduct an on-going review and evaluation of the federal government's progress in advancing the status of women, with a focus on their economic autonomy and well-being, and physical and psychological well-being, democratic participation and equal representation in elected and public offices at all levels of government and on reduction of violence against women and children; 5

(f) administer and fund programs that encourage and support action to further the advancement of women, including research and advocacy related to these programs; 10

(g) engage in consultations with the federal government, international agencies and Canadian organizations, communities, educational institutions, voluntary organizations, employers, unions and individual citizens; and 15

(h) monitor changing public attitudes towards the status of women and identify new needs and systemic barriers impeding women's progress and make recommendations for improvements to the existing laws of Canada in this regard. 20 25

entre les sexes et d'en évaluer l'intégration dans les lois, les politiques, les programmes et les pratiques fédéraux;

e) de procéder à l'examen continu des résultats obtenus par le gouvernement fédéral dans l'avancement de la condition féminine, en mettant l'accent sur l'autonomie économique et le bien-être économique, physique et psychologique des femmes, la participation des femmes à la vie démocratique, la représentation égale des femmes parmi les élus et les titulaires de charge publique à tous les niveaux de l'administration fédérale et la réduction de la violence contre les femmes et les enfants; 5 10 15

f) d'administrer et de financer, d'une part, des programmes favorisant la prise de mesures qui contribuent à l'avancement des femmes et, d'autre part, les activités de recherche et de sensibilisation qui s'y rattachent; 20

g) de tenir des consultations avec le gouvernement fédéral, des organismes canadiens et internationaux, des collectivités, des établissements d'enseignement, des organisations bénévoles, des employeurs, des syndicats et des citoyens; 25

h) de suivre l'évolution des mentalités en ce qui a trait à la condition féminine, de cerner les nouveaux besoins ainsi que les obstacles systémiques qui nuisent à l'avancement des femmes et de formuler des recommandations en vue d'améliorer la législation canadienne à cet égard. 30



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca





A1  
8  
356

**C-582**

**C-582**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-582**

**PROJET DE LOI C-582**

An Act to amend the National Housing Act (payment to  
provinces)

Loi modifiant la Loi nationale sur l'habitation (versement aux  
provinces)

---

FIRST READING, OCTOBER 18, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 18 OCTOBRE 2010

---



MR. GAUDET

M. GAUDET

## SUMMARY

This enactment amends the *National Housing Act* to provide that part of the Canada Mortgage and Housing Corporation's retained earnings from its housing loan insurance business be transferred to the provinces to be used for the purposes of affordable social housing.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi nationale sur l'habitation* afin de prévoir qu'une partie des bénéfices non répartis de la Société canadienne d'hypothèques et de logement provenant de ses activités d'assurance de prêts à l'habitation soit versée aux provinces à des fins de logement social et abordable.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-582

## PROJET DE LOI C-582

An Act to amend the National Housing Act  
(payment to provinces)

Loi modifiant la Loi nationale sur l'habitation  
(versement aux provinces)

R.S., c. N-11

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. N-11

**1. Paragraphs 21(2)(a) to (d) of the *National Housing Act* are replaced by the following:**

**1. Les alinéas 21(2)a) à d) de la *Loi nationale sur l'habitation* sont remplacés par ce qui suit :**

(a) the capitalization of the Corporation's business under this part, in accordance with the guidelines issued by the Office of the Superintendent of Financial Institutions; and 10

a) la capitalisation des activités exercées par la Société dans le cadre de la présente partie, conformément aux lignes directrices émises par le Bureau du surintendant des institutions financières; 10

(b) the payment to the provinces, in proportion to their population, of the retained earnings that exceed the amount set out in paragraph (a) for, among others, the following purposes: 15

b) le versement aux provinces, en proportion de leur population, des bénéfices non répartis qui excèdent le montant prévu à l'alinéa a), notamment aux fins suivantes : 15

(i) providing affordable social housing,  
(ii) encouraging the supply of quality housing at affordable prices,

(i) servir au logement social et abordable,  
(ii) encourager l'offre de logements de qualité à prix abordable,

(iii) increasing the range of housing options, and 20

(iii) accroître le choix en matière d'habitation, 20

(iv) contributing to the creation and development of housing cooperatives.

(iv) contribuer à la création et au développement de coopératives d'habitation.



403230

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tps-gc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tps-gc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca



C-583

C-583

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-583

## PROJET DE LOI C-583

An Act to amend the Statistics Act (Chief Statistician)

Loi modifiant la Loi sur la statistique (statisticien en chef)

---

FIRST READING, OCTOBER 21, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 21 OCTOBRE 2010

---



MR. MASSE

M. MASSE



## SUMMARY

This enactment amends the *Statistics Act* to require the Governor in Council to consult with the leader of every recognized party in the House of Commons before appointing the Chief Statistician of Canada and to make that appointment from a list of candidates submitted by a search committee appointed by the Minister designated by the Governor in Council for the purposes of that Act. It also requires the Chief Statistician of Canada to establish and publish guidelines respecting sources of statistical information and its collection, analysis, processing, storage and publication.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la statistique* afin d'exiger du gouverneur en conseil qu'il consulte le chef de chacun des partis reconnus à la Chambre des communes avant de nommer le statisticien en chef du Canada qu'il choisit à partir de la liste de candidats établie par un comité des candidatures constitué par le ministre chargé de l'application de la loi. En outre, il oblige le statisticien en chef du Canada à établir et à publier des lignes directrices concernant les sources des renseignements statistiques ainsi que la collecte de ceux-ci, leur analyse, leur traitement, leur entreposage et leur publication.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-583

## PROJET DE LOI C-583

An Act to amend the Statistics Act (Chief Statistician)

Loi modifiant la Loi sur la statistique (statisticien en chef)

R.S., c. S-19

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. S-19

**1. (1) Subsection 4(1) of the *Statistics Act* is replaced by the following:**

**1. (1) Le paragraphe 4(1) de la *Loi sur la statistique* est remplacé par ce qui suit :**

5

Chief Statistician

**4. (1)** Subject to subsection (1.1), the Governor in Council may appoint an officer called the Chief Statistician of Canada to be the deputy of the Minister for the purposes of this Act and to hold office during pleasure.

**4. (1)** Sous réserve du paragraphe (1.1), le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un haut fonctionnaire appelé le statisticien en chef du Canada. Celui-ci est le représentant du ministre pour l'application de la présente loi.

Statisticien en chef

Consultation

(1.1) The Governor in Council shall, after consulting with the leader of every recognized party in the House of Commons, appoint the Chief Statistician from a list of candidates submitted by the search committee referred to in section 4.1.

(1.1) Le gouverneur en conseil, après consultation du chef de chacun des partis reconnus à la Chambre des communes, nomme le statisticien en chef à partir de la liste de candidats établie par le comité des candidatures visé à l'article 4.1.

Consultation

**(2) Section 4 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

**(2) L'article 4 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

20

Guidelines

(2.1) The Chief Statistician shall

(a) in accordance with internationally recognized best practices, including applicable ethical standards, establish guidelines respecting sources of statistical information and its collection, analysis, processing, storage and publication; and

(b) post on the Statistics Canada website

(i) the guidelines referred to in paragraph (a), and

(2.1) Le statisticien en chef :

a) conformément aux pratiques exemplaires reconnues à l'échelle internationale, notamment les normes éthiques applicables, établit des lignes directrices concernant les sources des renseignements statistiques ainsi que la collecte de ceux-ci, leur analyse, leur traitement, leur entreposage et leur publication;

b) affiche sur le site Web de Statistique Canada :

Lignes directrices

	(ii) any material that he or she considers necessary to facilitate the interpretation of any statistical information that has been published by his or her office.	(i) les lignes directrices visées à l'alinéa a), (ii) tout document qu'il estime nécessaire pour faciliter l'interprétation des renseignements statistiques publiés par son bureau.	5
Annual update	(2.2) The Chief Statistician shall update the guidelines referred to in paragraph (2.1)(a) on an annual basis.	(2.2) Le statisticien en chef met à jour annuellement les lignes directrices visées à l'alinéa (2.1)a).	Mise à jour annuelle
	<b>2. The Act is amended by adding the following after section 4:</b>	<b>2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 4, de ce qui suit :</b>	10
Appointment of search committee	<b>4.1</b> (1) The Minister shall appoint a search committee to prepare a list of candidates for consideration by the Governor in Council when making an appointment under subsection 4(1.1).	<b>4.1</b> (1) Le ministre constitue un comité des candidatures chargé d'établir une liste de candidats à soumettre au gouverneur en conseil pour examen lorsqu'il procède à la nomination prévue au paragraphe 4(1.1).	Constitution d'un comité des candidatures
Composition of search committee	(2) The search committee shall be composed of three persons each of whom is (a) a former Clerk of the Privy Council; (b) a former Chief Statistician of Canada; (c) a former Governor of the Bank of Canada; (d) the Chairman of the National Statistics Council; or (e) the President of the Statistical Society of Canada.	(2) Le comité des candidatures est composé de trois membres dont chacun est : a) soit ancien greffier du Conseil privé; b) soit ancien statisticien en chef du Canada; c) soit ancien gouverneur de la Banque du Canada; d) soit président actuel du Conseil national de la statistique; e) soit président actuel de la Société statistique du Canada.	Composition
No reimbursement or remuneration	(3) No member of the search committee shall be reimbursed for any expenses or paid any remuneration in respect of their duties as a member of the committee.	(3) Les membres du comité des candidatures ne reçoivent aucune rémunération et ne sont pas indemnisés des frais entraînés par l'exercice de leurs fonctions de membre du comité.	Absence de rémunération et d'indemnités



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

A1  
18  
356  
**C-584**

**C-584**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-584**

**PROJET DE LOI C-584**

An Act to amend the Hazardous Products Act (plastic bags)

Loi modifiant la Loi sur les produits dangereux (sacs en  
plastique)

---

FIRST READING, OCTOBER 25, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 25 OCTOBRE 2010

---

MS. MATHYSSEN

M<sup>ME</sup> MATHYSSEN

## SUMMARY

This enactment amends the *Hazardous Products Act* to provide that single-use shopping bags made of non-biodegradable plastic are deemed to be products that are likely a danger to the health or safety of the public by reason of their design, construction or contents and, as such, are prohibited products under that Act.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les produits dangereux* afin de prévoir que les sacs de magasinage à usage unique fabriqués de plastique non biodégradable sont réputés être des produits risquant de présenter, à cause de leur conception, construction ou contenu, un danger pour la santé ou la sécurité publiques et qu'ils sont, pour cette raison, des produits interdits sous le régime de cette loi.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-584

## PROJET DE LOI C-584

An Act to amend the Hazardous Products Act  
(plastic bags)

Loi modifiant la Loi sur les produits dangereux  
(sacs en plastique)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

### HAZARDOUS PRODUCTS ACT

### LOI SUR LES PRODUITS DANGEREUX

1. Section 6 of the *Hazardous Products Act*  
is amended by adding the following after  
subsection (2):

1. L'article 6 de la *Loi sur les produits*  
*dangereux* est modifié par adjonction, après 5  
le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Despite subsection (2), the Governor in  
Council may not amend Part I of Schedule I to  
delete item 43.

(2.1) Malgré le paragraphe (2), le gouverneur  
en conseil ne peut pas modifier la partie I de  
l'annexe I en y radiant l'article 43.

2. Part I of Schedule I to the Act is 10  
amended by adding the following after item  
42:

2. La partie I de l'annexe I de la même loi 10  
est modifiée par adjonction, après l'article  
42, de ce qui suit :

43. Bags that are made of non-biodegradable  
plastic, including those made of low-density  
polyethylene and linear low-density polyethy- 15  
lene, and that are intended for single use for the  
purpose of carrying various items such as food  
and consumer goods from their point of  
purchase.

43. Sacs à usage unique fabriqués de plas-  
tique non biodégradable, notamment ceux  
fabriqués de polyéthylène basse densité ou de 15  
polyéthylène basse densité linéaire, servant à  
transporter depuis leur lieu d'achat des articles  
comme de la nourriture et des biens de  
consommation.

### COORDINATING AMENDMENTS

### DISPOSITIONS DE COORDINATION

3. (1) Subsections (2) and (3) apply if Bill 20  
C-36, introduced in the 3rd session of the  
40th Parliament and entitled *An Act respect-*  
*ing the safety of consumer products* (in this  
section referred to as the "other Act"),  
receives royal assent.

3. (1) Les paragraphes (2) et (3) s'appli- 20 C-36  
quent en cas de sanction du projet de loi  
C-36, déposé au cours de la 3<sup>e</sup> session de la  
40<sup>e</sup> législature et intitulé *Loi concernant la*  
*sécurité des produits de consommation* (appelé  
25 « autre loi » au présent article).

**(2) On the first day on which both section 1 of this Act and section 73 of the other Act are in force, the other Act is amended by adding the following after subsection 37(1):**

**(2) Dès le premier jour où l'article 1 de la présente loi et l'article 73 de l'autre loi sont tous deux en vigueur, l'autre loi est modifiée par adjonction, après le paragraphe 37(1), de ce qui suit :**

Exception

(1.1) Despite paragraph 37(1)(c), the Governor in Council may not amend Schedule 2 to delete item 16.

(1.1) Malgré l'alinéa 37(1)c), le gouverneur en conseil ne peut pas modifier l'annexe 2 en y rajoutant l'article 16.

5

Exception

**(3) On the first day on which both section 2 of this Act and section 75 of the other Act are in force, Schedule 2 to the other Act is amended by adding the following after item 15:**

**(3) Dès le premier jour où l'article 2 de la présente loi et l'article 75 de l'autre loi sont tous deux en vigueur, l'annexe 2 de l'autre loi est modifiée par adjonction, après l'article 15, de ce qui suit :**

16. Bags that are made of non-biodegradable plastic, including those made of low-density polyethylene and linear low-density polyethylene, and that are intended for single use for the purpose of carrying various items such as food and consumer goods from their point of purchase.

16. Sacs à usage unique fabriqués de plastique non biodégradable, notamment ceux fabriqués de polyéthylène basse densité ou de polyéthylène basse densité linéaire, servant à transporter depuis leur lieu d'achat des articles comme de la nourriture et des biens de consommation.

20



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

1  
3  
56

C-585

C-585

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-585

## PROJET DE LOI C-585

An Act to amend the Old Age Security Act (CPP payments)

Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse (versements  
au titre du Régime de pensions du Canada)

---

FIRST READING, OCTOBER 25, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 25 OCTOBRE 2010

---



MS. CHARLTON

M<sup>ME</sup> CHARLTON

## SUMMARY

This enactment amends the *Old Age Security Act* to provide that a pensioner's guaranteed income supplement may not be reduced solely as a result of an increase in the pensioner's income caused by an increase in the pensioner's pension under the *Canada Pension Plan* that is solely the result of the indexation of that pension.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* afin de prévoir que les montants versés aux pensionnés au titre du supplément de revenu garanti ne peuvent être réduits du seul fait que leur revenu a augmenté par suite de l'indexation à la hausse de la pension qui leur est versée dans le cadre du *Régime de pensions du Canada*.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-585**

**PROJET DE LOI C-585**

An Act to amend the Old Age Security Act  
(CPP payments)

Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la  
vieillesse (versements au titre du Régime  
de pensions du Canada)

R.S., c. O-9

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

**1. The *Old Age Security Act* is amended by  
adding the following after section 12:**

Restriction on  
reduction of  
supplement

**12.1** Notwithstanding any other provision of  
this Act, the amount of a supplement that is  
payable to a pensioner under this Part may not  
be reduced solely as a result of an increase in  
the pensioner's income caused by an increase in 10  
the pensioner's pension under the *Canada  
Pension Plan* that is solely the result of the  
indexation of that pension.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

**1. La *Loi sur la sécurité de la vieillesse* est  
modifiée par adjonction, après l'article 12, de 5  
ce qui suit :**

L.R., ch. O-9

Non-réduction  
du supplément

**12.1** Malgré toute autre disposition de la  
présente loi, le montant du supplément payable  
au pensionné en vertu de la présente partie ne  
peut être réduit du seul fait que son revenu a 10  
augmenté par suite de l'indexation à la hausse  
de la pension qui lui est versée dans le cadre du  
*Régime de pensions du Canada*.



403214

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca





C-586

C-586

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-586**

**PROJET DE LOI C-586**

An Act to amend the Canada Transportation Act (producer  
railway cars)

Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada (wagons de  
producteurs)

---

FIRST READING, OCTOBER 27, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 27 OCTOBRE 2010

---



MR. GOODALE

M. GOODALE

## SUMMARY

This enactment amends the *Canada Transportation Act* to provide a new procedure to be followed by railway companies seeking to discontinue the operation of a railway siding that is used by producers of grain to load and transport grain by railway cars.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les transports au Canada* afin d'imposer une nouvelle procédure aux compagnies de chemin de fer qui entendent mettre fin à l'exploitation d'une voie d'évitement qui est utilisée par les producteurs de grain pour le chargement et le transport du grain par wagons.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-586

## PROJET DE LOI C-586

An Act to amend the Canada Transportation Act  
(producer railway cars)

Loi modifiant la Loi sur les transports au  
Canada (wagons de producteurs)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

**1. Subsection 140(2) of the *Canada Trans-  
portation Act* is replaced by the following:**

**1. Le paragraphe 140(2) de la *Loi sur les  
5 transports au Canada* est remplacé par ce qui  
suit :**

(2) Despite the definition “railway line” in  
subsection (1), any siding that has, at any time  
on or after January 1, 2010, been included in a  
list prepared pursuant to subsection 151.1(1) is a  
deemed railway line for the purposes of this  
Division.

(2) Malgré la définition de « ligne » au  
paragraphe (1), toute voie d'évitement qui, à  
compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, est inscrite sur une  
liste établie conformément au paragraphe 10  
151.1(1) est réputée être une ligne pour  
l'application de la présente section.

(3) The Agency may determine as a question  
of fact what constitutes a yard track, siding, spur  
or other track auxiliary to a railway line and  
whether a particular siding is included in a list  
prepared pursuant to subsection 151.1(1).

(3) L'Office peut, comme question de fait,  
décider ce qui constitue une voie de cour de  
triage, une voie d'évitement ou un épi, ou une 15  
autre voie auxiliaire d'une ligne de chemin de  
fer et déterminer les voies d'évitement à inscrire  
sur la liste établie conformément au paragraphe  
151.1(1).

**2. Section 141 of the Act is amended by  
adding the following after subsection (1):**

**2. L'article 141 de la même loi est modifié 20  
par adjonction, après le paragraphe (1), de ce  
qui suit :**

(1.1) Within 60 days after the coming into  
force of this subsection and every three years 20  
thereafter, a railway company shall prepare a  
plan in respect of all deemed railway lines that  
are operated by the company. The plan shall  
indicate whether the company intends to con- 25  
tinue to operate each deemed railway line or to  
take steps to discontinue operating the line after  
December 31 of the third year after the year in  
which it was prepared. The plan shall remain in

(1.1) Dans les soixante jours suivant l'entrée  
en vigueur du présent paragraphe et tous les 25  
trois ans par la suite, chaque compagnie de  
chemin de fer est tenue d'établir un plan  
concernant les voies d'évitement, parmi celles  
qu'elle exploite, qui sont réputées être des  
lignes et précisant, pour chacune, si elle entend  
en poursuivre l'exploitation ou en cesser l'ex- 30  
ploitation après le 31 décembre de la troisième  
année suivant celle de l'établissement du plan.

1996, ch. 10

Voie d'évitement  
réputée être une  
ligne pour les  
wagons de  
producteurs

Décision

Plan — voies  
d'évitement  
réputées être des  
lignes

effect from the time of its preparation until December 31 of the third year after the year in which it was prepared. Once a plan has been prepared, it may not be revised to include additional deemed railway lines that the company intends to discontinue operating.

**3. Subsection 141(2) of the Act is replaced by the following:**

Publication of  
plan

(2) The railway company shall publish the plan prepared under subsection (1) on its Internet site and make it available for public inspection in offices of the company that it designates for that purpose.

**4. Section 142 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

Limitation  
regarding  
deemed railway  
lines

(2.1) A railway company shall not take steps to discontinue operating a deemed railway line unless the company has applied to the Agency for this purpose and has

(a) indicated its intention to discontinue operating the line in its plan for at least three years;

(b) satisfied the Agency that the discontinuance of the line is in the public interest, having regard in particular to the right of producers to be allocated railway cars under subsection 87(2) of the *Canada Grain Act*; and

(c) given at least 60 days written notice to all the parties identified in subsection 141(2.1) and to any community-based group that has been in contact with the railway company in relation to the matter described in subsection 142(3) in respect of the line.

Submissions

(2.2) The parties referred to in paragraph 35 (2.1)(c), and any other parties that the Agency considers appropriate, shall be given an adequate opportunity to make submissions to the Agency with respect to the proposed discontinuance of operation of the railway line.

Le plan entre en vigueur dès son établissement et le demeure jusqu'au 31 décembre de la troisième année suivant celle de son établissement. Une fois le plan établi, il est interdit à la compagnie de chemin de fer de le modifier de façon à y inclure d'autres voies d'évitement réputées être des lignes qu'elle entend cesser d'exploiter.

**3. Le paragraphe 141(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

10

(2) Le plan visé au paragraphe (1) est publié sur le site Internet de la compagnie de chemin de fer et peut être consulté à ceux de ses bureaux que la compagnie désigne.

Publication du  
plan

**4. L'article 142 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe 2, de ce qui suit :**

(2.1) Elle ne peut cesser d'exploiter une voie d'évitement qui est réputée être une ligne que si elle en a fait la demande à l'Office et sous réserve des conditions suivantes :

Réserves  
voies  
d'évitement  
réputées être des  
lignes

a) son intention de ce faire a figuré au plan pendant au moins trois ans;

b) elle a convaincu l'Office qu'il serait dans l'intérêt public de cesser l'exploitation de la ligne, compte tenu notamment du droit qu'ont les producteurs de se voir affecter des wagons en vertu du paragraphe 87(2) de la *Loi sur les grains du Canada*;

c) elle a donné un préavis écrit d'au moins soixante jours à toutes les parties mentionnées au paragraphe 141(2.1) ainsi qu'à tout groupe communautaire ayant été en communication avec elle relativement à la ligne dans la situation décrite au paragraphe 142(3).

35

(2.2) L'Office donne aux parties visées à l'alinéa (2.1)c), ainsi qu'à toute autre partie pour laquelle il l'estime indiqué, la possibilité de présenter des observations relativement à la cessation d'exploitation proposée de la ligne.

Observations

40



5. Subsection 151.1(3) of the Act is repealed.

5. Le paragraphe 151.1(3) de la même loi est abrogé.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

<http://publications.gc.ca>



A1  
XB  
56

**C-587**

**C-587**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-587**

**PROJET DE LOI C-587**

An Act to amend the Canada Transportation Act (railway noise  
and vibration control)

Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada (limitation du  
bruit et des vibrations ferroviaires)

---

FIRST READING, OCTOBER 27, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 27 OCTOBRE 2010

---



MR. JULIAN

M. JULIAN

## SUMMARY

This enactment amends the *Canada Transportation Act* to control noise and vibrations produced by the construction and operation of railways located in close proximity to any residential, institutional or commercial establishments at certain times or on certain days.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les transports au Canada* afin de limiter, certains jours ou à certains moments, le bruit et les vibrations produits par la construction ou l'exploitation d'un chemin de fer à proximité d'établissements résidentiels, institutionnels ou commerciaux.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-587

## PROJET DE LOI C-587

An Act to amend the Canada Transportation Act  
(railway noise and vibration control)

Loi modifiant la Loi sur les transports au  
Canada (limitation du bruit et des vibra-  
tions ferroviaires)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

1. This Act may be cited as the *Railway  
Noise and Vibration Control Act*.

1. *Loi sur la limitation du bruit et des  
5 vibrations ferroviaires.*

### CANADA TRANSPORTATION ACT

### LOI SUR LES TRANSPORTS AU CANADA

2. The *Canada Transportation Act* is  
amended by adding the following after  
section 95.1:

2. La *Loi sur les transports au Canada* est  
modifiée par adjonction, après l'article 95.1,  
de ce qui suit :

95.11 When constructing or operating a  
railway within 300 metres of any residential, 10  
institutional or commercial establishment, a  
railway company shall not shunt, couple or  
decouple cars or leave an engine with its motor  
idling

95.11 Sauf exception autorisée par le minis-  
tre des Transports pour une durée limitée 10  
pendant une situation de crise nationale déclarée  
sous le régime de la *Loi sur les mesures  
d'urgence*, il est interdit à la compagnie de  
chemin de fer qui construit ou exploite un  
chemin de fer dans un rayon de trois cents 15  
mètres d'un établissement résidentiel, institu-  
tionnel ou commercial, d'effectuer des manoeu-  
vres, d'atteler ou de dételer des wagons ou de  
laisser fonctionner une locomotive au ralenti :

(a) at any time on a Saturday, Sunday, or 15  
legal holiday, and

(b) before 8:00 a.m. and after 10:00 p.m. on  
any other day,

a) le samedi, le dimanche et les jours fériés; 20  
b) avant 8 h ou après 22 h les autres jours.

except as authorized by the Minister of Trans-  
port for a specific period during a national 20  
emergency declared under the *Emergencies Act*.

1996, c. 10

1996, ch. 10

Prohibited  
activities

Activités  
interdites



403184

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca





C-588

C-588

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-588**

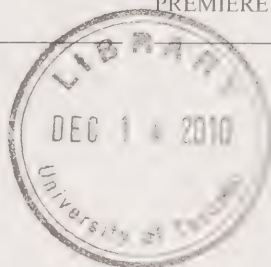
**PROJET DE LOI C-588**

An Act to amend the Canadian Wheat Board Act (members of  
the board)

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé  
(membres du conseil)

FIRST READING, NOVEMBER 1, 2010

PREMIÈRE LECTURE LE 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2010



MR. MARTIN (*Winnipeg Centre*)

M. MARTIN (*Winnipeg-Centre*)

## SUMMARY

This enactment amends the *Canadian Wheat Board Act* to enhance the powers of the elected members of the board.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la Commission canadienne du blé* afin d'accroître les pouvoirs des membres élus du conseil.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-588

## PROJET DE LOI C-588

An Act to amend the Canadian Wheat Board  
Act (members of the board)

Loi modifiant la Loi sur la Commission  
canadienne du blé (membres du conseil)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

R.S., c. C-24

### CANADIAN WHEAT BOARD

### LOI SUR LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

L.R., ch. C-24

**1. Subsections 2(4) and (5) of the *Canadian  
Wheat Board Act* are replaced by the follow-  
ing:**

**1. Les paragraphes 2(4) et (5) de la *Loi sur  
la Commission canadienne du blé* sont rem-  
5 placés par ce qui suit :**

Designating  
substances as  
grain products

(4) Following consultation with the board,  
the Governor in Council may, by regulation,  
designate substances produced by processing or  
manufacturing wheat, either alone or together 10  
with any other material or substance, as wheat  
products for the purposes of this Act.

(4) Après consultation du conseil, le gouver-  
neur en conseil peut, par règlement, désigner  
comme produit du blé toute substance obtenue  
par la transformation ou la préparation indus- 10  
trielle du blé, seul ou mélangé à d'autres  
substances.

Désignation des  
produits du blé

Designating  
pooling points

(5) Following consultation with the board,  
the Governor in Council may, by regulation,  
designate any place in Canada as a pooling 15  
point for the purposes of this Act.

(5) Après consultation du conseil, il peut  
également, par règlement, désigner tout lieu au  
Canada comme point de mise en commun pour 15  
l'application de la présente loi.

Désignation des  
points de mise  
en commun

**2. Subsection 3.02(1) of the Act is replaced  
by the following:**

**2. Le paragraphe 3.02(1) de la même loi  
est remplacé par ce qui suit :**

Directors

**3.02** (1) Ten directors are elected by produc-  
ers in accordance with sections 3.06 to 3.08 and 20  
the regulations. Two additional directors are  
appointed by the ten elected directors and two  
additional directors are appointed by the  
Minister for the purpose of bringing to the  
board outside expertise that may not otherwise 25  
be available. The president is appointed by the  
Governor in Council in accordance with section  
3.09.

**3.02** (1) Dix administrateurs sont élus par  
les producteurs en conformité avec les articles 20  
3.06 à 3.08 et à leurs règlements d'application.  
Deux administrateurs supplémentaires sont  
nommés par les dix administrateurs élus et deux  
autres par le ministre, afin d'apporter au conseil  
des connaissances spécialisées de l'extérieur qui 25  
pourraient ne pas être autrement disponibles. Le  
président directeur général est nommé par le  
gouverneur en conseil en conformité avec  
l'article 3.09.

Administrateurs

**3. Subsection 3.06(2) of the Act is replaced by the following:**

Limitation

(2) After the date referred to in section 3.08, the Minister shall not make the recommendation referred to in subsection (1) unless he or she has consulted with the board, including consulting with respect to geographical representation on the board and the staggering of the terms of office of directors, and has received approval from the board. 10

**3. Le paragraphe 3.06(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Consultation du conseil

(2) À compter de la date mentionnée à l'article 3.08, la recommandation du ministre est subordonnée à la consultation et l'approbation du conseil quant au contenu éventuel des règlements à prendre, notamment sur la représentation géographique des administrateurs et l'échelonnement dans le temps de leur mandat. 5

**4. The portion of section 3.07 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Administration of election

**3.07** Subject to the regulations, the Corporation shall take any measures that the Minister may, following consultation with and approval from the board, determine for the proper conduct and supervision of an election of directors, including 15

**4. Le passage de l'article 3.07 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

Mesures administratives

**3.07** Sous réserve des règlements, la Commission prend les mesures administratives que le ministre, après consultation et approbation du conseil, juge indiquées relativement à l'organisation de l'élection et à la surveillance de son déroulement, notamment : 15

**5. Subsection 3.09(3) of the Act is repealed.** 20

**5. Le paragraphe 3.09(3) de la même loi est abrogé.** 20

**6. Subsection 3.1(1) of the Act is replaced by the following :**

Remuneration

**3.1** (1) The president is paid the remuneration fixed in accordance with paragraph 3.09(2)(b). 25

**6. Le paragraphe 3.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Rémunération

**3.1** (1) Le président directeur général reçoit la rémunération à laquelle il a droit en vertu de l'alinéa 3.09(2)b). 25

**7. Subsection 3.11(2) of the Act is replaced by the following:**

Absence or incapacity

(2) If the president is absent or unable to act or the office of president is vacant, the Minister may, following consultation with and approval from the board, appoint an interim president. An interim president shall not act for more than 90 days without the approval of the Governor in Council. 30

**7. Le paragraphe 3.11(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Absence ou empêchement

(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président directeur général ou de vacance de son poste, le ministre peut, après consultation et approbation du conseil, désigner un intérimaire; l'intérim ne peut toutefois dépasser quatre-vingt-dix jours sans l'approbation du gouverneur en conseil. 35

**8. Subsection 6(2) of the Act is replaced by the following:**

Regulations

(2) The Governor in Council may, with approval from the board, make regulations authorizing the Corporation to deduct an amount from any amount it receives in the course of its operations under this Act and to credit the amount so deducted to the contingency fund established under paragraph (1)(c.3). 45

**8. Le paragraphe 6(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Règlements

(2) Avec l'approbation du conseil, le gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la Commission à faire des retenues sur les sommes touchées par elle dans le cadre de ses opérations au titre de la présente loi, et à verser les sommes ainsi retenues au fonds de réserve établi en vertu de l'alinéa (1)c.3).



9. (1) Subsection 18(1) of the Act is replaced by the following:

Directions to the Corporation

18. (1) Following consultation with the board, the Governor in Council may, by order, direct the Corporation with respect to the manner in which any of its operations, powers and duties under this Act shall be conducted, exercised or performed.

(2) Subsection 18(2) of the Act is replaced by the following:

Purchase of wheat only

(2) Except as directed by the Governor in Council, and following consultation with the board, the Corporation shall not buy grain other than wheat.

10. Section 29 of the Act is replaced by the following:

Inquiries

29. (1) The Governor in Council may, following consultation with the board, empower the Corporation to make inquiries and investigations to ascertain the availability of delivery and transportation facilities, supplies of grain and all matters connected with the interprovincial or export marketing of grain, and for that purpose empower the Corporation and the directors to exercise the powers of commissioners under Part I of the *Inquiries Act*.

(2) Following consultation with the board, the Governor in Council may, by regulation, provide that persons other than producers who have become entitled to grain may, notwithstanding anything contained in this Part, deliver grain to an elevator or railway car and the terms and conditions on which the grain may be so delivered.

11. Section 30 of the Act is replaced by the following:

Regulations respecting outside areas

30. Following consultation with the board, the Governor in Council may, by regulation, apply this Part to grain produced in any area in Canada outside the designated area specified in the regulation and to producers in respect of that grain, and thereafter, until the regulation is revoked, "grain" in this Part means grain

9. (1) Le paragraphe 18(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Décrets

18. (1) Après consultation du conseil, le gouverneur en conseil peut, par décret, donner des instructions à la Commission sur la manière d'exercer ses activités et ses attributions.

(2) Le paragraphe 18(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Restriction quant aux achats

(2) Sauf instructions contraires du gouverneur en conseil et après consultation du conseil, la Commission ne peut acheter d'autres grains que le blé.

10. L'article 29 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Enquêtes

29. (1) Après consultation du conseil, le gouverneur en conseil peut, d'une part, investir la Commission du pouvoir de mener des enquêtes en vue de déterminer les services de livraison et moyens de transport disponibles, et les approvisionnements de grains, et sur toutes questions relatives à l'organisation du marché interprovincial ou de l'exportation du grain, et, d'autre part, à cette fin, autoriser celle-ci et les administrateurs à exercer les pouvoirs des commissaires nommés aux termes de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*.

(2) Après consultation du conseil, le gouverneur en conseil peut, par règlement, déroger à la présente partie en autorisant des personnes qui, sans être producteurs, ont acquis des droits sur du grain à livrer du grain à des silos ou à un wagon, et fixer les conditions de livraison de ce grain.

11. L'article 30 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Régions extérieures

30. Après consultation du conseil, le gouverneur en conseil peut, par règlement, appliquer la présente partie au grain produit dans une région du Canada qui se trouve à l'extérieur de la région désignée et aux producteurs de ce grain. Le cas échéant et tant que s'applique le règlement, « grain » s'entend, dans le cadre de la présente partie, du grain produit dans la région

produced in the designated area and in the area so specified in the regulation and "producer" means a producer in respect of that grain.

**12. (1) Subsection 33(1.1) of the Act is replaced by the following:**

Additional  
payment

(1.1) With the approval of the Governor in Council and subject to such terms and conditions as the Governor in Council may prescribe, the Corporation may, following consultation with the board and in addition to any payment authorized by section 32, fix and pay in respect of any pool period a sum per tonne to each producer who has sold and delivered wheat to the Corporation in a railway car during the pool period.

**(2) Subsection 33(3) of the Act is replaced by the following:**

Interim  
payments

(3) Notwithstanding subsection (1), if the Governor in Council, having regard to a report by the Corporation of the effect on its financial position of an interim payment on account of the distribution of the balance referred to in subsection (2), is of the opinion that an interim payment can be made without loss, the Governor in Council may, following consultation with the board, authorize and direct that payment to be made.

**13. The portion of section 33.5 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Exemptions

**33.5** The Governor in Council may, following consultation with the board, exempt holders of certificates from the deduction under section 33.1 on the basis of

**14. Section 34 of the Act is replaced by the following:**

Action within a  
grade

**34.** In taking any action pursuant to section 32, 33 or 37 in respect of a grade of wheat, the Governor in Council, following consultation with the board, or the Corporation may take that action in respect of any wheat within that grade that has an inherent quality characteristic that distinguishes it from any other wheat within that grade as if the wheat having that inherent quality characteristic were wheat of a different grade.

désignée et dans la région mentionnée dans le règlement et «producteur» s'entend du producteur de ce grain.

**12. (1) Le paragraphe 33(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

5

(1.1) Après consultation du conseil, la Commission peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil et aux conditions que celui-ci peut déterminer, fixer le montant à verser pour une période de mise en commun — par tonne et en sus de tout paiement visé à l'article 32 — à chaque producteur qui lui a vendu et livré du blé à un wagon au cours de cette période et payer ce montant à celui-ci.

Paiement  
supplémentaire  
au producteur  
ayant livré à un  
wagon

**(2) Le paragraphe 33(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(3) Malgré le paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut, après consultation du conseil, ordonner le paiement de versements intérimaires au titre de la distribution prévue au paragraphe 20 (2) si, au vu d'un rapport de la Commission quant à l'effet produit sur sa situation financière par ce paiement, il est d'avis que celui-ci peut se faire sans perte.

Versements  
intérimaires

**13. Le passage de l'article 33.5 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

**33.5** Après consultation du conseil, le gouverneur en conseil peut exempter de retenue les détenteurs de certificat selon :

Exemption

30

**14. L'article 34 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**34.** Dans l'application des articles 32, 33 ou 37 à un grade de blé donné, le gouverneur en conseil — après consultation du conseil — ou la Commission peuvent considérer comme constituant un grade distinct le blé de ce grade qui se distingue du reste de celui-ci par des caractéristiques intrinsèques en terme de qualité.

Établissement  
d'un grade  
distinct

35

45

	<b>15. The portion of subsection 37(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>15. Le passage du paragraphe 37(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	
Regulations	<b>37. (1) Following consultation with the board, the Governor in Council may, by regulation,</b>	<b>37. (1) Après consultation du conseil, le gouverneur en conseil peut, par règlement :</b>	Règlements
	<b>16. The portion of section 38 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>16. Le passage de l'article 38 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	
Transfer of wheat from one pool period to subsequent pool period	<b>38. The Governor in Council may, following consultation with the board, authorize the Corporation to adjust its accounts at any time by transferring to the then current pool period all wheat delivered during a preceding pool period and then remaining unsold, and the Corporation shall credit to the accounts for that preceding pool period, and charge against the accounts for the current pool period, such amount as the Governor in Council deems to be a reasonable price for the wheat so transferred, and all wheat so transferred shall,</b>	<b>38. Après consultation du conseil, le gouverneur en conseil peut autoriser la Commission à rectifier ses comptes en transférant à la période de mise en commun en cours le blé livré pendant une période antérieure et encore invendu; le cas échéant, le montant que la Commission doit porter au crédit des comptes de la période antérieure et au débit des comptes de la période en cours est fixé par le gouverneur en conseil selon ce qu'il estime être un prix raisonnable pour ce blé; le blé ainsi transféré est réputé :</b>	Transfert de blé d'une période de mise en commun à une période subséquente
	<b>17. Subsection 40(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>17. Le paragraphe 40(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	
Application to wheat produced outside designated areas	<b>40. (1) Following consultation with the board, the Governor in Council may, by regulation, apply the provisions of this Part in respect of wheat produced in any area in Canada outside the designated area, specified in the regulation.</b>	<b>40. (1) Après consultation du conseil, le gouverneur en conseil peut, par règlement, étendre l'application de la présente partie au blé produit dans telle région du Canada se trouvant à l'extérieur de la région désignée.</b>	Extension du champ d'application
	<b>18. The portion of subsection 41(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	<b>18. Le passage du paragraphe 41(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	
Designated wheat	<b>41. (1) Following consultation with the board, the Governor in Council may, by regulation, designate for the purposes of this Part</b>	<b>41. (1) Après consultation du conseil, le gouverneur en conseil peut, par règlement, qualifier « désigné », pour l'application de la présente partie :</b>	Blé désigné
	<b>19. Subsection 44(2) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>19. Le paragraphe 44(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	
Transfer of wheat where repeal	<b>(2) Where a regulation made pursuant to paragraph 41(1)(b) or (c) is repealed, the Governor in Council may, following consultation with the board, authorize the Corporation to transfer all wheat of any grade or class specified in the regulation delivered during any pool period and remaining unsold at the time of the repeal of the regulation to the pool period that</b>	<b>(2) En cas d'abrogation du règlement d'application des alinéas 41(1)b) ou c), le gouverneur en conseil peut, après consultation du conseil, autoriser la Commission à transférer tout le blé appartenant à un grade ou une classe visés par le règlement et livré au cours d'une</b>	Transfert en cas d'abrogation



commences at that time for wheat not designated by any regulation made pursuant to subsection 41(1).

**20. The portion of section 46 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

Regulations

**46.** The Governor in Council may, following consultation with the board, make regulations

**21. Subsection 47(1) of the Act is replaced by the following:**

Extension of Parts III and IV to oats and barley

**47. (1)** Following consultation with the board, the Governor in Council may, by regulation, extend the application of Part III or of Part IV or of both Parts III and IV to oats or to barley or to both oats and barley.

**22. Section 47.1 of the Act is replaced by the following:**

Minister's or member of Parliament's obligations

**47.1 (1)** Neither the Minister nor any other minister nor any other member of Parliament shall cause to be introduced in Parliament a bill that would

(a) exclude any kind, type, class or grade of wheat or barley, or wheat or barley produced in any area in Canada, from the provisions of Part IV, either in whole or in part, or 25 generally, or for any period, or

(b) extend the application of Part III or Part IV or both Parts III and IV to any other grain, unless

(c) the Minister, or any other minister or any other member of Parliament, as the case may be, has first consulted with and received the approval of the board regarding the exclusion or extension being proposed, and

(d) subject to subsections (2) and (3), the 35 producers of any wheat or barley referred to in paragraph (a), or any other grain, have voted clearly and democratically, by secret ballot, in favour of the exclusion or extension being proposed.

Voting process

(2) The process for conducting any vote required under paragraph (1)(d) shall be determined by the Minister in consultation with and subject to the approval of the board.

période de mise en commun, et encore invendu, à la période de mise en commun commençant alors pour du blé non désigné.

**20. Le passage de l'article 46 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

Règlements

**46.** Après consultation du conseil, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

**21. Le paragraphe 47(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

10

**47. (1)** Après consultation du conseil, le gouverneur en conseil peut, par règlement, étendre l'application de la partie III ou de la partie IV, ou des deux, à l'avoine et à l'orge, ou 15 à l'un des deux.

Application à l'avoine et à l'orge

**22. L'article 47.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**47.1 (1)** Il ne peut être déposé au Parlement, à l'initiative du ministre, de tout autre ministre ou d'un député, aucun projet de loi ayant pour 20 effet :

Obligations du ministre ou du député

a) soit de soustraire quelque type, catégorie ou grade de blé ou d'orge, ou le blé ou l'orge produit dans telle région du Canada, à l'application de la partie IV, que ce soit 25 totalement ou partiellement, de façon générale ou pour une période déterminée;

b) soit d'étendre l'application des parties III et IV, ou de l'une d'elles, à un autre grain;

à moins que les conditions suivantes soient 30 réunies :

c) le ministre ou le député visé, selon le cas, a préalablement consulté le conseil au sujet de la mesure et obtenu son approbation;

d) sous réserve des paragraphes (2) et (3), les 35 producteurs du blé ou de l'orge visé à l'alinéa a), ou de tout autre grain, ont voté de façon claire et démocratique, par scrutin secret, en faveur de la mesure.

(2) Les modalités du vote visé à l'alinéa 40 (1)d) sont établies par le ministre, en consultation avec le conseil et sous réserve de l'approbation de celui-ci.

Modalités du vote

Resolution of disagreement	(3) Any disagreement between the Minister and the board over the process for conducting a vote may be resolved by reference, by either the Minister or the board, to the Chief Electoral Officer.	5	(3) Tout désaccord entre le ministre et le conseil quant aux modalités du vote peut être soumis par l'un d'eux au directeur général des élections afin que celui-ci le règle.	Règlement des désaccords
Question asked	(4) The question asked in any vote required under paragraph 47.1(1)(d) shall clearly state how the exclusion or extension being proposed will affect the single desk marketing system of the Corporation, and to that end shall reflect as much as practicable the wording set out in Schedule 2.	10	(4) La question posée lors du vote doit clairement indiquer de quelle manière la mesure proposée touchera le système de commercialisation à comptoir unique de la Commission et, à cette fin, reproduire dans la mesure du possible le libellé prévu à l'annexe 2.	5 Question posée 10
	<b>23. The portion of section 50 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>	15	<b>23. Le passage de l'article 50 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	
Establishment or amendment of marketing plan	<b>50.</b> The Governor in Council may, following consultation with and approval from the board, and on the recommendation of the Minister, make an order		<b>50.</b> <u>Après consultation et approbation du conseil et sur recommandation du ministre</u> , le gouverneur en conseil peut, par décret :	Mise en oeuvre ou modification d'un plan 15
	<b>24. Subsection 52(2) of the Act is replaced by the following:</b>	20	<b>24. Le paragraphe 52(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	
Additional security	(2) Where, while an order establishing a marketing plan is in force, the Governor in Council has reason to believe and is of the opinion that any security given by the administrator of that plan pursuant to this section is not sufficient to ensure that all obligations under the plan to producers participating therein will be met, the Governor in Council, following consultation with the board, may, by order, require the administrator to give, within such period as the Governor in Council considers reasonable, such additional security by bond, insurance or otherwise as, in the opinion of the Governor in Council, is sufficient to ensure that those obligations will be met.	35	(2) Tant que le décret de mise en oeuvre est en vigueur, le gouverneur en conseil peut, après consultation du conseil et s'il est fondé à croire que le cautionnement fourni par l'administrateur du plan est insuffisant, obliger celui-ci, par décret, à fournir, dans un délai qu'il estime raisonnable, un cautionnement supplémentaire — sous forme de police d'assurance ou sous une autre forme — qu'il considère comme suffisant.	20 25 Garantie supplémentaire
	<b>25. The portion of section 59 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</b>		<b>25. Le passage de l'article 59 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</b>	30
Regulations	<b>59.</b> The Governor in Council may, following consultation with the board, make regulations	40	<b>59.</b> <u>Après consultation du conseil</u> , le gouverneur en conseil peut prendre, par règlement :	Règlements
	<b>26. Section 61 of the Act is replaced by the following:</b>		<b>26. L'article 61 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	35



Regulations

**61.** The Governor in Council may, following consultation with the board, make regulations for any purpose for which regulations may be made under this Act.

**27.** Subsection 61.1(2) of the Act is replaced by the following:

Regulations

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board and the Minister made at the request of the Corporation, and following consultation with the board, make any regulations in relation to the Corporation that the Governor in Council considers necessary for the purpose of implementing any provision of the Agreement that pertains to the Corporation.

**28.** The schedule to the Act is renumbered as Schedule 1.

**29.** The Act is amended by adding, after Schedule 1, the schedule set out in the schedule to this Act.

#### COORDINATING AMENDMENTS

1998, c. 17

**30. (1)** In this section, "other Act" means *An Act to amend the Canadian Wheat Board Act and to make consequential amendments to other Acts*, being chapter 17 of the Statutes of Canada, 1998.

(2) If subsection 12(1) of this Act comes into force before subsection 33(1.1) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by subsection 19(4) of the other Act, then on the day on which subsection 33(1.1) as enacted by that subsection 19(4) comes into force, subsection 33(1.1) of the *Canadian Wheat Board Act* is replaced by the following:

Additional payment

(1.1) With the approval of the Governor in Council and subject to such terms and conditions as the Governor in Council may prescribe, the Corporation may, following consultation with the board and in addition to any payment authorized by section 32, fix and pay in respect of any pool period a sum per tonne to each producer who has sold and delivered wheat to the Corporation in a railway car during the pool period.

**61.** Après consultation du conseil, le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.

Règlements

**27.** Le paragraphe 61.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Règlements

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor et du ministre faite à la demande de la Commission et après consultation du conseil, prendre au sujet de celle-ci les règlements qu'il estime nécessaires à la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord qui la concernent.

**28.** L'annexe de la même loi devient l'annexe 1.

**29.** La même loi est modifiée par adjonction, après l'annexe 1, de l'annexe figurant à l'annexe de la présente loi.

#### DISPOSITIONS DE COORDINATION

**30. (1)** Au présent article, « autre loi » s'entend de la *Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé et d'autres lois en conséquence*, chapitre 17 des Lois du Canada (1998).

1998, ch. 17

(2) Si le paragraphe 12(1) de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 33(1.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par le paragraphe 19(4) de l'autre loi, à la date d'entrée en vigueur de ce paragraphe 33(1.1) édicté par le paragraphe 19(4) de l'autre loi, le paragraphe 33(1.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé* est remplacé par ce qui suit :

(1.1) Après consultation du conseil, la Commission peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil et aux conditions que celui-ci peut déterminer, fixer le montant à verser pour une période de mise en commun — par tonne et en sus de tout paiement visé à l'article 32 — à chaque producteur qui lui a vendu et livré du blé à un wagon au cours de cette période et payer ce montant à celui-ci.

Paiement supplémentaire au producteur ayant livré à un wagon

(3) If subsection 12(1) of this Act comes into force on the same day as subsection 33(1.1) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by subsection 19(4) of the other Act, then subsection 33(1.1) as enacted by that subsection 19(4) is deemed to have come into force before subsection 12(1) of this Act.

(4) If subsection 12(2) of this Act comes into force before subsection 33(3) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by subsection 19(4) of the other Act, then on the day on which subsection 33(3) as enacted by that subsection 19(4) comes into force, subsection 33(3) of the *Canadian Wheat Board Act* is replaced by the following:

(3) Notwithstanding subsection (1), if the Governor in Council, having regard to a report by the Corporation of the effect on its financial position of an interim payment on account of the distribution of the balance referred to in subsection (2), is of the opinion that an interim payment can be made without loss, the Governor in Council may, following consultation with the board, authorize and direct that payment to be made.

(5) If subsection 12(2) of this Act comes into force on the same day as subsection 33(3) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by subsection 19(4) of the other Act, then subsection 33(3) as enacted by that subsection 19(4) is deemed to have come into force before subsection 12(2) of this Act.

(6) If section 16 of this Act comes into force before section 38 of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 22 of the other Act, then on the day on which section 38 as enacted by that section 22 comes into force, section 38 of the *Canadian Wheat Board Act* is replaced by the following:

38. The Governor in Council may, following consultation with the board, authorize the Corporation to adjust its accounts at any time by transferring to the then current pool period all wheat delivered during a preceding pool

Transfer of wheat from one pool period to subsequent pool period

(3) Si l'entrée en vigueur du paragraphe 12(1) de la présente loi et celle du paragraphe 33(1.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par le paragraphe 19(4) de l'autre loi, sont concomitantes, ce paragraphe 33(1.1) édicté par le paragraphe 19(4) de l'autre loi est réputé être entré en vigueur avant le paragraphe 12(1) de la présente loi.

(4) Si le paragraphe 12(2) de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 33(3) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par le paragraphe 19(4) de l'autre loi, à la date d'entrée en vigueur de ce paragraphe 33(3) édicté par le paragraphe 19(4) de l'autre loi, le paragraphe 33(3) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé* est remplacé par ce qui suit :

(3) Malgré le paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut, après consultation du conseil, ordonner le paiement de versements intérimaires au titre de la distribution prévue au paragraphe (2) si, au vu d'un rapport de la Commission quant à l'effet produit sur sa situation financière par ce paiement, il est d'avis que celui-ci peut se faire sans perte.

Versements intérimaires

(5) Si l'entrée en vigueur du paragraphe 12(2) de la présente loi et celle du paragraphe 33(3) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par le paragraphe 19(4) de l'autre loi, sont concomitantes, ce paragraphe 33(3) édicté par le paragraphe 19(4) de l'autre loi est réputé être entré en vigueur avant le paragraphe 12(2) de la présente loi.

(6) Si l'article 16 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 38 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par l'article 22 de l'autre loi, à la date d'entrée en vigueur de cet article 38 édicté par l'article 22 de l'autre loi, l'article 38 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé* est remplacé par ce qui suit :

38. Après consultation du conseil, le gouverneur en conseil peut autoriser la Commission à rectifier ses comptes en transférant à la période de mise en commun en cours le blé livré pendant une période antérieure et encore

Transfert de blé d'une période de mise en commun à une période subséquente

period and then remaining unsold, and the Corporation shall credit to the accounts for that preceding pool period, and charge against the accounts for the current pool period, such amount as the Governor in Council deems to be a reasonable price for the wheat so transferred, and all wheat so transferred shall,

(7) If section 16 of this Act comes into force on the same day as section 38 of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 22 of the other Act, then section 38 as enacted by that section 22 is deemed to have come into force before section 16 of this Act.

(8) If section 21 of this Act comes into force before subsection 47(1) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 25 of the other Act, then on the day on which subsection 47(1) as enacted by that section 25 comes into force, subsection 47(1) of the *Canadian Wheat Board Act* is replaced by the following:

47. (1) Following consultation with the board, the Governor in Council may, by regulation, extend the application of Part III or of Part IV or of both Parts III and IV to oats or to barley or to both oats and barley.

(9) If section 21 of this Act comes into force on the same day as subsection 47(1) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 25 of the other Act, then subsection 47(1) as enacted by that section 25 is deemed to have come into force before section 21 of this Act.

inventu; le cas échéant, le montant que la Commission doit porter au crédit des comptes de la période antérieure et au débit des comptes de la période en cours est fixé par le gouverneur en conseil selon ce qu'il estime être un prix raisonnable pour ce blé; le blé ainsi transféré est réputé :

(7) Si l'entrée en vigueur de l'article 16 de la présente loi et celle de l'article 38 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par l'article 22 de l'autre loi, sont concomitantes, cet article 38 édicté par l'article 22 de l'autre loi est réputé être entré en vigueur avant l'article 16 de la présente loi.

(8) Si l'article 21 de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 47(1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par l'article 25 de l'autre loi, à la date d'entrée en vigueur de ce paragraphe 47(1) édicté par l'article 25 de l'autre loi, le paragraphe 47(1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé* est remplacé par ce qui suit :

47. (1) Après consultation du conseil, le gouverneur en conseil peut, par règlement, étendre l'application de la partie III ou de la partie IV, ou des deux, à l'avoine et à l'orge, ou à l'un des deux.

(9) Si l'entrée en vigueur de l'article 21 de la présente loi et celle du paragraphe 47(1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par l'article 25 de l'autre loi, sont concomitantes, ce paragraphe 47(1) édicté par l'article 25 de l'autre loi est réputé être entré en vigueur avant l'article 21 de la présente loi.

Extension of  
Parts III and IV  
to oats and  
barley

Application à  
l'avoine et à  
l'orge



**SCHEDULE**  
(Subsection 28(2))

**SCHEDULE 2**  
(Subsection 47.1(4))

*Attention eligible producers:*

*Please select ONE of the following options:*

Option 1 – OPEN MARKET OPTION:

All domestic and export sales of \_\_\_\_\_ should be removed entirely from the single desk marketing system of the Canadian Wheat Board and placed on the open market.

Option 2 – SINGLE DESK OPTION:

The Canadian Wheat Board should remain the single desk seller of all \_\_\_\_\_, with the continuing exception of feed grain sold domestically.

**ANNEXE**  
(paragraphe 28(2))

**ANNEXE 2**  
(paragraphe 47.1(4))

*Aux producteurs admissibles,*

*Veillez choisir l'UNE des options suivantes :*

Option 1 – LE MARCHÉ LIBRE :

Toutes les ventes intérieures et à l'exportation de \_\_\_\_\_ devraient être exclues du système de commercialisation à comptoir unique de la Commission canadienne du blé et s'effectuer sur le marché libre.

Option 2 – LE COMPTOIR UNIQUE :

La Commission canadienne du blé devrait demeurer l'unique comptoir de vente de \_\_\_\_\_, l'exception actuelle relative aux ventes intérieures de grains de provende étant maintenue.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca





A1  
x8  
356

C-589

C-589

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-589

## PROJET DE LOI C-589

An Act to amend the Parliament of Canada Act and the Canada  
Post Corporation Act (use of resources by members)

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada et la Loi sur la  
Société canadienne des postes (utilisation des ressources  
par les députés)

---

FIRST READING, NOVEMBER 3, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 3 NOVEMBRE 2010

---



MR. ATAMANENKO

M. ATAMANENKO

## SUMMARY

This enactment amends the *Parliament of Canada Act* to prohibit the members of the House of Commons from using funds, goods, services or premises made available to them for the carrying out of parliamentary functions to support or oppose the appointment or the election of a person to the board of directors of the Canadian Wheat Board or to that of any federal body. The enactment also amends the *Canada Post Corporation Act* to prohibit those members from transmitting mail free of postage for the same purpose.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur le Parlement du Canada* afin d'interdire aux députés d'utiliser les fonds, biens, services et locaux mis à leur disposition dans le cadre de leurs fonctions parlementaires pour appuyer la nomination ou l'élection d'une personne au conseil d'administration de la Commission canadienne du blé ou à celui de tout organisme fédéral, ou pour s'y opposer. Il modifie aussi la *Loi sur la Société canadienne des postes* afin d'interdire aux députés de transmettre des envois en franchise pour les mêmes fins.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-589

## PROJET DE LOI C-589

An Act to amend the Parliament of Canada Act and the Canada Post Corporation Act (use of resources by members)

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada et la Loi sur la Société canadienne des postes (utilisation des ressources par les députés)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### PARLIAMENT OF CANADA ACT

### LOI SUR LE PARLEMENT DU CANADA

1. Section 52.6 of the *Parliament of Canada Act* is amended by adding the following after subsection (1):

1. L'article 52.6 de la *Loi sur le Parlement du Canada* est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Despite subsection (1), funds, goods, services or premises may not be used to support or oppose the appointment or election of a person to the board of directors of the Canadian Wheat Board or to that of any federal body.

(1.1) Malgré le paragraphe (1), les fonds, biens, services ou locaux ne peuvent être utilisés dans le but d'appuyer la nomination ou l'élection d'une personne au conseil d'administration de la Commission canadienne du blé ou à celui de tout organisme fédéral, ou pour s'y opposer.

### CANADA POST CORPORATION ACT

### LOI SUR LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

2. (1) Section 35 of the *Canada Post Corporation Act* is amended by adding the following after subsection (4):

2. L'article 35 de la *Loi sur la Société canadienne des postes* est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(4.1) Despite subsections (2) and (3), members of the House of Commons may not transmit mail free of postage to support or

(4.1) Malgré les paragraphes (2) et (3), les députés ne peuvent transmettre en franchise des envois dans le but d'appuyer la nomination ou

oppose the appointment or election of a person  
to the board of directors of the Canadian Wheat  
Board or to that of any federal body.

l'élection d'une personne au conseil d'adminis-  
tration de la Commission canadienne du blé ou  
à celui de tout organisme fédéral, ou de s'y  
opposer.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>



**C-590**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

**C-590**

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-590**

## **PROJET DE LOI C-590**

An Act to designate the month of March as National Colorectal  
Cancer Month

Loi désignant le mois de mars comme le Mois national du  
cancer colorectal

---

FIRST READING, NOVEMBER 5, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 5 NOVEMBRE 2010

---

MR. SILVA

M. SILVA



## SUMMARY

The purpose of this enactment is to designate the month of March in each and every year as “National Colorectal Cancer Month”.

## SOMMAIRE

Le texte désigne le mois de mars comme « Mois national du cancer colorectal ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-590

## PROJET DE LOI C-590

An Act to designate the month of March as  
National Colorectal Cancer Month

Loi désignant le mois de mars comme le Mois  
national du cancer colorectal

Preamble

Whereas every week over 377 Canadians are diagnosed with colorectal cancer, and one in 14 men and one in 16 women will get this type of cancer in their lifetime;

Whereas over 162 Canadians die each week of this disease, because the diagnosis is usually made in the later stages, when a cure is less likely;

Whereas, when colorectal cancer is detected and treated early, the survival rate is as high as 90%;

Whereas it is necessary to ensure timely access to the latest diagnostics and treatment;

Whereas it is necessary to promote prevention through healthy lifestyles, while promoting screening programs in order to raise awareness about the seriousness of this disease;

And whereas it is necessary to ensure that the Government of Canada proclaims the month of March as "National Colorectal Cancer Month";

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu :

que, chaque semaine, plus de trois cent soixante-dix-sept Canadiens reçoivent un diagnostic de cancer colorectal et qu'un homme sur quatorze et une femme sur seize souffriront de ce cancer au cours de leur vie;

que plus de cent soixante-deux Canadiens meurent chaque semaine de cette maladie, car le diagnostic est habituellement établi dans les derniers stades de la maladie, lorsque les chances de guérison sont plus faibles;

que, lorsque le cancer colorectal est détecté et traité tôt, le taux de survie peut atteindre 90 %;

qu'il est nécessaire d'assurer un accès rapide aux tout derniers outils de diagnostic et de traitement;

qu'il est essentiel d'encourager à la fois la prévention par un mode de vie sain ainsi que la promotion des programmes de dépistage afin de sensibiliser davantage la population à la gravité de la maladie;

qu'il faut veiller à ce que le gouvernement du Canada proclame le mois de mars « Mois national du cancer colorectal »;

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Préambule

	SHORT TITLE	TITRE ABRÉGÉ	
Short title	<b>1.</b> This Act may be cited as the <i>National Colorectal Cancer Month Act</i> .	<b>1.</b> <i>Loi sur le Mois national du cancer colorectal.</i>	Titre abrégé
	NATIONAL COLORECTAL CANCER MONTH	MOIS NATIONAL DU CANCER COLORECTAL	
National Colorectal Cancer Month	<b>2.</b> Throughout Canada, in each and every year, the month of March shall be known as "National Colorectal Cancer Month".	<b>2.</b> Le mois de mars est, dans tout le Canada, désigné comme « Mois national du cancer 5 colorectal ».	Mois national du cancer colorectal 5



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

A1  
B  
356

C-591

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010



C-591

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-591

## PROJET DE LOI C-591

An Act to amend the Canada Elections Act (home voting for  
seniors)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (vote à domicile  
pour les personnes âgées)

---

FIRST READING, NOVEMBER 5, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 5 NOVEMBRE 2010

---

MR. SILVA

M. SILVA

## SUMMARY

This enactment amends the *Canada Elections Act* to allow electors who are 65 years of age or older to vote at home.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi électorale du Canada* afin de permettre aux électeurs âgés d'au moins soixante-cinq ans de voter à domicile.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-591

## PROJET DE LOI C-591

An Act to amend the Canada Elections Act  
(home voting for seniors)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (vote  
à domicile pour les personnes âgées)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

**1. The *Canada Elections Act* is amended  
by adding the following after section 243.1:**

**1. La *Loi électorale du Canada* est modifiée  
5 par adjonction, après l'article 243.1, de ce 5  
qui suit :**

**243.2 (1)** On application of an elector who  
is 65 years of age or older, the designated  
election officer shall go to the elector's dwelling  
place, provide the elector with a ballot and wait  
for the ballot to be completed by the elector. 10

**243.2 (1)** Sur demande d'un électeur âgé  
d'au moins soixante-cinq ans, le fonctionnaire  
électoral désigné se rend au lieu d'habitation de  
l'électeur, remet à celui-ci un bulletin de vote et 10  
attend qu'il le remplisse.

(2) If requested by the elector, the designated  
election officer shall, in the presence of a  
witness who is chosen by the elector, assist the  
elector by

(2) Si l'électeur le demande, le fonctionnaire  
électoral désigné, en présence d'un témoin  
choisi par l'électeur, aide celui-ci :

(a) completing the declaration on the outer 15  
envelope and writing the elector's name  
where the elector's signature is to be written;  
and

a) en remplissant la déclaration figurant sur 15  
l'enveloppe extérieure et en inscrivant le nom  
de l'électeur à l'endroit prévu pour sa  
signature;

(b) marking the ballot as directed by the  
elector in the elector's presence. 20

b) en marquant le bulletin de vote selon le  
choix de l'électeur, en présence de celui-ci. 20

(3) The election officer and the witness who  
assist an elector under subsection (2) shall  
indicate, by signing the note on the outer  
envelope, that the elector was assisted.

(3) Le fonctionnaire électoral et le témoin en  
présence desquels est donné le vote de l'électeur  
en vertu du paragraphe (2) indiquent que  
l'électeur a été aidé en signant la note figurant  
sur l'enveloppe extérieure. 25



403234

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Available from:

Disponible auprès de :

Publishing and Depository Services

Les Éditions et Services de dépôt

Public Works and Government Services Canada

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

http://publications.gc.ca



A1  
3  
56



**C-592**

**C-592**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-592**

**PROJET DE LOI C-592**

An Act respecting former Canadian Forces members

Loi concernant les anciens membres des Forces canadiennes

---

FIRST READING, NOVEMBER 5, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 5 NOVEMBRE 2010

---

MR. STOFFER

M. STOFFER

## SUMMARY

This enactment requires the Governor in Council to make regulations under the *Department of Veterans Affairs Act* to extend the health care benefits authorized by the regulations made under that Act to the former members of the Canadian Forces who meet Military Occupational Classification requirements and have been honourably discharged.

## SOMMAIRE

Le texte exige du gouverneur en conseil qu'il prenne des règlements en vertu de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants* de sorte que les anciens membres des Forces canadiennes qui répondent aux exigences de qualification des groupes professionnels militaires et qui ont obtenu une libération honorable à la fin de leur service soient admissibles aux avantages pour soins de santé prévus par les règlements pris en vertu de cette loi.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-592

## PROJET DE LOI C-592

An Act respecting former Canadian Forces members

Loi concernant les anciens membres des Forces canadiennes

Preamble

Whereas Canadians are proud of those who have served Canada as members of the Canadian Forces;

Whereas it is part of the Canadian culture and heritage to acknowledge the services rendered by veterans and to be responsive to their health care needs;

And whereas some classes of former members of the Canadian Forces do not have access to health care benefits;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

### SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Former Canadian Forces Members Act*.

### INTERPRETATION

Definition of  
"Canadian  
Forces member"

2. In this Act, "Canadian Forces member" means an officer or non-commissioned member of the Canadian Forces as those terms are defined in subsection 2(1) of the *National Defence Act*.

Attendu :

que les Canadiens sont fiers de ceux qui ont servi leur pays en tant que membres des Forces canadiennes;

qu'il est conforme à la culture et au patrimoine canadiens de reconnaître les services rendus par les anciens combattants et de tenir compte de leurs besoins en matière de soins de santé;

que certaines catégories d'anciens membres des Forces canadiennes n'ont pas accès à des avantages pour soins de santé,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur les anciens membres des Forces canadiennes*.

### DÉFINITION

2. Dans la présente loi, « membre des Forces canadiennes » s'entend d'un officier ou d'un militaire du rang au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la défense nationale*.

Préambule

Titre abrégé

Définition de  
« membre des  
Forces  
canadiennes »



## REGULATIONS

## RÈGLEMENTS

Regulations

3. Within 120 days after this Act comes into force, the Governor in Council shall make regulations under the *Department of Veterans Affairs Act*

- (a) specifying that all former Canadian Forces members who meet the Department of National Defence's Military Occupational Classification requirements and have been released from the Forces with an honourable discharge are entitled to the care, treatment and other benefits authorized by regulations made under that Act; and
- (b) respecting the circumstances in which the former members mentioned in paragraph (a) may receive any such care, treatment or other benefits.

Règlements

3. Dans les cent vingt jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le gouverneur en conseil prend des règlements en vertu de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants* précisant :

- a) que tous les anciens membres des Forces canadiennes qui remplissent les exigences de qualification des groupes professionnels militaires du ministère de la Défense nationale et qui ont obtenu une libération honorable à la fin de leur service ont droit aux soins, aux traitements et aux autres avantages prévus par les règlements pris en vertu de cette loi;
- b) les circonstances dans lesquelles les anciens membres visés à l'alinéa a) peuvent recevoir ces soins, traitements et autres avantages.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

A1  
B  
356

C-593

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010



C-593

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-593

## PROJET DE LOI C-593

An Act respecting a National Strategy for Suicide Prevention

Loi concernant la stratégie nationale de prévention du suicide

---

FIRST READING, NOVEMBER 5, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 5 NOVEMBRE 2010

---

MS. LESLIE

M<sup>ME</sup> LESLIE

## SUMMARY

This enactment establishes a requirement for the Government of Canada to develop a national strategy for suicide prevention in consultation with the ministers responsible for the delivery of health services in each province and territory and the national representative organizations of the First Nations, Inuit and Métis people.

## SOMMAIRE

Le texte exige du gouvernement du Canada qu'il élabore une stratégie nationale de prévention du suicide en consultation avec les ministres provinciaux et territoriaux chargés de la prestation des services de santé ainsi qu'avec les organisations nationales représentant les Premières Nations, les Inuits et les Métis.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-593

## PROJET DE LOI C-593

An Act respecting a National Strategy for  
Suicide Prevention

Loi concernant la stratégie nationale de préven-  
tion du suicide

Preamble

Whereas suicide is a complex problem involving biological, psychological, social and spiritual factors, and can be influenced by societal attitudes and conditions;

Whereas Canadians want to reduce suicide and its impact in Canada, and suicide prevention is everyone's responsibility;

Whereas suicide is preventable by knowledge, care and compassion, and concerted action by committed communities, govern-10  
ments, organizations and resources across Canada will go a long way toward preventing death by suicide and assisting, educating and comforting those who have been affected by suicidal behaviours;

Whereas suicide is a significant public-health issue in Canada and entails a social cost, because grief and trauma have long-term and devastating effects on individuals and commu-15  
nities;

Whereas a national strategy that is designed to mobilize policies and services and to affect public attitudes towards suicide and its preven-20  
tion is in the interest of all Canadians;

And whereas the Government of Canada, in 25  
consultation with the ministers responsible for the delivery of health services in each province and territory and the national representative organizations of the First Nations, Inuit and Métis people, is encouraging the development 30  
of a national strategy for suicide prevention;

Attendu :

que le suicide est un problème complexe comportant des facteurs biologiques, psycho-  
logiques, sociaux et spirituels et pouvant être 5  
influencé par les attitudes et les conditions sociales;

que la population canadienne veut réduire l'incidence et l'impact du suicide au Canada, et que la prévention du suicide est la responsabilité de chacun; 10

qu'il est possible de prévenir le suicide par la connaissance, la bienveillance et la compas-  
sion, et que l'action concertée des collecti-  
vités, des gouvernements, des organismes et 15  
des ressources mobilisées dans tout le Canada contribuera largement, d'une part, à prévenir les décès par suicide et, d'autre part, à aider, à informer et à réconforter les personnes touchées par des comportements suicidaires;

que le suicide constitue un important enjeu de 20  
santé publique au Canada et coûte cher à la société, car la peine et le traumatisme qu'il cause ont des effets durables et dévastateurs sur les individus et les collectivités;

qu'il est dans l'intérêt de la population 25  
canadienne d'établir une stratégie nationale visant à mobiliser les politiques et les services et à transformer l'attitude du public envers le suicide et sa prévention;

Préambule

que le gouvernement du Canada encourage l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention du suicide en consultation avec les ministres provinciaux et territoriaux chargés de la prestation des services de santé ainsi qu'avec les organisations nationales représentant les Premières Nations, les Inuits et les Métis,

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

#### SHORT TITLE

#### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *National Strategy for Suicide Prevention Act*.

1. *Loi sur la stratégie nationale de prévention du suicide.*

Titre abrégé

#### NATIONAL STRATEGY FOR SUICIDE PREVENTION

#### STRATÉGIE NATIONALE DE PRÉVENTION DU SUICIDE

Obligation

2. The Government of Canada shall establish a national strategy for suicide prevention that includes

2. Le gouvernement du Canada établit une stratégie nationale de prévention du suicide qui prévoit notamment :

Obligation

(a) the creation of a national medical surveillance program for the prevention of suicide and identification of risk groups;

a) la création d'un programme national de surveillance médicale destiné à prévenir le suicide et à déterminer les groupes à risque;

(b) a study of the funding arrangements to provide the treatment, education, professional training and other supports required to prevent suicide and assist those bereaved by a suicide;

b) la conduite d'une étude sur les ententes de financement visant le traitement, la sensibilisation, la formation professionnelle et les autres mesures de soutien nécessaires pour prévenir le suicide et venir en aide aux personnes endeuillées par un suicide;

(c) the establishment of national guidelines for best practices in suicide prevention based on evidence in key areas of mental health care;

c) l'établissement de lignes directrices nationales sur les pratiques exemplaires pour la prévention du suicide fondées sur les données disponibles dans les principaux domaines des soins de santé mentale;

(d) the creation of programs to identify gaps in knowledge relating to suicide and its prevention;

d) la création de programmes visant à déceler les lacunes dans les connaissances relatives au suicide et à sa prévention;

(e) the use of community- and culture-based knowledge for suicide prevention activities;

e) la mise à contribution des connaissances des collectivités et des connaissances fondées sur la culture pour l'exercice d'activités de prévention du suicide;

(f) a study on the means to reduce stigma associated with being a consumer of mental health, substance abuse and suicide prevention, intervention and bereavement services;

f) la conduite d'une étude sur les moyens pouvant être mis en oeuvre afin de réduire la stigmatisation associée au recours aux services de santé mentale, de traitement de la



(g) the assessment of access to appropriate and adequate health, wellness and recovery services, including mental health and substance abuse services, for all Canadians, as well as for families and communities;

(h) a study on the reduction of access to means and methods for people to harm themselves;

(i) a study on the development of media knowledge of suicide; and

(j) the establishment of national standards for the training of persons engaged in suicide prevention, whose contact with potentially vulnerable populations provides an opportunity to identify at-risk individuals and direct them to appropriate assessment and treatment.

toxicomanie, de prévention du suicide, d'intervention et de soutien aux personnes endeuillées;

g) l'évaluation de l'accès de la population canadienne, ainsi que des familles et des collectivités, à des services convenables et adéquats en matière de santé, de mieux-être et de guérison, notamment en ce qui a trait à la santé mentale et à la toxicomanie;

h) la conduite d'une étude sur la réduction de l'accès aux moyens et méthodes d'automutilation;

i) la conduite d'une étude sur le développement des connaissances sur le suicide dans les médias;

j) l'établissement de normes nationales pour la formation des personnes se consacrant à la prévention du suicide, dont le travail auprès des groupes potentiellement vulnérables permet de dépister les personnes à risque et de leur conseiller les évaluations et les traitements appropriés.

Consultations

3. Within 120 days after the day on which this section comes into force, the Government of Canada shall consult with the ministers responsible for the delivery of health services in each province and territory and the national representative organizations of the First Nations, Inuit and Métis people to inquire into, develop and report on a national strategy for suicide prevention under this Act.

3. Dans les cent vingt jours suivant l'entrée en vigueur du présent article, le gouvernement du Canada tient des consultations avec les ministres provinciaux et territoriaux chargés de la prestation des services de santé, ainsi qu'avec les organisations nationales représentant les Premières Nations, les Inuits et les Métis, afin d'analyser la situation, d'élaborer une stratégie nationale de prévention du suicide et d'en faire rapport conformément à la présente loi.

Consultations

## REPORT

Report

4. The Government of Canada shall prepare a report on the national strategy for suicide prevention within one year after the conclusion of the consultations undertaken under section 3.

4. Le gouvernement du Canada établit un rapport sur la stratégie nationale de prévention du suicide dans l'année suivant la tenue des consultations visées à l'article 3.

Rapport

Tabling of report

5. The Government of Canada shall cause a copy of the report made under section 4 to be laid before each House of Parliament on any of the first 90 days on which that House is sitting after the Government of Canada receives it.

5. Le gouvernement du Canada dépose une copie du rapport mentionné à l'article 4 devant chaque chambre du Parlement dans les quatre-vingt-dix premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Dépôt du rapport



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca



H1  
B  
356

**C-594**

**C-594**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-594**

**PROJET DE LOI C-594**

An Act to amend the Canada Elections Act (voting hours)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (heures de vote)

---

FIRST READING, NOVEMBER 16, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 16 NOVEMBRE 2010

---



MR. DAVIES

M. DAVIES

## SUMMARY

This enactment amends the *Canada Elections Act* to change the voting hours across Canada.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi électorale du Canada* afin de modifier les heures de vote au Canada.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-594

## PROJET DE LOI C-594

An Act to amend the Canada Elections Act  
(voting hours)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada  
(heures de vote)

2000, c. 9

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

**1. Section 128 of the *Canada Elections Act* is replaced by the following:**

**128.** The voting hours on polling day are from 7:00 a.m. to 10:00 p.m.

**2. Sections 129 and 131 of the Act are repealed.**

Hours of voting

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

**1. L'article 128 de la *Loi électorale du Canada* est remplacé par ce qui suit :**

**128.** Les heures de vote le jour du scrutin sont de 7 h à 22 h.

**2. Les articles 129 et 131 de la même loi sont abrogés.**

2000, ch. 9

5

Heures du  
scrutin



403112

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca





**C-595**

**C-595**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-595**

**PROJET DE LOI C-595**

An Act respecting a National Brain Health Education and  
Awareness Month

Loi instituant le Mois national de l'éducation et de la  
sensibilisation à la santé du cerveau

---

FIRST READING, NOVEMBER 17, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 17 NOVEMBRE 2010

---



MS. DUNCAN (*Etobicoke North*)

M<sup>ME</sup> DUNCAN (*Etobicoke-Nord*)

## SUMMARY

This enactment designates the month of March in each and every year as “National Brain Health Education and Awareness Month”.

## SOMMAIRE

Le texte désigne le mois de mars comme « Mois national de l'éducation et de la sensibilisation à la santé du cerveau ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-595

## PROJET DE LOI C-595

An Act respecting a National Brain Health  
Education and Awareness Month

Loi instituant le Mois national de l'éducation et  
de la sensibilisation à la santé du cerveau

Preamble

Whereas it is the view of Parliament that the  
Government of Canada should take all neces-  
sary measures in order to

(a) educate the people of Canada to enhance  
their understanding of brain health, including 5  
brain diseases, disorders and injuries,

(b) ensure that brain health research is fully  
funded and that preventive measures, treat-  
ment and support are universally accessible,  
and 10

(c) confirm its commitment to improving the  
quality of life of all persons who live with a  
brain disease, disorder or injury, and of their  
families and informal caregivers;

And whereas Parliament considers it impor- 15  
tant to recognize the difficulties faced in their  
everyday lives by Canadians who suffer from  
chronic brain diseases, disorders and injuries  
and to recognize and demonstrate support for

(a) the family members, friends and health 20  
care professionals, community service and  
voluntary sector workers who provide assist-  
ance and support to these Canadians, and

(b) the field of dedicated researchers who  
work tirelessly to better understand the 25  
experiences of those afflicted, to improve  
treatments, and ultimately to discover cures;

Attendu :

que le Parlement estime que le gouvernement  
du Canada devrait prendre toutes les mesures  
nécessaires afin :

a) d'éduquer la population canadienne pour 5  
accroître sa compréhension de la santé du  
cerveau, notamment des maladies, des trou-  
bles et des lésions du cerveau,

b) d'assurer que la recherche sur la santé du  
cerveau dispose d'un financement adéquat et 10  
que les mesures de prévention, les traitements  
et le soutien sont accessibles à toute la  
population,

c) de confirmer son engagement à améliorer  
la qualité de vie des personnes atteintes d'une 15  
maladie, d'un trouble ou d'une lésion du  
cerveau, et celle de leurs familles et de leurs  
aidants naturels;

que le Parlement juge important de reconnai-  
tre les difficultés avec lesquelles sont aux 20  
prises quotidiennement les Canadiens atteints  
d'une maladie, d'un trouble ou d'une lésion  
du cerveau chronique, et de reconnaître et  
d'appuyer :

a) les membres de leurs familles, leurs amis, 25  
les professionnels de la santé, les travailleurs  
et les bénévoles du milieu communautaire qui  
les aident et les soutiennent,

Préambule

b) les chercheurs dévoués qui travaillent sans relâche à mieux comprendre leur vécu, à améliorer leurs traitements et, finalement, à les guérir,

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

#### SHORT TITLE

#### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *National Brain Health Education and Awareness Month Act*.

1. *Loi sur le Mois national de l'éducation et de la sensibilisation à la santé du cerveau.*

Titre abrégé

#### NATIONAL BRAIN HEALTH EDUCATION AND AWARENESS MONTH

#### MOIS NATIONAL DE L'ÉDUCATION ET DE LA SENSIBILISATION À LA SANTÉ DU CERVEAU

National Brain Health Education and Awareness Month

2. Throughout Canada, in each and every year, the month of March shall be known as "National Brain Health Education and Awareness Month".

10

2. Le mois de mars est, dans tout le Canada, désigné comme « Mois national de l'éducation et de la sensibilisation à la santé du cerveau ».

Mois national de l'éducation et de la sensibilisation à la santé du cerveau



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>



A1  
B  
56

**C-596**

**C-596**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-596**

**PROJET DE LOI C-596**

An Act to amend the Parliament of Canada Act (conduct and  
speech of members)

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (conduite et  
discours des députés)

---

FIRST READING, NOVEMBER 18, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 18 NOVEMBRE 2010

---



MR. SZABO

M. SZABO

## SUMMARY

This enactment amends the *Parliament of Canada Act* to provide that members of Parliament shall endeavour to ensure that their conduct and speech in the course of exercising their privileges, immunities and powers reflect certain characteristics.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur le Parlement du Canada* afin d'obliger les députés à s'efforcer, dans l'exercice de leurs privilèges, immunités et pouvoirs, d'adopter une conduite et un discours présentant certaines caractéristiques.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-596

## PROJET DE LOI C-596

An Act to amend the Parliament of Canada Act  
(conduct and speech of members)

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada  
(conduite et discours des députés)

R.S., c. P-1

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

**1. The *Parliament of Canada Act* is amended by adding the following after section 4:**

**4.1** The members shall, in the exercise of their privileges, immunities and powers referred to in section 4, endeavour to ensure that their conduct is fair and generally beneficial, fosters good will and encourages and cultivates friendship, and that their speech is truthful and consistent with that conduct.

Conduct and  
speech of  
members

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

**1. La *Loi sur le Parlement du Canada* est modifiée par adjonction, après l'article 4, de ce qui suit :**

**4.1** Les députés s'efforcent, dans l'exercice des privilèges, immunités et pouvoirs mentionnés à l'article 4, d'adopter une conduite honnête et généralement salutaire qui suscite la bienveillance et favorise la camaraderie, ainsi qu'un discours sincère qui cadre avec cette conduite.

L.R., ch. P-1

Conduite et  
discours des  
députés



403223

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>



A1  
3  
56

**C-597**

**C-597**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-597**

**PROJET DE LOI C-597**

An Act respecting a Military and Veteran Families Week

Loi instituant la Semaine des familles de militaires et d'anciens combattants

---

FIRST READING, NOVEMBER 24, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 24 NOVEMBRE 2010

---



MS. DUNCAN (*Etobicoke North*)

M<sup>ME</sup> DUNCAN (*Etobicoke Nord*)



## SUMMARY

This enactment designates the week of February 1 to 7 in each and every year as "Military and Veteran Families Week".

## SOMMAIRE

Le texte a pour objet de désigner la semaine du 1<sup>er</sup> au 7 février « Semaine des familles de militaires et d'anciens combattants ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-597

## PROJET DE LOI C-597

An Act respecting a Military and Veteran  
Families Week

Loi instituant la Semaine des familles de  
militaires et d'anciens combattants

Preamble

Whereas the families — particularly spouses  
and children — of past and present members of  
the Canadian Forces make sacrifices for their  
loved ones and their country and share in the  
burden of protecting Canada;

5

Whereas past and present members of the  
Canadian Forces are a source of pride and  
honour for all Canadians;

Whereas the establishment of a week for  
military and veteran families will raise aware-  
ness of the sacrifices made by these families, at  
Veterans Affairs, throughout the Government of  
Canada and among the Canadian population as  
a whole;

Whereas the Government of Canada wishes  
to designate a week to recognize the contribu-  
tions of military and veteran families and  
celebrate their spirit with appropriate activities  
and ceremonies that pay tribute to, support, and  
thank them;

20

And whereas the Government of Canada  
wishes to confirm its commitment to improving  
the quality of life of military and veteran  
families by ensuring adequate resources and  
supports for spouses and children;

25

Now, therefore, Her Majesty, by and with the  
advice and consent of the Senate and House of  
Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu :

que les familles des membres et anciens  
membres des Forces canadiennes — en  
particulier les conjoints et enfants — font  
des sacrifices pour leurs proches et leur pays  
et contribuent ainsi à protéger le Canada;

Préambule

que les membres et anciens membres des  
Forces canadiennes sont source de fierté et  
d'honneur pour la population canadienne;

que la désignation d'une semaine dédiée aux  
familles de militaires et d'anciens combat-  
tants permettra de sensibiliser le ministère des  
Anciens Combattants, l'administration pu-  
blique fédérale et la population canadienne  
aux sacrifices que font ces familles;

15

que le gouvernement du Canada souhaite  
désigner une semaine pour saluer la contri-  
bution des familles de militaires et d'anciens  
combattants et souligner leur force de carac-  
tère par la tenue d'activités et de cérémonies  
visant à leur rendre hommage et à leur  
manifeste soutien et gratitude;

20

que le gouvernement du Canada souhaite  
confirmer son engagement à améliorer la  
qualité de vie des familles de militaires et  
d'anciens combattants en veillant à la suffi-  
sance des ressources et de l'aide destinées  
aux conjoints et aux enfants,

25

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

30

Short title	SHORT TITLE	TITRE ABRÉGÉ	Titre abrégé
	1. This Act may be cited as the <i>Military and Veteran Families Week Act</i> .	1. <i>Loi sur la Semaine des familles de militaires et d'anciens combattants.</i>	
	MILITARY AND VETERAN FAMILIES WEEK	SEMAINE DES FAMILLES DE MILITAIRES ET D'ANCIENS COMBATTANTS	
Military and Veteran Families Week	2. Throughout Canada, in each and every year, the week of February 1 to 7 shall be known as "Military and Veteran Families Week".	2. La semaine du 1 <sup>er</sup> au 7 février est, dans tout le Canada, désignée comme « Semaine des familles de militaires et d'anciens combattants ».	Semaine des familles de militaires et d'anciens combattants



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

A1  
3  
50

**C-598**

**C-598**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-598**

**PROJET DE LOI C-598**

An Act to amend the Excise Tax Act (no GST on batteries for  
medical and assistive devices)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (aucune TPS sur les  
piles destinées aux appareils médicaux et aux appareils  
fonctionnels)

---

FIRST READING, NOVEMBER 25, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 25 NOVEMBRE 2010

---



MR. DAVIES

M. DAVIES

## SUMMARY

This enactment amends the *Excise Tax Act* to eliminate the goods and services tax on the sale of batteries for medical and assistive devices.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la taxe d'accise* afin de supprimer la taxe sur les produits et services payable sur la vente de piles destinées aux appareils médicaux et aux appareils fonctionnels.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-598

## PROJET DE LOI C-598

An Act to amend the Excise Tax Act (no GST on batteries for medical and assistive devices)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (aucune TPS sur les piles destinées aux appareils médicaux et aux appareils fonctionnels)

R.S., c. E-15

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

**1. Part II of Schedule VI to the *Excise Tax Act* is amended by adding the following after section 32:**

32.1 A supply of batteries for a property described in this Part that

(a) is purchased at a pharmacy, or a retail store that contains a pharmacy, and is 10 installed by a person employed at the pharmacy; or

(b) is purchased from and installed by a medical practitioner.

L.R., ch. E-15

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

**1. La partie II de l'annexe VI de la *Loi sur la taxe d'accise* est modifiée par adjonction, 5 après l'article 32, de ce qui suit :**

32.1 La fourniture de piles destinées à un bien visé à la présente partie et qui sont :

a) soit achetées dans une pharmacie, ou dans un magasin de détail doté d'une pharmacie, et 10 installées par un employé de la pharmacie;

b) soit achetées auprès d'un médecin et installées par celui-ci.

403251

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca



CA1  
KB  
B56

C-599



C-599

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-599

## PROJET DE LOI C-599

An Act respecting the development and implementation of a  
First Nations education funding plan

Loi concernant l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan de  
financement de l'enseignement chez les Premières  
Nations

---

FIRST READING, NOVEMBER 30, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 30 NOVEMBRE 2010

---

MR. LEMAY

M. LEMAY

## SUMMARY

This enactment requires the Minister, in cooperation with the First Nations, to develop and implement a First Nations education funding plan.

## SOMMAIRE

Le texte prévoit que le ministre élabore et met en oeuvre, de concert avec les Premières Nations, un plan de financement de l'enseignement chez les Premières Nations.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-599

## PROJET DE LOI C-599

An Act respecting the development and im-  
plementation of a First Nations education  
funding plan

Loi concernant l'élaboration et la mise en  
oeuvre d'un plan de financement de  
l'enseignement chez les Premières Nations

Preamble

Whereas the Department of Indian Affairs  
and Northern Development's funding of First  
Nations programs and services, including edu-  
cation and infrastructure, has been capped at 2%  
since 1996 despite significant demographic and  
inflationary growth;

Whereas the existing funding formula for  
education was established in 1988 and does not  
reflect or address existing realities;

Whereas there is an inequity between the 10  
education and infrastructure programs, services  
and funding available to First Nations students  
and schools and the programs, services and  
funding available to other Canadian students  
and schools due to the inadequate funding and 15  
antiquated funding formula;

And whereas it is recognized that post-  
secondary education contributes to individual  
and communal development in modern states;

Now, therefore, Her Majesty, with the advice 20  
and consent of the Senate and House of  
Commons of Canada, enacts as follows:

### SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the *First Nations  
Education Funding Plan Act*.

Short title

Attendu :

que le financement du ministère des Affaires  
indiennes et du Nord canadien destiné aux  
programmes et services des Premières Na-  
tions, y compris ceux visant l'enseignement 5  
et l'infrastructure, est plafonné à 2 % depuis  
1996 malgré une croissance démographique  
et une inflation substantielles;

que la formule actuelle de financement pour  
l'enseignement a été établie en 1988 et ne 10  
reflète pas la réalité d'aujourd'hui;

qu'il y a iniquité entre les programmes, les  
services et les fonds mis à la disposition des  
étudiants et des écoles des Premières Nations  
dans le domaine de l'enseignement et de 15  
l'infrastructure et ceux destinés aux autres  
étudiants et écoles du Canada en raison du  
sous-financement et de la formule de calcul  
désuète;

qu'il est reconnu que les études postsecon- 20  
daires contribuent à l'épanouissement de  
l'individu et des collectivités dans les États  
modernes,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du 25  
Canada, édicte :

### TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur le plan de financement de  
l'enseignement chez les Premières Nations.*

Préambule

Titre abrégé



## DEFINITIONS

## DÉFINITIONS

## Definitions

2. The following definitions apply in this Act.

"funding plan"  
«plan de  
financement»

"funding plan" means the First Nations education funding plan described in section 4.

"Minister"  
«ministre»

"Minister" means the Minister of Indian Affairs and Northern Development.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«ministre» Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

«plan de financement» Le plan de financement de l'enseignement chez les Premières Nations élaboré conformément à l'article 4.

## Définitions

«ministre»  
"Minister"

5 «plan de  
financement»  
"funding plan"

## FUNDING PLAN

## PLAN DE FINANCEMENT

## Consultation

3. Within 90 days after this Act comes into force, the Minister shall consult the First Nations regarding the creation of a funding plan.

Development of  
a funding plan

4. No later than six months after the end of consultations, the Minister, in cooperation with the First Nations, shall develop a funding plan that both respects the demographic growth of the First Nations and is based on a revised funding formula that takes into account all the cost factors — particularly those specific to the reality of the First Nations — and indexation factors.

Contents of the  
funding plan

5. The funding plan shall include
- (a) the measures to be taken to ensure predictable, adequate and long-term funding of First Nations primary and secondary education;
  - (b) the measures needed to facilitate universal access to post-secondary education for First Nations students;
  - (c) the measures to be taken to ensure that educational infrastructures meet provincial construction standards for educational establishments, including with respect to the facilities and space required;
  - (d) the objectives to be met in terms of First Nations enrolment rates; and
  - (e) the terms and conditions for allocating funding to the First Nations.

3. Dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre consulte les Premières Nations relativement à la création d'un plan de financement.

4. Au plus tard six mois après la fin des consultations, le ministre, de concert avec les Premières Nations, élabore un plan de financement qui, à la fois, respecte la croissance démographique des Premières Nations et se fonde sur une formule de financement révisée qui tient compte de l'ensemble des facteurs de coûts — particulièrement ceux qui sont propres à la réalité des Premières Nations — et des 20 facteurs d'indexation.

5. Le plan de financement comporte notamment :

- a) les mesures à prendre pour assurer un financement à long terme, prévisible et adéquat de l'enseignement primaire et secondaire chez les Premières Nations;
- b) les mesures nécessaires pour faciliter l'accès aux études postsecondaires à tous les étudiants des Premières Nations;
- c) les mesures à prendre afin que les infrastructures scolaires soient conformes aux normes provinciales de construction qui s'appliquent aux établissements d'enseignement, notamment en ce qui a trait aux locaux et espaces requis;
- d) les objectifs à atteindre en ce qui concerne le taux de scolarisation des Premières Nations;
- e) les modalités de l'affectation des fonds aux Premières Nations.

## Consultation

Élaboration d'un  
plan de  
financementContenu du plan  
de financement

Publication	6. The Minister shall without delay publish the funding plan in the <i>Canada Gazette</i> and by any other means the Minister deems indicated, and interested parties shall have 30 days from the publication of the plan to present their observations on it.	6. Le ministre publie sans délai le plan de financement dans la <i>Gazette du Canada</i> et de toute autre façon qu'il estime indiquée, et les intéressés doivent avoir la possibilité, dans les 30 jours suivant la publication du plan, de présenter leurs observations à cet égard.	Publication
	<b>TABLING OF FUNDING PLAN</b>	<b>DÉPÔT DU PLAN DE FINANCEMENT</b>	
Tabling	7. (1) The Minister shall cause a copy of the funding plan, together with any observations mentioned in section 6, to be tabled in each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the deadline set out in that section.	7. (1) Le ministre fait déposer devant chaque chambre du Parlement, dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant le délai prévu à l'article 6, un exemplaire du plan de financement accompagné des observations visées à cet article.	Dépôt
Referral to committee	(2) Once tabled in the House of Commons, the funding plan shall be referred to the Standing Committee of the House that normally considers matters related to First Nations members. The Committee shall table its report within 90 days or within such further time as may be authorized by the House.	(2) Dès son dépôt à la Chambre des communes, le plan de financement est automatiquement renvoyé devant le comité permanent de la Chambre habituellement chargé d'étudier les questions relatives aux membres des Premières Nations. Ce comité dépose son rapport dans les quatre-vingt-dix jours suivant le renvoi ou dans le délai supérieur fixé par la Chambre.	Renvoi au comité
Implementation of the funding plan	8. The Minister shall implement the funding plan within six months after the tabling of the report described in subsection 7(2).	8. Dans les six mois suivant le dépôt du rapport visé au paragraphe 7(2), le ministre met en oeuvre le plan de financement.	Mise en oeuvre du plan de financement
	<b>REGULATIONS</b>	<b>RÈGLEMENTS</b>	
Regulations	9. The Minister may make regulations prescribing any matter or thing that by this Act is to be or may be prescribed.	9. Le ministre peut, par règlement, prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.	Règlements



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:

Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

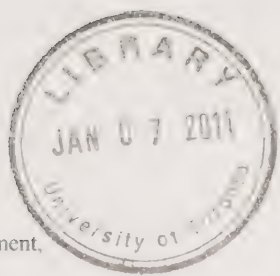
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca



LA1  
XB  
256



C-600

C-600

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-600**

**PROJET DE LOI C-600**

An Act to amend the Income Tax Act (tax credit for charitable  
gifts)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (crédit d'impôt  
pour les dons de bienfaisance)

---

FIRST READING, NOVEMBER 30, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 30 NOVEMBRE 2010

---

MR. MULCAIR

M. MULCAIR

## SUMMARY

This enactment amends section 118.1 of the *Income Tax Act* to provide an additional non-refundable tax credit to taxpayers whose total eligible charitable gifts for the current taxation year are greater than the total eligible charitable gifts claimed in the 2009 taxation year.

## SOMMAIRE

Le texte modifie l'article 118.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin de prévoir un crédit d'impôt non remboursable supplémentaire pour les contribuables dont le total des dons de bienfaisance admissibles pour l'année d'imposition en cours excède le total des dons de bienfaisance admissibles déduits pour l'année d'imposition 2009.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-600

## PROJET DE LOI C-600

An Act to amend the Income Tax Act (tax credit  
for charitable gifts)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu  
(crédit d'impôt pour les dons de bien-  
faisance)

R.S., c. 1  
(5th Suppl.)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

**1. Section 118.1 of the *Income Tax Act* is  
amended by adding the following after  
subsection (3):**

(3.1) For the purpose of computing the tax  
payable under this Part by an individual for a  
taxation year, there may be deducted such  
additional amount as the individual claims, 10  
subject to the lifetime tax credit limit set in  
subsection (3.2), not exceeding the amount  
determined by the formula

$$A \times B$$

where

A is the amount by which the individual's total  
charitable gifts made in the current taxation  
year exceeds the total charitable gifts  
declared and claimed as a deduction under  
subsection (3) by the individual in 2009; and 20

B is equal to

(a) 10%, if the individual's total chari-  
table gifts made in the current taxation  
year exceeds \$200, or

(b) zero, in any other case. 25

L.R., ch. 1  
(5<sup>e</sup> suppl.)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

**1. L'article 118.1 de la *Loi de l'impôt sur le*  
*revenu* est modifié par adjonction, après le 5  
paragraphe (3), de ce qui suit :**

(3.1) Un particulier peut déduire dans le  
calcul de son impôt payable en vertu de la  
présente partie pour une année d'imposition,  
sous réserve du plafond cumulatif prévu au 10  
paragraphe (3.2), un montant supplémentaire  
qui ne dépasse pas le montant calculé selon la  
formule suivante :

$$A \times B$$

où :

A représente l'excédent du total des dons de  
bienfaisance du particulier pour l'année  
d'imposition en cours sur le total des dons  
de bienfaisance déclarés et déduits par lui en  
2009 en vertu du paragraphe (3); 20

B est égal à :

a) 10 %, si le total des dons de bien-  
faisance du particulier pour l'année d'im-  
position en cours est supérieur à 200 \$,

b) zéro, dans les autres cas. 25

Déduction  
supplémentaire  
pour dons de  
bienfaisance

Additional  
deduction for  
charitable gifts

Lifetime limit

(3.2) For the purposes of the calculation in subsection (3.1), the lifetime tax credit limit is \$10,000.

(3.2) Pour l'application du paragraphe (3.1), le plafond cumulatif du crédit d'impôt est fixé à 10 000 \$.

Plafond  
cumulatif

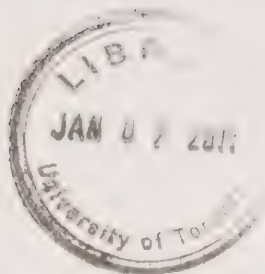
Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

11  
3  
356



C-601

C-601

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-601

## PROJET DE LOI C-601

An Act to amend the Income Tax Act and the Employment  
Insurance Act (severance pay)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et la Loi sur  
l'assurance-emploi (indemnité de départ)

---

FIRST READING, DECEMBER 8, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 8 DÉCEMBRE 2010

---

MS. MATHYSSEN

M<sup>ME</sup> MATHYSSEN

## SUMMARY

This enactment amends the *Income Tax Act* to increase the registered retirement savings plan (RRSP) deduction limit to include a taxpayer's one-time contribution of any severance pay to an RRSP.

This enactment also amends the *Employment Insurance Act* to require the Canada Employment Insurance Commission to make regulations to exclude severance pay from the determination of earnings when determining deductions from benefits or the commencement date of the payment of benefits.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu*, afin d'augmenter le maximum déductible au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) pour y inclure la cotisation unique versée par le contribuable à un REER au titre de son indemnité de départ.

En outre, le texte modifie la *Loi sur l'assurance-emploi* afin d'exiger que la Commission de l'assurance-emploi du Canada exclue, par règlement, toute indemnité de départ dans le calcul de la rémunération lorsqu'il s'agit de déterminer les déductions à effectuer sur les prestations ou la date du début du versement de celles-ci.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-601

## PROJET DE LOI C-601

An Act to amend the Income Tax Act and the  
Employment Insurance Act (severance  
pay)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et  
la Loi sur l'assurance-emploi (indemnité  
de départ)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

### INCOME TAX ACT

### LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

L.R., ch. 1  
(5<sup>e</sup> suppl.)

1. (1) The portion of the definition "RRSP  
deduction limit" in subsection 146(1) of the  
*Income Tax Act* before the description of A is  
replaced by the following:

1. (1) Le passage de la définition de  
5 « maximum déductible au titre des REER »  
précédant l'élément A, au paragraphe 146(1)  
de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, est  
remplacé par ce qui suit :

"RRSP deduction limit" of a taxpayer for a  
taxation year means the amount determined by  
the formula

« maximum déductible au titre des REER » Le  
maximum déductible au titre des régimes 10  
enregistrés d'épargne-retraite d'un contribuable,  
pour une année d'imposition, calculé selon la  
formule suivante :

« maximum  
déductible au  
titre des REER »,  
"RRSP  
deduction limit"

$$A + B + R + \underline{S} - C$$

$$A + B + R + S - C$$

where

où :

15

(2) The definition "RRSP deduction limit"  
in subsection 146(1) of the Act is amended by  
adding the following after the description 15  
of R:

(2) La définition de « maximum déductible  
au titre des REER », au paragraphe 146(1)  
de la même loi, est modifiée par adjonction,  
après l'élément R, de ce qui suit :

S is the taxpayer's one-time contribution of  
any severance pay to a registered retirement  
savings plan;

S la cotisation unique versée par le contri- 20  
buable à un régime enregistré d'épargne-  
retraite au titre de son indemnité de départ.

(3) The definition "RRSP dollar limit" in 20  
subsection 146(1) of the Act is amended by  
striking out "and" at the end of paragraph

(3) La définition de « plafond REER », au  
paragraphe 146(1) de la même loi, est  
modifiée par adjonction, après l'alinéa c), 25  
de ce qui suit :



(b), by adding "and" at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) notwithstanding paragraph (a), for the years after the year in which this paragraph comes into force, the money purchase limit for the preceding year plus a one-time contribution of any severance pay by the taxpayer in the preceding year;

d) malgré l'alinéa a), pour les années suivant l'année de l'entrée en vigueur du présent alinéa, la somme du plafond des cotisations déterminées pour l'année précédente et de la cotisation unique versée par le contribuable au cours de l'année précédente au titre de son indemnité de départ.

(4) Subsection 146(1) of the Act is 10 amended by adding the following in alphabetical order:

(4) Le paragraphe 146(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit : 10

"severance pay"  
« indemnité de  
départ »

"severance pay" means an amount that is paid to a taxpayer as a lump sum by his or her employer in respect of the taxpayer's loss of an office or 15 employment, otherwise than by dismissal for just cause.

« indemnité de départ » Le montant que le contribuable reçoit de son employeur au moment de la perte de sa charge ou de son emploi qui n'est pas attribuable à un congédiement justifié. 15

« indemnité de  
départ »  
"severance pay"

1996, c. 23

#### EMPLOYMENT INSURANCE ACT

#### LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI

1996, ch. 23

2. The Act is amended by adding the following after section 54:

2. La Loi sur l'assurance-emploi est modifiée par adjonction, après l'article 54, de ce qui suit :

Regulations  
exclusion

54.1 The Commission shall, with the approval of the Governor in Council, make regulations excluding any amount paid as severance pay from the determination of earnings for the purposes of determining the amount to be deducted from the benefits payable or the 25 commencement date of the payment of benefits.

54.1 Avec l'agrément du gouverneur en conseil, la Commission exclut, par règlement, 20 tout montant versé à titre d'indemnité de départ dans le calcul de la rémunération lorsqu'il s'agit de déterminer les déductions à effectuer sur les prestations ou la date du début du versement de celles-ci. 25

Règlements -  
exclusion



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

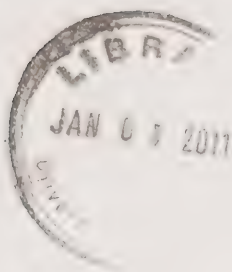
Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

A1  
X3  
356

C-602

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010



C-602

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-602

## PROJET DE LOI C-602

An Act to amend the Criminal Code (trafficking in persons)

Loi modifiant le Code criminel (traite de personnes)

---

FIRST READING, DECEMBER 9, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 9 DÉCEMBRE 2010

---

MRS. MOURANI

M<sup>ME</sup> MOURANI

## SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* in order to provide consecutive sentences for offences related to procuring and trafficking in persons.

It also specifies that the provisions apply to the trafficking in persons in a domestic or international context.

The enactment creates a presumption regarding the exploitation of one person by another and adds circumstances that are deemed to constitute exploitation.

Finally, it adds the offences of procuring and trafficking in persons to the list of offences to which the confiscation of the products of criminality apply.

## SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin qu'y soient prévues des peines consécutives pour les infractions liées au proxénétisme et à la traite de personnes.

Il précise par ailleurs que les dispositions se rattachant à la traite de personnes visent toute infraction à cet égard, qu'elle soit commise dans un contexte interne ou international.

Il crée une présomption relative à l'exploitation d'une personne par une autre et il ajoute des circonstances présumées constituer de l'exploitation.

Finalement, il ajoute les infractions de proxénétisme et de traite de personnes à la liste des infractions visées par la confiscation des produits de la criminalité.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-602

## PROJET DE LOI C-602

An Act to amend the Criminal Code (trafficking  
in persons)

Loi modifiant le Code criminel (traite de  
personnes)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

L.R., ch. C-46

**1. Section 7 of the *Criminal Code* is  
amended by adding the following after  
subsection (4.1):**

**1. L'article 7 du *Code criminel* est modifié  
5 par adjonction, après le paragraphe (4.1), de  
ce qui suit :**

Offence in  
relation to  
trafficking in  
persons

(4.11) Notwithstanding anything in this Act  
or any other Act, every one who, outside  
Canada, commits an act or omission that if  
committed in Canada would be an offence 10  
against section 279.01 shall be deemed to  
commit that act or omission in Canada if the  
person who commits the act or omission is a  
Canadian citizen or a permanent resident within  
the meaning of subsection 2(1) of the *Immigra- 15*  
*tion and Refugee Protection Act*.

(4.11) Malgré les autres dispositions de la  
présente loi ou toute autre loi, le citoyen  
canadien ou le résident permanent au sens du  
paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la 10*  
*protection des réfugiés* qui, à l'étranger, est  
l'auteur d'un fait — acte ou omission — qui,  
s'il était commis au Canada, constituerait une  
infraction à l'article 279.01 est réputé l'avoir  
15 commis au Canada.

Infraction  
relative à la traite  
des personnes

**2. The Act is amended by adding the  
following after section 212:**

**2. La même loi est modifiée par adjonc-  
tion, après l'article 212, de ce qui suit :**

Sentences to be  
served  
consecutively

**212.1** A sentence imposed on a person for an  
offence under section 212 shall be served 20  
consecutively to any other punishment imposed  
on the person for an offence arising out of the  
same event or series of events and to any other  
sentence to which the person is subject at the  
time the sentence is imposed on the person for 25  
an offence under section 212.

**212.1** La peine infligée à une personne pour  
une infraction prévue à l'article 212 est purgée  
consécutivement à toute autre peine sanction- 20  
nant une autre infraction basée sur les mêmes  
faits et à toute autre peine en cours d'exécution.

Peines  
consécutives

**3. (1) The portion of subsection 279.01(1)  
of the Act before paragraph (a) is replaced by  
the following:**

**3. (1) Le passage du paragraphe 279.01(1)  
de la même loi précédant l'alinéa a) est  
remplacé par ce qui suit :**

25

Trafficking in  
persons

**279.01** (1) Every person who, in a domestic or international context, recruits, transports, transfers, receives, holds, conceals or harbours a person, or exercises control, direction or influence over the movements of a person, for the purpose of exploiting them or facilitating their exploitation is guilty of an indictable offence and liable

(2) Section 279.01 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Presumption

(3) For the purposes of subsection (1), a person who is not exploited and who lives with or is habitually in the company of or harbours a person who is exploited shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to be exploiting or facilitating the exploitation of that person.

4. Section 279.04 of the Act is amended by striking out "or" at the end of paragraph (a) and by adding the following after that paragraph:

(a.1) cause them to provide or offer to provide sexual services by the use or threat of force or of any other form of coercion, by fraud, deception, manipulation, abuse of authority or situation of vulnerability, or by the promise, offer or acceptance of payments or benefits to obtain the consent of a person with authority over another person; or

5. The Act is amended by adding the following after section 279.04:

Sentences to be  
served  
consecutively

**279.05** A sentence imposed on a person for an offence under sections 279.01 to 279.03 shall be served consecutively to any other punishment imposed on the person for an offence arising out of the same event or series of events and to any other sentence to which the person is subject at the time the sentence is imposed on the person for an offence under any of those sections.

40

**279.01** (1) Quiconque, que ce soit dans un contexte interne ou international, recrute, transporte, transfère, reçoit, détient, cache ou héberge une personne, ou exerce un contrôle, une direction ou une influence sur les mouvements d'une personne, en vue de l'exploiter ou de faciliter son exploitation commet une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par voie de mise en accusation :

(2) L'article 279.01 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Traite de  
personnes

(3) Pour l'application du paragraphe (1), quiconque n'est pas exploité et vit avec une personne exploitée, se trouve habituellement en sa compagnie ou l'héberge est présumé, sauf preuve contraire, exploiter cette personne ou en faciliter l'exploitation.

Présomption

4. L'article 279.04 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) elle l'amène à fournir ou offrir de fournir des services sexuels par la menace ou l'usage de la force ou de toute autre forme de contrainte, par la fraude, la tromperie, la manipulation ou l'abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par la promesse, l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre; 30

5. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 279.04, de ce qui suit :

**279.05** La peine infligée à une personne pour une infraction prévue à l'un des articles 279.01 à 279.03 est purgée consécutivement à toute autre peine sanctionnant une autre infraction basée sur les mêmes faits et à toute autre peine en cours d'exécution.

Peines  
consécutives



6. Subsection 462.37(2.02) of the Act is amended by striking out “and” at the end of paragraph (a), by adding “and” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

6. Le paragraphe 462.37(2.02) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa b), de ce qui suit :

5

(c) an offence involving procuring or trafficking in persons.

c) toute infraction de proxénétisme ou de traite de personnes.

5



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l’autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
<http://publications.gc.ca>



CA1  
XB  
-B56

C-603

C-603

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-603

## PROJET DE LOI C-603

An Act to amend the Canada Labour Code (minimum age of  
employment)

Loi modifiant le Code canadien du travail (âge minimum  
d'embauche)

---

FIRST READING, DECEMBER 10, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 10 DÉCEMBRE 2010

---

MS. CHARLTON

M<sup>ME</sup> CHARLTON

## SUMMARY

This enactment amends the *Canada Labour Code* to prohibit the employment of persons under the age of 15 years, unless the employment is part of their education or training.

## SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code canadien du travail* afin d'interdire l'embauche de personnes de moins de quinze ans, sauf si l'emploi fait partie de leurs études ou de leur formation.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-603

## PROJET DE LOI C-603

An Act to amend the Canada Labour Code  
(minimum age of employment)

Loi modifiant le Code canadien du travail (âge  
minimum d'embauche)

R.S., c. L-2

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

1. The heading "MINIMUM WAGES" be-  
fore section 178 of the *Canada Labour Code* is  
replaced by the following:

MINIMUM WAGES AND MINIMUM AGE OF  
EMPLOYMENT

2. Section 179 of the Act is renumbered as  
subsection 179(1) and is amended by adding 10  
the following:

(2) An employer may employ a person under  
the age of 15 years only if the employment is  
part of the person's education or training in a  
program that has been approved by the Minister. 15

L.R., ch. L-2

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

1. L'intertitre «SALAIRE MINIMUM» pré-  
cédant l'article 178 du *Code canadien du* 5  
*travail* est remplacé par ce qui suit :

SALAIRE MINIMUM ET ÂGE MINIMUM  
D'EMBAUCHE

2. L'article 179 de la même loi devient le  
paragraphe 179(1) et est modifié par adjonc- 10  
tion de ce qui suit :

(2) L'employeur ne peut engager une per-  
sonne de moins de quinze ans que si l'emploi  
fait partie des études ou de la formation de celle-  
ci dans le cadre d'un programme approuvé par 15  
le ministre.

Âge minimum  
d'embauche

Minimum age of  
employment



403258

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http: publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http: publications.gc.ca





LA1  
X8  
856

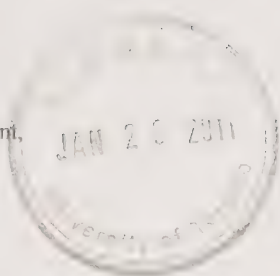
Government  
Publications

**C-604**

**C-604**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010



**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-604**

## **PROJET DE LOI C-604**

An Act to amend the Immigration and Refugee Protection Act  
(appeal process for temporary resident visa applicants)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des  
réfugiés (processus d'appel pour demandeurs de visa de  
résident temporaire)

---

FIRST READING, DECEMBER 13, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 13 DÉCEMBRE 2010

---

Ms. Chow

M<sup>ME</sup> CHOW

## SUMMARY

This enactment establishes an appeal process for temporary resident visa applicants under the *Immigration and Refugee Protection Act*. It seeks to extend the jurisdiction of the Immigration Appeal Division under the Immigration and Refugee Protection Board by expanding its mandate to include appeals from temporary resident visa applicants who have been refused a temporary resident visa or extension of that visa.

## SOMMAIRE

Le texte institue un processus d'appel pour les demandeurs de visa de résident temporaire dans le cadre de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. À cette fin, il étend la compétence de la Section d'appel de l'immigration de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié en élargissant son mandat afin d'y inclure les appels présentés par les demandeurs s'étant vu refuser un visa de résident temporaire ou une prolongation de ce visa.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-604

## PROJET DE LOI C-604

An Act to amend the Immigration and Refugee Protection Act (appeal process for temporary resident visa applicants)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (processus d'appel pour demandeurs de visa de résident temporaire)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

**1. Section 63 of the *Immigration and Refugee Protection Act* is amended by adding the following after subsection (1):**

**1. L'article 63 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* est modifié, par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

(1.1) A person who has filed in the prescribed manner an application for a temporary resident visa may appeal to the Immigration Appeal Division against the decision of an officer not to issue the person a temporary resident visa or extension of that visa.

(1.1) Quiconque a déposé, conformément au règlement, une demande de visa de résident temporaire peut interjeter appel du refus par l'agent de délivrer ce visa.

**2. Subsection 69(2) of the Act is replaced by the following:**

**2. Le paragraphe 69(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(2) In the case of an appeal by the Minister respecting a permanent resident, a temporary resident or a protected person, other than a person referred to in subsection 64(1), if the Immigration Appeal Division is satisfied that, taking into account the best interests of a child directly affected by the decision, sufficient humanitarian and compassionate considerations warrant special relief in light of all the circumstances of the case, it may make and may stay the applicable removal order, or dismiss the appeal, despite being satisfied of a matter set out in paragraph 67(1)(a) or (b).

(2) L'appel du ministre contre un résident permanent, un résident temporaire ou une personne protégée non visée par le paragraphe 64(1) peut être rejeté ou la mesure de renvoi applicable, assortie d'un sursis, peut être prise, même si les motifs visés aux alinéas 67(1)a) ou b) sont établis, sur preuve qu'il y a — compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant directement touché — des motifs d'ordre humanitaire justifiant, vu les autres circonstances de l'affaire, la prise de mesures spéciales.





21  
18  
256

Consent  
Résolutions

**C-605**

**C-605**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010



**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-605**

## **PROJET DE LOI C-605**

An Act respecting a Comprehensive National Strategy for  
Sickle Cell Disease and Thalassaemic Disorders

Loi concernant une stratégie nationale globale sur la drépano-  
cytose et les thalassémies

---

FIRST READING, DECEMBER 13, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 13 DÉCEMBRE 2010

---

MS. DUNCAN (*Etobicoke North*)

M<sup>ME</sup> DUNCAN (*Etobicoke-Nord*)



## SUMMARY

This enactment requires the Minister of Health to initiate discussions with the provincial and territorial ministers responsible for health for the purpose of developing a comprehensive national strategy for the health care of persons afflicted with sickle cell disease and thalassemic disorders.

## SOMMAIRE

Le texte exige du ministre de la Santé qu'il entame des discussions avec les ministres provinciaux et territoriaux chargés de la santé dans le but d'élaborer une stratégie nationale globale sur les soins de santé destinés aux personnes atteintes de drépanocytose et de thalassémies.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-605

## PROJET DE LOI C-605

An Act respecting a Comprehensive National  
Strategy for Sickle Cell Disease and  
Thalassemic Disorders

Loi concernant une stratégie nationale globale  
sur la drépanocytose et les thalassémies

Preamble

Whereas sickle cell disease is characterized  
by a mutation in the shape of the red blood cell  
from a smooth, circular shape to a crescent  
shape, which can result in the blockage of small  
blood vessels and the impairment of blood flow,  
thus leading to a reduction in red blood cell  
survival and subsequent anemia;

Whereas the poor blood oxygen levels and  
blood vessel blockages that result from sickle  
cell disease can lead to severe chronic pain,  
serious bacterial infections and tissue death;

Whereas the life span of persons with severe  
sickle cell disease can be reduced by as much as  
30 years;

Whereas approximately 5% of the world's  
population carries the trait gene for sickle cell  
disease, with the percentage of carriers of the  
gene being as high as 25% in some regions;

Whereas sickle cell disease is particularly  
common among people whose ancestors come  
from sub-Saharan Africa, India, Saudi Arabia  
and Mediterranean countries;

Whereas thalassemic disorders are also in-  
herited and result in the afflicted not being able  
to make enough hemoglobin, which is found in  
red blood cells and carries oxygen to all parts of  
the body;

Attendu :

que la drépanocytose se caractérise par une  
modification de la forme des globules rouges  
qui, normalement circulaires et lisses, pren-  
nent une forme de croissant, ce qui peut  
entraîner une obstruction des petits vaisseaux  
sanguins et bloquer la circulation sanguine,  
réduisant ainsi la durée de vie des globules  
rouges et causant l'anémie;

que la mauvaise oxygénation du sang et  
l'obstruction des vaisseaux sanguins causées  
par la drépanocytose peuvent entraîner des  
douleurs chroniques aiguës, de graves infec-  
tions bactériennes et des nécroses;

que la réduction de l'espérance de vie peut  
atteindre trente ans chez les personnes  
atteintes de drépanocytose grave;

qu'environ 5% de la population mondiale  
sont porteurs d'un gène drépanocytaire et que  
ce pourcentage atteint 25% dans certaines  
régions;

que la drépanocytose est particulièrement  
fréquente chez les personnes dont les ancêtres  
proviennent de l'Afrique subsaharienne, de  
l'Inde, de l'Arabie saoudite et des pays  
méditerranéens;

que les thalassémies sont aussi des anomalies  
héréditaires et que les sujets atteints ne  
produisent pas assez d'hémoglobine, une

Préambule

Whereas a lack of hemoglobin in red blood cells prevents oxygen from getting to all parts of the body, which results in organs becoming starved for oxygen and unable to function properly;

Whereas thalassaemic disorders are most commonly found in Asia, the Mediterranean basin and the Middle East;

Whereas the management of sickle cell disease and thalassaemic disorders is inadequate in Canada;

And whereas the Parliament of Canada believes that the prospects and life circumstances of patients suffering from sickle cell disease and thalassaemic disorders must be improved through the development of a comprehensive national strategy for patient care;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

substance présente dans les globules rouges qui transporte l'oxygène vers toutes les parties du corps;

que l'insuffisance d'hémoglobine dans les globules rouges empêche l'oxygène d'atteindre toutes les parties du corps, de sorte que les organes manquent d'oxygène et ne peuvent fonctionner normalement;

que c'est en Asie, dans le bassin méditerranéen et au Moyen-Orient que les thalassémies sont les plus fréquentes;

que la gestion de la drépanocytose et des thalassémies est inadéquate au Canada;

que le Parlement du Canada est d'avis qu'il faut améliorer les perspectives d'avenir et les conditions de vie des patients atteints de drépanocytose et de thalassémies en élaborant une stratégie nationale globale en matière de soins aux patients,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

#### SHORT TITLE

#### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *National Strategy for Sickle Cell Disease and Thalassaemic Disorders Act*.

1. *Loi sur la stratégie nationale relative à la drépanocytose et aux thalassémies.*

Titre abrégé

#### FEDERAL-PROVINCIAL DISCUSSIONS

#### DISCUSSIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

Federal-provincial discussions

2. Within 30 days after this Act comes into force, the Minister of Health shall initiate discussions with the provincial and territorial ministers responsible for health for the purpose of

2. Dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre de la Santé entame des discussions avec les ministres provinciaux et territoriaux chargés de la santé dans le but :

Discussions fédérales provinciales

(a) developing a comprehensive national strategy for the health care of persons afflicted with sickle cell disease and thalassaemic disorders, including medical services and lifelong emotional and social support;

(b) developing national standards on universal screening to identify infants with sickle cell disease, other hemoglobinopathies and hemoglobinopathy carriers;

(c) developing centres of excellence for both pediatric care and adult care;

a) d'élaborer une stratégie nationale globale sur les soins destinés aux personnes atteintes de drépanocytose et de thalassémies, qui prévoit notamment la prestation de services médicaux et d'un soutien affectif et social continu;

b) de fixer des normes nationales pour le dépistage universel chez les nourrissons de la drépanocytose, des autres hémoglobinopathies et des gènes porteurs d'hémoglobinopathies;

35

40

(d) assessing best practices for providing the support structure that is necessary for patients to succeed at school and in the workplace and for minimizing the impacts on their families, such as underemployment and unemployment;

(e) developing information regarding sickle cell disease and thalassemic disorders to be available for medical education in order to prepare physicians, nurses and other health care providers to meet the needs of Canada's diverse populations; and

(f) developing adequate clinical guidelines and strategies for prompt pain management for patients in crisis.

c) de mettre sur pied des centres d'excellence en soins destinés tant aux enfants qu'aux adultes;

d) d'établir les pratiques exemplaires permettant de fournir le soutien structuré nécessaire à la réussite des patients à l'école et au travail et d'atténuer les conséquences de la maladie sur leurs familles, comme le sous-emploi et le chômage;

e) de créer des produits d'information sur la drépanocytose et les thalassémies qui serviront à la formation médicale des médecins, infirmières et autres fournisseurs de soins de santé afin qu'ils soient en mesure de répondre aux besoins de la population diversifiée du Canada;

f) d'élaborer des lignes directrices cliniques et des stratégies adéquates pour la gestion rapide de la douleur chez les patients en crise.

### ADVOCACY GROUPS

3. In recognition of the role of advocacy groups in enhancing the quality of life of persons afflicted with sickle cell disease and thalassemic disorders, the Minister of Health shall, within six months after this Act comes into force, introduce legislation to establish a program for providing funding to such groups.

### SICKLE CELL DISEASE AND THALASSEMIC DISORDERS AWARENESS DAY

4. Throughout Canada, in each and every year, the 19th day of June shall be known as "Sickle Cell Disease and Thalassemic Disorders Awareness Day".

5. For greater certainty, Sickle Cell Disease and Thalassemic Disorders Awareness Day is not a legal holiday or a non-judicial day.

### GROUPES DE DÉFENSE

3. Compte tenu du rôle joué par les groupes de défense pour l'amélioration de la qualité de vie des personnes atteintes de drépanocytose et de thalassémies, le ministre de la Santé, dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, dépose un projet de loi établissant un programme qui accorde un financement à ces groupes.

### JOURNÉE DE LA SENSIBILISATION À LA DRÉPANOCYTOSE ET AUX THALASSÉMIES

4. Le 19 juin est, dans tout le Canada, désigné comme « Journée de la sensibilisation à la drépanocytose et aux thalassémies ».

5. Il est entendu que la Journée de la sensibilisation à la drépanocytose et aux thalassémies n'est pas une fête légale ni un jour non juridique.

Financement des groupes de défense

Journée de la sensibilisation à la drépanocytose et aux thalassémies

Statut



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca





A1  
XB  
356

C-606

C-606

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-606

## PROJET DE LOI C-606

An Act to amend the Canada Shipping Act, 2001 (prohibition  
against the transportation of oil by oil tankers on Canada's  
Pacific North Coast)

Loi modifiant la Loi de 2001 sur la marine marchande du  
Canada (interdiction de transporter du pétrole par pétrolier  
le long de la côte nord canadienne du Pacifique)

---

FIRST READING, DECEMBER 14, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 14 DÉCEMBRE 2010

---

MS. MURRAY

M<sup>ME</sup> MURRAY



## SUMMARY

This enactment amends Part 9 of the *Canada Shipping Act, 2001* to prohibit the transportation of oil by oil tankers in the areas of the sea adjacent to Canada's Pacific North Coast known as Queen Charlotte Sound, Hecate Strait and Dixon Entrance.

It also allows the Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Fisheries and Oceans, to designate other areas of the sea in which the transportation of oil by oil tankers is prohibited.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la partie 9 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* afin d'interdire le transport de pétrole par pétrolier dans les zones maritimes adjacentes à la côte nord canadienne du Pacifique qui sont connues sous les noms de bassin de la Reine-Charlotte, de détroit d'Hécaté et d'entrée Dixon.

De plus, il autorise le gouverneur en conseil à prendre un décret, sur recommandation du ministre des Pêches et des Océans, afin d'étendre cette interdiction aux autres zones maritimes qu'il désigne.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-606**

**PROJET DE LOI C-606**

An Act to amend the Canada Shipping Act,  
2001 (prohibition against the transportation  
of oil by oil tankers on Canada's Pacific  
North Coast)

Loi modifiant la Loi de 2001 sur la marine  
marchande du Canada (interdiction de  
transporter du pétrole par pétrolier le long  
de la côte nord canadienne du Pacifique)

Preamble

Whereas Canada's quality of life is closely  
connected to the sea, and the oceans are an  
integral part of our environmental, social,  
cultural and economic fabric;

Whereas the ocean environments within 5  
Canada's exclusive economic zone are a world  
treasure, home to some of the most abundant  
and diverse webs of marine life on earth;

Whereas it is in the public interest of  
Canadians to protect the ocean's vital natural 10  
resources;

Whereas the coastal and inland areas adjacent  
to the Pacific North Coast of Canada constitute  
the Great Bear Rainforest, the largest intact,  
coastal temperate rainforest left in the world; 15

Whereas Canada recognizes that oceans offer  
significant economic and cultural resources, and  
opportunities for economic diversification,  
which benefit all Canadians, and particularly  
coastal communities; 20

Whereas the sustainable economic develop-  
ment of the Pacific North Coast region, and  
especially economic opportunity in remote  
communities, is highly dependent on investment  
and employment in sectors requiring healthy 25  
ecosystems, such as fisheries and tourism;

Whereas the transportation of oil by oil  
tankers in certain areas of the sea adjacent to  
the coast of Canada poses a risk to the marine

Attendu :

que la qualité de vie des Canadiens est  
intimement liée à la mer et que les océans  
font partie intégrante de notre patrimoine  
environnemental, social, culturel et écono- 5  
mique;

que les milieux océaniques compris dans la  
zone économique exclusive du Canada  
constituent un trésor mondial et abritent  
certains réseaux de vie marine des plus 10  
abondants et des plus diversifiés de la  
planète;

qu'il est dans l'intérêt public des Canadiens  
de protéger les ressources naturelles essen-  
tielles des océans; 15

que les zones côtières et intérieures adjacen-  
tes à la côte nord canadienne du Pacifique  
forment la forêt pluviale Great Bear, la plus  
vaste forêt pluviale tempérée du littoral au  
monde qui soit toujours intacte; 20

que le Canada reconnaît que les océans sont  
la source de précieuses ressources économi-  
ques et culturelles et qu'ils contribuent à la  
diversification économique au profit de tous  
les Canadiens et, en particulier, des collecti- 25  
vités côtières;

que le développement économique durable de  
la région de la côte nord du Pacifique,  
notamment la création de débouchés écono-

Préambule

and coastal environment, to the communities that depend on that environment and to all Canadians who share in the common heritage of the oceans;

Whereas the Pacific North Coast of Canada is presently free from the risk of an oil tanker spill, as oil tankers do not currently travel in the areas of the sea known as Queen Charlotte Sound, Hecate Strait and Dixon Entrance;

Whereas alternative routes exist for the current and projected sale and transport of Canadian oil to export markets;

And whereas the Parliament of Canada wishes to affirm in law the protection of the Pacific North Coast of Canada from oil tanker spills;

miques dans les collectivités éloignées, repose largement sur l'investissement et l'emploi dans les secteurs qui nécessitent des écosystèmes sains, tels que les pêches et le tourisme;

que le transport de pétrole par pétrolier dans certaines zones maritimes adjacentes à la côte canadienne présente un risque pour le milieu marin et côtier, pour les collectivités qui dépendent de ce milieu et pour tous les Canadiens qui tirent profit du patrimoine collectif des océans;

qu'à l'heure actuelle la côte nord canadienne du Pacifique est à l'abri des déversements d'hydrocarbure provenant de pétroliers puisque ceux-ci ne circulent pas actuellement dans les zones maritimes connues sous les noms de bassin de la Reine-Charlotte, de détroit d'Hécate et d'entrée Dixon;

qu'il existe des trajets de rechange pour la vente et le transport — actuels et projetés — du pétrole canadien destiné aux marchés d'exportation;

que le Parlement du Canada souhaite consacrer par voie législative la protection de la côte nord canadienne du Pacifique contre les déversements d'hydrocarbures provenant de pétroliers,

2001, c. 26

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Canada Shipping Act, 2001* is amended by adding the following after section 189:

#### PROHIBITION

##### *Interpretation*

**189.1** The following definitions apply in sections 189.2 and 189.3.

Definitions

“gas”  
«gaz»

“gas” means natural gas and includes all substances, other than oil, that are produced in association with natural gas.

“oil”  
«pétrole»

“oil” means  
(a) crude petroleum, regardless of gravity, produced at a well-head in liquid form, and

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

2001, ch. 26

1. La *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* est modifiée par adjonction, après l'article 189, de ce qui suit :

#### RÉGIONS INTERDITES

##### *Définitions*

**189.1** Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 189.2 et 189.3.

35 Définitions

«gaz» Le gaz naturel et toutes les substances produites avec ce gaz, à l'exclusion du pétrole.

«gaz»  
“gas”

«pétrole» S'entend, à la fois :

«pétrole»  
“oil”

a) du pétrole brut, quelle que soit sa densité, qui est extrait à la tête de puits sous forme liquide;

30

(b) any other hydrocarbons, except coal and gas, including hydrocarbons that may be extracted or recovered from surface or subsurface deposits, such as deposits of oil sand, bitumen, bituminous sand or oil shale, 5

and includes oil that has been treated to render it suitable for transportation.

“oil tanker” means a vessel that is constructed or adapted primarily to carry oil in a hold or tank that is part of the structure of the vessel, without 10 any intermediate form of containment.

**189.2** (1) No person shall transport oil in an oil tanker in the areas of the sea adjacent to the coast of Canada known as Queen Charlotte Sound, Hecate Strait and Dixon Entrance, as 15 described in Schedule 4 and depicted in the map set out in Schedule 5.

(2) For greater certainty, the prohibition in subsection (1) does not apply in respect of the transportation of gasoline, aviation fuel, diesel 20 oil or fuel oil that is intended for use in coastal and island communities in Canada.

**189.3** The Governor in Council may, by order made on the recommendation of the Minister of Fisheries and Oceans, designate 25 other areas of the sea within Canadian waters in which the transportation of oil by oil tankers is prohibited.

**2. Subsection 191(1) of the Act is amended by striking out “and” at the end of paragraph (c) and by adding the following after that paragraph:**

(c.1) section 189.2 (prohibition against operation of oil tanker in specified area);

(c.2) an order made under section 189.3 35 (prohibition against operation of oil tanker in designated area); and

**3. The Act is amended by adding, after Schedule 3, Schedules 4 and 5 set out in the schedule to this Act.**

b) de tout autre hydrocarbure — à l'exclusion du charbon et du gaz —, notamment ceux qui peuvent être extraits ou récupérés de gisements en affleurement ou souterrains de sables pétrolifères, de bitume, de sables ou de 5 schiste bitumineux.

Est également visé par la présente définition le pétrole qui a été traité pour servir au transport.

«pétrolier» Bâtiment construit ou adapté principalement en vue de transporter du pétrole dans 10 une cale ou une citerne faisant partie de la structure du navire, sans contenant intermédiaire.

**189.2** (1) Il est interdit de transporter du pétrole par pétrolier dans les zones maritimes 15 adjacentes à la côte canadienne connues sous les noms de bassin de la Reine-Charlotte, de détroit d'Hécaté et d'entrée Dixon, décrites à l'annexe 4 et figurant sur la carte reproduite à l'annexe 5.

(2) Il est entendu que l'interdiction énoncée 20 au paragraphe (1) ne s'applique pas au transport d'essence, de carburant aviation, de carburant-diesel ou de tout autre carburant destiné à l'usage des collectivités de la côte et des îles canadiennes.

**189.3** Le gouverneur en conseil peut, par décret pris sur recommandation du ministre des Pêches et des Océans, désigner d'autres zones maritimes situées dans les eaux canadiennes où le transport de pétrole par pétrolier est interdit. 30

**2. Le paragraphe 191(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit:**

c.1) à l'article 189.2 (interdiction d'utiliser un pétrolier dans une région précisée); 35

c.2) à un décret pris en vertu de l'article 189.3 (interdiction d'utiliser un pétrolier dans une région désignée);

**3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'annexe 3, des annexes 4 et 5 40 figurant à l'annexe de la présente loi.**

“oil tanker”  
«pétrolier»

Prohibition

For greater  
certainty

Designation of  
other prohibited  
areas

«pétrolier»  
“oil tanker”

Régions  
interdites

Précision

Désignation  
d'autres régions  
interdites



**SCHEDULE**  
(Section 3)

**SCHEDULE 4**

(Section 189.1 and subsection 189.2(1))

**DESCRIPTION OF QUEEN CHARLOTTE SOUND, HECATE  
STRAIT AND DIXON ENTRANCE**

Those areas of the sea adjacent to the Pacific coast of Canada, bounded by a straight line beginning at 50°58.522'N Latitude and 127°28.147'W Longitude (Westcott Point), then proceeding to 50°56.512'N Latitude and 127°39.513'W Longitude (Bright Island), then proceeding to 50°56.686'N Latitude and 127°53.961'W Longitude (Secretary Point), then following the northerly shoreline of Hope Island to 50°54.820'N Latitude and 127°59.842'W Longitude (Mexicana Point), then proceeding to 50°52.622' N Latitude and 128°03.181'W Longitude (Cape Sutil), then proceeding to 50°47.192' N Latitude and 128°25.862'W Longitude (Cape Scott), then proceeding to 50°39'40"N Latitude and 128°22'00"W Longitude (Winifred Island), then proceeding to 50°47'03"N Latitude and 128°46'04"W Longitude (Beresford Islands), then proceeding to 50°49'02"N Latitude and 128°56'24"W Longitude (Sartine Islands), then proceeding to 50°51'09"N Latitude and 129°05'24"W Longitude (Triangle Island), then proceeding to 51°54'20"N Latitude and 130°58'12"W Longitude (Kerouard Islands), then proceeding to 51°54'38"N Latitude and 130°59'04"W Longitude (Kerouard Islands), then proceeding to 51°55'20"N Latitude and 131°00'17" W Longitude (Kerouard Islands), then proceeding to 51°56'37"N Latitude and 131°01'52"W Longitude (Kunghit Island), then proceeding northerly along the west coast of the islands of Haida Gwaii to 54°14'58"N Latitude and 133°04'48"W Longitude (Langara Island), then proceeding to 54°39'45.16"N Latitude and 132°40'57.18"W Longitude (Point A of Line A-B), then following the international boundary easterly through Pearse Canal and Portland Canal to the point of intersection of the international boundary with the shoreline at the northern end of Portland Canal, as depicted in the map set out in Schedule 5.

**ANNEXE**  
(article 3)

**ANNEXE 4**

(article 189.1 et paragraphe 189.2(1))

**DESCRIPTION DU BASSIN DE LA REINE-CHARLOTTE, DU  
DÉTROIT D'HÉCATE ET DE L'ENTRÉE DIXON**

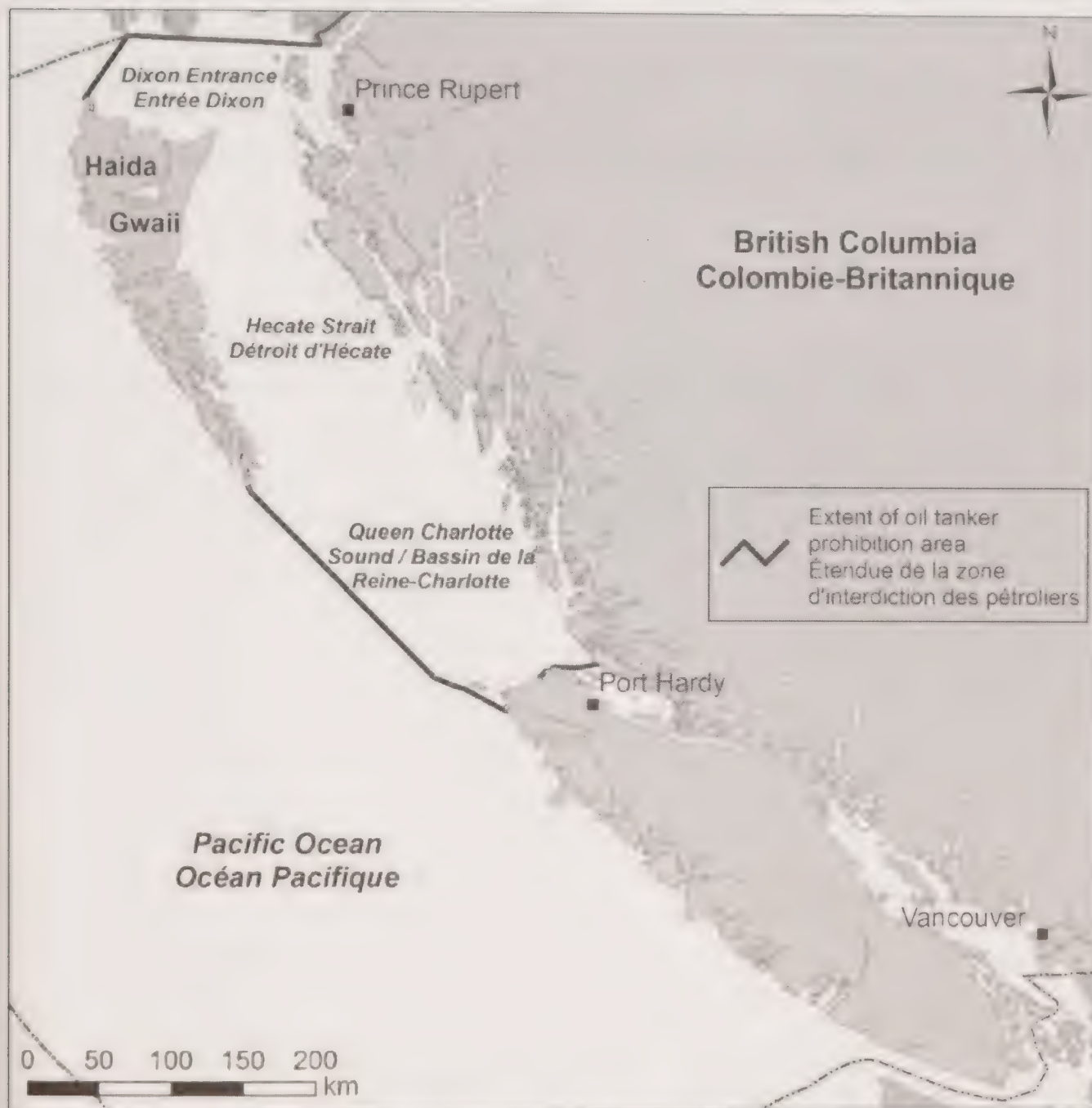
Les zones maritimes adjacentes à la côte pacifique du Canada, circonscrites par une ligne droite commençant à 50°58.522' de latitude nord et 127°28.147' de longitude ouest (pointe Westcott), de là jusqu'au point situé à 50°56.512' de latitude nord et 127°39.513' de longitude ouest (île Bright), de là jusqu'au point situé à 50°56.686' de latitude nord et 127°53.961' de longitude ouest (pointe Secretary), de là le long du rivage nord de l'île Hope jusqu'au point situé à 50°54.820' de latitude nord et 127°59.842' de longitude ouest (pointe Mexicana), de là jusqu'au point situé à 50°52.622' de latitude nord et 128°03.181' de longitude ouest (cap Sutil), de là jusqu'au point situé à 50°47.192' de latitude nord et 128°25.862' de longitude ouest (cap Scott), de là jusqu'au point situé à 50°39'40" de latitude nord et 128°22'00" de longitude ouest (île Winifred), de là jusqu'au point situé à 50°47'03" de latitude nord et 128°46'04" de longitude ouest (îles Beresford), de là jusqu'au point situé à 50°49'02" de latitude nord et 128°56'24" de longitude ouest (îles Sartine), de là jusqu'au point situé à 50°51'09" de latitude nord et 129°05'24" de longitude ouest (île Triangle), de là jusqu'au point situé à 51°54'20" de latitude nord et 130°58'12" de longitude ouest (îles Kerouard), de là jusqu'au point situé à 51°54'38" de latitude nord et 130°59'04" de longitude ouest (îles Kerouard), de là jusqu'au point situé à 51°55'20" de latitude nord et 131°00'17" de longitude ouest (îles Kerouard), de là jusqu'au point situé à 51°56'37" de latitude nord et 131°01'52" de longitude ouest (île Kunghit), de là vers le nord le long de la côte ouest des îles de Haida Gwaii jusqu'au point situé à 54°14'58" de latitude nord et 133°04'48" de longitude ouest (île Langara), de là jusqu'au point situé à 54°39'45.16" de latitude nord et 132°40'57.18" de longitude ouest (le point A de la ligne A-B), de là vers l'est le long de la frontière internationale par le canal Pearse et le canal Portland jusqu'au point situé à l'intersection de la frontière internationale avec le rivage à l'extrémité nord du canal Portland, figurant sur la carte reproduite à l'annexe 5.

SCHEDULE 5  
(Subsection 189.2(1))

Queen Charlotte Sound, Hecate Strait and Dixon Entrance

ANNEXE 5  
(paragraphe 189.2(1))

Bassin de la Reine-Charlotte, détroit d'Hécate et entrée Dixon



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:

Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca





A1  
XB  
B56

C-607

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010



C-607

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-607

## PROJET DE LOI C-607

An Act to establish the office of the Veterans' Ombudsman

Loi constituant le poste d'ombudsman des anciens combattants

---

FIRST READING, DECEMBER 14, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 14 DÉCEMBRE 2010

---

MR. OLIPHANT

M. OLIPHANT

## SUMMARY

This enactment establishes the office of the Veterans' Ombudsman and provides a mandate and a legislative framework for the Ombudsman to review certain matters relating to veterans and other clients and to review the exercise of the powers, duties and functions of the Minister of Veterans Affairs under the *Department of Veterans Affairs Act* and systemic issues that relate to the operation of the Veterans Review and Appeal Board.

## SOMMAIRE

Le texte constitue le poste d'ombudsman des anciens combattants et en définit le mandat. Il établit un cadre législatif pour l'examen, par l'ombudsman, de certaines questions concernant les anciens combattants et d'autres clients, l'exercice des pouvoirs et fonctions du ministre des Anciens Combattants énoncés dans la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, et les problèmes d'ordre systémique relatifs au fonctionnement du Tribunal des anciens combattants (révision et appel).

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-607

## PROJET DE LOI C-607

An Act to establish the office of the Veterans' Ombudsman

Loi constituant le poste d'ombudsman des anciens combattants

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Independent and Effective Office of the Veterans' Ombudsman Act*.

1. *Loi sur l'indépendance et l'efficacité de l'ombudsman des anciens combattants.*

Titre abrégé

5

### INTERPRETATION

### DÉFINITIONS

Definitions

2. The definitions in this section apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

"Board"  
« Tribunal »

"Board" means the Veterans Review and Appeal Board.

« client » Client du ministère, notamment :

« client »  
"client"

"Canadian Forces"  
« Forces canadiennes »

"Canadian Forces" means the armed forces referred to in section 14 of the *National Defence Act*, and includes any predecessors of the naval, army or air forces of Canada or Newfoundland.

a) les anciens combattants ayant servi en temps de guerre, les anciens combattants et les militaires des Forces canadiennes (force régulière et réserve), de même que les membres actifs et à la retraite de la Gendarmerie royale du Canada;

"client"  
« client »

"client" means any client of the Department, including

b) les époux et conjoints de fait, les membres de la famille, les survivants, les principaux dispensateurs de soins ainsi que les autres personnes à charge d'une personne visée à l'alinéa a).

(a) veterans with war service, veterans and serving members of the Canadian Forces (regular and reserve) and members and former members of the Royal Canadian Mounted Police; and

(b) spouses, common-law partners, other family members, survivors, primary caregivers and other dependants of the persons referred to in paragraph (a).

« demande » Demande d'enquête ou plainte relative à toute question liée au mandat de l'ombudsman.

« demande »  
"request"

"Department" « ministère »	"Department" means the Department of Veterans Affairs.	« Forces canadiennes » Les forces armées visées à l'article 14 de la <i>Loi sur la défense nationale</i> , ainsi que les forces navales, les forces de l'armée ou les forces aériennes du Canada ou de Terre-Neuve qui les ont précédées.	« Forces canadiennes » "Canadian Forces"
"Minister" « ministre »	"Minister" means the Minister of Veterans Affairs.		5
"Ombudsman" « ombudsman »	"Ombudsman" means the Veterans' Ombudsman.	5 « ministère » Le ministère des Anciens Combattants.	« ministère » "Department"
"representative" « représentant »	"representative" means a person authorized in writing by a client or authorized pursuant to the laws of Canada or a province for the purpose of managing the client's affairs, but does not include an employee of the federal public administration acting within the scope of their employment or, in particular, an advocate or employee of the Bureau of Pensions Advocates.	« ministre » Le ministre des Anciens Combattants.	« ministre » "Minister"
		10 « ombudsman » L'ombudsman des anciens combattants.	10 « ombudsman » "Ombudsman"
		« représentant » Personne autorisée à gérer les affaires d'un client, soit par écrit par ce dernier, soit conformément à une loi fédérale ou provinciale, à l'exclusion des employés de l'administration publique fédérale agissant dans le cadre de leurs fonctions, notamment les employés ou les avocats du Bureau de services juridiques des pensions.	« représentant » "representative"
"request" « demande »	"request" means a request to investigate any matter relating to the mandate of the Ombudsman and includes a complaint about any such matters.	15 « Tribunal » Le Tribunal des anciens combattants (révision et appel).	20 « Tribunal » "Board"

## CONSTRUCTION

## PRINCIPE GÉNÉRAL

Construction	3. The provisions of this Act and of any other Act of Parliament or of any regulations made under this or any other Act of Parliament conferring or imposing jurisdiction, powers, duties or functions on the office of the Ombudsman shall be liberally construed and interpreted to the end that the recognized obligation of the people and Government of Canada to those who have served this country so well may be fulfilled.	3. Les dispositions de la présente loi et de toute autre loi fédérale, ainsi que de leurs règlements, qui établissent la compétence de l'ombudsman ou lui confèrent des pouvoirs et fonctions doivent s'interpréter de façon large, compte tenu des obligations que le peuple et le gouvernement du Canada reconnaissent avoir à l'égard de ceux qui ont si bien servi leur pays.	Principe général
--------------	---	---	------------------

## VETERANS' OMBUDSMAN

## OMBUDSMAN DES ANCIENS COMBATTANTS

Office established	4. (1) There is hereby established the office of Veterans' Ombudsman.	4. (1) Est constitué le poste d'ombudsman des anciens combattants.	30 Constitution
Mandate	(2) The mandate of the Ombudsman is to (a) investigate and address requests from clients and their representatives arising from the application of any legislative provisions relating to them;	(2) L'ombudsman a pour mandat : a) d'enquêter sur les demandes des clients et de leurs représentants découlant de l'application de toute disposition législative concernant, et de traiter ces demandes;	Mandat



(b) investigate the exercise of powers, duties and functions of the Minister set out in the *Department of Veterans Affairs Act*;

(c) investigate emerging and systemic issues that are related to programs and services 5 provided or administered by the Department or by third parties on the Department's behalf and that have a negative impact on clients;

(d) investigate and address complaints from clients and their representatives related to 10 programs and services provided or administered by the Department or by third parties on the Department's behalf, including individual decisions related to the programs and services for which there is no right of appeal to the 15 Board;

(e) identify and investigate systemic issues related to the Board; and

(f) facilitate access by clients to programs and services provided or administered by the 20 Department or by third parties on the Department's behalf by providing them with information and referrals.

b) d'enquêter sur l'exercice des pouvoirs et des fonctions du ministre énoncés dans la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*;

c) d'enquêter sur tout problème nouveau ou d'ordre systémique qui est lié aux program- 5 mes et aux services offerts ou administrés par le ministère ou par un tiers agissant en son nom et qui a une incidence négative sur les clients;

d) d'enquêter sur les plaintes des clients et de 10 leurs représentants relatives aux programmes et aux services offerts ou administrés par le ministère ou par un tiers agissant en son nom, notamment les décisions particulières liées aux programmes et aux services pour lesquels 15 aucun droit d'appel devant le Tribunal n'est prévu;

e) de déceler les problèmes d'ordre systé- 20 mique liés au Tribunal et d'enquêter sur ceux-ci;

f) de faciliter l'accès pour les clients aux programmes et aux services offerts ou administrés par le ministère ou par un tiers agissant en son nom en leur fournissant de 25 l'information et des services d'aiguillage.

Appointment 5. (1) The Governor in Council shall appoint a Veterans' Ombudsman.

5. (1) Le gouverneur en conseil nomme 25 l'ombudsman des anciens combattants. Nomination

Eligibility (2) The Governor in Council shall, in making an appointment under subsection (1) give priority to candidates who are veterans of the Canadian Forces or who have experience and knowledge of veterans' issues.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le 30 gouverneur en conseil donne priorité aux candidats qui sont des anciens combattants des Forces canadiennes ou qui ont de l'expérience et une connaissance des enjeux concernant les anciens combattants. Admissibilité

Citizenship Status (3) The Ombudsman shall be a Canadian citizen or a permanent resident of Canada.

(3) L'ombudsman est citoyen canadien ou 35 résident permanent du Canada. Citoyenneté

Remuneration (4) The Ombudsman shall receive such remuneration, benefits and reimbursement of expenses as is ordered by the Governor in 35 Council.

(4) L'ombudsman reçoit la rémunération, les 40 avantages et le remboursement des dépenses ordonnés par le gouverneur en conseil. Rémunération

Term of office 6. (1) The Ombudsman holds office during good behaviour for a term of five years that may be renewed for a further term of three years.

6. (1) L'ombudsman est nommé à titre 40 inamovible pour un mandat de cinq ans renouvelable pour un second mandat de trois ans. Durée du mandat

Rank of a deputy head (2) The Ombudsman shall have the rank and 40 all the powers of a deputy head of a department.

(2) L'ombudsman a rang d'administrateur 45 général de ministère et en a tous les pouvoirs. Rang d'administrateur général

Removal for cause	(3) The Ombudsman may be removed for cause at any time by the Governor in Council.	(3) L'ombudsman est nommé sous réserve de révocation motivée par le gouverneur en conseil.	Révocation motivée
Full-time	(4) The Ombudsman shall engage exclusively in the duties and functions of his or her office under this Act or any other Act of Parliament and shall not hold any other office under Her Majesty the Queen in right of Canada or a province for reward or engage in any other employment for reward.	(4) L'ombudsman se consacre exclusivement à la charge que lui confère la présente loi ou toute autre loi fédérale, à l'exclusion de toute charge rétribuée au service de Sa Majesté la Reine du chef du Canada ou des provinces ou de tout autre emploi rétribué.	Temps plein
Acting Ombudsman	(5) In the event of the absence, incapacity or death of the Ombudsman, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, appoint another person to act as Ombudsman until the Ombudsman returns or another Ombudsman is appointed, as the case may be.	(5) En cas d'absence, d'empêchement ou de mort de l'ombudsman, le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, nommer une autre personne qui s'acquittera des fonctions de l'ombudsman jusqu'à ce que celui-ci reprenne ses fonctions ou jusqu'à ce qu'un autre ombudsman soit nommé, selon le cas.	Ombudsman par intérim
Staff	7. (1) The Ombudsman shall be assisted in the performance of his or her duties under this Act or under any other Act of Parliament by officers and employees appointed pursuant to the <i>Public Service Employment Act</i> .	7. (1) Le personnel qui assiste l'ombudsman dans l'exercice des fonctions que lui confèrent la présente loi ou toute autre loi fédérale est nommé conformément à la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> .	Personnel
Delegation	(2) Subject to any other Act of Parliament, the Ombudsman may delegate to any person referred to in subsection (1), any power, duty or function conferred on the Ombudsman under this Act or any other enactment.	(2) Sous réserve de toute autre loi fédérale, l'ombudsman peut déléguer à toute personne visée au paragraphe (1) les pouvoirs et fonctions que lui confèrent la présente loi ou tout autre texte législatif.	Délégation
Technical assistance	(3) The Ombudsman may engage on a temporary basis the services of persons having technical or specialized knowledge of any matter relating to the work of the Ombudsman, in order to advise and assist the Ombudsman in the performance of his or her functions and duties under this Act.	(3) L'ombudsman peut retenir temporairement les services d'experts ou de spécialistes dont la compétence lui est utile dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.	Assistance technique
Budget	8. (1) The Ombudsman shall, before each fiscal year, prepare a budget sufficient to permit him or her to carry out his or her mandate.	8. (1) Avant chaque exercice, l'ombudsman établit le budget nécessaire à l'exercice de son mandat.	Budget
Submission to Treasury Board	(2) The Ombudsman shall submit the budget to the Treasury Board for its consideration and approval.	(2) L'ombudsman soumet le budget à l'aval du Conseil du Trésor.	Approbation
Estimates to be prepared	(3) After the Treasury Board has approved a budget under subsection (2), the Ombudsman shall prepare an estimate of the sums that will be required to pay the charges and expenses of his or her office during the fiscal year.	(3) Après l'approbation par le Conseil du Trésor du budget visé au paragraphe (2), l'ombudsman dresse un état estimatif des sommes à affecter au paiement des frais du bureau au cours de l'exercice.	État estimatif

Inclusion in Government estimates	(4) Before the fiscal year, the Ombudsman shall submit the estimate to the President of the Treasury Board, who shall lay it before the House of Commons with the estimates of the Government for the fiscal year.	(4) Avant chaque exercice, l'ombudsman soumet l'état estimatif au président du Conseil du Trésor, qui le dépose devant la Chambre des communes avec les prévisions budgétaires du 5 gouvernement pour l'exercice.	Adjonction au budget et dépôt
-----------------------------------	--	---	-------------------------------

## POWERS

## POUVOIRS

Powers	9. The Ombudsman has all the powers of a commissioner under Part II of the <i>Inquiries Act</i> in conducting an investigation.	9. Dans le cadre d'une enquête, l'ombudsman a tous les pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la partie II de la <i>Loi sur les enquêtes</i> .	Pouvoirs
Resolution of issues	10. The Ombudsman shall attempt to resolve all matters within his or her mandate at the level 10 at which they can most efficiently and effectively be resolved and may communicate with appropriate government officials for that purpose.	10. L'ombudsman tente de résoudre tout 10 problème qui relève de son mandat au niveau présentant la solution la plus efficace possible et, à cette fin, il peut communiquer avec les fonctionnaires compétents du gouvernement.	Résolution de problèmes
Protection from prosecution	11. No criminal or civil proceedings lie 15 against the Ombudsman, or against any person acting on behalf or under the direction of the Ombudsman, for anything done, reported or said in good faith in the course of the performance or purported performance of the 20 Ombudsman's powers, duties or functions under this or any other Act of Parliament.	11. L'ombudsman et les personnes qui agis- 15 sent en son nom ou sous son autorité bénéficient de l'immunité en matière civile ou pénale pour les actes accomplis, les rapports ou comptes rendus établis et les paroles prononcées de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel 20 des pouvoirs et fonctions que lui confèrent la présente loi ou toute autre loi fédérale.	Immunité de l'ombudsman

## INVESTIGATION

## ENQUÊTE

Investigation	12. (1) The Ombudsman shall commence an investigation in response to any request received from 25 (a) the Minister; or (b) a client or his or her representative.	12. (1) L'ombudsman ouvre une enquête à la suite de toute demande reçue : 25 a) soit du ministre; b) soit d'un client ou de son représentant.	Enquête
Investigation on Ombudsman's initiative	(2) If the Ombudsman is satisfied that there are reasonable grounds to investigate a matter under this Act, the Ombudsman may on his or 30 her own initiative commence an investigation in respect of that matter.	(2) L'ombudsman peut lui-même prendre l'initiative d'une enquête s'il a des motifs raisonnables de croire qu'une enquête doit être menée sur une question relative à l'application 30 de la présente loi.	Initiative de l'ombudsman
Discretion of the Ombudsman	(3) The Ombudsman may (a) determine how an investigation is to be conducted; and 35 (b) determine whether an investigation should be terminated before completion.	(3) L'ombudsman peut : a) choisir les modalités de l'enquête; b) déterminer s'il convient de mettre fin à l'enquête en cours de processus. 35	Pouvoir discrétionnaire
Factors to be taken into account	(4) In exercising his or her discretion under subsection (3), the Ombudsman shall consider such factors as	(4) Dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire que lui confère le paragraphe (3), 40 l'ombudsman tient compte des facteurs suivants :	Facteurs



(a) the time elapsed since the matter leading to the request arose;

(b) the time elapsed since the requester became aware of the matter;

(c) the nature and seriousness of the matter; 5

(d) the question of whether the request was made in good faith; and

(e) the availability of alternate redress mechanisms with respect to the request.

a) le temps écoulé depuis que les faits ayant donné lieu à la demande sont survenus;

b) le temps écoulé depuis que le demandeur a pris connaissance des faits;

c) la nature et la gravité des faits; 5

d) la question de savoir si la demande a été faite de bonne foi;

e) l'existence d'autres recours permettant de régler la demande.

Refusal to investigate a request

13. The Ombudsman may refuse to commence an investigation in response to a request if he or she is of the opinion that the subject matter of the request is

(a) beyond the jurisdiction of the Ombudsman; or 15

(b) frivolous or vexatious in nature.

13. L'ombudsman peut, à son appréciation, 10 Refus d'instruire refuser d'ouvrir une enquête à la suite d'une demande dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) l'objet de la demande ne relève pas de sa compétence;

b) l'objet de la demande est de nature frivole 15 ou vexatoire.

Limitations

14. The Ombudsman shall not commence an investigation in response to any request that, in the Ombudsman's opinion, relates to

(a) any decision of the Minister for which 20 there is a right of review or appeal to the Board;

(b) any decision of the Board made in the exercise of its exclusive jurisdiction under the *Veterans Review and Appeal Board Act*; 25

(c) legal advice provided by the Bureau of Pensions Advocates in the preparation of applications for review or appeal or applications for reconsideration under the *Veterans Review and Appeal Board Act* or in the 30 representation of the Bureau's clients at proceedings under that Act;

(d) any court decision or decision of a judge;

(e) matters within the exclusive jurisdiction of the Royal Canadian Mounted Police, apart 35 from those matters that have been expressly assigned to be administered by the Department;

(f) legal advice provided to the Government of Canada or to the Board; or 40

(g) confidences of the Queen's Privy Council for Canada.

14. L'ombudsman n'ouvre pas d'enquête à la suite d'une demande qu'il estime liée aux sujets suivants :

a) toute décision du ministre pour laquelle un 20 droit de révision ou d'appel peut être exercé devant le Tribunal;

b) toute décision du Tribunal rendue dans l'exercice de sa compétence exclusive en vertu de la *Loi sur le Tribunal des anciens 25 combattants (révision et appel)*;

c) les conseils juridiques formulés par le Bureau de services juridiques des pensions dans le cadre des demandes de révision, d'appel ou de réexamen prévues par la *Loi 30 sur le Tribunal des anciens combattants (révision et appel)* ou dans le cadre de la représentation des clients aux audiences prévues par cette loi;

d) toute décision rendue par un tribunal ou 35 un juge;

e) toute question qui relève de la compétence exclusive de la Gendarmerie royale du Canada et qui n'a pas été formellement confiée au ministère; 40

f) les conseils juridiques donnés au gouvernement du Canada ou au Tribunal;

g) les renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada.

Limites du mandat

Systemic or recurrent issues	15. Notwithstanding section 14, the Ombudsman may investigate systemic or recurrent issues that relate to the operation of the Board and make recommendations in respect of those issues.	15. Malgré l'article 14, l'ombudsman peut enquêter sur les problèmes d'ordre systémique ou récurrents se rapportant au fonctionnement du Tribunal et formuler des recommandations à cet égard.	Problèmes d'ordre systémique ou récurrents	5
	ALTERNATIVE DISPUTE RESOLUTION	RÈGLEMENT EXTRAJUDICIAIRE DES DIFFÉRENDS		
Use of alternative dispute resolution methods	16. (1) For the purposes of dealing with requests made under this Act, the Ombudsman shall establish mediation processes to address these requests.	16. (1) En vue du traitement des demandes faites sous le régime de la présente loi, l'ombudsman élabore des mécanismes de médiation.	Règlement extrajudiciaire des différends	
Mediation	(2) If a requester consents to mediation, the Government of Canada officials referred to in the request shall not refuse to participate in mediation.	(2) Les fonctionnaires du gouvernement du Canada mentionnés dans la demande ne peuvent refuser de prendre part à la médiation à laquelle consent le demandeur.	Médiation	10
Settlement	(3) A settlement that includes a remedy for the requester shall be arrived at by mutual consent of the requester and the person with authority to implement this remedy.	(3) Un règlement prévoyant les mesures de réparation à prendre à l'égard du demandeur doit être conclu mutuellement par le demandeur et la personne qui a le pouvoir de prendre ces mesures.	Règlement	15
Settlement – disciplinary action	(4) A settlement may provide for disciplinary action against any person.	(4) Le règlement peut prévoir la prise de mesures disciplinaires à l'égard de toute personne.	Règlement prise de mesures disciplinaires	20
Formal investigation	17. (1) If mediation does not result in a satisfactory resolution of a request, the Ombudsman shall conduct a formal investigation of the request.	17. (1) Si le recours à la médiation ne permet pas de résoudre la demande de façon satisfaisante, l'ombudsman mène une enquête officielle relativement à celle-ci.	Enquête officielle	25
Report	(2) The Ombudsman's report of the investigation may include the following recommendations: (a) disciplinary action if appropriate; (b) any necessary policy, regulatory or legislative change; or (c) compensation for the affected party.	(2) L'ombudsman peut, dans son rapport, formuler des recommandations sur les sujets suivants : a) les mesures disciplinaires devant être prises, le cas échéant; b) au besoin, les changements devant être apportés aux politiques, à la réglementation ou à la législation; c) le dédommagement devant être accordé à la partie touchée.	Rapport	30 35
Personal information	(3) The report referred to in subsection (2) shall be made available to the public and shall include (a) the name of any person subject to a recommendation for disciplinary action; and (b) the name of the requester, with his or her consent.	(3) Le rapport visé au paragraphe (2) est mis à la disposition du public et précise notamment les renseignements suivants : a) le nom des personnes visées par toute recommandation prévoyant la prise de mesures disciplinaires;	Renseignements personnels	40



Results of investigation

18. The Ombudsman shall inform the requester of the results of an investigation or any action taken in response to the request.

b) le nom du demandeur, si celui-ci consent à ce qu'il soit divulgué.

18. L'ombudsman informe le demandeur du résultat de son enquête ou des mesures qu'il a prises pour donner suite à sa demande.

Résultat de l'enquête

5

## ACCESS TO INFORMATION

Access to documents, records or personnel

19. The Ombudsman shall be allowed access to any document, record or personnel of any government department that has been contacted by the Ombudsman in the course of carrying out his or her mandate subject only to any limitations that exist under the following legislation, policy and privileges:

## ACCÈS À L'INFORMATION

19. L'ombudsman a accès aux documents, aux dossiers et aux membres du personnel de tous les ministères avec qui il a communiqué dans l'exercice de son mandat, sous réserve uniquement des exceptions prévues par les lois, 10 politiques et privilèges suivants :

Accès aux documents, dossiers et membres du personnel

- (a) the *Privacy Act*;
- (b) the Policy on Government Security;
- (c) the police informant identity privilege;
- (d) the spousal privilege;
- (e) the solicitor-client privilege; and
- (f) the penitential communications.

a) la *Loi sur la protection des renseignements personnels*;

b) la Politique sur la sécurité du gouvernement;

15

c) le privilège de protection de l'identité des informateurs de police;

d) le privilège du conjoint;

e) le secret professionnel de l'avocat;

f) le secret des communications en confession.

10

15

Confidential information

20. The Ombudsman and persons acting on the Ombudsman's behalf shall not disclose any information that is acquired while carrying out the Ombudsman's mandate without the permission of any person affected, unless the disclosure is in accordance with an Act of Parliament.

20. L'ombudsman et les personnes agissant en son nom ne peuvent communiquer les renseignements qu'ils ont obtenus dans l'exercice du mandat de l'ombudsman sans le 25 consentement des personnes concernées, sauf en conformité avec une loi fédérale.

Confidentialité

## ADVISORY COMMITTEES

Advisory Committees

21. (1) The Ombudsman may, as necessary, establish committees to assist the Ombudsman in dealing with general or specific situations or issues that arise in carrying out the Ombudsman's mandate under this Act.

## COMITÉS CONSULTATIFS

21. (1) L'ombudsman peut, au besoin, établir des comités pour l'aider dans des situations générales ou particulières dans l'exercice du 30 mandat que lui confère la présente loi.

Comités consultatifs

Composition of Committee

(2) The composition of the committee shall be determined by the Ombudsman, taking into 30 consideration the need for significant representation from veterans' and stakeholders' groups and from those veterans who do not belong to a veterans association or advocacy group.

(2) L'ombudsman détermine la composition du comité en prenant en considération la 35 nécessité que les groupes d'anciens combattants et d'intéressés ainsi que les anciens combattants n'appartenant pas à une association ou à un groupe de défense d'anciens combattants y soient représentés dans une proportion importante.

Composition du comité

## REPORTS

## RAPPORTS

Annual report	<b>22.</b> (1) The Ombudsman shall prepare an annual report on his or her activities that shall include a statement as to whether the Ombudsman received all the information that he or she requested during the calendar year in the course of carrying out his or her duties under this Act.	<b>22.</b> (1) L'ombudsman prépare un rapport annuel de ses activités dans lequel il signale s'il a reçu tous les renseignements qu'il a demandés au cours de l'année civile dans l'exercice de ses fonctions.	Rapport annuel
Report to be tabled in Parliament	(2) The Ombudsman shall submit the annual report to the Minister, who shall table it in both Houses of Parliament within the first 60 sitting days of each House following the completion of the report.	(2) L'ombudsman présente le rapport annuel au ministre, qui le dépose devant le Sénat et la Chambre des communes dans les soixante premiers jours de séance suivant l'achèvement du rapport.	Rapport au Parlement
Publication of annual report	(3) As soon as an annual report has been tabled under subsection (2), the Ombudsman shall make it available to the public.	(3) Dès que le rapport a été déposé conformément au paragraphe (2), l'ombudsman le rend public.	Publication du rapport annuel
Other reports and recommendations	<b>23.</b> (1) The Ombudsman may at any time submit an additional report to the Minister, which may include recommendations, concerning any investigation or other matter that is within the Ombudsman's mandate.	<b>23.</b> (1) L'ombudsman peut à tout moment présenter au ministre d'autres rapports pouvant contenir des recommandations au sujet de toute enquête ou de toute question qui relève de son mandat.	Autres rapports et recommandations
Committees of both Houses	(2) The Minister shall, within 60 days after receiving a report referred to in subsection (1), refer it for review by an appropriate committee of each House simultaneously or to an appropriate joint committee of both Houses.	(2) Le ministre, dans les soixante jours suivant la réception d'un rapport visé au 20 paragraphe (1), le renvoie pour examen à un comité compétent de chaque chambre simultanément ou à un comité mixte compétent.	Comités
Recommendations not binding	(3) Any recommendations made by the Ombudsman under subsection (1) are not binding on the Minister.	(3) Les recommandations formulées par l'ombudsman en vertu du paragraphe (1) ne 25 lient pas le ministre.	Recommandations non contraignantes
Minister's response	(4) Where the Ombudsman has issued a report that recommends that the Minister take a certain action, the Minister shall, within 60 30 days after receiving the report, inform the Ombudsman as to what action is contemplated or being taken with respect to the recommendations or explain why the recommended action will not be taken.	(4) Lorsque l'ombudsman a remis un rapport recommandant que le ministre prenne certaines mesures, celui-ci doit, dans les soixante jours suivant la réception du rapport, informer 30 l'ombudsman des mesures qu'il entend prendre ou qu'il a prises à la suite des recommandations ou expliquer pourquoi les mesures recomman- 35 dées ne seront pas prises.	Réponse du ministre
Publication of reports after 60 days	(5) The Ombudsman may make any report, other than the annual report, available to the public on the expiry of 60 days after it has been submitted to the Minister.	(5) L'ombudsman peut publier tout rapport, 35 autre que le rapport annuel, à l'expiration de la période de soixante jours suivant sa présentation au ministre.	Publication des rapports après soixante jours
Inclusion of comments in reports	<b>24.</b> (1) If it appears to the Ombudsman that information in an annual report or any additional report would adversely affect any person or organization, the Ombudsman shall give	<b>24.</b> (1) S'il estime que les renseignements contenus dans le rapport annuel ou dans un 40 autre rapport risquent d'avoir une incidence négative sur toute personne ou organisation,	Observations

those affected an opportunity to comment and shall include a fair and accurate summary of the comments in the report.

Personal  
information

(2) With respect to the inclusion of any personal information in an annual report or any additional report, the Ombudsman shall comply with the relevant provisions of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act* and any other applicable Act of Parliament.

l'ombudsman donne à celle-ci la possibilité de se faire entendre et il inclut dans le rapport un résumé juste et fidèle de ses observations.

(2) En ce qui a trait aux renseignements personnels figurant dans le rapport annuel ou tout autre rapport, l'ombudsman doit se conformer aux dispositions pertinentes de la *Loi sur l'accès à l'information*, de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de toute autre loi fédérale applicable.

10

## REGULATIONS

## RÈGLEMENTS

Regulations

**25.** The Governor in Council may make 10 regulations prescribing any matter or thing that by this Act is to be or may be prescribed and generally to carry out the purposes and provisions of this Act.

**25.** Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi et toute autre mesure d'application de la présente loi.

Règlements

## FIVE-YEAR REVIEW

## EXAMEN QUINQUENNAL

Five-year review

**26. (1)** Within five years after this Act 15 receives royal assent, a comprehensive review of the provisions, operation and administration of this Act shall be undertaken by the Standing Committee on Veterans Affairs of the House of Commons or such other committee as the House 20 may designate for the purposes of this section.

**26. (1)** Dans les cinq ans suivant la sanction 15 de la présente loi, un examen approfondi des dispositions et de l'application de la présente loi doit être fait par le Comité permanent des anciens combattants de la Chambre des communes ou tout autre comité que la Chambre 20 désigne pour l'application du présent article.

Examen  
quinquennal

Report

(2) The committee referred to in subsection (1) shall, within one year after a review is undertaken pursuant to that subsection, or within such further time as may be authorized 25 by the House of Commons, submit a report on the review to Parliament, including a statement of any changes that the committee recommends.

(2) Dans l'année qui suit le début de son examen ou dans le délai supérieur que la Chambre des communes lui accorde, le comité visé au paragraphe (1) remet son rapport au 25 Parlement, accompagné des modifications qu'il recommande.

Rapport



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

A1  
B  
356

C-608

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010



C-608

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-608

## PROJET DE LOI C-608

An Act to amend the Criminal Code (failure to inform)

Loi modifiant le Code criminel (non-dénonciation)

---

FIRST READING, DECEMBER 15, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 15 DÉCEMBRE 2010

---

MR. GUIMOND (*Montmorency — Charlevoix — Haute-Côte-Nord*)

M. GUIMOND (*Montmorency — Charlevoix — Haute-Côte-Nord*)



## SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to make it an offence not to report to the authorities instances of sexual or physical abuse of a child.

## SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin d'ériger en infraction le fait de ne pas dénoncer aux autorités une situation de sévices ou d'abus sexuels sur un enfant.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-608

## PROJET DE LOI C-608

An Act to amend the Criminal Code (failure to  
inform)

Loi modifiant le Code criminel (non-dénoncia-  
tion)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

L.R., ch. C-46

**1. The *Criminal Code* is amended by  
adding the following after section 221:**

**1. Le *Code criminel* est modifié par ad-  
5 jonction, après l'article 221, de ce qui suit :**

Definition of  
"child"

**221.1** For the purposes of sections 221.2 to  
221.4, "child" means a person under the age of  
eighteen years.

**221.1** Pour l'application des articles 221.2 à  
221.4, « enfant » s'entend de toute personne  
âgée de moins de dix-huit ans.

Définition de  
« enfant »

Failure or  
negligence

**221.2** Every person who, without reasonable  
cause, fails or neglects to lay an information 10  
before the police or report to social services  
regarding instances in which he or she has  
reasonable grounds to believe that a child

**221.2** Est coupable d'une infraction punis-  
sable sur déclaration de culpabilité par procé- 10  
dure sommaire et passible d'une amende  
maximale de cinq mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de  
ces peines, quiconque, sans motif raisonnable,  
omet ou néglige de dénoncer à la police ou de 15  
signaler aux services sociaux une situation à  
l'égard de laquelle il a des motifs raisonnables  
de croire qu'un enfant :

Omission ou  
négligence

(a) is being or has been subjected to gestures  
of a sexual nature, with or without physical 15  
contact, by one of his or her parents or  
another person,

a) soit subit ou a subi des gestes à caractère  
sexuel, avec ou sans contact physique, de la 20  
part de l'un ou l'autre de ses parents ou d'une  
autre personne;

(b) runs a serious risk of being subjected to  
gestures of a sexual nature, with or without  
physical contact, by one of his or her parents 20  
or another person,

b) soit encourt un risque sérieux de subir des  
gestes à caractère sexuel, avec ou sans  
contact physique, de la part de l'un ou l'autre 25  
de ses parents ou d'une autre personne;

(c) is or has been the victim of physical  
injury inflicted by one of his or her parents or  
another person, or

c) soit subit ou a subi des sévices aux mains  
de l'un ou l'autre de ses parents ou d'une  
autre personne;

(d) runs a serious risk of being the victim of 25  
physical injury inflicted by one of his or her  
parents or another person,

is guilty of an offence punishable on summary  
conviction and liable to a fine not exceeding  
five thousand dollars or to a term of imprison- 30  
ment not exceeding six months or to both.

Failure or  
negligence  
reputation

**221.3** Every person who fails or neglects to report a situation described in section 221.2 in order to prevent prejudice to his or her reputation or the reputation of an organization of which he or she is a member, employee, officer or director is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars or to a term of imprisonment not exceeding eighteen months or to both.

d) soit encourt un risque sérieux de subir des sévices aux mains de l'un ou l'autre de ses parents ou d'une autre personne.

**221.3** Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'une amende maximale de cinquante mille dollars et d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois, ou de l'une de ces peines, quiconque omet ou néglige de dénoncer sans délai une situation visée à l'article 221.2, et ce, dans le but d'éviter un préjudice à sa réputation ou à la réputation d'un organisme dont il est membre, employé, administrateur ou dirigeant.

Omission ou  
négligence  
réputation

Exceptions

**221.4** Sections 221.2 and 221.3 do not apply, in respect of a situation described in section 221.2, to

**221.4** Les articles 221.2 et 221.3 ne s'appliquent pas, s'agissant d'une situation visée à l'article 221.2, aux personnes suivantes :

(a) the victim, even once he or she has reached the age of majority;

a) la victime, même devenue majeure;

(b) the therapist of a now-adult victim;

b) le thérapeute d'une victime devenue majeure;

(c) the lawyer who, in the performance of his or her profession, receives information concerning the situation; and

c) l'avocat qui, dans l'exercice de sa profession, reçoit des informations concernant la situation;

(d) the person who was a minor when he or she learned of the situation.

d) la personne qui était mineure quand elle a eu connaissance de la situation.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

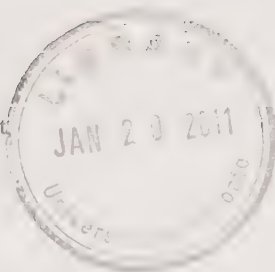
Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

C-609

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010



C-609

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-609

## PROJET DE LOI C-609

An Act to amend the Public Health Agency of Canada Act  
(National Alzheimer Office)

Loi modifiant la Loi sur l'Agence de la santé publique du  
Canada (Bureau national de l'Alzheimer)

---

FIRST READING, DECEMBER 15, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 15 DÉCEMBRE 2010

---

MS. DUNCAN (*Etobicoke North*)

M<sup>ME</sup> DUNCAN (*Etobicoke-Nord*)

## SUMMARY

This enactment establishes a National Alzheimer Office within the Public Health Agency of Canada.

## SOMMAIRE

Le texte constitue le Bureau national de l'Alzheimer au sein de l'Agence de la santé publique du Canada.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-609

## PROJET DE LOI C-609

An Act to amend the Public Health Agency of  
Canada Act (National Alzheimer Office)

Loi modifiant la Loi sur l'Agence de la santé  
publique du Canada (Bureau national de  
l'Alzheimer)

Preamble

Whereas Alzheimer's disease and related  
dementias are progressive, degenerative dis-  
eases of the brain that result in impairment of  
thought processes and memory and changes in  
abilities and behaviour, erode independence and  
eventually cause death;

Whereas in Canada there are more than  
500,000 people living with Alzheimer's disease  
and related dementias;

Whereas, as Canada's population ages, the  
number of Canadians diagnosed with these  
diseases is expected to double within a genera-  
tion;

And whereas research, early diagnosis and  
support for treatment can lead to positive health  
outcomes for persons with any form of dementia  
and can have a positive impact on the family  
and friends who provide care for them;

Préambule

Attendu :

que la maladie d'Alzheimer et les démences  
connexes sont des affections évolutives et  
dégénératives du cerveau qui provoquent une  
détérioration des facultés cognitives et de la  
mémoire, une perturbation des capacités et du  
comportement, une diminution progressive  
de l'autonomie et, ultimement, la mort;

qu'au Canada, plus de 500 000 personnes  
souffrent de la maladie d'Alzheimer ou de  
démences connexes;

que le nombre de Canadiens à recevoir un  
diagnostic devrait doubler en une génération  
en raison du vieillissement de la population;

que la recherche, le diagnostic précoce et le  
soutien au traitement peuvent être bénéfiques  
pour la santé des personnes atteintes de  
démence, quelle qu'en soit la forme, et  
peuvent avoir un impact positif sur les  
membres de la famille et les amis qui leur  
fournissent des soins,

2006, c. 5

Now, therefore, Her Majesty, by and with the  
advice and consent of the Senate and House of  
Commons of Canada, enacts as follows:

1. *The Public Health Agency of Canada  
Act* is amended by adding the following after  
section 12:

2006, ch. 5

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

1. *La Loi sur l'Agence de la santé publique  
du Canada* est modifiée par adjonction, après  
l'article 12, de ce qui suit :



	NATIONAL ALZHEIMER OFFICE	BUREAU NATIONAL DE L'ALZHEIMER	
Establishment of Office	<b>12.1</b> (1) There is hereby established within the Agency a National Alzheimer Office.	<b>12.1</b> (1) Est constitué au sein de l'Agence le Bureau national de l'Alzheimer.	Constitution
Mandate of Office	(2) The mandate of the National Alzheimer Office is	(2) Le Bureau national de l'Alzheimer est chargé :	Mission
	(a) to develop, in conjunction with provincial departments responsible for health matters, a comprehensive national plan to address all aspects of Alzheimer's disease and related dementias (ADRD);	a) d'élaborer, en conjonction avec les ministères provinciaux de la santé, un plan national exhaustif traitant de tous les aspects de la maladie d'Alzheimer et des démences connexes;	5
	(b) to develop, in conjunction with provincial departments responsible for health matters, specific national objectives in order to improve the situation of persons with ADRD and decrease the burden of ADRD on Canadian society, to undertake an annual assessment of Canada's progress in meeting these objectives and to provide Parliament with an annual report based on this assessment that includes recommendations as to which remedial actions should be given priority;	b) d'élaborer, en conjonction avec les ministères provinciaux de la santé, des objectifs nationaux précis visant à améliorer la condition des personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de démences connexes et à alléger le fardeau de ces maladies sur la société canadienne, de procéder chaque année à l'évaluation des progrès réalisés par le Canada en vue d'atteindre ces objectifs, et de présenter au Parlement un rapport annuel basé sur cette évaluation et comportant des recommandations sur les mesures correctives devant être prises en priorité;	10 15 20
	(c) to establish a standing round table to receive input and advice from Canadians from all walks of life on the development and implementation of a national plan;	c) de créer une table ronde permanente chargée de recueillir les commentaires et conseils de Canadiens issus de divers milieux en ce qui a trait à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un plan national;	25
	(d) to take the measures necessary to accelerate the discovery and development of treatments that would prevent, halt or reverse the course of ADRD;	d) de prendre les mesures nécessaires pour accélérer la découverte et le développement de traitements destinés à prévenir la maladie d'Alzheimer et les démences connexes ou à freiner ou à renverser la progression de ces maladies;	30
	(e) to encourage greater investment in all areas of ADRD research, and in particular, basic and applied research on brain imaging, biomarker discovery, disease mechanisms, therapeutic targets and pathways and translational therapeutic applications;	e) d'encourager l'investissement dans tous les secteurs de la recherche sur la maladie d'Alzheimer et les démences connexes et, en particulier, dans la recherche fondamentale et la recherche appliquée sur l'imagerie cérébrale, la découverte des marqueurs biologiques, les mécanismes de la maladie, les voies et les cibles thérapeutiques et les applications thérapeutiques translationnelles;	35 40
	(f) to coordinate ADRD research in clinical populations, and to ensure the inclusion of populations at higher risk for ADRD, and those least likely to receive care, in this research;	f) de coordonner la recherche sur la maladie d'Alzheimer et les démences connexes au sein des populations cliniques et de veiller à	45
	(g) to coordinate with international bodies to contribute to the fight against ADRD globally and to build on Canada's existing contributions in this field — including the Canadian Distributed Neuroimaging Platform		45

- (CBRAIN), the Canadian Longitudinal Study on Aging and the Ontario Health Study through outreach and consensus building;
- (h) to develop and disseminate emerging clinical diagnostic and treatment guidelines based on new research;
- (i) to assess and disseminate best practices for improving the quality of lives of people with dementia and their caregivers, including greater integration of care, chronic disease prevention and management and community support and community-care coordination to minimize familial impacts;
- (j) to develop and disseminate information on the importance of prevention, early intervention and management of AD/DRD to health care professionals as well as the general public;
- (k) to make recommendations to the Minister on ways to support and strengthen Canada's capacity to care for persons with dementia by
- (i) increasing the availability of specialists, including geriatricians, neurologists, psychiatrists and advanced practice nurses, with specialized knowledge of dementia,
  - (ii) improving the diagnostic and treatment capabilities of all frontline professionals,
  - (iii) making the best use of general and specialized resources through interprofessional collaboration,
  - (iv) supporting patient self-management and caregiver participation in care coordination, and
  - (v) augmenting the capabilities of the voluntary sector through investment and training; and
- (l) to make recommendations to the Minister in respect of the development of national guidelines for standards of dementia care that are founded on evidence-based best practices in person-centred care delivery and daily programming.
- ce que les populations à haut risque et celles qui sont les moins susceptibles de recevoir des soins soient incluses dans cette recherche;
- g) de coordonner ses efforts avec les organismes internationaux dans la lutte mondiale contre la maladie d'Alzheimer et les démences connexes et de mettre à profit, par une action éducative et la recherche de consensus, les initiatives déjà amorcées par le Canada dans ce domaine — notamment la Canadian Distributed Neuroimaging Platform (CBRAIN), l'Étude longitudinale canadienne sur le vieillissement et l'Étude sur la santé Ontario;
- h) d'élaborer et de diffuser de nouvelles lignes directrices en matière de diagnostic clinique et de traitement fondées sur les nouvelles données scientifiques;
- i) d'évaluer et de diffuser les pratiques exemplaires pour l'amélioration de la qualité de vie des personnes atteintes de démence et des fournisseurs de soins, notamment en ce qui concerne une meilleure intégration des soins, la prévention et la gestion des maladies chroniques ainsi que la coordination des mesures de soutien et des soins de santé communautaires destinés à alléger le fardeau des familles;
- j) d'élaborer et de diffuser, à l'intention des professionnels de la santé et de la population en général, des documents d'information traitant de l'importance, d'une part, de la prévention et, d'autre part, de l'intervention et de la prise en charge précoces dans le cas de la maladie d'Alzheimer et des démences connexes;
- k) de formuler des recommandations au ministre sur les mesures pouvant être prises afin de soutenir et de renforcer la capacité du Canada à prendre soin des personnes atteintes de démence, notamment :
- (i) accroître la disponibilité des spécialistes — gériatres, neurologues, psychiatres et infirmières en pratique avancée — qui possèdent des connaissances spécialisées sur la démence.

Consultations

(3) In carrying out its mandate under subsection (2), the National Alzheimer Office shall consult with basic and clinical researchers, family caregivers, government agencies, health care professionals and other care providers, the lay advocacy sector and, in particular, the Alzheimer Society of Canada.

- (ii) améliorer les capacités de diagnostic et de traitement des professionnels de première ligne,
- (iii) assurer la meilleure utilisation possible des ressources générales et spécialisées par le biais de la collaboration interprofessionnelle,
- (iv) favoriser la prise en charge autonome de la maladie et la participation des fournisseurs de soins à la coordination des soins,
- (v) augmenter les capacités du secteur bénévole par l'investissement et la formation;

D) de formuler des recommandations au ministre relativement à l'élaboration de lignes directrices nationales sur les normes en matière de soin de la démence qui s'inspirent des pratiques exemplaires fondées sur les résultats dans les domaines de la prestation de soins axés sur la personne et de la planification journalière.

Consultations

(3) Dans l'exécution de sa mission, le Bureau national de l'Alzheimer consulte les chercheurs scientifiques et cliniques, les aidants membres de la famille, les organismes gouvernementaux, les professionnels de la santé et autres fournisseurs de soins, le secteur de l'intervention non professionnelle et, en particulier, la Société Alzheimer du Canada.

30



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

**C-610**

**C-610**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-610**

## **PROJET DE LOI C-610**

An Act to amend the Bankruptcy and Insolvency Act and the  
Companies' Creditors Arrangement Act (protection of  
beneficiaries of long term disability benefits plans)

Loi modifiant la Loi sur la faillite et l'insolvabilité et la Loi sur  
les arrangements avec les créanciers des compagnies  
(protection des prestataires de régimes d'invalidité de  
longue durée)

---

FIRST READING, DECEMBER 15, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 15 DÉCEMBRE 2010

---

MS. SGRO

M<sup>ME</sup> SGRO

## SUMMARY

This enactment amends the *Bankruptcy and Insolvency Act* and the *Companies' Creditors Arrangement Act* in order that, in bankruptcy proceedings, the status of a preferred claim be conferred to the liabilities of the fund established for the purpose of a long term disability benefits plan and that such fund be used to continue the payment of benefits to the beneficiaries.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* et la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* afin que le passif du fonds établi dans le cadre d'un régime de prestations d'invalidité de longue durée soit considéré comme une créance privilégiée dans une procédure de faillite et que ce fonds puisse être utilisé pour poursuivre le versement des prestations aux prestataires.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-610

## PROJET DE LOI C-610

An Act to amend the Bankruptcy and Insolvency Act and the Companies' Creditors Arrangement Act (protection of beneficiaries of long term disability benefits plans)

Loi modifiant la Loi sur la faillite et l'insolvabilité et la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (protection des prestataires de régimes d'invalidité de longue durée)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Protection of Beneficiaries of Long Term Disability Benefits Plans Act*.

1. *Loi sur la protection des prestataires de régimes d'invalidité de longue durée.*

Titre abrégé

5

R.S., c. B-3;  
1992, c. 27, s. 2

### BANKRUPTCY AND INSOLVENCY ACT

### LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ

L.R., ch. B-3;  
1992, ch. 27,  
art. 2

2. Section 2 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

2. L'article 2 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"disability plan"  
« régime  
d'invalidité »

"disability plan" means a self-insured long term disability benefits plan or long term disability insurance plan — whether or not regulated by an Act of Parliament or of the legislature of a province — in which an employer participated or participates for the benefit of the employer's employees;

« passif du régime d'invalidité » Le montant égal à la valeur — établie selon les normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires — des éléments suivants :

« passif du régime  
d'invalidité »  
"disability plan  
habilities"

"disability plan  
beneficiaries"  
« prestataires du  
régime  
d'invalidité »

"disability plan beneficiaries" means the employees who benefit from a disability plan and who are in receipt of long term disability benefits on the date of bankruptcy of their employer;

a) les prestations d'invalidité de longue durée à verser aux prestataires du régime d'invalidité;  
b) les prestations de santé à verser aux prestataires du régime d'invalidité.

15

« prestataires du régime d'invalidité » Les employés qui bénéficient d'un régime d'invalidité et qui reçoivent des prestations d'invalidité de longue durée à la date de la faillite de leur employeur.

« prestataires du régime  
d'invalidité »  
"disability plan  
beneficiaries"

"disability plan liabilities"  
« passif du régime d'invalidité »

"disability plan liabilities" means an amount equal to the value — determined using the standards of practice adopted by the Canadian Institute of Actuaries — of

- (a) the long term disability benefits to be paid to the disability plan beneficiaries; and
- (b) the health related benefits to be paid to the disability plan beneficiaries;

3. Section 60 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.5):

Proposals by employers disability plans

(1.51) No proposal in respect of an employer who participated or participates in a disability plan shall be approved by the court unless

- (a) the proposal provides for the payment of an amount equal to the disability plan liabilities that are unpaid to the fund established for the purpose of the disability plan; and
- (b) the court is satisfied that the employer can and will make the payments as required under paragraph (a).

4. Subsection 136(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (d.01):

(d.011) in the case of an employer subject to a receivership or of a bankrupt employer who participated or participates in a disability plan, such portion of the disability plan liabilities that is unpaid to the fund established for the purpose of that plan;

5. The Act is amended by adding the following after section 147:

#### DISABILITY PLAN

Continuation through a financial institution

147.1 (1) The receiver or the trustee appointed in relation to the assets of an employer subject to a receivership or of a bankrupt employer having participated or participating in a disability plan shall continue the disability plan until the date on which the disability plan beneficiaries reach the age of 65 by the assignment to a financial institution — authorized to establish group disability plans — of the following amounts

« régime d'invalidité » Régime de prestations d'invalidité de longue durée ou régime d'assurance-invalidité de longue durée autogérés — qu'ils soient ou non régis par une loi fédérale ou provinciale — auxquels un employeur participe ou a participé au profit de ses employés.

« régime d'invalidité »  
"disability plan"

3. L'article 60 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.5), de ce qui suit :

(1.51) Le tribunal ne peut approuver la proposition visant un employeur qui participe ou a participé à un régime d'invalidité que si, à la fois :

- a) la proposition prévoit le paiement des sommes constituant le passif du régime d'invalidité qui n'ont pas été versées au fonds établi dans le cadre du régime d'invalidité;
- b) il est convaincu que l'employeur est en mesure d'effectuer, et effectuera, les paiements prévus à l'alinéa a).

4. Le paragraphe 136(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d.01), de ce qui suit :

d.011) dans le cas d'un employeur en faillite ou faisant l'objet d'une mise sous séquestre qui participe ou a participé à un régime d'invalidité, la fraction du passif du régime d'invalidité qui n'a pas été versée au fonds établi dans le cadre de ce régime;

5. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 147, de ce qui suit :

#### RÉGIME D'INVALIDITÉ

147.1 (1) Le séquestre ou le syndic nommé pour administrer l'actif d'un employeur en faillite ou faisant l'objet d'une mise sous séquestre qui participait ou qui participe à un régime d'invalidité assure la continuation du régime d'invalidité jusqu'au jour où les prestataires du régime d'invalidité ont tous atteint l'âge de soixante-cinq ans par la cession à une

Continuation

(a) the amounts already paid into the fund established for the purpose of the disability plan; and

(b) the amount equal to the portion of the disability plan liabilities paid into the fund by the application of paragraph 136(1)(d.011).

(2) Where the amounts referred to in subsection (1) are insufficient to continue a disability plan in accordance with the terms and conditions set out in that subsection, the receiver or the trustee shall deposit such amounts in a bank in order to create a sinking fund to pay benefits to the disability plan beneficiaries until the sinking fund is empty.

Creation of a sinking fund

institution financière — habilitée à établir des régimes d'invalidité collectifs — des sommes suivantes :

a) les sommes déjà versées au fonds établi dans le cadre du régime d'invalidité;

b) la somme égale à la fraction du passif du régime d'invalidité versée au fonds en application de l'alinéa 136(1)d.011).

(2) Lorsque les sommes visées au paragraphe (1) sont insuffisantes pour assurer la continuation du régime d'invalidité conformément aux modalités qui y sont prévues, le séquestre ou le syndic dépose ces sommes dans une banque pour la constitution d'un fonds d'amortissement affecté au versement des prestations aux prestataires du régime d'invalidité jusqu'à épuisement de ce fonds.

Constitution d'un fonds d'amortissement

R.S., c. C-36

## COMPANIES' CREDITORS ARRANGEMENT ACT

6. Subsection 2(1) of the *Companies' Creditors Arrangement Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

"disability plan" "régime d'invalidité" "disability plan" means a self-insured long term disability benefits plan or long term disability insurance plan — whether or not regulated by an Act of Parliament or of the legislature of a province — in which an employer participated or participates for the benefit of the employer's employees;

"disability plan liabilities" "passif du régime d'invalidité" "disability plan liabilities" means an amount equal to the value — determined using the standards of practice adopted by the Canadian Institute of Actuaries — of

- (a) the long term disability benefits to be paid to the disability plan beneficiaries; and
- (b) the health related benefits to be paid to the disability plan beneficiaries;

7. Section 6 of the Act is amended by adding the following after subsection (7):

(7.1) If the company participated or participates in a disability plan for its employees, the court may sanction a compromise or an arrangement in respect of the company only if

Restriction disability plan

## LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS DES COMPAGNIES

L.R., ch. C-36

6. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« passif du régime d'invalidité » Le montant égal à la valeur — établie selon les normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires — des éléments suivants :

a) les prestations d'invalidité de longue durée à verser aux prestataires du régime d'invalidité;

b) les prestations de santé à verser aux prestataires du régime d'invalidité.

« régime d'invalidité » Régime de prestations d'invalidité de longue durée ou régime d'assurance-invalidité de longue durée autogérés qu'ils soient ou non régis par une loi fédérale ou provinciale — auxquels un employeur participe ou a participé au profit de ses employés.

7. L'article 6 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (7), de ce qui suit :

(7.1) Si la compagnie participe ou a participé à un régime d'invalidité, le tribunal ne peut homologuer la transaction ou l'arrangement que si, à la fois :

« passif du régime d'invalidité » "disability plan liabilities"

« régime d'invalidité » "disability plan"

Restriction régime d'invalidité



(a) the compromise or arrangement provides for the payment of an amount equal to the disability plan liabilities that are unpaid to the fund established for the purpose of the disability plan; and

(b) the court is satisfied that the company can and will make the payments as required under paragraph (a).

a) la transaction ou l'arrangement prévoit le paiement des sommes constituant le passif du régime d'invalidité qui n'ont pas été versées au fonds établi dans le cadre du régime d'invalidité;

b) il est convaincu que la compagnie est en mesure d'effectuer, et effectuera, les paiements prévus à l'alinéa a).

#### TRANSITIONAL PROVISION

Application

**8. For greater certainty, this Act applies to a debtor in respect of whom proceedings under the *Bankruptcy and Insolvency Act* or under the *Companies' Creditors Arrangement Act* have commenced before the coming into force of this section.**

#### DISPOSITION TRANSITOIRE

Application

**8. Il est entendu que la présente loi s'applique au débiteur contre lequel ont été entamées des procédures sous le régime de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ou de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* avant l'entrée en vigueur du présent article.**



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

**C-611**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010



**C-611**

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-611**

## **PROJET DE LOI C-611**

An Act regarding the inclusion of Haida Gwaii as a prescribed  
northern zone under the Income Tax Act

Loi visant à désigner Haïda Gwaii comme zone nordique  
réglementaire pour l'application de la Loi de l'impôt sur le  
revenu

---

FIRST READING, DECEMBER 15, 2010

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 15 DÉCEMBRE 2010

---

MR. CULLEN

M. CULLEN



## SUMMARY

This enactment requires the Governor in Council to amend section 7303.1 of the *Income Tax Regulations* to include Haida Gwaii as a prescribed northern zone so that residents of those islands are eligible for the northern residents deductions.

## SOMMAIRE

Le texte exige du gouverneur en conseil qu'il modifie l'article 7303.1 du *Règlement de l'impôt sur le revenu* pour désigner Haïda Gwaii comme zone nordique, afin que les personnes qui y résident soient admissibles à la déduction pour les habitants de régions éloignées.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-611**

**PROJET DE LOI C-611**

An Act regarding the inclusion of Haida Gwaii  
as a prescribed northern zone under the  
Income Tax Act

Loi visant à désigner Haïda Gwaii comme zone  
nordique réglementaire pour l'application  
de la Loi de l'impôt sur le revenu

Preamble

Whereas the Parliament of Canada recognizes  
that it is necessary to provide stimulus to revive  
the Canadian economy and, in particular, to  
provide stimulus to the regional economy of  
Haida Gwaii, which has been severely affected  
by downturns in the forestry and financial  
sectors;

Whereas Haida Gwaii has a particular  
strategic importance in that it forms a northern  
border with United States territory and is the  
basis of Canada's claim to the Dixon Entrance,  
which is an important maritime route;

Whereas one rationale for the northern  
residents deductions is to help maintain the  
population in northern Canada for the defence  
of sovereignty;

Whereas another rationale for the northern  
residents deductions is the fact that the econo-  
mies of northern and isolated areas, including  
that of Haida Gwaii, tend to be concentrated in  
resource sectors that are seasonal or subject to  
cyclical fluctuations and, as such, require  
special tax treatment to help employers recruit  
and retain workers;

Whereas residents of similarly isolated re-  
gions of Manitoba, Ontario and Quebec that are  
much more southerly than Haida Gwaii are  
eligible for the northern residents deductions;

Attendu :

que le Parlement du Canada reconnaît la  
nécessité de stimuler l'économie nationale, et  
notamment l'économie régionale de Haïda  
Gwaii, qui est durement touchée par les replis  
des secteurs forestier et financier;

que l'archipel Haïda Gwaii revêt une impor-  
tance stratégique particulière puisqu'il forme  
une partie de la frontière septentrionale avec  
les États-Unis et qu'il constitue le fondement  
de la revendication du Canada portant sur  
l'entrée Dixon, une voie maritime importante;

que les déductions pour les habitants de  
régions éloignées visent notamment à aider  
au maintien de la population dans le nord du  
Canada en vue de préserver la souveraineté  
canadienne;

que, par ailleurs, ces déductions tirent leur  
raison d'être du fait que l'économie des  
régions isolées et du Nord, notamment Haïda  
Gwaii, tend à se polariser sur l'exploitation  
des ressources naturelles, un secteur saison-  
nier ou sujet à des fluctuations cycliques qui,  
à ce titre, requiert un traitement fiscal  
particulier pour aider les employeurs à  
recruter des travailleurs et à maintenir leurs  
effectifs;

Préambule

Whereas Haida Gwaii is much more isolated than mainland British Columbia regions of similar latitude;

Whereas the remote nature of Haida Gwaii is evidenced by the fact that employees of the Government of Canada and of Crown corporations who work there receive an isolation allowance;

Whereas extending the northern residents deductions to the working population of Haida Gwaii would not cost the Government of Canada a significant sum in forgone tax revenue, yet would greatly stimulate the regional economy;

que les habitants de régions tout aussi isolées du Manitoba, de l'Ontario et du Québec, situées beaucoup plus au sud que Haïda Gwaii, sont admissibles aux déductions pour les habitants de régions éloignées;

que Haïda Gwaii est encore plus isolé que les régions continentales de la Colombie-Britannique situées à la même latitude;

que le caractère éloigné de Haïda Gwaii est attesté par le fait que les employés du gouvernement du Canada et des sociétés d'État qui y travaillent reçoivent une indemnité d'isolement;

que l'octroi aux travailleurs de Haïda Gwaii des déductions pour les habitants de régions éloignées n'entraînerait pas de perte importante de recettes fiscales pour le gouvernement du Canada, mais permettrait de stimuler fortement l'économie régionale,

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short title

1. This Act may be cited as the *Haida Gwaii Income Tax Zoning Act*.

1. Titre abrégé : *Loi sur le zonage de Haïda Gwaii aux fins d'impôt*.

Titre abrégé

Prescribed northern zone

2. The Governor in Council shall, within 60 days after the coming into force of this Act, amend section 7303.1 of the *Income Tax Regulations* to include Haida Gwaii as a prescribed northern zone.

2. Dans les soixante jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le gouverneur en conseil modifie l'article 7303.1 du *Règlement de l'impôt sur le revenu* afin de désigner Haïda Gwaii comme zone nordique.

Zone nordique



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

C-612

C-612

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-612

## PROJET DE LOI C-612

An Act to amend the Criminal Code (trafficking in persons)

Loi modifiant le Code criminel (traite de personnes)

FIRST READING, DECEMBER 15, 2010

PREMIÈRE LECTURE LE 15 DÉCEMBRE 2010

MRS. MOURANI

M<sup>ME</sup> MOURANI

## SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* in order to provide consecutive sentences for offences related to procuring and trafficking in persons.

It also specifies that the provisions apply to the trafficking in persons in a domestic or international context.

The enactment creates a presumption regarding the exploitation of one person by another and adds circumstances that are deemed to constitute exploitation.

Finally, it adds the offences of procuring and trafficking in persons to the list of offences to which the confiscation of the products of criminality apply.

## SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin qu'y soient prévues des peines consécutives pour les infractions liées au proxénétisme et à la traite de personnes.

Il précise par ailleurs que les dispositions se rattachant à la traite de personnes visent toute infraction à cet égard, qu'elle soit commise dans un contexte interne ou international.

Il crée une présomption relative à l'exploitation d'une personne par une autre et il ajoute des circonstances présumées constituer de l'exploitation.

Finalement, il ajoute les infractions de proxénétisme et de traite de personnes à la liste des infractions visées par la confiscation des produits de la criminalité.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-612**

**PROJET DE LOI C-612**

An Act to amend the Criminal Code (trafficking  
in persons)

Loi modifiant le Code criminel (traite de  
personnes)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

R.S., c. C-46

**CRIMINAL CODE**

**CODE CRIMINEL**

I. R., ch C-46

**1. Section 7 of the *Criminal Code* is  
amended by adding the following after  
subsection (4.1):**

**1. L'article 7 du *Code criminel* est modifié  
par adjonction, après le paragraphe (4.1), de  
ce qui suit :**

Offence in  
relation to  
trafficking in  
persons

(4.11) Notwithstanding anything in this Act  
or any other Act, every one who, outside  
Canada, commits an act or omission that if  
committed in Canada would be an offence  
against section 279.01 shall be deemed to  
commit that act or omission in Canada if the  
person who commits the act or omission is a  
Canadian citizen or a permanent resident within  
the meaning of subsection 2(1) of the *Immigra-  
tion and Refugee Protection Act*.

(4.11) Malgré les autres dispositions de la  
présente loi ou toute autre loi, le citoyen  
canadien ou le résident permanent au sens du  
paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la  
protection des réfugiés* qui, à l'étranger, est  
l'auteur d'un fait — acte ou omission — qui,  
s'il était commis au Canada, constituerait une  
infraction à l'article 279.01 est réputé l'avoir  
commis au Canada.

Infraction  
relative à la traite  
des personnes

**2. The Act is amended by adding the  
following after section 212:**

**2. La même loi est modifiée par adjonc-  
tion, après l'article 212, de ce qui suit :**

Sentences to be  
served  
consecutively

**212.1** A sentence imposed on a person for an  
offence under section 212 shall be served  
consecutively to any other punishment imposed  
on the person for an offence arising out of the  
same event or series of events and to any other  
sentence to which the person is subject at the  
time the sentence is imposed on the person for  
an offence under section 212.

**212.1** La peine infligée à une personne pour  
une infraction prévue à l'article 212 est purgée  
consécutivement à toute autre peine sanction-  
nant une autre infraction basée sur les mêmes  
faits et à toute autre peine en cours d'exécution.

Peines  
consecutives

**3. (1) The portion of subsection 279.01(1)  
of the Act before paragraph (a) is replaced by  
the following:**

**3. (1) Le passage du paragraphe 279.01(1)  
de la même loi précédant l'alinéa a) est  
remplacé par ce qui suit :**

Trafficking in  
persons

**279.01** (1) Every person who, in a domestic or international context, recruits, transports, transfers, receives, holds, conceals or harbours a person, or exercises control, direction or influence over the movements of a person, for the purpose of exploiting them or facilitating their exploitation is guilty of an indictable offence and liable

(2) Section 279.01 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Presumption

(3) For the purposes of subsection (1), a person who is not exploited and who lives with or is habitually in the company of or harbours a person who is exploited shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to be exploiting or facilitating the exploitation of that person.

4. Section 279.04 of the Act is amended by striking out "or" at the end of paragraph (a) and by adding the following after that paragraph:

(a.1) cause them to provide or offer to provide sexual services by the use or threat of force or of any other form of coercion, by fraud, deception, manipulation, abuse of authority or situation of vulnerability, or by obtaining the consent of a person with authority over the exploited person, namely by the offer, promise or acceptance of payments or benefits; or

5. The Act is amended by adding the following after section 279.04:

Sentences to be  
served  
consecutively

**279.05** A sentence imposed on a person for an offence under sections 279.01 to 279.03 shall be served consecutively to any other punishment imposed on the person for an offence arising out of the same event or series of events and to any other sentence to which the person is subject at the time the sentence is imposed on the person for an offence under any of those sections.

**279.01** (1) Quiconque, que ce soit dans un contexte interne ou international, recrute, transporte, transfère, reçoit, détient, cache ou héberge une personne, ou exerce un contrôle, une direction ou une influence sur les mouvements d'une personne, en vue de l'exploiter ou de faciliter son exploitation commet une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par voie de mise en accusation :

(2) L'article 279.01 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Traite de  
personnes

(3) Pour l'application du paragraphe (1), quiconque n'est pas exploité et vit avec une personne exploitée, se trouve habituellement en sa compagnie ou l'héberge est présumé, sauf preuve contraire, exploiter cette personne ou en faciliter l'exploitation.

Présomption

4. L'article 279.04 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) elle l'amène à fournir ou offrir de fournir des services sexuels par la menace ou l'usage de la force ou de toute autre forme de contrainte, par la fraude, la tromperie, la manipulation ou l'abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'obtention du consentement d'une personne ayant autorité sur la personne exploitée, notamment par l'offre, la promesse ou l'acceptation de paiements ou d'avantages;

5. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 279.04, de ce qui suit :

**279.05** La peine infligée à une personne pour une infraction prévue à l'un des articles 279.01 à 279.03 est purgée consécutivement à toute autre peine sanctionnant une autre infraction basée sur les mêmes faits et à toute autre peine en cours d'exécution.

Peines  
consécutives

6. Subsection 462.37(2.02) of the Act is amended by striking out "and" at the end of paragraph (a), by adding "and" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(c) an offence involving procuring or trafficking in persons.

6. Le paragraphe 462.37(2.02) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) toute infraction de proxénétisme ou de traite de personnes.

5

5

#### COMING INTO FORCE

7. This Act comes into force 30 days after the day on which it receives royal assent.

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

7. La présente loi entre en vigueur trente jours après sa sanction.

Entrée en  
vigueur

Coming into  
force



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca



CA1  
XB  
-856

**C-613**

**C-613**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-613**

**PROJET DE LOI C-613**

An Act respecting the friendship between Canada and the  
Netherlands

Loi concernant l'amitié entre le Canada et les Pays-Bas

---

FIRST READING, JANUARY 31, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 31 JANVIER 2011

---



MR. STOFFER

M. STOFFER



## SUMMARY

This enactment designates the 5th day of May in each and every year as "Maple Leaf and Tulip Day".

## SOMMAIRE

Le texte désigne le 5 mai « Journée de la feuille d'érable et de la tulipe ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-613

## PROJET DE LOI C-613

An Act respecting the friendship between  
Canada and the Netherlands

Loi concernant l'amitié entre le Canada et les  
Pays-Bas

Preamble

Whereas during World War II the Canadian  
Armed Forces, along with their allies, liberated  
the large portions of the Netherlands that were  
under German control, brought much-needed  
resources to alleviate the suffering of the Dutch  
people after years of deprivation and occupa- 5  
tion, and formed a profound bond between the  
people of Canada and the people of the  
Netherlands that has remained vibrant and  
strong to this day; 10

Whereas each year the people of the Nether-  
lands recognize Canada's enormous contribu-  
tion to their country by giving tulips to the  
Canadian people as a symbol of their lasting  
friendship and the gratitude of the Dutch people; 15

And whereas the Parliament of Canada  
wishes to honour the immense contribution of  
the Canadian men and women who assisted in  
the liberation of the Netherlands and to  
celebrate the friendship between Canada and 20  
the Netherlands;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the  
advice and consent of the Senate and House of  
Commons of Canada, enacts as follows:

### SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Maple Leaf* 25  
and *Tulip Day Act*.

Attendu :

que durant la Seconde Guerre mondiale, les  
Forces armées canadiennes, aidées de leurs  
alliés, ont libéré les vastes régions des Pays-  
Bas contrôlées par les Allemands, ont apporté 5  
aux Pays-Bas des ressources dont le peuple  
néerlandais avait grandement besoin pour  
alléger sa souffrance après des années de  
dépossession et d'occupation, et ont fait  
naître des liens profonds entre les Canadiens 10  
et les Néerlandais, liens qui sont encore très  
forts aujourd'hui;

que chaque année, le peuple néerlandais  
marque l'immense contribution que le Cana-  
da a apportée à son pays en donnant des 15  
tulipes aux Canadiens, symbole de sa longue  
amitié et de sa gratitude;

que le Parlement du Canada souhaite rendre  
hommage à l'immense contribution des  
Canadiens et des Canadiennes qui ont 20  
participé à la libération des Pays-Bas et  
célébrer l'amitié qui unit nos deux pays,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte : 25

### TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. *Loi sur la Journée de la feuille d'érable et  
de la tulipe.*

## MAPLE LEAF AND TULIP DAY

JOURNÉE DE LA FEUILLE D'ÉRABLE ET  
DE LA TULIPEMaple Leaf and  
Tulip Day

2. Throughout Canada, in each and every year, the 5th day of May shall be known as "Maple Leaf and Tulip Day" in recognition and celebration of the friendship between Canada and the Netherlands.

Not a legal  
holiday

3. For greater certainty, Maple Leaf and Tulip Day is not a legal holiday or a non-judicial day.

2. Le 5 mai est, dans tout le Canada, désigné comme « Journée de la feuille d'érable et de la tulipe », jour destiné à la reconnaissance et à la célébration de l'amitié entre le Canada et les 5 Pays-Bas.

Journée de la  
feuille d'érable  
et de la tulipe

5

3. Il est entendu que la Journée de la feuille d'érable et de la tulipe n'est pas une fête légale ni un jour non juridique.

Statut



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

**C-614**

**C-614**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-614**

**PROJET DE LOI C-614**

An Act respecting a national transportation strategy for the  
electrification of commuter rail systems

Loi concernant la stratégie nationale de transport visant  
l'électrification des réseaux ferroviaires de banlieue

---

FIRST READING, FEBRUARY 2, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 2 FÉVRIER 2011

---



MR. TONKS

M. TONKS

## SUMMARY

This enactment requires the Minister of Transport to initiate discussions with the provincial and territorial ministers responsible for transportation matters for the purpose of developing a national transportation strategy for the electrification of commuter rail systems.

## SOMMAIRE

Le texte exige du ministre des Transports qu'il entame des discussions avec les ministres provinciaux et territoriaux responsables des transports afin d'élaborer une stratégie nationale de transport visant l'électrification des réseaux ferroviaires de banlieue.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-614**

**PROJET DE LOI C-614**

An Act respecting a national transportation strategy for the electrification of commuter rail systems

Loi concernant la stratégie nationale de transport visant l'électrification des réseaux ferroviaires de banlieue

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short Title

1. This Act may be cited as the *National Transportation Strategy for the Electrification of Commuter Rail Systems Act*.

1. *Loi sur la stratégie nationale de transport visant l'électrification des réseaux ferroviaires de banlieue.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITION

Definition of  
"Minister"

2. In this Act, "Minister" means the Minister of Transport.

2. Dans la présente loi, « ministre » s'entend du ministre des Transports.

Définition de  
« ministre »

NATIONAL STRATEGY

STRATÉGIE NATIONALE

Federal-  
Provincial-  
Territorial  
Discussions

3. Within 30 days after this Act comes into force, the Minister shall initiate discussions with the provincial and territorial ministers responsible for transportation matters for the purpose of developing, within one year after this Act comes into force, a national transportation strategy for the electrification of commuter rail systems.

3. Dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre entame des discussions avec les ministres provinciaux et territoriaux responsables des transports afin d'élaborer, dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, une stratégie nationale de transport visant l'électrification des réseaux ferroviaires de banlieue.

Discussions  
fédérales  
provinciales  
territoriales

Conference

4. The Minister may convene a conference of the provincial and territorial ministers responsible for transportation matters, together with other stakeholders invited by the Minister, if the Minister is of the opinion that holding such a conference would facilitate the discussions referred to in section 3.

4. Le ministre peut convoquer une conférence des ministres provinciaux et territoriaux responsables des transports, et y inviter d'autres parties intéressées, s'il est d'avis que la tenue d'une telle conférence faciliterait les discussions visées à l'article 3.

Conference

Report

5. Within 30 days after the strategy referred to in section 3 has been developed, the Minister shall

- (a) in consultation with the provincial and territorial ministers responsible for transportation matters, prepare a report outlining the strategy; and
- (b) publish the report on the departmental website.

Implementation

6. After the strategy referred to in section 3 has been developed, the Minister shall work with the provincial and territorial governments — and with any other governments and stakeholders affected by the strategy — to carry out whatever measures are necessary to facilitate the implementation of the strategy.

5. Dans les trente jours suivant l'élaboration de la stratégie visée à l'article 3, le ministre :

- a) en consultation avec les ministres provinciaux et territoriaux responsables des transports, établit un rapport exposant les grandes lignes de la stratégie;
- b) publie le rapport sur le site Web du ministère.

Rapport

Mise en oeuvre

6. Après l'élaboration de la stratégie visée à l'article 3, le ministre, de concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux — et tout autre gouvernement ou partie intéressée touché par la stratégie —, prend les mesures nécessaires pour faciliter la mise en oeuvre de la stratégie.

15



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

CA1  
XB  
-956

Document  
Publications

**C-615**

**C-615**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-615**

**PROJET DE LOI C-615**

An Act to establish a National Public Transit Strategy

Loi établissant une stratégie nationale de transport en commun

---

FIRST READING, FEBRUARY 3, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 3 FÉVRIER 2011

---



Ms. CHOW

M<sup>ME</sup> CHOW

## SUMMARY

This enactment establishes a national strategy to promote and enhance the use of fast, affordable and accessible public transit for Canadians.

## SOMMAIRE

Le texte prévoit l'établissement d'une stratégie nationale destinée à promouvoir et à favoriser l'utilisation de transports en commun rapides, abordables et accessibles au Canada.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-615

## PROJET DE LOI C-615

An Act to establish a National Public Transit  
Strategy

Loi établissant une stratégie nationale de  
transport en commun

Preamble

Whereas Canada's future sustainable development is dependent on public transit;

Whereas fast, affordable and accessible public transit is vital to the movement of people in cities and communities and has immeasurable social, environmental, economic and health benefits;

Whereas public transit plays a central role in urban and metropolitan regions by contributing to cleaner air, lowering greenhouse gas emissions, lessening congestion and reducing the pressure for more roads;

Whereas investments in public transit infrastructure benefit the people of Canada by creating thousands of new jobs and revitalizing local economies;

And whereas better public transit results in cleaner and more productive cities and communities in which people can access the jobs and services that are needed for economic growth;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu :

qu'au Canada, le développement durable de demain repose sur le transport en commun;

que des transports en commun rapides, abordables et accessibles sont essentiels au déplacement des personnes dans les villes et les collectivités et engendrent des bienfaits inestimables relativement à la société, à l'environnement, à l'économie et à la santé;

que les transports en commun jouent un rôle central dans les régions urbaines et métropolitaines en favorisant l'assainissement de l'air et la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la congestion routière, et en diminuant l'urgence d'accroître le réseau routier;

que l'investissement dans l'infrastructure du transport en commun profite à la population canadienne, car il permet la création de milliers d'emplois et la revitalisation des économies régionales;

que l'amélioration du transport en commun se traduit par des villes et des collectivités plus propres et plus productives, où les gens ont accès aux emplois et aux services nécessaires à la croissance économique;

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Preamble



## SHORT TITLE

## TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *National Public Transit Strategy Act*.

1. *Loi sur la stratégie nationale de transport en commun.*

Titre abrégé

## GENERAL

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Purpose

2. The purpose of this Act is to establish a national strategy to provide public transit that is fast, affordable and accessible.

2. La présente loi a pour objet d'établir une stratégie nationale de transport en commun destinée à garantir aux Canadiens l'accès à des transports en commun rapides, abordables et accessibles.

Objet

Exemption

3. Recognizing the unique nature of the jurisdiction of the Government of Quebec with regard to public transit, and despite any other provision of this Act, the Government of Quebec may choose to be exempted from the application of this Act and must, if it chooses to do so, receive an unconditional payment of the full federal funding that would otherwise be paid within its territory under section 4.

3. Compte tenu de la nature spéciale et unique de la compétence du gouvernement du Québec en matière de transport en commun, et par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, le gouvernement du Québec peut choisir de se soustraire à l'application de la présente loi et peut, s'il choisit de le faire, recevoir le financement intégral, sans condition, auquel il aurait droit en vertu de l'article 4.

Exemption

## NATIONAL PUBLIC TRANSIT STRATEGY

## STRATÉGIE NATIONALE DE TRANSPORT EN COMMUN

National Public Transit Strategy

4. The Minister of Transport shall, in consultation with the provincial ministers responsible for public transit and with representatives of municipalities, transit authorities and Aboriginal communities, establish a national public transit strategy designed to

4. Le ministre des Transports, en consultation avec les ministres provinciaux responsables du transport en commun et avec des représentants des municipalités, des sociétés de transport et des collectivités autochtones, établit une stratégie nationale de transport en commun qui :

Stratégie nationale de transport en commun

(a) encompass the following goals:

a) d'une part, réunit les objectifs suivants :

- (i) increase access to and use of public transit through support for service and affordability measures,
- (ii) improve the economic competitiveness of Canadian cities and communities,
- (iii) enhance the quality of life, and
- (iv) reduce greenhouse gas emissions and improve air quality; and

- (i) elle accroît, au moyen de mesures relatives au service et à la capacité financière, l'utilisation des transports en commun,

- (ii) elle améliore la compétitivité économique des villes et des collectivités canadiennes,

- (iii) elle rehausse la qualité de vie,

- (iv) elle réduit les émissions de gaz à effet de serre et améliore la qualité de l'air;

(b) accomplish the following measures:

b) d'autre part, prévoit :

- (i) provide a permanent investment plan to support public transit that places it at the centre of all Canadian cities and communities,
- (ii) establish federal funding mechanisms to ensure the financial health of the operation of public transit systems and to

- (i) l'élaboration d'un plan d'investissement permanent visant à appuyer le transport en commun et à en faire un pilier des villes et des collectivités canadiennes,

meet the capital needs of public transit systems, including the rehabilitation and renewal of existing infrastructure and the expanding capacity to respond to increasing public transit needs,

5

(iii) work together with provincial and municipal governments, as well as with transit authorities to provide sustainable, predictable and adequate funding,

(iv) provide a leadership role to align, on a national basis, public transit visions, planning goals, project justification, construction time frames and budgets,

(v) direct research to identify innovation in sustainable public transit technologies, to develop policy approaches to increase access to and use of public transit and to promote information sharing among public transit systems in Canada, and

(vi) establish accountability measures to ensure that all governments work together to increase public transit use.

(ii) la mise en place de mécanismes de financement à l'échelle fédérale pour assurer la santé financière des exploitants de réseaux de transport en commun et combler les besoins en capital de ces réseaux, notamment en ce qui a trait à la remise en état et au renouvellement de l'infrastructure existante et à l'augmentation de la capacité du réseau afin qu'il puisse répondre aux besoins croissants en matière de transport en commun,

(iii) l'entretien d'une collaboration entre le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux, les administrations municipales et les sociétés de transport dans le but d'assurer un financement durable, prévisible et suffisant,

(iv) l'exercice d'un rôle prépondérant en vue d'harmoniser, à l'échelle nationale, les visions en matière de transport en commun, les objectifs de planification, la justification des projets, les délais de construction et les budgets,

(v) l'encadrement de travaux de recherche visant à repérer des secteurs où il est possible d'innover dans les technologies durables de transport en commun, à faciliter l'élaboration de démarches stratégiques destinées à accroître l'utilisation des transports en commun et à favoriser l'échange d'information entre les réseaux de transport en commun au Canada,

(vi) la prise de mesures de responsabilisation visant à assurer la collaboration de tous les ordres de gouvernement en vue d'accroître l'utilisation des transports en commun.

Coordinated  
approach

5. (1) The Minister of Transport, in consultation with the provincial ministers responsible for public transit and with representatives of municipalities, transit authorities and Aboriginal communities, shall encourage and promote a coordinated approach to the implementation of the national public transit strategy and may provide advice and assistance in the development and implementation of programs and practices in support of that strategy.

5. (1) Le ministre des Transports, en consultation avec les ministres provinciaux responsables du transport en commun et avec des représentants des municipalités, des sociétés de transport et des collectivités autochtones, encourage l'adoption d'une démarche coordonnée relativement à la mise en oeuvre de la stratégie nationale de transport en commun. De plus, il peut fournir des avis et de l'assistance dans l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes et des pratiques à l'appui de cette stratégie.

Démarche  
coordonnée

Measures for  
implementing

(2) The Minister of Transport, in cooperation with the provincial ministers responsible for public transit and with representatives of municipalities, transit authorities and Aboriginal communities, may take any measures that the Minister considers appropriate to implement the national public transit strategy as quickly as possible.

National  
conference

6. The Minister of Transport shall, within 180 days after the coming into force of this Act, convene a conference of the provincial ministers responsible for public transit and of representatives of municipalities, transit authorities and Aboriginal communities in order to

(a) develop funding mechanisms for the national public transit strategy and programs to carry it out;

(b) set targets for the commencement of the programs referred to in paragraph (a); and

(c) develop the principles of an agreement between the federal and provincial governments and representatives of the municipalities and Aboriginal communities for the development and delivery of the programs referred to in paragraph (a).

(2) Le ministre des Transports, en collaboration avec les ministres provinciaux responsables du transport en commun et avec des représentants des municipalités, des sociétés de transport et des collectivités autochtones, peut prendre toute mesure qu'il juge indiquée pour mettre en oeuvre le plus rapidement possible la stratégie nationale de transport en commun.

Mesures de mise  
en oeuvre

6. Dans les cent quatre-vingts jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre des Transports convoque une conférence réunissant les ministres provinciaux responsables du transport en commun et des représentants des municipalités, des sociétés de transport et des collectivités autochtones en vue de réaliser les objectifs suivants :

Conférence  
nationale

a) élaborer des mécanismes de financement pour la stratégie nationale de transport en commun et les programmes connexes de mise en oeuvre;

b) établir des cibles pour le lancement des programmes mentionnés à l'alinéa a);

c) dégager les principes d'une entente entre le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux, les municipalités et les collectivités autochtones à l'égard de l'élaboration et de la prestation des programmes mentionnés à l'alinéa a).

## REPORT TO PARLIAMENT

Report

7. The Minister of Transport shall cause a report on the conference described in section 6, including the matters referred to in paragraphs 6(a) to (c), to be laid before each House of Parliament on any of the first five days that the House is sitting following the expiration of 180 days after the end of the conference.

## RAPPORT AU PARLEMENT

Rapport

7. Le ministre des Transports fait déposer un rapport sur la conférence visée à l'article 6 — traitant notamment des sujets énumérés aux alinéas a) à c) de cet article — devant chaque chambre du Parlement dans les cinq premiers jours de séance de celle-ci après l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts jours suivant la fin de la conférence.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

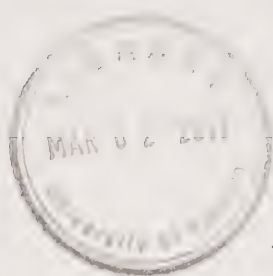
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

C-11  
XB  
-B56

Government  
Publications

C-616



C-616

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-616

## PROJET DE LOI C-616

An Act respecting a national strategy to reduce the incidence of  
serious injury in amateur sport

Loi concernant la stratégie nationale visant à réduire le nombre  
de blessures graves dans le sport amateur

---

FIRST READING, FEBRUARY 8, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 8 FÉVRIER 2011

---

MR. THIBEAULT

M. THIBEAULT



## SUMMARY

This enactment requires the Minister of Health and the Minister of State for Sport to convene a conference with the provincial and territorial ministers responsible for health and sport and with representatives of the athletic and medical communities for the purpose of developing a national strategy to reduce the incidence of serious injury in amateur sport. It also authorizes the Minister of Finance to establish guidelines in respect of the allocation of funding to provincial and territorial governments that have enacted legislation to implement that strategy.

## SOMMAIRE

Le texte exige du ministre de la Santé et du ministre d'État (Sports) qu'ils convoquent une conférence avec les ministres provinciaux et territoriaux responsables de la santé et du sport ainsi qu'avec des représentants des milieux du sport et de la santé dans le but d'élaborer une stratégie nationale visant à réduire le nombre de blessures graves dans le sport amateur. De plus, il autorise le ministre des Finances à établir des lignes directrices concernant l'attribution de fonds aux gouvernements provinciaux et territoriaux qui ont édicté des lois pour mettre en oeuvre cette stratégie.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-616

## PROJET DE LOI C-616

An Act respecting a national strategy to reduce  
the incidence of serious injury in amateur  
sport

Loi concernant la stratégie nationale visant à  
réduire le nombre de blessures graves dans  
le sport amateur

Preamble

Whereas sport is a cultural institution that  
merits protection and support from the Govern-  
ment of Canada;

Whereas recent medical research has demon-  
strated the pervasiveness of serious injury in 5  
amateur sport;

Whereas many sports injuries are preventable  
through the effective dissemination of appro-  
priate information;

Whereas a concerted effort by committed 10  
communities, governments and organizations  
across Canada can make a tangible difference in  
preventing deaths and serious injuries that result  
from participation in amateur sport and ath-  
letics; 15

Whereas injuries in amateur sport are a  
significant public health issue and it is important  
to reduce the incidence of such injuries and their  
impact on Canadians, particularly the long-term  
individual and societal impacts that can result 20  
from serious sports injuries;

Whereas cerebral concussions have demon-  
strated cumulative and long-lasting effects on  
memory, judgement, social conduct, reflexes,  
speech, balance and coordination; 25

Whereas it is in the interest of all Canadians  
that a national strategy to reduce the incidence  
of injury in amateur sport be developed and  
implemented with a view to changing the  
existing attitudes of Canadians towards sports 30

Attendu :

que le sport est une institution culturelle qui  
mérite la protection et le soutien du gouver-  
nement du Canada;

que des études médicales récentes ont 5  
démontré l'incidence élevée de blessures  
graves dans le sport amateur;

que la diffusion efficace d'information perti-  
nente pourrait prévenir de nombreuses bles-  
sures sportives; 10

qu'un effort concerté, d'un coin à l'autre du  
pays, de la part des collectivités, des  
gouvernements et des organismes engagés  
peut contribuer concrètement à la prévention  
des décès et des blessures graves qui 15  
surviennent lors de la pratique d'un sport  
amateur;

que les blessures liées au sport amateur  
constituent un sérieux enjeu de santé pu-  
blique et qu'il est important d'en réduire la 20  
fréquence et l'impact sur la population  
canadienne, en particulier les conséquences  
à long terme des blessures sportives graves  
sur les particuliers et la société;

qu'il a été démontré que les commotions 25  
cérébrales ont des effets cumulatifs et dura-  
bles sur la mémoire, le jugement, le com-  
portement social, les réflexes, la parole,  
l'équilibre et la coordination;

Preamble

injuries, mobilizing individuals and organizations and fostering further policy development in this area;

And whereas the Government of Canada, in consultation with the ministers responsible for health care and sport in each province and territory, wishes to encourage the development of a national strategy to reduce the incidence of injury in amateur sport;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

#### SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *National Strategy for Serious Injury Reduction in Amateur Sport Act*.

#### INTERPRETATION

Definitions

2. The following definitions apply in this Act.

"Minister"  
« ministre »

"Minister" means the Minister of Health.

"national strategy"  
« stratégie nationale »

"national strategy" means a national strategy to reduce the incidence of serious injury in amateur sport.

"provincial and territorial ministers"  
« ministres provinciaux et territoriaux »

"provincial and territorial ministers" means the provincial and territorial ministers responsible for health and the provincial and territorial ministers responsible for sport.

#### NATIONAL STRATEGY

Conference

3. The Minister and the Minister of State for Sport shall, within six months after this Act comes into force, convene a conference with provincial and territorial ministers and representatives of the athletic and medical communities for the purpose of developing a national strategy that includes

qu'il est dans l'intérêt de tous les Canadiens d'élaborer et de mettre en oeuvre une stratégie nationale visant à réduire le nombre de blessures dans le sport amateur en vue de modifier l'attitude de la population canadienne à l'égard des blessures sportives, de mobiliser les particuliers et les organismes et de favoriser l'élaboration de nouvelles politiques dans ce domaine;

que le gouvernement du Canada souhaite, en consultation avec les ministres — provinciaux et territoriaux — responsables de la santé et du sport, encourager l'élaboration d'une stratégie nationale visant à réduire les blessures dans le sport amateur,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

#### TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. *Loi sur la stratégie nationale relative à la réduction des blessures graves dans le sport 20 amateur.*

#### DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« ministre » Le ministre de la Santé.

Définitions

« ministre »  
"Minister"

« ministres provinciaux et territoriaux » Les ministres provinciaux et territoriaux responsables de la santé et ceux responsables du sport.

« ministres provinciaux et territoriaux »  
"provincial and territorial ministers"

« stratégie nationale » Stratégie nationale visant à réduire le nombre de blessures graves dans le sport amateur.

« stratégie nationale »  
"national strategy"

#### STRATÉGIE NATIONALE

Conférence

3. Dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre et le ministre d'État (Sports) convoquent une conférence avec les ministres provinciaux et territoriaux et des représentants des milieux du sport et de la santé dans le but d'élaborer une stratégie nationale qui prévoit notamment :

(a) the establishment of a national medical surveillance program to properly track incidence rates and the associated economic costs of injuries in amateur sport;

(b) the establishment of guidelines regarding the prevention, identification, treatment and management of cerebral concussions in amateur athletes, including the criteria that must be met before amateur athletes are permitted to return to play after suffering a cerebral concussion;

(c) the preparation of a submission to the Minister of Justice proposing an amendment to the *Criminal Code* that would make it an offence for a coach or any other person in a position of authority to knowingly permit a participant to return to play without meeting the criteria specified under the guidelines referred to in paragraph (b);

(d) the establishment of national standards for the training of coaches and other persons involved in amateur sport with respect to the health and safety of participants; and

(e) the creation of a comprehensive standardized educational program for coaches and other persons involved in amateur sport that is designed to enhance participant safety at all levels of amateur sport.

a) l'établissement d'un programme national de surveillance médicale visant à contrôler efficacement les taux de fréquence et le coût économique des blessures dans le sport amateur;

b) l'élaboration de lignes directrices sur la prévention, le diagnostic, le traitement et la gestion des commotions cérébrales chez les athlètes amateurs, qui précisent notamment les critères à remplir avant qu'un athlète qui a subi une commotion cérébrale puisse reprendre la pratique de son sport;

c) la rédaction d'un mémoire à l'intention du ministre de la Justice proposant une modification au *Code criminel* visant à ériger en infraction le fait, pour un entraîneur ou toute autre personne en situation d'autorité, de permettre sciemment à un participant de reprendre la pratique de son sport sans que les critères énoncés dans les lignes directrices visées à l'alinéa b) aient été remplis;

d) l'établissement de normes nationales, en matière de santé et de sécurité des participants, pour la formation des entraîneurs et autres personnes oeuvrant dans le sport amateur;

e) la création, pour les entraîneurs et autres personnes oeuvrant dans le sport amateur, d'un programme d'éducation normalisé et complet visant à rehausser la sécurité des participants à tous les niveaux du sport amateur.

Preparation and publication of report

4. The Minister shall prepare a report setting out the national strategy and publish it on the departmental website within one year after the conclusion of the conference referred to in section 3.

Report to Parliament

5. The Minister shall cause a copy of the report referred to in section 4 to be laid before each House of Parliament on any of the first 90 days on which that House is sitting after the report has been published on the departmental website.

Provincial and territorial funding

6. The Minister of Finance may, on the advice of the Minister, establish guidelines regarding the allocation of funding, for the purpose of implementing the national strategy,

4. Le ministre établit un rapport énonçant la stratégie nationale et le publie sur le site Web de son ministère dans l'année suivant la fin de la conférence visée à l'article 3.

Etablissement et publication d'un rapport

5. Le ministre fait déposer un exemplaire du rapport prévu à l'article 4 devant chaque chambre du Parlement dans les quatre-vingt-dix premiers jours de séance de celle-ci suivant sa publication sur le site Web du ministère.

Rapport au Parlement

6. Le ministre des Finances peut, sur l'avis du ministre, établir des lignes directrices concernant l'attribution de fonds, destinés à la mise en oeuvre de la stratégie nationale, aux

Fonds destinés aux provinces et aux territoires

to provincial and territorial governments that have enacted legislation to implement that strategy and have met the criteria prescribed by regulation.

gouvernements provinciaux et territoriaux qui ont édicté des lois pour mettre en oeuvre cette stratégie et qui satisfont aux critères réglementaires.

#### REVIEW AND REPORT

#### EXAMEN ET RAPPORT

Review

7. The Government of Canada shall

5

7. Le gouvernement du Canada :

5 Examen

(a) complete a review of the effectiveness of the national strategy no later than five years after the day on which the report referred to in section 4 is published on the departmental website; and

a) effectue un examen de l'efficacité de la stratégie nationale dans les cinq ans suivant la date de la publication du rapport visé à l'article 4 sur le site Web du ministère;

(b) table a report on its findings before each House of Parliament within the next ten sitting days after the review is completed.

10

b) dépose un rapport sur ses conclusions 10 devant chaque chambre du Parlement dans les dix premiers jours de séance de celle-ci suivant la fin de l'examen.

#### REGULATIONS

#### RÈGLEMENTS

Regulations

8. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act.

15

8. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures nécessaires à l'application de la présente loi.

Règlements



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>



CA1  
XB  
-B56

Government  
Publications

C-617



C-617

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-617

## PROJET DE LOI C-617

An Act to amend the Criminal Code (mischief relating to war  
memorials)

Loi modifiant le Code criminel (méfaits à l'égard des  
monuments commémoratifs de guerre)

---

FIRST READING, FEBRUARY 9, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 9 FÉVRIER 2011

---

MR. TILSON

M. TILSON



## SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to provide for the offence of committing mischief in relation to a war memorial or cenotaph.

## SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin d'ériger en infraction tout méfait commis à l'égard d'un monument commémoratif de guerre ou d'un cénotaphe.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-617

## PROJET DE LOI C-617

An Act to amend the Criminal Code (mischief relating to war memorials)

Loi modifiant le Code criminel (méfais à l'égard des monuments commémoratifs de guerre)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. C-46

**1. Section 430 of the *Criminal Code* is amended by adding the following after subsection 430(4.1):**

**1. L'article 430 du *Code criminel* est modifié par adjonction, après le paragraphe 5 (4.1), de ce qui suit :**

Mischief relating to war memorials

(4.11) Everyone who commits mischief in relation to property that is a building, structure or part thereof that primarily serves as a monument to honour people who were killed or died as a consequence of a war, including a war memorial or cenotaph, or an object associated with honouring or remembering those people that is located in or on the grounds of such a building or structure, or a cemetery is guilty of an indictable offence or an offence punishable on summary conviction and is liable,

(4.11) Quiconque commet un méfait à l'égard de tout ou partie d'un bâtiment ou d'une structure servant principalement de monument érigé en l'honneur des personnes tuées ou décédées en raison d'une guerre — notamment un monument commémoratif de guerre ou un cenotaphe —, d'un objet servant à honorer ces personnes ou à en rappeler le souvenir et se trouvant dans un tel bâtiment ou une telle structure ou sur le terrain où ceux-ci sont situés, ou d'un cimetière, est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou par mise en accusation et est passible :

Méfait monuments commémoratifs de guerre

(a) whether the offence is prosecuted by indictment or punishable on summary conviction, to the following minimum punishment, namely,

20

(i) for a first offence, to a fine of not less than \$1,000,

(ii) for a second offence, to imprisonment for not less than 14 days, and

25

(iii) for each subsequent offence, to imprisonment for not less than 30 days;

(b) where the offence is prosecuted by indictment, to imprisonment for a term not exceeding five years; and

30

a) que l'infraction soit poursuivie par mise en accusation ou par procédure sommaire, des peines minimales suivantes :

(i) pour la première infraction, une amende minimale de mille dollars,

25

(ii) pour la seconde infraction, un emprisonnement minimal de quatorze jours,

(iii) pour chaque infraction subséquente, un emprisonnement minimal de trente jours;

30

(c) if the offence is punishable on summary conviction, to imprisonment for a term not exceeding 18 months.

b) si l'infraction est poursuivie par mise en accusation, d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

c) si l'infraction est poursuivie par procédure sommaire, d'un emprisonnement maximal de 5 dix-huit mois.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

C41  
X8  
-B56

**C-618**

**C-618**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-618**

**PROJET DE LOI C-618**

An Act to amend the Hazardous Products Act and the Textile  
Labelling Act (animal fur or skin)

Loi modifiant la Loi sur les produits dangereux et la Loi sur  
l'étiquetage des textiles (peau et fourrure d'animaux)

---

FIRST READING, FEBRUARY 10, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 10 FÉVRIER 2011

---

MR. SIKSAY

M. SIKSAY

## SUMMARY

This enactment amends the *Hazardous Products Act* to add products made in whole or in part of dog or cat fur to the prohibited products list.

The enactment also amends the *Textile Labelling Act* to add the phrase “any animal skin from which the hair or fur has not been removed” to the definition “consumer textile article”.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les produits dangereux* afin d'ajouter à la liste des produits interdits les produits composés entièrement ou partiellement de fourrure de chien ou de chat.

Il modifie également la *Loi sur l'étiquetage des textiles* afin d'inclure, dans la définition de « article textile de consommation », les peaux d'animal garnies de leur poil ou fourrure.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-618

## PROJET DE LOI C-618

An Act to amend the Hazardous Products Act  
and the Textile Labelling Act (animal fur  
or skin)

Loi modifiant la Loi sur les produits dangereux  
et la Loi sur l'étiquetage des textiles (peau  
et fourrure d'animaux)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

### HAZARDOUS PRODUCTS ACT

### LOI SUR LES PRODUITS DANGEREUX

1. Part I of Schedule I to the *Hazardous  
Products Act* is amended by adding the  
following in numerical order:

1. La partie 1 de l'annexe I de la *Loi sur  
les produits dangereux* est modifiée par  
adjonction, selon l'ordre numérique, de ce  
qui suit :

43. Products made in whole or in part of dog  
or cat fur.

43. Produits composés entièrement ou par-  
tiellement de fourrure de chien ou de chat.

### TEXTILE LABELLING ACT

### LOI SUR L'ÉTIQUETAGE DES TEXTILES

2. The definition "consumer textile arti-  
cle" in section 2 of the *Textile Labelling Act* is  
amended by striking out "or" at the end of  
paragraph (a), by adding "or" at the end of  
paragraph (b) and by adding the following  
after paragraph (b):

2. La définition de « article textile de  
consommation », à l'article 2 de la *Loi sur  
l'étiquetage des textiles*, est remplacée par ce  
qui suit :

(c) any animal skin from which the hair or  
fur has not been removed

« article textile de consommation » Fibre ou fil  
textile, tissu ou peau d'animal garnie de son poil  
ou de sa fourrure — ou produit fait en tout ou en  
partie de l'un de ces éléments — ou prêt à être  
vendu tel quel pour consommation ou usage  
autre que la fabrication, la transformation ou le  
finissage d'un produit destiné à la vente.

3. Subparagraph 6(b)(i) of the Act is  
replaced by the following:

3. Le sous-alinéa 6b(i) de la même loi est  
remplacé par ce qui suit :

(i) the generic name of each textile fibre,

(i) le nom générique de chaque fibre textile,

## COORDINATING AMENDMENT

4. If Bill C-36, introduced in the 3rd session of the 40th Parliament and entitled *An Act respecting the safety of consumer products*, receives royal assent, then, on the first day on which both section 75 of that Act and section 1 of this Act are in force, Schedule 2 of that Act is amended by adding the following after item 15:

16. Products made in whole or in part of dog or cat fur.

## DISPOSITION DE COORDINATION

4. En cas de sanction du projet de loi C-36, déposé au cours de la 3<sup>e</sup> session de la 40<sup>e</sup> législature et intitulé *Loi concernant la sécurité des produits de consommation*, dès le premier jour où l'article 75 de cette loi et l'article 1 de la présente loi sont tous deux en vigueur, l'annexe 2 de cette loi est modifiée par adjonction, après l'article 15, de ce qui suit :

16. Produits composés entièrement ou partiellement de fourrure de chien ou de chat.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

C-619

C-619

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-619

## PROJET DE LOI C-619

An Act to amend the Canadian Wheat Board Act (notice of  
opting out and licence for activities)

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé (avis  
de non-participation et licence relative aux activités)

---

FIRST READING, FEBRUARY 10, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 10 FÉVRIER 2011

---

MR. STANTON

M. STANTON

## SUMMARY

This enactment amends the *Canadian Wheat Board Act* to allow a person to carry out certain activities relating to wheat or wheat products if the producer of the wheat or wheat products has given a notice to the Corporation of his or her intent to opt out of having the Corporation carry out these activities for a specified time.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la Commission canadienne du blé* afin de permettre à quiconque d'exercer certaines activités liées au blé ou aux produits du blé lorsque le producteur de ceux-ci a donné avis à la Commission de son intention d'en faire cesser l'exercice par celle-ci durant une période déterminée.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-619**

**PROJET DE LOI C-619**

An Act to amend the Canadian Wheat Board Act (notice of opting out and licence for activities)

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé (avis de non-participation et licence relative aux activités)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-24

**CANADIAN WHEAT BOARD ACT**

**LOI SUR LA COMMISSION  
CANADIENNE DU BLÉ**

1 R., ch. C-24

**1. Section 24 of the *Canadian Wheat Board Act* is amended by adding the following after subsection (1):**

**1. L'article 24 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé* est modifié par adjonction, 5 après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

Exception

(1.1) Despite subsection (1), a person may deliver wheat or wheat products to an elevator if the producer of the wheat or wheat products has been granted a licence under subsection 45(3), 10 and any manager or operator thereof shall receive delivery of the wheat or wheat products.

(1.1) Malgré le paragraphe (1), toute personne peut livrer à un silo du blé ou des produits du blé dont le producteur est titulaire d'une licence délivrée aux termes du paragraphe 10 45(3); le directeur ou l'exploitant du silo est alors tenu de recevoir le blé ou les produits du blé.

Exception

**2. Section 25 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):**

**2. L'article 25 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce 15 qui suit :**

Exception

(1.1) Despite subsection (1), a person may 15 deliver wheat or wheat products to a railway car that has not previously been delivered to an elevator under a permit book in accordance with subsection 24(1) if the producer of the wheat or wheat products has been granted a licence under 20 subsection 45(3).

(1.1) Malgré le paragraphe (1), toute personne peut livrer à un wagon du blé ou des produits du blé—non antérieurement livrés à un silo au titre d'un carnet de livraison visé au 20 paragraphe 24(1)—dont le producteur est titulaire d'une licence délivrée aux termes du paragraphe 45(3).

Exception

**3. (1) The portion of section 45 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**3. (1) Le passage de l'article 45 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 25 par ce qui suit :**



Trading in wheat  
or wheat  
products

**45. (1)** Except as permitted under the regulations and subsection (2), no person other than the Corporation shall

**45. (1)** Sauf autorisation contraire des règlements et sous réserve du paragraphe (2), seule la Commission peut :

Commerce du  
blé ou des  
produits du blé

**(2) Section 45 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):**

**(2) L'article 45 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

Prior notice and  
opting out

(2) Despite subsection (1), a person may carry out the activities referred to in paragraphs (1)(a) to (d) in relation to wheat or wheat products for a crop year and for subsequent crop years provided that the producer of the wheat or wheat products has given prior notice to the Corporation, during the period beginning on January 1 and ending on April 1 of a calendar year, of his or her intent to opt out of having the activities referred to in paragraphs (1)(a) to (d) carried out by the Corporation.

(2) Malgré le paragraphe (1), toute personne peut exercer les activités visées aux alinéas (1)a) à d) à l'égard du blé ou des produits du blé pour une campagne agricole donnée et les campagnes agricoles ultérieures, pourvu que le producteur du blé ou des produits du blé ait donné à la Commission, au cours de la période commençant le 1<sup>er</sup> janvier et se terminant le 1<sup>er</sup> avril d'une année civile, un avis de son intention de faire cesser l'exercice de ces activités par la Commission.

Avis de non-  
participation

Licence

(3) The Corporation shall grant a licence free of charge to a producer in respect of the activities referred to in paragraphs (1)(a) to (d) if the producer has given notice under subsection (2).

(3) La Commission délivre, sans frais, une licence relative aux activités visées aux alinéas (1)a) à d) au producteur qui a donné l'avis mentionné au paragraphe (2).

Licence

Term of licence

(4) A licence granted under subsection (3) shall be valid for two crop years or such longer period as is indicated in the notice referred to in subsection (2).

(4) La licence délivrée aux termes du paragraphe (3) est valide pour deux campagnes agricoles ou toute période supérieure indiquée dans l'avis mentionné au paragraphe (2).

Durée de la  
licence

No other  
licences required

(5) For greater certainty, the person referred to in subsection (2) is not subject to any licensing requirements set out in section 46.

(5) Il est entendu que la personne qui exerce les activités visées aux alinéas (1)a) à d) n'est pas assujettie aux exigences relatives aux licences mentionnées à l'article 46.

Précision

Notice of opting  
back in

(6) A producer who has given notice under subsection (2) may cease to carry out the activities referred to in paragraphs (1)(a) to (d), which activities shall then be carried out by the Corporation, provided that the producer gives notice to the Corporation, during the period beginning on January 1 and ending on April 1 of the third or subsequent calendar year after giving the notice under subsection (2), that he or she does not intend to carry out those activities.

(6) Le producteur qui a donné l'avis mentionné au paragraphe (2) peut cesser d'exercer les activités visées aux alinéas (1)a) à d). La Commission reprend alors l'exercice de ces activités, pourvu que le producteur lui donne, au cours de la période commençant le 1<sup>er</sup> janvier et se terminant le 1<sup>er</sup> avril de la troisième année civile suivant la communication de cet avis ou d'une année civile ultérieure, un avis de son intention de ne plus exercer lui-même ces activités.

Avis de  
participation

**4. (1) Paragraph 47.1(b) of the Act is replaced by the following:**

**4. (1) L'alinéa 47.1b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

For greater  
certainty

Coming into  
force

(b) the producers of the grain, other than any producers referred to in subsection 45(2), have voted in favour of the exclusion or extension, the voting process having been determined by the Minister.

(2) Section 47.1 of the Act is renumbered as subsection 47.1(1) and is amended by adding the following:

(2) For greater certainty, the Minister's obligation under subsection (1) applies to any bill that would exclude wheat or barley based on the classification of the grain or on the region of Canada in which it was grown.

COMING INTO FORCE

5. Sections 1 to 3 of this Act come into force 90 days after the day on which it receives royal assent.

5

b) les producteurs de ce grain, sauf les producteurs visés au paragraphe 45(2), ont voté — suivant les modalités fixées par le ministre — en faveur de la mesure.

(2) L'article 47.1 de la même loi devient le paragraphe 47.1(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Il est entendu que l'obligation imposée au ministre par le paragraphe (1) s'applique à tout projet de loi ayant pour effet d'exclure le blé ou l'orge en fonction du classement du grain ou de la région du Canada où il a été cultivé.

Precision

ENTRÉE EN VIGUEUR

5. Les articles 1 à 3 de la présente loi entrent en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date de sa sanction.

Entrée en  
vigueur

15





C41  
XB  
-356

**C-620**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**C-620**

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## **BILL C-620**

## **PROJET DE LOI C-620**

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act  
(parole review and victim impact statement)

Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en  
liberté sous condition (examen des dossiers de libération  
conditionnelle et déclaration de la victime)

---

FIRST READING, FEBRUARY 10, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 10 FÉVRIER 2011

---

MR. SWEET

M. SWEET

## SUMMARY

This enactment amends the *Corrections and Conditional Release Act* in order to increase the period within which the National Parole Board must provide a further review of parole and statutory release in the case of offenders serving a sentence for an offence involving violence. This enactment also amends the Act to permit the victim of an offence to present a victim impact statement at a parole review hearing.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* afin de prolonger le délai dont dispose la Commission nationale des libérations conditionnelles pour procéder au réexamen du dossier de libération conditionnelle et de libération d'office dans le cas d'un délinquant qui purge une peine pour une infraction accompagnée de violence. De plus, le texte modifie la loi afin de permettre aux victimes d'une infraction de présenter une déclaration dans le cadre de l'audience relative à l'examen du dossier de libération conditionnelle.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-620

## PROJET DE LOI C-620

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act (parole review and victim impact statement)

Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (examen des dossiers de libération conditionnelle et déclaration de la victime)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Fairness for Victims of Violent Offenders Act*.

1. *Loi sur l'équité à l'égard des victimes de 5 délinquants violents.*

Titre abrégé

5

1992, c. 20

### CORRECTIONS AND CONDITIONAL RELEASE ACT

### LOI SUR LE SYSTÈME CORRECTIONNEL ET LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

1992, ch. 20

2. Section 123 of the *Corrections and Conditional Release Act* is amended by adding the following after subsection (5):

2. L'article 123 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Further review - violent offenders

(5.1) Notwithstanding subsection (5), if the Board decides not to grant parole to an offender who is serving a sentence for an offence involving violence following a review under subsection (1) or section 122 or if a review is not made by virtue of subsection (2), the Board shall conduct another review within four years after the later of the day on which the review took place or was scheduled to take place and thereafter within four years after that day until

(a) the offender is released on full parole or on statutory release;

(b) the offender's sentence expires; or

(c) less than four months remain to be served before the offender's statutory release date.

(5.1) Malgré le paragraphe (5), lorsqu'elle refuse, dans le cadre de l'examen visé au paragraphe (1) ou à l'article 122, d'accorder la libération conditionnelle à un délinquant qui purge une peine pour une infraction accompagnée de violence ou encore en l'absence de tout examen pour les raisons exposées au paragraphe (2), la Commission procède au réexamen dans les quatre ans qui suivent la date de la tenue de l'examen ou celle fixée pour cet examen, selon la plus éloignée de ces dates, et ainsi de suite, au cours de chaque période de quatre ans, jusqu'au premier en date des événements suivants :

a) la libération conditionnelle totale ou d'office;

Réexamen délinquants violents

Further  
review — Board  
terminates or  
cancels parole

(5.2) If the Board cancels or terminates parole for an offender who is serving a sentence for an offence involving violence, it shall conduct another review within four years after the cancellation or termination and, after that date, within four years after the day on which each preceding review takes place until

(a) the offender is released on full parole or on statutory release;

(b) the offender's sentence expires; or

(c) less than four months remain to be served before the offender's statutory release date.

Report by the  
Board

(5.3) If the Board decides, pursuant to subsection (5.1), not to grant parole to the offender serving a sentence for an offence involving violence, it shall report its refusal and its reasons to the offender.

Definition of  
"offence  
involving  
violence"

(5.4) In subsections (5.1) to (5.3), "offence involving violence" means murder or any offence set out in Schedule I.

**3. Section 131 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):**

Review of orders  
for certain  
offences

(1.1) Despite subsection (1), where, in the case of an offence set out in Schedule I, the commission of the offence caused the death of 25 or serious harm to another person, the Board shall review every order made under subsection 130(3) within two years after the date the order was made, and thereafter within two years after the date of each preceding review while the 30 offender remains subject to the order.

**4. Section 140 of the Act is amended by adding the following after subsection (9):**

Presentation of  
statements

(10) If they are attending a hearing as an observer,

b) l'expiration de la peine;

c) le délinquant a moins de quatre mois à purger avant sa libération d'office.

(5.2) En cas d'annulation ou de cessation de la libération conditionnelle d'un délinquant qui purge une peine pour une infraction accompagnée de violence, la Commission procède au réexamen du cas dans les quatre ans qui suivent la date d'annulation ou de cessation, et ainsi de suite, au cours de chaque période de quatre ans, jusqu'au premier en date des événements suivants :

a) la libération conditionnelle totale ou d'office;

b) l'expiration de la peine;

c) le délinquant a moins de quatre mois à purger avant sa libération d'office.

(5.3) Lorsqu'elle refuse, conformément au paragraphe (5.1), d'accorder la libération conditionnelle à un délinquant qui purge une peine pour une infraction accompagnée de violence, la Commission communique au délinquant ses conclusions et motifs.

(5.4) Aux paragraphes (5.1) à (5.3), « infraction accompagnée de violence » s'entend du meurtre ou de toute infraction mentionnée à l'annexe I.

**3. L'article 131 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

(1.1) Malgré le paragraphe (1), lorsqu'une infraction mentionnée à l'annexe I a causé la mort ou un dommage grave à une autre personne, la Commission réexamine, dans les deux ans suivant la prise de toute ordonnance visée au paragraphe 130(3) et tous les deux ans par la suite, le cas des délinquants à l'égard desquels l'ordonnance est toujours en vigueur.

**4. L'article 140 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (9), de ce qui suit :**

(10) Lors de l'audience à laquelle elles assistent à titre d'observateur :

Réexamen

Rapport de la  
Commission

Définition  
d'« infraction  
accompagnée de  
violence »

Examen des  
ordonnances  
relatives à  
certaines  
infractions

Déclaration par  
la personne à  
l'audience

(a) a victim may present a statement describing the harm done to them or loss suffered by them as a result of the commission of the offence and the continuing impact of the commission of the offence — including any safety concerns — and commenting on the possible release of the offender; and

(b) a person referred to in subsection 142(3) may present a statement describing the harm done to them or loss suffered by them as a result, and the continuing impact, of any act of the offender in respect of which a complaint was made to the police or Crown attorney or an information laid under the *Criminal Code* — including any safety concerns — and commenting on the possible release of the offender.

Board's duty to review statement

(10.1) The Board shall, in its review of whether an offender should be released, consider any statement that has been presented in accordance with paragraph (10)(a) or (b).

Presentation of statement in absence of person

(11) If a victim or a person referred to in subsection 142(3) is not attending a hearing, their statement may be presented at the hearing in the form of a written statement, which may be accompanied by an audio or video recording, or in any other form provided for by regulation.

Communication of statement in writing

(12) A victim or a person referred to in subsection 142(3) shall, before the hearing, deliver to the Board a transcript of the statement that they plan to present under subsection (10) or (11).

**5. Paragraph 142(1)(b) of the Act is amended by striking out “and” at the end of subparagraph (vii), by adding “and” at the end of subparagraph (viii) and by adding the following after subparagraph (viii):**

(ix) any other information obtained by the Board that is to be considered in the review of the case of the offender and that the victim requests.

a) d'une part, la victime peut présenter une déclaration à l'égard des pertes ou des dommages qui lui ont été causés par la perpétration de l'infraction et des effets que celle-ci a encore sur elle, notamment les préoccupations qu'elle a quant à sa sécurité, et à l'égard de l'éventuelle libération du délinquant;

b) d'autre part, la personne visée au paragraphe 142(3) peut présenter une déclaration à l'égard des pertes ou des dommages qui lui ont été causés par la conduite du délinquant — laquelle a donné lieu au dépôt d'une plainte auprès de la police ou du procureur de la Couronne ou a fait l'objet d'une dénonciation conformément au *Code criminel* — et des effets que cette conduite a encore sur elle, notamment les préoccupations qu'elle a quant à sa sécurité, et à l'égard de l'éventuelle libération du délinquant.

(10.1) Pour déterminer si le délinquant devrait bénéficier d'une libération, la Commission prend en considération la déclaration présentée en conformité avec les alinéas 10a) ou b).

Obligation d'examiner la déclaration

(11) Si la victime ou la personne visée au paragraphe 142(3) n'est pas présente à l'audience, sa déclaration peut y être présentée sous forme écrite, accompagnée ou non d'un enregistrement audio ou vidéo, ou sous toute autre forme prescrite par règlement.

Présentation de la déclaration en l'absence de la personne

(12) La victime ou la personne visée au paragraphe 142(3) doit, préalablement à l'audience, envoyer à la Commission la transcription de la déclaration qu'elle entend présenter au titre des paragraphes (10) ou (11).

Communication préalable de la transcription

**5. L'alinéa 142(1)b) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (viii), de ce qui suit :**

(ix) tout autre renseignement obtenu par la Commission qui sera pris en considération dans le cadre de l'examen du dossier du délinquant et que la victime demande.



## TRANSITIONAL PROVISIONS

Non-retroactive  
application

6. Subsections 123(5.1) to (5.4) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by section 2 of this Act, apply only to offenders who are sentenced for an offence involving violence on or after the day on which this Act comes into force.

Application

7. Subsection 131(1.1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by section 3 of this Act, applies only to offenders who are sentenced for an offence causing death or serious harm to another person on or after the day on which this Act comes into force.

## COORDINATING AMENDMENTS

C-39

8. (1) Subsections (2) to (10) apply if Bill C-39, introduced in the 3rd session of the 40th Parliament and entitled *An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act and to make consequential amendments to other Acts* (in this section referred to as the "other Act"), receives royal assent.

(2) If section 2 of this Act comes into force before subsection 28(2) of the other Act, then the day on which that subsection 28(2) comes into force, subsection 123(5.1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by that subsection 28(2), is replaced by the following:

Further  
review  
offenders

(5.1) Notwithstanding subsection (5), if the Board decides not to grant parole to an offender who is serving a sentence for an offence involving violence following a review under subsection (1) or section 122 or if a review is not made by virtue of subsection (2), the Board shall conduct another review within four years after the later of the day on which the review took place or was scheduled to take place and thereafter within four years after that day until

(a) the offender is released on full parole or on statutory release;

(b) the offender's sentence expires; or

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Application non  
rétroactive

6. Les paragraphes 123(5.1) à (5.4) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, édictés par l'article 2 de la présente loi, ne s'appliquent qu'aux délinquants qui, à l'entrée en vigueur de la présente loi ou après cette date, sont condamnés pour une infraction accompagnée de violence.

Application

7. Le paragraphe 131(1.1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, édicté par l'article 3 de la présente loi, ne s'applique qu'aux délinquants qui, à l'entrée en vigueur de la présente loi ou après cette date, sont condamnés pour une infraction ayant causé la mort ou un dommage grave à une autre personne.

## DISPOSITIONS DE COORDINATION

C-39

8. (1) Les paragraphes (2) à (10) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-39, déposé au cours de la 3<sup>e</sup> session de la 40<sup>e</sup> législature et intitulé *Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et d'autres lois en conséquence* (appelé « autre loi » au présent article).

(2) Si l'article 2 de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 28(2) de l'autre loi, à la date d'entrée en vigueur de ce paragraphe 28(2), le paragraphe 123(5.1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, édicté par ce paragraphe 28(2), est remplacé par ce qui suit :

(5.1) Malgré le paragraphe (5), lorsqu'elle refuse, dans le cadre de l'examen visé au paragraphe (1) ou à l'article 122, d'accorder la libération conditionnelle à un délinquant qui purge une peine pour une infraction accompagnée de violence ou encore en l'absence de tout examen pour les raisons exposées au paragraphe (2), la Commission procède au réexamen dans les quatre ans qui suivent la date de la tenue de l'examen ou celle fixée pour cet examen, selon la plus éloignée de ces dates, et ainsi de suite, au cours de chaque période de quatre ans, jusqu'au premier en date des événements suivants :

Réexamen  
délinquants  
violents

40

(c) less than four months remain to be served before the offender's statutory release date.

a) la libération conditionnelle totale ou d'office;

b) l'expiration de la peine;

c) le délinquant a moins de quatre mois à purger avant sa libération d'office.

Further review Board terminates or cancels parole

(5.2) If the Board cancels or terminates parole for an offender who is serving a sentence for an offence involving violence, it shall conduct another review within four years after the cancellation or termination and, after that date, within four years after the day on which each preceding review takes place until

(a) the offender is released on full parole or on statutory release;

(b) the offender's sentence expires; or

(c) less than four months remain to be served before the offender's statutory release date.

(5.2) En cas d'annulation ou de cessation de la libération conditionnelle d'un délinquant qui purge une peine pour une infraction accompagnée de violence, la Commission procède au réexamen du cas dans les quatre ans qui suivent la date d'annulation ou de cessation, et ainsi de suite, au cours de chaque période de quatre ans, jusqu'au premier en date des événements suivants :

Réexamen

a) la libération conditionnelle totale ou d'office;

b) l'expiration de la peine;

c) le délinquant a moins de quatre mois à purger avant sa libération d'office.

Report by the Board

(5.3) If the Board decides, pursuant to subsection (5.1), not to grant parole to the offender serving a sentence for an offence involving violence, it shall report its refusal and its reasons to the offender.

(5.3) Lorsqu'elle refuse, conformément au paragraphe (5.1), d'accorder la libération conditionnelle à un délinquant qui purge une peine pour une infraction accompagnée de violence, la Commission communique au délinquant ses conclusions et motifs.

Rapport de la Commission

Definition of "offence involving violence"

(5.4) In subsections (5.1) to (5.3), "offence involving violence" means murder or any offence set out in Schedule I.

(5.4) Aux paragraphes (5.1) à (5.3), « infraction accompagnée de violence » s'entend du meurtre ou de toute infraction mentionnée à l'annexe I.

Définition d'« infraction accompagnée de violence »

(3) If subsection 28(2) of the other Act comes into force before section 2 of this Act, then on the day on which that section 2 comes into force, subsection 123(5.1) of the *Corrections and Conditional Release Act* is replaced by the following:

(3) Si le paragraphe 28(2) de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 2 de la présente loi, à la date d'entrée en vigueur de cet article 2, le paragraphe 123(5.1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* est remplacé par ce qui suit :

Further review violent offenders

(5.1) Notwithstanding subsection (5), if the Board decides not to grant parole to an offender who is serving a sentence for an offence involving violence following a review under subsection (1) or section 122 or if a review is not made by virtue of subsection (2), the Board shall conduct another review within four years after the later of the day on which the review took place or was scheduled to take place and thereafter within four years after that day until

(5.1) Malgré le paragraphe (5), lorsqu'elle refuse, dans le cadre de l'examen visé au paragraphe (1) ou à l'article 122, d'accorder la libération conditionnelle à un délinquant qui purge une peine pour une infraction accompagnée de violence ou encore en l'absence de tout examen pour les raisons exposées au paragraphe (2), la Commission procède au réexamen dans les quatre ans qui suivent la date de la tenue de l'examen ou celle fixée pour cet examen, selon

Réexamen délinquants violents



(a) the offender is released on full parole or on statutory release;

(b) the offender's sentence expires; or

(c) less than four months remain to be served before the offender's statutory release date. 5

la plus éloignée de ces dates, et ainsi de suite, au cours de chaque période de quatre ans, jusqu'au premier en date des événements suivants :

a) la libération conditionnelle totale ou d'office; 5

b) l'expiration de la peine;

c) le délinquant a moins de quatre mois à purger avant sa libération d'office.

Further review Board terminates or cancels parole

(5.2) If the Board cancels or terminates parole for an offender who is serving a sentence for an offence involving violence, it shall conduct another review within four years after the cancellation or termination and, after that 10 date, within four years after the day on which each preceding review takes place until

(a) the offender is released on full parole or on statutory release;

(b) the offender's sentence expires; or 15

(c) less than four months remain to be served before the offender's statutory release date.

(5.2) En cas d'annulation ou de cessation de la libération conditionnelle d'un délinquant qui 10 purge une peine pour une infraction accompagnée de violence, la Commission procède au réexamen du cas dans les quatre ans qui suivent la date d'annulation ou de cessation, et ainsi de suite, au cours de chaque période de quatre ans, 15 jusqu'au premier en date des événements suivants :

a) la libération conditionnelle totale ou d'office;

b) l'expiration de la peine; 20

c) le délinquant a moins de quatre mois à purger avant sa libération d'office.

Report by the Board

(5.3) If the Board decides, pursuant to subsection (5.1), not to grant parole to the offender serving a sentence for an offence 20 involving violence, it shall report its refusal and its reasons to the offender.

(5.3) Lorsqu'elle refuse, conformément au paragraphe (5.1), d'accorder la libération conditionnelle à un délinquant qui purge une peine 25 pour une infraction accompagnée de violence, la Commission communique au délinquant ses conclusions et motifs.

Rapport de la Commission

Definition of "offence involving violence"

(5.4) In subsections (5.1) to (5.3), "offence involving violence" means murder or any offence set out in Schedule I. 25

(5.4) Aux paragraphes (5.1) à (5.3), « infraction accompagnée de violence » s'entend du 30 meurtre ou de toute infraction mentionnée à l'annexe I.

Définition d'« infraction accompagnée de violence »

(4) If subsection 28(2) of the other Act comes into force on the same day as section 2 of this Act, then that subsection 28(2) is deemed to have come into force before that section 2, and subsection (3) applies as a 30 consequence.

(4) Si l'entrée en vigueur du paragraphe 28(2) de l'autre loi et celle de l'article 2 de la présente loi sont concomitantes, ce para- 35 graphe 28(2) est réputé être entré en vigueur avant cet article 2, le paragraphe (3) s'appliquant en conséquence.

(5) If section 4 of this Act comes into force before subsection 46(2) of the other Act, then on the day on which that subsection 46(2) comes into force, subsection 140(11) of the 35 *Corrections and Conditional Release Act*, as enacted by that subsection 46(2), is replaced by the following:

(5) Si l'article 4 de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 46(2) de l'autre 40 loi, à la date d'entrée en vigueur de ce paragraphe 46(2), le paragraphe 140(11) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, édicté par ce paragraphe 46(2), est remplacé par ce qui suit: 45

Board's duty to review statement

(10.1) The Board shall, in its review of whether an offender should be released, consider any statement that has been presented in accordance with paragraph (10)(a) or (b).

(10.1) Pour déterminer si le délinquant devrait bénéficier d'une libération, la Commission prend en considération la déclaration présentée en conformité avec les alinéas 10a) ou b).

Obligation d'examiner la déclaration

Presentation of statement in absence of person

(11) If a victim or a person referred to in subsection 142(3) is not attending a hearing, their statement may be presented at the hearing in the form of a written statement, which may be accompanied by an audio or video recording, or in any other form provided for by regulation.

(11) Si la victime ou la personne visée au paragraphe 142(3) n'est pas présente à l'audience, sa déclaration peut y être présentée sous forme écrite, accompagnée ou non d'un enregistrement audio ou vidéo, ou sous toute autre forme prescrite par règlement.

Présentation de la déclaration en l'absence de la personne

(6) If subsection 46(2) of the other Act comes into force before section 4 of this Act, then on the day on which that section 4 comes into force, subsection 140(11) of the *Corrections and Conditional Release Act* is replaced by the following:

(6) Si le paragraphe 46(2) de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 4 de la présente loi, à la date d'entrée en vigueur de cet article 4, le paragraphe 140(11) de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition est remplacé par ce qui suit :

Board's duty to review statement

(10.1) The Board shall, in its review of whether an offender should be released, consider any statement that has been presented in accordance with paragraph (10)(a) or (b).

(10.1) Pour déterminer si le délinquant devrait bénéficier d'une libération, la Commission prend en considération la déclaration présentée en conformité avec les alinéas 10a) ou b).

Obligation d'examiner la déclaration

Presentation of statement in absence of person

(11) If a victim or a person referred to in subsection 142(3) is not attending a hearing, their statement may be presented at the hearing in the form of a written statement, which may be accompanied by an audio or video recording, or in any other form provided for by regulation.

(11) Si la victime ou la personne visée au paragraphe 142(3) n'est pas présente à l'audience, sa déclaration peut y être présentée sous forme écrite, accompagnée ou non d'un enregistrement audio ou vidéo, ou sous toute autre forme prescrite par règlement.

Présentation de la déclaration en l'absence de la personne

(7) If subsection 46(2) of the other Act comes into force on the same day as section 4 of this Act, then that subsection 46(2) is deemed to have come into force before that section 4, and subsection (6) applies as a consequence.

(7) Si l'entrée en vigueur du paragraphe 46(2) de l'autre loi et celle de l'article 4 de la présente loi sont concomitantes, ce paragraphe 46(2) est réputé être entré en vigueur avant cet article 4, le paragraphe (6) s'appliquant en conséquence.

(8) If section 5 of this Act comes into force before section 48 of the other Act, then on the day on which that section 5 comes into force, section 48 of the other Act is replaced by the following:

(8) Si l'article 5 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 48 de l'autre loi, à la date d'entrée en vigueur de cet article 5, l'article 48 de l'autre loi est remplacé par ce qui suit :

48. Paragraph 142(1)(b) of the Act is amended by striking out "and" at the end of subparagraph (viii) and by replacing subparagraph (ix) by the following:

48. Le sous-alinéa 142(1)b)(ix) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ix) the reason for a waiver of the right to a hearing under subsection 140(1) if the offender gives one, and

(ix) si le délinquant a renoncé à son droit à une audience au titre du paragraphe 140(1), le motif de la renonciation, le cas échéant,

(x) any other information obtained by the Board that is to be considered in the review of the case of the offender and that the victim requests.

(9) If section 48 of the other Act comes into force before section 5 of this Act, then on the day on which that section 5 comes into force, paragraph 142(1)(b) of the *Corrections and Conditional Release Act* is amended by striking out “and” at the end of subparagraph (viii), by adding “and” at the end of subparagraph (ix) and by adding the following after subparagraph (ix):

(x) any other information obtained by the Board that is to be considered in the review of the case of the offender and that the victim requests.

(10) If section 48 of the other Act comes into force on the same day as section 5 of this Act, then that section 48 is deemed to have come into force before that section 5, and subsection (9) applies as a consequence.

(x) tout autre renseignement obtenu par la Commission qui sera pris en considération dans le cadre de l'examen du dossier du délinquant et que la victime demande.

(9) Si l'article 48 de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 5 de la présente loi, à la date d'entrée en vigueur de cet article 5, l'alinéa 142(1)b) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (ix), de ce qui suit :

(x) tout autre renseignement obtenu par la Commission qui sera pris en considération dans le cadre de l'examen du dossier du délinquant et que la victime demande.

(10) Si l'entrée en vigueur de l'article 48 de l'autre loi et celle de l'article 5 de la présente loi sont concomitantes, cet article 48 est réputé être entré en vigueur avant cet article 5, le paragraphe (9) s'appliquant en conséquence.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

CA1  
XB  
-B56

**C-621**

**C-621**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-621**

**PROJET DE LOI C-621**

An Act to amend the Broadcasting Act (loudness of television  
advertisements)

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (volume acoustique  
des messages publicitaires à la télévision)

---

FIRST READING, FEBRUARY 10, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 10 FÉVRIER 2011

---

MRS. GREWAL

M<sup>ME</sup> GREWAL



## SUMMARY

This enactment requires the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission to make regulations under the *Broadcasting Act* to limit the loudness of advertisements broadcast on television.

## SOMMAIRE

Le texte oblige le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes à prendre un règlement en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* afin de limiter le volume acoustique des messages publicitaires à la télévision.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-621

## PROJET DE LOI C-621

An Act to amend the Broadcasting Act (loudness of television advertisements)

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (volume acoustique des messages publicitaires à la télévision)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### BROADCASTING ACT

### LOI SUR LA RADIODIFFUSION

1991, ch. 11

1. The *Broadcasting Act* is amended by adding the following after section 10:

1. La *Loi sur la radiodiffusion* est modifiée 5  
5 par adjonction, après l'article 10, de ce qui  
suit :

10.1 The Commission shall make regulations limiting the loudness of television advertisements in accordance with the practices set out by the Advanced Television Systems Committee in the document entitled *ATSC Recommended Practice: Techniques for Establishing and Maintaining Audio Loudness for Digital Television* or other practices approved by the Commission.

10.1 Le Conseil doit, par règlement, limiter le volume acoustique des messages publicitaires à la télévision conformément aux pratiques énoncées dans le document de l'Advanced Television Systems Committee intitulé *ATSC Recommended Practice: Techniques for Establishing and Maintaining Audio Loudness for Digital Television* ou à d'autres pratiques approuvées par le Conseil.

### REGULATIONS

### RÈGLEMENT

2. The Canadian Radio-television and Telecommunications Commission shall, within one year after this Act comes into force, make the regulations referred to in section 10.1 of the *Broadcasting Act* as enacted by section 1.

2. Dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes prend le règlement visé à l'article 10.1 de la *Loi sur la radiodiffusion*, 20  
20 édicté par l'article 1.



403260

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tps.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tps.gc.ca  
http://publications.gc.ca



**C-622**

**C-622**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-622**

## **PROJET DE LOI C-622**

An Act to amend the Canadian Environmental Protection Act,  
1999 and respecting the On-Road Vehicle and Engine  
Emission Regulations (emissions labelling for newly  
manufactured vehicles)

Loi modifiant la Loi canadienne sur la protection de  
l'environnement (1999) et concernant le Règlement sur  
les émissions des véhicules routiers et de leurs moteurs  
(étiquetage des véhicules de fabrication récente  
émissions)

---

FIRST READING, FEBRUARY 10, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 10 FÉVRIER 2011

---

MR. VALERIOFF

M. VALERIOFF

## SUMMARY

This enactment amends the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* to require that no company shall transport a prescribed newly manufactured vehicle within Canada and no person shall import into Canada a newly manufactured vehicle of a prescribed class unless it has a clearly visible label displayed on it that provides information about its carbon dioxide emissions.

It also requires the Governor in Council to amend the *On-Road Vehicle and Engine Emission Regulations* to include the reduction of carbon dioxide emissions as part of the purpose of those Regulations.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* afin que le transport au Canada, par une entreprise, d'un véhicule de fabrication récente réglementé et l'importation d'un tel véhicule soient subordonnés à l'apposition sur celui-ci d'une étiquette bien visible indiquant la quantité d'émissions de dioxyde de carbone.

Il exige également du gouverneur en conseil qu'il modifie le *Règlement sur les émissions des véhicules routiers et de leurs moteurs* afin d'inclure la réduction des émissions de dioxyde de carbone dans l'objet du règlement.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-622

## PROJET DE LOI C-622

An Act to amend the Canadian Environmental Protection Act, 1999 and respecting the On-Road Vehicle and Engine Emission Regulations (emissions labelling for newly manufactured vehicles)

Loi modifiant la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999) et concernant le Règlement sur les émissions des véhicules routiers et de leurs moteurs (étiquetage des véhicules de fabrication récente — émissions)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999

### LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1999)

1999, ch. 33

1. Subsection 153(1) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* is amended by adding the following after paragraph (d):

1. Le paragraphe 153(1) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (1999) est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

(d.1) in the case of a newly manufactured vehicle, a clearly visible label conforming to the prescribed requirements that sets out, in both official languages, the amount in grams of carbon dioxide emitted by the vehicle per kilometre — in both highway and city use — is displayed on the vehicle in accordance with the regulations;

d.1) dans le cas d'un véhicule de fabrication récente, apposition, conformément au règlement, d'une étiquette réglementaire bien visible indiquant dans les deux langues officielles la quantité, en grammes, de dioxyde de carbone émise par kilomètre sur la route et en ville par le véhicule;

2. Section 154 of the Act is replaced by the following:

2. L'article 154 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

154. No person shall import any vehicle, engine or equipment of a prescribed class unless the applicable requirements of paragraphs 153(1)(a), (b), (d), (d.1) and (e) are met in respect of the vehicle, engine or equipment.

154. L'importation de véhicules, moteurs ou équipements d'une catégorie réglementaire est subordonnée à l'observation des conditions applicables prévues aux alinéas 153(1)a), b), d), d.1) et e).

Importation de  
véhicules,  
moteurs ou  
équipements

1999, c. 33

Compliance on  
importation



SOR/2003-2

## REGULATIONS

## RÈGLEMENTS

DORS/2003-2

Amendments to  
the *On-Road  
Vehicle and  
Engine Emission  
Regulations*

3. The Governor in Council shall, within 60 days after this Act comes into force,

(a) make the regulations referred to in paragraph 153(1)(d.1) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, as enacted by section 1; and

(b) amend section 2 of the *On-Road Vehicle and Engine Emission Regulations* to include the reduction of carbon dioxide emissions as part of the purpose of those Regulations.

3. Dans les soixante jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le gouverneur en conseil :

a) prend le règlement visé à l'alinéa 153(1)d.1) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, édicté par l'article 1;

b) modifie l'article 2 du *Règlement sur les émissions des véhicules routiers et de leurs moteurs* afin d'inclure la réduction des émissions de dioxyde de carbone dans l'objet du règlement.

Modification du  
*Règlement sur  
les émissions des  
véhicules  
routiers et de  
leurs moteurs*



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

CA1  
XB  
-856

**C-623**

**C-623**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-623**

**PROJET DE LOI C-623**

An Act to amend the Canada Elections Act (voting with an  
uncovered face)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (vote à visage  
découvert)

---

FIRST READING, FEBRUARY 11, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 11 FÉVRIER 2011

---

MR. BLANEY

M. BLANEY

## SUMMARY

This enactment amends the *Canada Elections Act* to require that electors have their faces uncovered before voting, or registering to vote, in person.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi électorale du Canada* afin d'obliger les électeurs à avoir le visage découvert pour voter ou s'inscrire comme électeur.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-623**

**PROJET DE LOI C-623**

An Act to amend the Canada Elections Act  
(voting with an uncovered face)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (vote  
à visage découvert)

2000, c. 9

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

2000, ch. 9

**1. Section 143 of the *Canada Elections Act*  
is amended by adding the following after  
subsection (3.2):**

**1. L'article 143 de la *Loi électorale du*  
*Canada* est modifié par adjonction, après le 5  
paragraphe (3.2), de ce qui suit :**

Visual  
identification

(3.3) An elector shall have an uncovered face  
when the elector is proving his or her identity  
under subsection (2) or (3) or providing  
identification under paragraph (3)(a). 10

(3.3) L'électeur qui établit son identité au  
titre des paragraphes (2) ou (3) ou qui présente  
des pièces d'identité au titre de l'alinéa (3)a) est  
tenu d'avoir le visage découvert. 10

Identification  
visuelle

Exception

(3.4) Despite subsection (3.3), an elector  
who is proving his or her identity under  
paragraph (2)(b) or subsection (3) is not  
required to have an uncovered face if

(3.4) Malgré le paragraphe (3.3), l'électeur  
qui établit son identité au titre de l'alinéa (2)b)  
ou du paragraphe (3) n'est pas tenu d'avoir le  
visage découvert si les conditions suivantes sont  
réunies : 15

Exception

(a) the deputy returning officer is of the 15  
opinion that uncovering it would be harmful  
to the elector's health; and

a) le scrutateur est d'avis que l'électeur  
nuirait à sa santé s'il se découvrait le visage;

(b) the elector takes the prescribed oath  
attesting to the fact that uncovering it would  
be harmful to his or her health. 20

b) l'électeur prête le serment prescrit at-  
testant qu'il nuirait à sa santé s'il se découvrait  
le visage. 20

**2. Section 161 of the Act is amended by  
adding the following after subsection (1):**

**2. L'article 161 de la même loi est modifié  
par adjonction, après le paragraphe (1), de ce  
qui suit :**

Visual  
identification

(1.1) An elector shall have an uncovered face  
when the elector is proving his or her identity  
under subsection (1) or providing identification 25  
under subparagraph (1)(b)(i).

(1.1) L'électeur qui établit son identité au  
titre du paragraphe (1) ou qui présente des 25  
pièces d'identité au titre du sous-alinéa (1)b)(i)  
est tenu d'avoir le visage découvert.

Identification  
visuelle

Exception

(1.2) Despite subsection (1.1), an elector  
who is proving his or her identity under  
paragraph (1)(a) by providing the pieces of

(1.2) Malgré le paragraphe (1.1), l'électeur  
qui établit son identité au titre de l'alinéa (1)a)  
au moyen des pièces d'identité visées à l'alinéa 30

Exception

identification referred to in paragraph 143(2)(b) or is proving his or her identity under paragraph (1)(b) is not required to have an uncovered face if

- (a) the registration officer or deputy returning officer, as the case may be, is of the opinion that uncovering it would be harmful to the elector's health; and
- (b) the elector takes the prescribed oath attesting to the fact that uncovering it would be harmful to his or her health.

**3. Paragraph 162(g) of the Act is replaced by the following:**

- (g) indicate, if applicable, on the prescribed form that the elector refused to comply with a legal requirement to provide the piece or pieces of identification referred to in paragraph 143(2)(a) or (b), respectively, to uncover his or her face in accordance with subsection 143(3.3) or to take an oath;

**4. Section 169 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):**

(2.1) An elector shall have an uncovered face when the elector is proving his or her identity under subsection (2) or providing identification under subparagraph (2)(b)(i).

(2.2) Despite subsection (2.1), an elector who is proving his or her identity under paragraph (2)(a) by providing the pieces of identification referred to in paragraph 143(2)(b) or is proving his or her identity under paragraph (2)(b) is not required to have an uncovered face if

- (a) the deputy returning officer is of the opinion that uncovering it would be harmful to the elector's health; and
- (b) the elector takes the prescribed oath attesting to the fact that uncovering it would be harmful to his or her health.

**5. Section 237 of the Act is replaced by the following:**

**237.** Subject to section 237.1, on acceptance of an elector's application for registration and special ballot, the elector shall be given a special

143(2)(b) ou au titre de l'alinéa (1)b) n'est pas tenu d'avoir le visage découvert si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'agent d'inscription ou le scrutateur, selon le cas, est d'avis que l'électeur nuirait à sa santé s'il se découvrait le visage;
- b) l'électeur prête le serment prescrit attestant qu'il nuirait à sa santé s'il se découvrait le visage.

**3. L'alinéa 162g) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

- g) indique sur le formulaire prescrit, le cas échéant, que l'électeur a refusé, alors qu'il y était légalement tenu, de présenter les pièces visées aux alinéas 143(2)a) ou b), de se découvrir le visage en application du paragraphe 143(3.3) ou de prêter serment;

**4. L'article 169 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :**

(2.1) L'électeur qui établit son identité au titre du paragraphe (2) ou qui présente les pièces d'identité au titre du sous-alinéa (2)b)(i) est tenu d'avoir le visage découvert.

(2.2) Malgré le paragraphe (2.1), l'électeur qui établit son identité au titre de l'alinéa (2)a) au moyen des pièces d'identité visées à l'alinéa 143(2)b) ou au titre de l'alinéa (2)b) n'est pas tenu d'avoir le visage découvert si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le scrutateur est d'avis que l'électeur nuirait à sa santé s'il se découvrait le visage;
- b) l'électeur prête le serment prescrit attestant qu'il nuirait à sa santé s'il se découvrait le visage.

**5. L'article 237 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**237.** Sous réserve de l'article 237.1, après l'approbation de sa demande d'inscription et de bulletin de vote spécial, l'électeur qui a fait la 40

Visual  
identification

Exception

Provision of  
ballot

Identification  
visuelle

Exception

Bulletin de vote



ballot or, if section 241 applies, a ballot that is not a special ballot, an inner envelope and an outer envelope.

demande reçoit un bulletin de vote spécial ou, dans le cas visé à l'article 241, un bulletin de vote —, l'enveloppe intérieure et l'enveloppe extérieure.

Proof of identity and residence

**237.1** (1) If an elector goes to the office of a returning officer to receive his or her ballot or special ballot, before receiving it, the elector shall

(a) provide as proof of his or her identity and residence the piece or pieces of identification referred to in paragraph 143(2)(a) or (b), 10 respectively; or

(b) if the elector resides in the electoral district for which the returning officer has been appointed, prove his or her identity and residence by taking the prescribed oath and 15 be accompanied by an elector whose name appears on the list of electors for the same polling division and who

(i) provides the piece or pieces of identification referred to in paragraph 143(2)(a) 20 or (b), respectively, and

(ii) vouches for him or her on oath in the prescribed form.

Application of rules for proof of identity and residence

(2) Subsections 143(3.1) and (3.2) apply, with any necessary modifications, to proof of 25 identity and residence provided under subsection (1).

Visual identification

(3) An elector shall have an uncovered face when the elector is proving his or her identity under paragraph (1)(a) or (b) or providing 30 identification under subparagraph (1)(b)(i).

Exception

(4) Despite subsection (3), an elector who is proving his or her identity under paragraph (1)(a) by providing the pieces of identification referred to in paragraph 143(2)(b) or is proving 35 his or her identity under paragraph (1)(b) is not required to have an uncovered face if

(a) the returning officer is of the opinion that uncovering it would be harmful to the elector's health; and 40

(b) the elector takes the prescribed oath attesting to the fact that uncovering it would be harmful to his or her health.

**237.1** (1) L'électeur qui se présente au 5 bureau du directeur du scrutin pour recevoir son bulletin de vote ou bulletin de vote spécial est tenu, avant de recevoir ce bulletin, d'établir son identité et sa résidence :

a) soit en présentant les pièces d'identité 10 visées aux alinéas 143(2)a) ou b);

b) soit, dans le cas où il réside dans la circonscription pour laquelle le directeur du scrutin a été nommé, en prêtant le serment 15 prescrit, s'il est accompagné d'un électeur dont le nom figure sur la liste électorale de la même section de vote qui, à la fois :

(i) présente les pièces d'identité visées aux alinéas 143(2)a) ou b),

(ii) répond de lui, sous serment, sur le 20 formulaire prescrit.

5 Preuve d'identité et de résidence

(2) Les paragraphes 143(3.1) et (3.2) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des pièces d'identité fournies aux termes du paragraphe (1). 25

(3) L'électeur qui établit son identité au titre des alinéas (1)a) ou b) ou qui présente des pièces d'identité au titre du sous-alinéa (1)b)(i) est tenu d'avoir le visage découvert.

Identification visuelle

(4) Malgré le paragraphe (3), l'électeur qui 30 établit son identité au titre de l'alinéa (1)a) au moyen des pièces d'identité visées à l'alinéa 143(2)b) ou au titre de l'alinéa (1)b) n'est pas tenu d'avoir le visage découvert si les conditions suivantes sont réunies : 35

a) le directeur du scrutin est d'avis que l'électeur nuirait à sa santé s'il se découvrait le visage;

b) l'électeur prête le serment prescrit attestant qu'il nuirait à sa santé s'il se découvrait 40 le visage.

Exception

Prohibition  
vouching for  
more than one  
elector

(5) No elector shall vouch for more than one elector at an election.

(5) Il est interdit à un électeur de répondre de plus d'un électeur à une élection.

Interdiction de  
répondre de plus  
d'un électeur

Prohibition  
vouchee acting  
as voucher

(6) An elector who has been vouched for at an election may not vouch for another elector at that election.

(6) L'électeur pour lequel un autre électeur s'est porté répondant ne peut lui-même agir à ce titre à la même élection.

Interdiction  
d'agir à titre de  
répondant

5

**6. Subsection 491(2) of the Act is replaced by the following:**

**6. Le paragraphe 491(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Offences  
requiring  
intent  
summary  
conviction

(2) Every person is guilty of an offence who

(2) Commet une infraction quiconque :

Infraction  
exigeant une  
intention  
déclaration  
sommaire

(a) contravenes subsection 237.1(5) (vouching for more than one elector);

a) contrevient au paragraphe 237.1(5) (répondre de plus d'un électeur);

10

10

(b) contravenes subsection 237.1(6) (vouch-ee acting as voucher); or

b) contrevient au paragraphe 237.1(6) (interdiction d'agir à titre de répondant);

(c) contravenes any of paragraphs 281(a) to (f) (prohibited acts re vote under special voting rules).

c) contrevient à l'un ou l'autre des alinéas 281a) à f) (actions interdites concernant le scrutin tenu dans le cadre des règles électo-rales spéciales).

15



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

CA1  
XB  
356

**C-624**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**C-624**

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-624**

## **PROJET DE LOI C-624**

An Act to amend the Bankruptcy and Insolvency Act and the  
Companies' Creditors Arrangement Act (providing pro-  
tection for beneficiaries of long term disability benefits  
plans)

Loi modifiant la Loi sur la faillite et l'insolvabilité et la Loi sur  
les arrangements avec les créanciers des compagnies  
(protection des prestataires de régimes d'invalidité de  
longue durée)

---

FIRST READING, FEBRUARY 11, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 11 FÉVRIER 2011

---

MR. EYKING

M. EYKING

## SUMMARY

This enactment amends the *Bankruptcy and Insolvency Act* and the *Companies' Creditors Arrangement Act* in order that, in bankruptcy proceedings, the status of a preferred claim be conferred to the liabilities of the fund established for the purpose of a long term disability benefits plan and that such fund be used to continue the payment of benefits to the beneficiaries.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* et la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* afin que le passif du fonds établi dans le cadre d'un régime de prestations d'invalidité de longue durée soit considéré comme une créance privilégiée dans une procédure de faillite et que ce fonds puisse être utilisé pour poursuivre le versement des prestations aux prestataires.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-624

## PROJET DE LOI C-624

An Act to amend the Bankruptcy and Insolvency Act and the Companies' Creditors Arrangement Act (providing protection for beneficiaries of long term disability benefits plans)

Loi modifiant la Loi sur la faillite et l'insolvabilité et la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (protection des prestataires de régimes d'invalidité de longue durée)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Protection of Beneficiaries of Long Term Disability Benefits Plans Act*.

1. *Loi sur la protection des prestataires de régimes d'invalidité de longue durée.*

Titre abrégé

5

R.S., c. B-3,  
1992, c. 27, s. 2

### BANKRUPTCY AND INSOLVENCY ACT

### LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ

L.R., ch. B-3,  
1992, ch. 27,  
art. 2

2. Section 2 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

2. L'article 2 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"disability plan"  
« régime  
d'invalidité »

"disability plan" means a self-insured long term disability benefits plan or long term disability insurance plan — whether or not regulated by an Act of Parliament or of the legislature of a province — in which an employer participated or participates for the benefit of the employer's employees;

« passif du régime d'invalidité » Le montant égal à la valeur — établie selon les normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires des éléments suivants :

« passif du  
régime  
d'invalidité »  
"disability plan  
benefits"

"disability plan  
beneficiaries"  
« prestataires du  
régime  
d'invalidité »

"disability plan beneficiaries" means the employees who benefit from a disability plan and who are in receipt of long term disability benefits on the date of bankruptcy of their employer;

a) les prestations d'invalidité de longue durée à verser aux prestataires du régime d'invalidité;

15

b) les prestations de santé à verser aux prestataires du régime d'invalidité.

« prestataires du régime d'invalidité » Les employés qui bénéficient d'un régime d'invalidité et qui reçoivent des prestations d'invalidité de longue durée à la date de la faillite de leur employeur.

« prestataires du  
régime  
d'invalidité »  
"disability plan  
beneficiaries"



"disability plan liabilities"  
« passif du régime d'invalidité »

"disability plan liabilities" means an amount equal to the value — determined using the standards of practice adopted by the Canadian Institute of Actuaries — of

- (a) the long term disability benefits to be paid to the disability plan beneficiaries; and
- (b) the health related benefits to be paid to the disability plan beneficiaries;

3. Section 60 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.5):

(1.51) No proposal in respect of an employer who participated or participates in a disability plan shall be approved by the court unless

- (a) the proposal provides for the payment of an amount equal to the disability plan liabilities that are unpaid to the fund established for the purpose of the disability plan; and
- (b) the court is satisfied that the employer can and will make the payments as required under paragraph (a).

4. Subsection 136(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (d.01):

(d.011) in the case of an employer subject to a receivership or of a bankrupt employer who participated or participates in a disability plan, such portion of the disability plan liabilities that is unpaid to the fund established for the purpose of that plan;

5. The Act is amended by adding the following after section 147:

#### DISABILITY PLAN

147.1 (1) The receiver or the trustee appointed in relation to the assets of an employer subject to a receivership or of a bankrupt employer having participated or participating in a disability plan shall continue the disability plan until the date on which the disability plan beneficiaries reach the age of 65 by the assignment to a financial institution — authorized to establish group disability plans — of the following amounts

Proposals by employers  
disability plans

Continuation through a financial institution

« régime d'invalidité » Régime de prestations d'invalidité de longue durée ou régime d'assurance-invalidité de longue durée autogérés — qu'ils soient ou non régis par une loi fédérale ou provinciale — auxquels un employeur participe ou a participé au profit de ses employés.

« régime d'invalidité »  
"disability plan"

3. L'article 60 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.5), de ce qui suit :

(1.51) Le tribunal ne peut approuver la proposition visant un employeur qui participe ou a participé à un régime d'invalidité que si, à la fois :

- a) la proposition prévoit le paiement des sommes constituant le passif du régime d'invalidité qui n'ont pas été versées au fonds établi dans le cadre du régime d'invalidité;
- b) il est convaincu que l'employeur est en mesure d'effectuer, et effectuera, les paiements prévus à l'alinéa a).

4. Le paragraphe 136(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d.01), de ce qui suit :

d.011) dans le cas d'un employeur en faillite ou faisant l'objet d'une mise sous séquestre qui participe ou a participé à un régime d'invalidité, la fraction du passif du régime d'invalidité qui n'a pas été versée au fonds établi dans le cadre de ce régime;

5. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 147, de ce qui suit :

#### RÉGIME D'INVALIDITÉ

147.1 (1) Le séquestre ou le syndic nommé pour administrer l'actif d'un employeur en faillite ou faisant l'objet d'une mise sous séquestre qui participait ou qui participe à un régime d'invalidité assure la continuation du régime d'invalidité jusqu'au jour où les prestataires du régime d'invalidité ont tous atteint l'âge de soixante-cinq ans par la cession à une

Propositions d'employeurs régimes d'invalidité

Continuation

(a) the amounts already paid into the fund established for the purpose of the disability plan; and

(b) the amount equal to the portion of the disability plan liabilities paid into the fund by the application of paragraph 136(1)(d.011).

Creation of a sinking fund

(2) Where the amounts referred to in subsection (1) are insufficient to continue a disability plan in accordance with the terms and conditions set out in that subsection, the receiver or the trustee shall deposit such amounts in a bank in order to create a sinking fund to pay benefits to the disability plan beneficiaries until the sinking fund is empty.

institution financière — habilitée à établir des régimes d'invalidité collectifs des sommes suivantes :

a) les sommes déjà versées au fonds établi dans le cadre du régime d'invalidité;

b) la somme égale à la fraction du passif du régime d'invalidité versée au fonds en application de l'alinéa 136(1)d.011).

(2) Lorsque les sommes visées au paragraphe (1) sont insuffisantes pour assurer la continuation du régime d'invalidité conformément aux modalités qui y sont prévues, le séquestre ou le syndic dépose ces sommes dans une banque pour la constitution d'un fonds d'amortissement affecté au versement des prestations aux prestataires du régime d'invalidité jusqu'à épuisement de ce fonds.

Constitution d'un fonds

R.S., c. C-36

### COMPANIES' CREDITORS ARRANGEMENT ACT

**6. Subsection 2(1) of the *Companies' Creditors Arrangement Act* is amended by adding the following in alphabetical order:**

"disability plan"  
« régime  
d'invalidité »

"disability plan" means a self-insured long term disability benefits plan or long term disability insurance plan — whether or not regulated by an Act of Parliament or of the legislature of a province — in which an employer participated or participates for the benefit of the employer's employees;

"disability plan liabilities"  
« passif du  
régime  
d'invalidité »

"disability plan liabilities" means an amount equal to the value — determined using the standards of practice adopted by the Canadian Institute of Actuaries — of

(a) the long term disability benefits to be paid to the disability plan beneficiaries; and

(b) the health related benefits to be paid to the disability plan beneficiaries;

**7. Section 6 of the Act is amended by adding the following after subsection (7):**

(7.1) If the company participated or participates in a disability plan for its employees, the court may sanction a compromise or an arrangement in respect of the company only if

Restriction  
disability plan

### LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS DES COMPAGNIES

L.R., ch. C-36

**6. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

« passif du régime d'invalidité » Le montant égal à la valeur — établie selon les normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires des éléments suivants :

« passif du  
régime  
d'invalidité »  
"disability plan  
liabilities"

a) les prestations d'invalidité de longue durée à verser aux prestataires du régime d'invalidité;

b) les prestations de santé à verser aux prestataires du régime d'invalidité.

« régime d'invalidité » Régime de prestations d'invalidité de longue durée ou régime d'assurance-invalidité de longue durée autogérés qu'ils soient ou non régis par une loi fédérale ou provinciale auxquels un employeur participe ou a participé au profit de ses employés.

« régime  
d'invalidité »  
"disability plan"

**7. L'article 6 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (7), de ce qui suit :**

(7.1) Si la compagnie participe ou a participé à un régime d'invalidité, le tribunal ne peut homologuer la transaction ou l'arrangement que si, à la fois :

Restriction  
régime

(a) the compromise or arrangement provides for the payment of an amount equal to the disability plan liabilities that are unpaid to the fund established for the purpose of the disability plan; and

(b) the court is satisfied that the company can and will make the payments as required under paragraph (a).

a) la transaction ou l'arrangement prévoit le paiement des sommes constituant le passif du régime d'invalidité qui n'ont pas été versées au fonds établi dans le cadre du régime d'invalidité;

b) il est convaincu que la compagnie est en mesure d'effectuer, et effectuera, les paiements prévus à l'alinéa a).

#### TRANSITIONAL PROVISION

#### DISPOSITION TRANSITOIRE

8. For greater certainty and despite any agreement or court decision or order to the contrary, this Act applies to a debtor in respect of whom proceedings under the *Bankruptcy and Insolvency Act* or under the *Companies' Creditors Arrangement Act* have commenced before the coming into force of this section.

8. Il est entendu que la présente loi s'applique au débiteur contre lequel ont été entamées des procédures sous le régime de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ou de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* avant l'entrée en vigueur du présent article, indépendamment de toute entente ou de toute décision ou ordonnance d'un tribunal à l'effet contraire.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télexcopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

**C-625**

**C-625**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-625**

**PROJET DE LOI C-625**

An Act to amend the Controlled Drugs and Substances Act  
(amphetamines)

Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres  
substances (amphétamines)

---

FIRST READING, FEBRUARY 11, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 11 FÉVRIER 2011

---

MS. DAVIES (*Vancouver East*)

M<sup>ME</sup> DAVIES (*Vancouver-Est*)

## SUMMARY

This enactment amends the *Controlled Drugs and Substances Act* to transfer amphetamines from Schedule III to Schedule I, so that the punishment is more severe for offences involving amphetamines.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* afin de transférer les amphétamines de l'annexe III à l'annexe I, rendant ainsi plus sévères les peines applicables aux infractions liées aux amphétamines.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-625

## PROJET DE LOI C-625

An Act to amend the Controlled Drugs and Substances Act (amphetamines)

Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (amphétamines)

1996, c. 19

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

**1. Schedule I to the *Controlled Drugs and Substances Act* is amended by adding the following after item 18:**

19. Amphetamines, their salts, derivatives, isomers and analogues and salts of derivatives, isomers and analogues including: 10
- (1) amphetamine ( $\alpha$ -methylbenzeneethanamine)
  - (2) N-ethylamphetamine (N-ethyl- $\alpha$ -methylbenzeneethanamine)
  - (3) 4-methyl-2,5-dimethoxyamphetamine (STP) (2,5-dimethoxy-4, $\alpha$ -dimethylbenzeneethanamine) 15
  - (4) 3,4-methylenedioxyamphetamine (MDA) ( $\alpha$ -methyl-1,3-benzodioxole-5-ethanamine) 20
  - (5) 2,5-dimethoxyamphetamine (2,5-dimethoxy- $\alpha$ -methylbenzeneethanamine)
  - (6) 4-methoxyamphetamine (4-methoxy- $\alpha$ -methylbenzeneethanamine) 25
  - (7) 2,4,5-trimethoxyamphetamine (2,4,5-trimethoxy- $\alpha$ -methylbenzeneethanamine)

1996, ch. 19

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

**1. L'annexe I de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* est modifiée par adjonction, après l'article 18, de ce qui suit :**

19. Amphétamines, leurs sels, dérivés, isomères et analogues, ainsi que les sels de leurs dérivés, isomères et analogues, 10 notamment :
- (1) amphétamine ( $\alpha$ -méthylbenzène-éthanamine)
  - (2) N-éthylamphétamine (N-éthyl  $\alpha$ -méthylbenzèneéthanamine) 15
  - (3) méthyl-4 diméthoxy-2,5 amphétamine (STP) (diméthoxy-2,5 4, $\alpha$ -diméthylbenzèneéthanamine)
  - (4) méthylènedioxy-3,4 amphétamine (MDA) ( $\alpha$ -méthyl benzodioxole-1,3 20 éthanamine-5)
  - (5) diméthoxy-2,5 amphétamine (diméthoxy-2,5  $\alpha$ -méthylbenzèneéthamine)
  - (6) méthoxy-4 amphétamine (méthoxy-4 25  $\alpha$ -méthylbenzèneéthanamine)
  - (7) triméthoxy-2,4,5 amphétamine (triméthoxy-2,4,5  $\alpha$ -méthylbenzèneéthamine)

- |      |   |    |      |  |    |
|------|---|----|------|--|----|
| (8)  | N-methyl-3,4-methylenedioxy-amphetamine (N, $\alpha$ -dimethyl-1,3-benzodioxole-5-ethanamine)               |    | (8)  | N-méthyl méthylènedioxy-3,4 amphétamine (N, $\alpha$ -diméthyl benzodioxole-1,3 éthanamine-5)                |    |
| (9)  | 4-ethoxy-2,5-dimethoxyamphetamine (4-ethoxy-2,5-dimethoxy- $\alpha$ -methylbenzeneethanamine)               | 5  | (9)  | éthoxy-4 diméthoxy-2,5 amphétamine (éthoxy-4 diméthoxy-2,5 $\alpha$ -méthylbenzèneéthanamine)                | 5  |
| (10) | 5-methoxy-3,4-methylenedioxy-amphetamine (7-methoxy- $\alpha$ -methyl-1,3-benzodioxole-5-ethanamine)        | 10 | (10) | méthoxy-5 méthylènedioxy-3,4 amphétamine (N, $\alpha$ -diméthyl benzodioxole-1,3 éthanamine-5)               |    |
| (11) | N,N-dimethyl-3,4-methylenedioxy-amphetamine (N,N, $\alpha$ -trimethyl-1,3-benzodioxole-5-ethanamine)        |    | (11) | N,N-diméthyl méthylènedioxy-3,4 10 amphétamine (N,N, $\alpha$ -triméthyl benzodioxole-1,3 éthanamine-5)      | 10 |
| (12) | N-ethyl-3,4-methylenedioxy-amphetamine (N-ethyl- $\alpha$ -methyl-1,3-benzodioxole-5-ethanamine)            | 15 | (12) | N-éthyl méthylènedioxy-3,4 amphétamine (N-éthyl $\alpha$ -méthyl benzodioxole-1,3 éthanamine-5)              | 15 |
| (13) | 4-ethyl-2,5-dimethoxyamphetamine (DOET) (4-ethyl-2,5-dimethoxy- $\alpha$ -methylbenzeneethanamine)          | 20 | (13) | éthyl-4 diméthoxy-2,5 amphétamine (DOET) (éthyl-4 diméthoxy-2,5 $\alpha$ -méthylbenzèneéthanamine)           |    |
| (14) | 4-bromo-2,5-dimethoxyamphetamine (4-bromo-2,5-dimethoxy- $\alpha$ -methylbenzeneethanamine)                 |    | (14) | bromo-4 diméthoxy-2,5 amphétamine (bromo-4 diméthoxy-2,5 $\alpha$ -méthylbenzèneéthanamine)                  | 20 |
| (15) | 4-chloro-2,5-dimethoxyamphetamine (4-chloro-2,5-dimethoxy- $\alpha$ -methylbenzeneethanamine)               | 25 | (15) | chloro-4 diméthoxy-2,5 amphétamine (chloro-4 diméthoxy-2,5 $\alpha$ -méthylbenzèneéthanamine)                |    |
| (16) | 4-ethoxyamphetamine (4-ethoxy- $\alpha$ -methylbenzeneethanamine)   |    | (16) | éthoxy-4 amphétamine (éthoxy-4 $\alpha$ -méthylbenzèneéthanamine)  | 25 |
| (17) | Benzphetamine (N-benzyl-N, $\alpha$ -dimethylbenzeneethanamine)   | 30 | (17) | benzphétamine (N-benzyl N, $\alpha$ -méthylbenzèneéthanamine)  |    |
| (18) | N-Propyl-3,4-methylenedioxy-amphetamine ( $\alpha$ -methyl-N-propyl-1,3-benzodioxole-5-ethanamine)          |    | (18) | Npropyl méthylènedioxy-3,4 amphétamine ( $\alpha$ -méthyl N-propyl benzodioxole-1,3 éthanamine-5)            | 30 |
| (19) | N-(2-Hydroxyethyl)- $\alpha$ -methylbenzeneethanamine   | 35 | (19) | (hydroxy-2 éthyl)-N méthyl- $\alpha$ benzèneéthanamine   |    |
| (20) | N-hydroxy-3,4-methylenedioxy-amphetamine (N-[ $\alpha$ -methyl-3,4-(methylenedioxy)phenethyl]hydroxylamine) |    | (20) | N-hydroxy méthylènedioxy-3,4 amphétamine (N-[ $\alpha$ -méthyl (méthylènedioxy)-3,4 phénéthyl]hydroxylamine) | 35 |
| (21) | 3,4,5-trimethoxyamphetamine (3,4,5-trimethoxy- $\alpha$ -methylbenzeneethanamine)                           | 40 | (21) | triméthoxy-3,4,5 amphétamine (triméthoxy-3,4,5 $\alpha$ -méthylbenzèneéthanamine)                            | 40 |

- |   |   |   |
|---|---|---|
| 20. Flunitrazepam (5-(o-fluorophenyl)-1,3-dihydro-1-methyl-7-nitro-2H-1,4-benzodiazepin-2-one) and any of its salts or derivatives<br><br>21. 4-hydroxybutanoic acid (GHB) and any of its salts | 20. Flunitrazépam ((o-fluorophényl)-5 dihydro-1,3 méthyl-1 nitro-7 2H-benzodiazépine-1,4 one-2) ainsi que ses sels et dérivés<br><br>21. Acide hydroxy-4 butanoïque et ses sels | 5 |
|---|---|---|

**2. Item 1 of Schedule III to the Act is repealed.**

**3. Items 25 and 26 of Schedule III to the Act are repealed.**

**2. L'article 1 de l'annexe III de la même loi est abrogé.**

**3. Les articles 25 et 26 de l'annexe III de la même loi sont abrogés.**



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
 Publishing and Depository Services  
 Public Works and Government Services Canada  
 Ottawa, Ontario K1A 0S5  
 Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
 Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
[publications@tps.gc.ca](mailto:publications@tps.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de  
 Les Éditions et Services de dépôt  
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
 Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
 Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
 Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
[publications@tps.gc.ca](mailto:publications@tps.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>



CA1  
XB  
-B56

**C-626**

**C-626**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-626**

**PROJET DE LOI C-626**

An Act to amend the National Anthem Act (gender neutral)

Loi modifiant la Loi sur l'hymne national (sans distinction de genre)

---

FIRST READING, FEBRUARY 11, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 11 FÉVRIER 2011

---



MS. DAVIES

M<sup>ME</sup> DAVIES



## SUMMARY

This enactment substitutes the words “of us” for the words “thy sons” in the English version of the national anthem, thus making it gender neutral.

## SOMMAIRE

Le texte vise à remplacer les mots « thy sons » par « of us » dans la version anglaise de l'hymne national de sorte à éliminer de celui-ci toute distinction de genre.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-626**

**PROJET DE LOI C-626**

An Act to amend the National Anthem Act  
(gender neutral)

Loi modifiant la Loi sur l'hymne national (sans  
distinction de genre)

R.S., c. N-2

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

**1. The schedule to the *National Anthem  
Act* is replaced by the schedule set out in the  
schedule to this Act.**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

**1. L'annexe de la *Loi sur l'hymne national*  
est remplacée par celle figurant à l'annexe de  
la présente loi.**

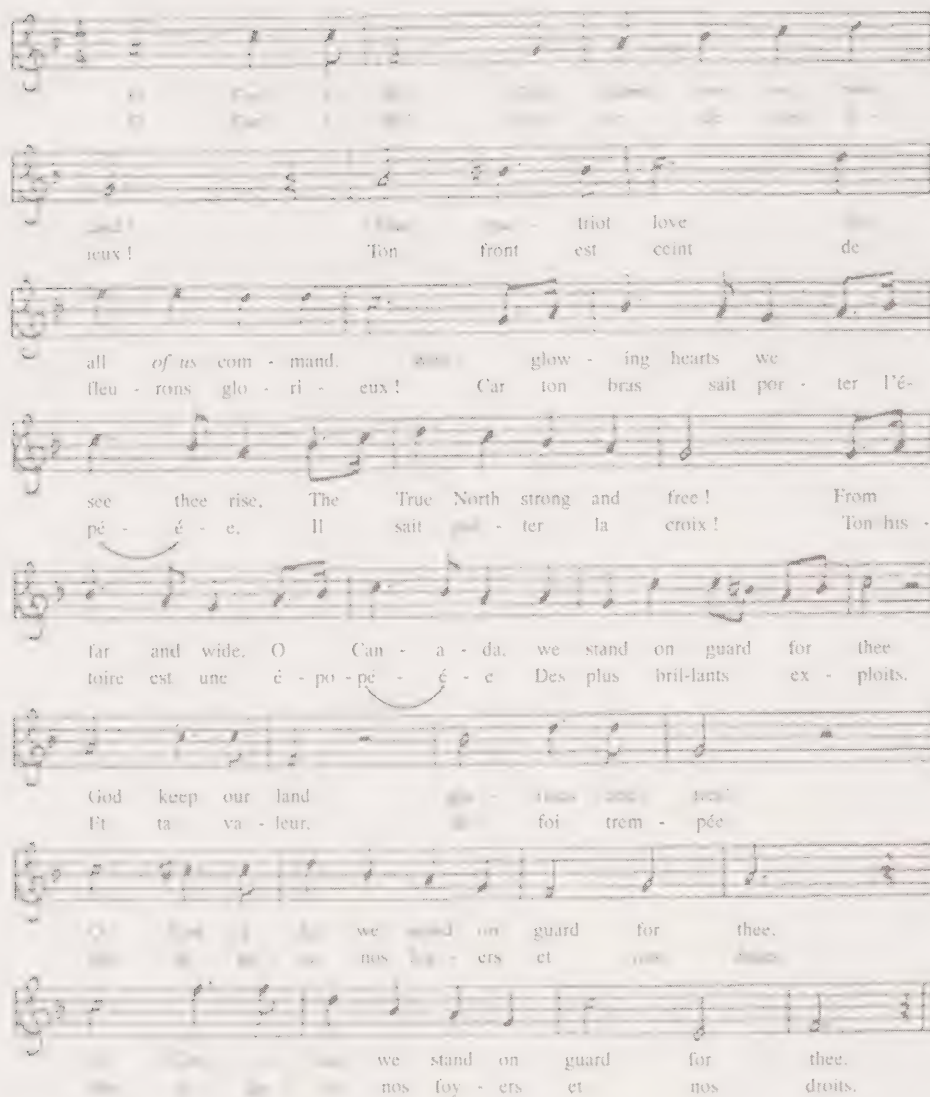
L.R., ch. N-2

## SCHEDULE / ANNEXE

(Section 1 / Article 1)

## SCHEDULE / ANNEXE

(Section 2 / Article 2)

NATIONAL ANTHEM — HYMNE NATIONAL  
O CANADA


eux ! Ton front est ceint de  
 all of us com - mand. glow - ing hearts we  
 fleu - rons glo - ri - eux ! Car ton bras sait per - ter l'é-  
 see thee rise. The True North strong and free ! From  
 pé - é - e. Il sait - ter la croix ! Ton his -  
 far and wide. O Can - a - da, we stand on guard for thee  
 toire est une é - po - pé - é - e Des plus bril - lants ex - ploits.  
 God keep our land  
 Et ta va - leur, foi trem - pée  
 we stand on guard for thee,  
 nos loy - ers et nos  
 we stand on guard for thee,  
 nos loy - ers et nos droits.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

CA1  
XB  
-366

**C-627**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**C-627**

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-627**

**PROJET DE LOI C-627**

An Act to amend the Criminal Code (sports betting)

Loi modifiant le Code criminel (paris sportifs)

---

FIRST READING, FEBRUARY 11, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 11 FÉVRIER 2011

---

MR. COMARTIN

M. COMARTIN

## SUMMARY

This enactment repeals paragraph 207(4)(b) of the *Criminal Code* to make it lawful for the government of a province, or a person or entity licensed by the Lieutenant Governor in Council of that province, to conduct and manage a lottery scheme in the province that involves betting on a race or fight or on a single sport event or athletic contest.

## SOMMAIRE

Le texte abroge l'alinéa 207(4)b) du *Code criminel* afin de légaliser la mise sur pied et l'exploitation dans une province, par le gouvernement de cette province ou par une personne ou une entité titulaire d'une licence délivrée par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, d'une loterie prévoyant des paris sur une course ou un combat ou sur une épreuve ou une manifestation sportive.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-627**

**PROJET DE LOI C-627**

An Act to amend the Criminal Code (sports  
betting)

Loi modifiant le Code criminel (paris sportifs)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

**1. Paragraph 207(4)(b) of the *Criminal  
Code* is repealed.**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

**1. L'alinéa 207(4)b) du *Code criminel* est  
5 abrogé.**

L.R., ch. C-46

5



402105

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca



CA1  
XB  
-B56

Government  
Publication

**C-628**

**C-628**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-628**

## **PROJET DE LOI C-628**

An Act to amend the Criminal Code (consent)

Loi modifiant le Code criminel (consentement)

---

FIRST READING, FEBRUARY 11, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 11 FÉVRIER 2011

---

MR. COMARTIN

M. COMARIN

## SUMMARY

This enactment repeals section 159 of the *Criminal Code*, thus removing the distinction between anal intercourse and other forms of sexual activity. It also amends other sections of that Act in consequence.

## SOMMAIRE

Le texte abroge l'article 159 du *Code criminel* afin de faire disparaître la distinction entre les relations sexuelles anales et d'autres formes d'activité sexuelle, et il modifie d'autres dispositions de cette loi en conséquence.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-628**

**PROJET DE LOI C-628**

An Act to amend the Criminal Code (consent)

Loi modifiant le Code criminel (consentement)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

**1. Subsection 7(4.1) of the *Criminal Code* is replaced by the following:**

Offence in  
relation to sexual  
offences against  
children

(4.1) Notwithstanding anything in this Act or any other Act, every one who, outside Canada, commits an act or omission that if committed in Canada would be an offence against section 151, 152, 153 or 155, subsection 160(2) or (3), 10 section 163.1, 170, 171 or 173 or subsection 212(4) shall be deemed to commit that act or omission in Canada if the person who commits the act or omission is a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of 15 subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

**2. Subsection 150.1(5) of the Act is replaced by the following:**

Mistake of age

(5) It is not a defence to a charge under 20 section 153, 170, 171 or 172 or subsection 212(2) or (4) that the accused believed that the complainant was eighteen years of age or more at the time the offence is alleged to have been committed unless the accused took all reason- 25 able steps to ascertain the age of the complainant.

**3. Section 159 of the Act is repealed.**

**4. Paragraph 161(1.1)(a) of the Act is replaced by the following:**

L.R., ch. C-46

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

**1. Le paragraphe 7(4.1) du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit :**

5

(4.1) Malgré les autres dispositions de la présente loi ou toute autre loi, le citoyen canadien ou le résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* qui, à l'étranger, est 10 l'auteur d'un fait — acte ou omission — qui, s'il était commis au Canada, constituerait une infraction aux articles 151, 152, 153 ou 155, aux paragraphes 160(2) ou (3), aux articles 163.1, 170, 171 ou 173 ou au paragraphe 212(4) est 15 réputé l'avoir commis au Canada.

Infraction  
relative aux  
infractions  
d'ordre sexuel  
impliquant des  
enfants

**2. Le paragraphe 150.1(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(5) Le fait que l'accusé croyait que le plaignant était âgé de dix-huit ans au moins au 20 moment de la perpétration de l'infraction reprochée ne constitue un moyen de défense contre une accusation portée en vertu des articles 153, 170, 171 ou 172 ou des paragraphes 212(2) ou (4) que si l'accusé a pris toutes 25 les mesures raisonnables pour s'assurer de l'âge du plaignant.

Erreur  
de l'erreur

**3. L'article 159 de la même loi est abrogé.**

**4. L'alinéa 161(1.1)a) de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :**

30



(a) an offence under section 151, 152 or 155, subsection 160(2) or (3), section 163.1, 170, 171 or 172.1, subsection 173(2) or section 271, 272, 273 or 281;

a) les infractions prévues aux articles 151, 152 ou 155, aux paragraphes 160(2) ou (3), aux articles 163.1, 170, 171 ou 172.1, au paragraphe 173(2) ou aux articles 271, 272, 273 ou 281;

5

**5. Paragraph 273.3(1)(c) of the Act is replaced by the following:**

**5. L'alinéa 273.3(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(c) under the age of eighteen years, with the intention that an act be committed outside Canada that if it were committed in Canada would be an offence against section 155, 10 subsection 160(2) or section 170, 171, 267, 268, 269, 271, 272 or 273 in respect of that person.

c) est âgée de moins de dix-huit ans, en vue de permettre la commission d'un acte qui, s'il était commis au Canada, constituerait une 10 infraction visée à l'article 155, au paragraphe 160(2) ou aux articles 170, 171, 267, 268, 269, 271, 272 ou 273.

**6. Sections 274 and 275 of the Act are replaced by the following:**

**6. Les articles 274 et 275 de la même loi 15 sont remplacés par ce qui suit :**

Corroboration not required

**274.** If an accused is charged with an offence under section 151, 152, 153, 153.1, 155, 160, 170, 171, 172, 173, 212, 271, 272 or 273, no corroboration is required for a conviction and the judge shall not instruct the jury that it is 20 unsafe to find the accused guilty in the absence of corroboration.

**274.** La corroboration n'est pas nécessaire pour déclarer coupable une personne accusée d'une infraction prévue aux articles 151, 152, 153, 153.1, 155, 160, 170, 171, 172, 173, 212, 271, 272 ou 273. Le juge ne peut dès lors 20 informer le jury qu'il n'est pas prudent de déclarer l'accusé coupable en l'absence de corroboration.

Non-exigibilité de la corroboration

Rules respecting recent complaint abrogated

**275.** The rules relating to evidence of recent complaint are hereby abrogated with respect to offences under sections 151, 152, 153, 153.1 25 and 155, subsections 160(2) and (3) and sections 170, 171, 172, 173, 271, 272 and 273.

**275.** Les règles de preuve qui concernent la plainte spontanée sont abolies à l'égard des 25 infractions prévues aux articles 151, 152, 153, 153.1 et 155, aux paragraphes 160(2) et (3) et aux articles 170, 171, 172, 173, 271, 272 et 273.

Abolition des règles relatives à la plainte spontanée

**7. The portion of subsection 276(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**7. Le passage du paragraphe 276(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 30 par ce qui suit :**

Evidence of complainant's sexual activity

**276. (1)** In proceedings in respect of an offence under section 151, 152, 153, 153.1 or 155, subsection 160(2) or (3) or section 170, 171, 172, 173, 271, 272 or 273, evidence that the complainant has engaged in sexual activity, 35 whether with the accused or with any other person, is not admissible to support an inference that, by reason of the sexual nature of that activity, the complainant

**276. (1)** Dans les poursuites pour une infraction prévue aux articles 151, 152, 153, 153.1 ou 155, aux paragraphes 160(2) ou (3) ou aux articles 170, 171, 172, 173, 271, 272 ou 273, la 35 preuve de ce que le plaignant a eu une activité sexuelle avec l'accusé ou un tiers est inadmissible pour permettre de déduire du caractère sexuel de cette activité qu'il est :

Preuve concernant le comportement sexuel du plaignant

**8. Section 277 of the Act is replaced by the 40 following:**

**8. L'article 277 de la même loi est rem- 40 placé par ce qui suit :**

Reputation evidence

**277.** In proceedings in respect of an offence under section 151, 152, 153, 153.1 or 155, subsection 160(2) or (3) or section 170, 171,

**277.** Dans des procédures à l'égard d'une infraction prévue aux articles 151, 152, 153, 153.1 ou 155, aux paragraphes 160(2) ou (3) ou

Preuve de réputation

172, 173, 271, 272 or 273, evidence of sexual reputation, whether general or specific, is not admissible for the purpose of challenging or supporting the credibility of the complainant.

aux articles 170, 171, 172, 173, 271, 272 ou 273, une preuve de réputation sexuelle visant à attaquer ou à défendre la crédibilité du plaignant est inadmissible.

**9. Paragraph 278.2(1)(a) of the Act is replaced by the following:**

**9. L'alinéa 278.2(1)a) de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :**

(a) an offence under section 151, 152, 153, 153.1, 155, 160, 170, 171, 172, 173, 210, 211, 212, 213, 271, 272 or 273,

a) une infraction prévue aux articles 151, 152, 153, 153.1, 155, 160, 170, 171, 172, 173, 210, 211, 212, 213, 271, 272 ou 273;

**10. Subsection 486(3) of the Act is replaced by the following:**

**10. Le paragraphe 486(3) de la même loi 10 est remplacé par ce qui suit :**

(3) If an accused is charged with an offence under section 151, 152, 153, 153.1 or 155, subsection 160(2) or (3) or section 163.1, 171, 172, 172.1, 173, 212, 271, 272, 273, 279.01, 279.02 or 279.03 and the prosecutor or the accused applies for an order under subsection (1), the judge or justice shall, if no such order is made, state, by reference to the circumstances of the case, the reason for not making an order.

(3) Si une personne est accusée d'une infraction prévue aux articles 151, 152, 153, 153.1 ou 155, aux paragraphes 160(2) ou (3) ou aux articles 163.1, 171, 172, 172.1, 173, 212, 271, 272, 273, 279.01, 279.02 ou 279.03 et qu'elle ou le poursuivant fait une demande pour obtenir l'ordonnance prévue au paragraphe (1), le juge ou le juge de paix doit, si aucune ordonnance n'a été rendue à la suite de cette demande, en exposer les motifs en faisant appel aux circonstances de l'espèce.

Motifs

**11. Subparagraph 486.4(1)(a)(i) of the Act is replaced by the following:**

**11. Le sous-alinéa 486.4(1)a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(i) an offence under section 151, 152, 153, 153.1, 155, 160, 162, 163.1, 170, 171, 172, 172.1, 173, 210, 211, 212, 213, 271, 272, 273, 279.01, 279.02, 279.03, 346 or 347,

(i) une infraction prévue aux articles 151, 25 152, 153, 153.1, 155, 160, 162, 163.1, 170, 171, 172, 172.1, 173, 210, 211, 212, 213, 271, 272, 273, 279.01, 279.02, 279.03, 346 ou 347,

**12. Subsection 810.1(1) of the Act is replaced by the following:**

**12. Le paragraphe 810.1(1) de la même loi 30 est remplacé par ce qui suit :**

**810.1** (1) Any person who fears on reasonable grounds that another person will commit an offence under section 151, 152 or 155, subsection 160(2) or (3), section 163.1, 170, 171 or 172.1, subsection 173(2) or section 271, 272 or 273, in respect of one or more persons who are under the age of fourteen years, may lay an information before a provincial court judge, whether or not the person or persons in respect of whom it is feared that the offence will be committed are named.

**810.1** (1) Quiconque a des motifs raisonnables de craindre que des personnes âgées de moins de quatorze ans seront victimes d'une infraction visée aux articles 151, 152 ou 155, 35 aux paragraphes 160(2) ou (3), aux articles 163.1, 170, 171 ou 172.1, au paragraphe 173(2) ou aux articles 271, 272 ou 273 peut déposer une dénonciation devant un juge d'une cour provinciale, même si les personnes en question 40 n'y sont pas nommées.

Crainte d'une d'ordre sexuel

Where fear of sexual offence



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http: publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http: publications.gc.ca



CA1  
XB  
-B56

**C-629**

**C-629**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-629**

**PROJET DE LOI C-629**

An Act respecting the establishment of a nuclear-weapons-free  
zone in the Canadian Arctic

Loi concernant l'établissement d'une zone exempte d'armes  
nucléaires dans l'Arctique canadien

---

FIRST READING, FEBRUARY 15, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 15 FÉVRIER 2011

---

MR. BAGNELL

M. BAGNELL

## SUMMARY

This enactment provides for the establishment of a nuclear-weapons-free zone in the Canadian Arctic. It also prohibits the dumping or disposal of weapons-grade nuclear material in the Canadian Arctic.

## SOMMAIRE

Le texte prévoit l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires dans l'Arctique canadien. De plus, il interdit le dépôt ou l'élimination de matières nucléaires de qualité militaire dans l'Arctique canadien.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-629

## PROJET DE LOI C-629

An Act respecting the establishment of a  
nuclear-weapons-free zone in the Canadian  
Arctic

Loi concernant l'établissement d'une zone  
exempte d'armes nucléaires dans l'Arc-  
tique canadien

Preamble

Whereas the ecosystem of the Canadian  
Arctic is very fragile;

Whereas it would be extremely difficult to  
clean up any nuclear material released in the  
Canadian Arctic due to its harsh climatic 5  
conditions;

Whereas the indigenous plants and animals of  
the Canadian Arctic are critically important to  
the diet of the Aboriginal peoples of the region;

Whereas there is a history of peaceful 10  
cooperation among the inhabitants of the  
Canadian Arctic;

Whereas the impending use of the Arctic  
Ocean as a major trade route could include the  
transport of nuclear weapons; 15

And whereas Canada wishes to contribute, to  
the greatest extent possible, to ending the  
armaments race, especially as regards nuclear  
weapons, and to improving the prospects for a  
world at peace, based on the principles of 20  
sovereign equality, mutual respect and neigh-  
bourliness among states;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the  
advice and consent of the Senate and House of  
Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu :

que l'écosystème de l'Arctique canadien est  
très fragile;

qu'il serait extrêmement difficile, advenant le  
rejet de matières nucléaires dans l'Arctique 5  
canadien, d'effectuer des opérations de net-  
toyage, en raison des conditions climatiques  
rigoureuses;

que la faune et la flore indigènes de  
l'Arctique canadien sont indispensables à 10  
l'alimentation des peuples autochtones de la  
région;

qu'il existe une tradition de coopération  
pacifique entre les habitants de l'Arctique  
canadien; 15

que l'océan Arctique deviendra sous peu une  
route commerciale principale qui pourrait  
servir au transport d'armes nucléaires;

que le Canada souhaite contribuer dans toute  
la mesure du possible à mettre un terme à la 20  
course aux armements, particulièrement en ce  
qui concerne le domaine des armes nucléai-  
res, et à favoriser l'avènement de la paix  
mondiale fondée sur l'égalité souveraine et le  
respect mutuel des Etats et les relations de 25  
bon voisinage entre eux,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
25 Canada, édicte :

## SHORT TITLE

## TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Nuclear-Weapons-Free Zone in the Canadian Arctic Act*.

1. *Loi sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Arctique canadien*.

Titre abrégé

## INTERPRETATION

## DÉFINITIONS

Definitions

2. The following definitions apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

"Canadian Arctic"  
« Arctique canadien »

"Canadian Arctic" means those lands and waters under Canadian sovereignty that are north of 60° N latitude and the airspace above those lands and waters.

5 « Arctique canadien » Les terres et les eaux sous souveraineté canadienne situées au nord du soixantième parallèle de latitude nord ainsi que l'espace aérien correspondant.

5 « Arctique canadien »  
"Canadian Arctic"

"nuclear weapon"  
« arme nucléaire »

"nuclear weapon" means any explosive device that is capable of releasing nuclear energy in an uncontrolled manner and includes such a device in unassembled and partly-assembled forms but does not include the means of transport or delivery of such a device if separable from and not an indivisible part of it.

10 « arme nucléaire » Engin explosif pouvant dégager de l'énergie nucléaire de façon incontrôlée, y compris celui en pièces détachées ou partiellement assemblé. La présente définition exclut le moyen de transport ou de livraison d'un tel engin s'il en est détachable et n'en fait pas partie intégrante.

10 « arme nucléaire »  
"nuclear weapon"

## GENERAL

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Binding on Her Majesty

3. This Act is binding on her Majesty in right of Canada.

3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada.

Obligation de Sa Majesté

Conflict with international treaty

4. In the event of a conflict or inconsistency between the provisions of this Act and the provisions of an international treaty to which Canada is a party, the provisions of the international treaty shall prevail to the extent of the conflict or inconsistency.

4. Les dispositions de tout traité international auquel le Canada est partie l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi.

Primauté des traités internationaux

Prohibition regarding nuclear weapons

5. (1) No person or state shall possess, manufacture, test, store, transport or deploy a nuclear weapon in the Canadian Arctic.

5. (1) Il est interdit à toute personne et à tout État de posséder, de fabriquer, de mettre à l'essai, d'entreposer, de transporter ou de déployer des armes nucléaires dans l'Arctique canadien.

Interdiction relative aux armes nucléaires

Prohibition regarding nuclear material

(2) No person shall dump or dispose of weapons-grade nuclear material in the Canadian Arctic.

(2) Il est interdit à quiconque de déposer ou d'éliminer des matières nucléaires de qualité militaire dans l'Arctique canadien.

Interdiction relative aux matières nucléaires

## OFFENCES

## INFRACTIONS

Contravention by person

6. Any person who contravenes section 5 is guilty of an indictable offence and is liable to a fine not exceeding \$500,000, or to imprisonment for a term not exceeding 10 years, or to both.

6. Quiconque contrevient à l'article 5 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, une amende maximale de 500 000 \$ et un emprisonnement maximal de dix ans, ou l'une de ces peines.

Infraction commise par une personne

Contravention by state	7. (1) Any state that contravenes section 5 is guilty of an indictable offence and is liable to a fine not exceeding \$10,000,000.	7. (1) L'État qui contrevient à l'article 5 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, une amende maximale de 10 000 000 \$.	Infraction commise par un État
Peaceful resolution	(2) In the case of a contravention or suspected contravention of section 5 by a foreign state, the Government of Canada shall, in accordance with its international treaty obligations and the norms and principles of international law, officially notify the state concerned of the contravention or suspected contravention, request an explanation and make every effort to peacefully resolve the matter through diplomatic channels before initiating a prosecution under subsection (1).	(2) Dans le cas où un État étranger a contrevenu ou est soupçonné d'avoir contrevenu à l'article 5, le gouvernement du Canada, en conformité avec ses obligations issues de traités internationaux ainsi que les normes et principes de droit international, en avise officiellement l'État concerné, demande des explications et s'efforce de résoudre pacifiquement la question par la voie diplomatique avant d'entamer une poursuite en application du paragraphe (1).	5 Résolution pacifique



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
[publications@lpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@lpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
[publications@lpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@lpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>



**C-630**

**C-630**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-630**

**PROJET DE LOI C-630**

An Act respecting the collection of cord blood in Canada

Loi concernant la collecte de sang de cordon ombilical au  
Canada

---

FIRST READING, FEBRUARY 18, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 18 FÉVRIER 2011

---

MS. DUNCAN (*Etobicoke North*)

M<sup>ME</sup> DUNCAN (*Etobicoke-Nord*)



## SUMMARY

This enactment provides for the Minister of Health to convene a national conference with the provincial and territorial ministers responsible for health matters to determine the most effective strategy for establishing, administering and funding a national collection of cord blood.

## SOMMAIRE

Le texte exige du ministre de la Santé qu'il convoque une conférence nationale réunissant les ministres provinciaux et territoriaux responsables de la santé afin d'élaborer la stratégie la plus efficace pour l'organisation, l'administration et le financement d'une collecte nationale de sang de cordon ombilical.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-630

## PROJET DE LOI C-630

An Act respecting the collection of cord blood  
in Canada

Loi concernant la collecte de sang de cordon  
ombilical au Canada

Preamble

Whereas the blood that is found in the umbilical cord of a newborn infant contains high numbers of stem cells;

Whereas umbilical cord blood stem cells have been used for over 20 years in the treatment of many conditions and diseases, including aplastic anemia, Hurler's syndrome, lymphoid and myeloid leukemia, sickle cell disease and thalassemia and, on an experimental basis, in the treatment of autoimmune disorders such as diabetes, multiple sclerosis and vascular disorders;

Whereas Canadians would benefit from an extensive collection of umbilical cord blood, reflecting the genetic diversity of Canada, that could be used to treat recipients who are matched for human leucocyte antigen (HLA);

And whereas the provinces and territories of Canada have determined that there is a need for a national collection of cord blood that should be managed by Canadian Blood Services and Héma-Québec, but have not allocated financial resources to support its establishment;

Attendu :

que le sang contenu dans le cordon ombilical d'un nouveau-né renferme une grande quantité de cellules souches;

que les cellules souches issues du sang de cordon ombilical sont utilisées depuis plus de vingt ans pour le traitement de nombreuses affections et maladies, notamment l'anémie aplastique, la maladie de Hurler, les leucémies lymphoïde et myéloïde, l'anémie falciforme et la thalassémie, ainsi que pour le traitement, à titre expérimental, de certaines maladies auto-immunes telles que le diabète, la sclérose en plaques et les affections vasculaires;

que la population canadienne tirerait des bienfaits d'une vaste collecte de sang de cordon ombilical reflétant la diversité génétique du Canada et pouvant être mise à profit dans le traitement des receveurs de greffe lorsqu'il y a compatibilité du système HLA avec le donneur;

que les provinces et territoires canadiens ont déterminé qu'il était nécessaire de procéder à une collecte nationale de sang de cordon ombilical qui serait administrée par la Société canadienne du sang et Héma-Québec, mais n'ont pas affecté de ressources financières à cette fin.

Preamble

15

25

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

#### SHORT TITLE

#### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Canadian Cord Blood Collection Act*.

1. *Loi sur la collecte de sang de cordon 5 ombilical au Canada.*

Titre abrégé  
5

#### INTERPRETATION

#### DÉFINITION

Definition of  
"Minister"

2. In this Act, "Minister" means the Minister of Health.

2. Dans la présente loi, « ministre » s'entend du ministre de la Santé.

Définition de  
« ministre »

#### STRATEGY CONFERENCE

#### CONFÉRENCE SUR LA STRATÉGIE

Conference

3. The Minister shall, within six months after this Act comes into force, convene a national conference of all provincial and territorial 10 ministers responsible for health matters for the purpose of determining the most effective strategy for establishing, administering and funding a national collection of cord blood.

3. Dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre convoque 10 une conférence nationale réunissant les ministres provinciaux et territoriaux responsables de la santé afin d'élaborer la stratégie la plus efficace pour l'organisation, l'administration et le financement d'une collecte nationale de sang de cordon ombilical.

Conférence

15

#### REPORT TO PARLIAMENT

#### RAPPORT AU PARLEMENT

Report

4. The Minister shall cause a report setting 15 out a plan of action for establishing, administering and funding a national collection of cord blood to be laid before each House of Parliament on any of the first five days that that House is sitting following the expiration of 180 20 days after the end of the conference.

4. Le ministre fait déposer devant chaque 10 chambre du Parlement, dans les cinq premiers jours de séance de celle-ci suivant l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts jours débutant à la fin de la conférence, un rapport énonçant un 20 plan d'action pour l'organisation, l'administration et le financement d'une collecte nationale de sang de cordon ombilical.

Rapport



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

CA1  
XB  
B56

**C-631**

**C-631**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-631**

**PROJET DE LOI C-631**

An Act to amend the Tobacco Act (smokeless tobacco and little  
cigars)

Loi modifiant la Loi sur le tabac (tabac sans fumée et petits  
cigares)

---

FIRST READING, MARCH 7, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 7 MARS 2011

---

MS. LESLIE

M<sup>ME</sup> LESLIE

## SUMMARY

This enactment amends the *Tobacco Act* to prohibit the sale of flavoured smokeless tobacco and to amend the definition of “little cigars”.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur le tabac* afin d'interdire la vente de tabac sans fumée aromatisé et de modifier la définition de « petit cigare ».



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-631

PROJET DE LOI C-631

An Act to amend the Tobacco Act (smokeless tobacco and little cigars)

Loi modifiant la Loi sur le tabac (tabac sans fumée et petits cigares)

1997, c. 13

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. (1) Section 2 of the *Tobacco Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

1. (1) L'article 2 de la *Loi sur le tabac* est 5 modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"flavouring agent"  
« aromatisant »

"flavouring agent" means an additive that has flavouring properties or that enhances flavour, including

« aromatisant » Additif qui a des propriétés aromatisantes ou qui rehausse l'arôme, notamment :

(a) an additive identified as a flavouring agent by the Joint FAO/WHO Expert Committee on Food Additives in that Committee's evaluations, as published from time to time in the WHO Technical Report Series; and

a) tout additif qualifié d'aromatisant par le 10 Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires dans ses évaluations publiées dans la version à jour de la Série de rapports techniques de l'OMS;

(b) an additive identified as a flavouring substance by the Flavor and Extract Manufacturers Association (FEMA) Expert Panel in its lists of GRAS (Generally Recognized as Safe) flavouring substances referred to as "GRAS 3" to "GRAS 24" and any subsequent GRAS lists, as published from time to time.

b) tout additif qualifié de substance aromatisante par le comité d'experts de l'association appelée Flavor and Extract Manufacturers Association (FEMA) dans ses listes, portant les numéros 3 à 24, de substances aromatisantes généralement reconnues inoffensives ou dans ses listes publiées 20 subsequently, le cas échéant.

"smokeless tobacco"  
« tabac sans fumée »

"smokeless tobacco" means a tobacco product intended for consumption otherwise than by smoking. 25

« tabac sans fumée » Produit du tabac destiné à la consommation sans être fumé.

« tabac sans fumée »  
"smokeless tobacco"

(2) The definition "little cigar" in section 2 of the Act is replaced with the following:

(2) La définition de « petit cigare », à 25 l'article 2 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

"little cigar"  
« petit cigare »

"little cigar" means any roll or tubular construction that

« petit cigare » Tout rouleau ou article de forme tubulaire qui remplit les conditions suivantes :

« petit cigare »  
"little cigar"

(a) is intended for smoking;

30 a) il est destiné à être fumé;

30

(b) has a cigarette filter or is 12 mm or less in diameter or weighs no more than 1.4 g, excluding the weight of any mouthpiece or tip;

(c) contains a filler composed of pieces of 5 natural or reconstituted leaf tobacco; and

(d) has a wrapper, or a binder and a wrapper, composed of natural or reconstituted leaf tobacco.

It includes any tobacco product that is pre-10 scribed to be a little cigar.

**2. The Act is amended by adding the following after section 10:**

**10.1** No manufacturer or retailer shall sell smokeless tobacco that contains a flavouring 15 agent other than tobacco extracts.

**3. Section 44 of the Act is replaced by the following:**

**44.** Every person who contravenes subsection 6(1) or (2) or 10(1) or (2), section 10.1, 20 subsection 26(1) or (2) or 31(1) or (3), section 32 or subsection 38(1) or (2) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both. 25

b) il comporte un bout-filtre de cigarette ou a un diamètre d'au plus 12 mm ou un poids d'au plus 1,4 g, sans le poids des embouts;

c) il comporte une tripe composée de tabac en feuilles naturel ou reconstitué; 5

d) il comporte soit une sous-cape et une cape, soit une cape, qui sont composées de tabac en feuilles naturel ou reconstitué.

La présente définition vise également les produits du tabac que les règlements désignent 10 comme des petits cigares.

**2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 10, de ce qui suit :**

**10.1** Il est interdit au fabricant ou au détaillant de vendre du tabac sans fumée qui 15 contient un aromatisant autre qu'un extrait de tabac.

**3. L'article 44 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**44.** Quiconque contrevient aux paragraphes 20 6(1) ou (2) ou 10(1) ou (2), à l'article 10.1, aux paragraphes 26(1) ou (2) ou 31(1) ou (3), à l'article 32 ou aux paragraphes 38(1) ou (2) commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure som- 25 maire, d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

Flavouring  
agents

Aromatisants

Summary  
offence

Infractions —  
procédure  
sommaire



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

B1  
83  
B56

**C-632**

**C-632**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-632**

**PROJET DE LOI C-632**

An Act to expand the mandate of Service Canada in respect of  
the death of a Canadian citizen or Canadian resident

Loi élargissant le mandat de Service Canada en cas de décès  
d'un citoyen canadien ou d'un résident canadien

---

FIRST READING, MARCH 7, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 7 MARS 2011

---

MR. WILFERT

M. WILFERT

## SUMMARY

This enactment requires the Minister of Human Resources and Skills Development to implement all measures necessary to establish Service Canada as the single point of contact for the Government of Canada in respect of all matters relating to the death of a Canadian citizen or Canadian resident.

## SOMMAIRE

Le texte exige du ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences qu'il mette en oeuvre les mesures nécessaires pour faire de Service Canada le point de contact unique avec le gouvernement du Canada pour toutes les questions liées au décès d'un citoyen canadien ou d'un résident canadien.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-632

## PROJET DE LOI C-632

An Act to expand the mandate of Service Canada in respect of the death of a Canadian citizen or Canadian resident

Loi élargissant le mandat de Service Canada en cas de décès d'un citoyen canadien ou d'un résident canadien

Preamble

Whereas Service Canada was created in 2005 within the Department of Human Resources and Skills Development with the mandate to provide Canadians with a single point of access to a wide range of government services and programs either in person, by phone, by Internet or by mail;

And whereas it would be of great benefit to Canadians to now expand the mandate of Service Canada to provide those Canadians who have recently lost a loved one with a single point of contact for the Government of Canada in respect of all matters relating to the death of that person;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

### SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Service Canada Mandate Expansion Act*.

### MANDATE

Single point of contact

2. Within one year after this Act comes into force, the Minister of Human Resources and Skills Development shall implement all measures necessary to establish Service Canada as the single point of contact for the Government of Canada in respect of all matters relating to the

Attendu :

que Service Canada a été créé en 2005 au sein du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences avec comme mandat d'offrir aux Canadiens un point d'accès unique à un vaste éventail de services et de programmes gouvernementaux soit en personne, par téléphone, par Internet ou par courrier;

qu'il serait à l'avantage de la population canadienne d'élargir le mandat de Service Canada afin d'offrir aux Canadiens qui viennent de perdre un être cher un point de contact unique avec le gouvernement du Canada pour toutes les questions liées au décès de cette personne,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi élargissant le mandat de Service Canada*.

### MANDAT

2. Dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences met en oeuvre les mesures nécessaires pour faire de Service Canada le point de contact unique avec le gouvernement du Canada pour

Preamble

Point de contact  
officiel



death of a Canadian citizen or Canadian resident, so that an individual acting on behalf of the estate of a Canadian citizen or Canadian resident will only need to communicate with Service Canada in order to resolve all outstanding issues that may exist between the estate and the Government of Canada, including — but not limited to — notification of the Canada Revenue Agency and cancellation of a passport, social insurance number or Old Age Security, 10 Canada Pension Plan or veterans' benefits.

toutes les questions liées au décès d'un citoyen canadien ou d'un résident canadien, de sorte que toute personne agissant au nom de la succession puisse, en communiquant avec Service Canada, effectuer l'ensemble des démarches nécessaires 5 auprès du gouvernement du Canada, notamment aviser l'Agence du revenu du Canada et annuler le passeport, le numéro d'assurance sociale et les prestations au titre de la Sécurité de la vieillesse, du Régime de pensions du Canada et 10 des programmes pour les anciens combattants.

## REGULATIONS

Regulations

3. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act.

## RÈGLEMENTS

Règlements

3. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'application de la présente loi.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

C41  
x8  
-856

C-633

C-633

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-633

## PROJET DE LOI C-633

An Act to amend the Statutory Instruments Act (regulatory  
reduction)

Loi modifiant la Loi sur les textes réglementaires (réduction de  
la réglementation)

---

FIRST READING, MARCH 9, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 9 MARS 2011

---

MR. BAINS

M. BAINS

## SUMMARY

This enactment amends the *Statutory Instruments Act* to require that regulation-making authorities, on an annual basis, review the effectiveness of the regulations made by them and establish targets for regulatory reduction.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les textes réglementaires* afin d'obliger les autorités réglementantes, sur une base annuelle, à évaluer l'efficacité des règlements qu'elles prennent et à établir des objectifs de réduction de la réglementation.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-633

## PROJET DE LOI C-633

An Act to amend the Statutory Instruments Act  
(regulatory reduction)

Loi modifiant la Loi sur les textes réglementai-  
res (réduction de la réglementation)

R.S., c. S-22

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

1 R., ch. S-22

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

Short title

**1.** This act may be cited as the *Red Tape  
Review and Reduction Act*.

**1.** *Loi sur la réduction des lourdeurs admi-  
nistratives.*

Titre abrégé

5

### STATUTORY INSTRUMENTS ACT

### LOI SUR LES TEXTES RÉGLEMENTAIRES

**2. The *Statutory Instruments Act* is  
amended by adding the following after  
section 15:**

**2. La *Loi sur les textes réglementaires* est  
modifiée par adjonction, après l'article 15, de  
ce qui suit :**

#### REGULATORY REDUCTION

#### RÉDUCTION DE LA RÉGLEMENTATION

Regulatory  
reduction

**15.1 (1)** Every regulation-making authority  
shall, on an annual basis, review the effective-  
ness of the regulations made by it and establish  
targets for regulatory reduction by

(a) examining the current regulatory envi-  
ronment to determine whether the regulatory  
burden on businesses in Canada interferes  
with their ability to compete with businesses  
outside Canada;

(b) consulting with other regulation-making  
authorities to ensure consistency of regula-  
tory regimes;

(c) consulting with persons and organiza-  
tions that are subject to existing regula-  
tions, or that would be subject to proposed

**15.1 (1)** L'autorité réglementante est tenue,  
sur une base annuelle, d'évaluer l'efficacité des  
règlements pris par elle et d'établir des objectifs  
pour la réduction de la réglementation. À cette  
fin, elle :

a) examine la réglementation en place afin  
de déterminer si le fardeau réglementaire  
imposé aux entreprises exploitées au Canada  
nuît à leur capacité de faire concurrence aux  
entreprises exploitées à l'étranger;

b) consulte d'autres autorités réglementantes  
afin d'assurer l'uniformité des régimes de  
réglementation;

c) consulte des personnes et des organismes  
qui sont assujettis aux règlements en vigueur  
ou qui seraient assujettis à des règlements

Reduction de la  
réglementation

	regulations, to identify issues that are caused, or that may be caused, by the application of those regulations; and	proposés afin de cerner les problèmes existants ou éventuels causés par l'application de ces règlements;	
	(d) identifying regulations that could be amended or revoked to reduce the regulatory burden on businesses in Canada.	d) désigne les règlements qui pourraient être modifiés ou abrogés afin de réduire le fardeau réglementaire imposé aux entreprises exploitées au Canada.	
Annual targets	(2) Every regulation-making authority shall implement the annual targets for regulatory reduction referred to in subsection (1) by amending and revoking regulations as necessary.	(2) L'autorité réglementante atteint les objectifs annuels pour la réduction de la réglementation visés au paragraphe (1) en modifiant ou en abrogeant au besoin des règlements.	Objectifs annuels
Annual report	(3) Every regulation-making authority shall (a) prepare an annual report on the results of the review referred to in subsection (1) and the regulatory reduction measures it has taken in the previous fiscal year; and (b) on or before March 31 in each year, submit the report to the Clerk of the Privy Council.	(3) L'autorité réglementante : a) établit un rapport annuel sur les résultats de l'évaluation prévue au paragraphe (1) et les mesures de réduction de la réglementation prises au cours de l'exercice précédent; b) présente son rapport au greffier du Conseil privé au plus tard le 31 mars de chaque année.	Rapport annuel
Tabling in Parliament	(4) The Clerk of the Privy Council shall, on or before May 31 in each year, submit a report on the regulatory reduction measures taken by all regulation-making authorities in the previous fiscal year to the Prime Minister, and the Prime Minister shall cause a copy of the report to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the Prime Minister receives it.	(4) Au plus tard le 31 mai de chaque année, le greffier du Conseil privé présente au premier ministre un rapport sur les mesures de réduction de la réglementation prises par toutes les autorités réglementantes au cours de l'exercice précédent. Le premier ministre fait déposer un exemplaire de ce rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.	Dépôt devant le Parlement



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>



HL  
XB  
854

**C-634**

**C-634**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-634**

**PROJET DE LOI C-634**

An Act to amend the Canada Elections Act (voting age)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (âge de voter)

---

FIRST READING, MARCH 9, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 9 MARS 2011

---

MR. DAVIES

M. DAVIES

## SUMMARY

This enactment lowers the federal voting age in Canada to 16 years of age.

## SOMMAIRE

Le texte abaisse à seize ans l'âge minimal requis pour voter aux élections fédérales.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-634**

**PROJET DE LOI C-634**

An Act to amend the Canada Elections Act  
(voting age)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (âge  
de voter)

2000, c. 9

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

**1. Section 3 of the *Canada Elections Act* is  
replaced by the following:**

Persons qualified  
as electors

**3.** Every person who is a Canadian citizen  
and is 16 years of age or older on polling day is  
qualified as an elector.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

**1. L'article 3 de la *Loi électorale du*  
5 *Canada* est remplacé par ce qui suit :**

2000, ch. 9

5

**3.** A qualité d'électeur toute personne qui, le  
jour du scrutin, est citoyen canadien et a atteint  
l'âge de seize ans.

Personnes qui  
ont qualité  
d'électeur



403113

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca



CH1  
XB  
256

C-635

C-635

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-635

## PROJET DE LOI C-635

An Act to establish criteria and conditions in respect of funding for post-secondary education programs in order to ensure the quality, accessibility, public administration and accountability of those programs

Loi prévoyant les critères et les conditions de l'octroi de fonds pour les programmes d'enseignement postsecondaire afin d'assurer la qualité et l'accessibilité de ces programmes, la responsabilisation à leur égard ainsi que leur gestion par une administration publique

---

FIRST READING, MARCH 10, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 10 MARS 2011

---

MS. ASHTON

M<sup>ME</sup> ASHTON



## SUMMARY

This enactment establishes criteria and conditions in respect of funding for post-secondary education programs to ensure the quality, accessibility, public administration and accountability of those programs before payments are made to a province by the Government of Canada in support of those programs. It also requires the Minister of Human Resources and Skills Development to establish a framework for the division of the total Canada Social Transfer entitlement into two distinct components, the first to be provided to the provinces for the purpose of funding programs targeting social assistance and social services, and the second to be provided to the provinces solely for the purposes of post-secondary education.

## SOMMAIRE

Le texte établit des critères et des conditions relativement au financement des programmes d'enseignement postsecondaire afin d'assurer leur qualité, leur accessibilité, la responsabilisation à leur égard ainsi que leur gestion par une administration publique, avant que le gouvernement du Canada n'effectue de versements à une province au soutien de ces programmes. Il exige également que le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences mette en place un régime pour la division, en deux parties distinctes, du montant total payable en vertu du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, la première partie étant versée aux provinces pour financer les programmes d'assistance sociale et de services sociaux, et la deuxième, pour financer exclusivement l'enseignement postsecondaire.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-635

## PROJET DE LOI C-635

An Act to establish criteria and conditions in respect of funding for post-secondary education programs in order to ensure the quality, accessibility, public administration and accountability of those programs

Loi prévoyant les critères et les conditions de l'octroi de fonds pour les programmes d'enseignement postsecondaire afin d'assurer la qualité et l'accessibilité de ces programmes, la responsabilisation à leur égard ainsi que leur gestion par une administration publique

Preamble

Whereas the Parliament of Canada recognizes that post-secondary education has an important role in the economic, social, cultural and political development of Canada and the learning and development opportunities of individual Canadians;

Whereas the Parliament of Canada wishes to ensure access by all academically capable applicants to a public post-secondary educational institution that has been sufficiently resourced to accommodate those applicants;

Whereas the Parliament of Canada is committed to protecting the quality of post-secondary education throughout Canada and to facilitating access to post-secondary education for all academically capable applicants

(a) by protecting the principles of free and independent academic inquiry, academic freedom, and the academic and intellectual autonomy of post-secondary educational institutions;

(b) by promoting quality in teaching and research;

Attendu :

que le Parlement du Canada reconnaît le rôle important que joue l'enseignement postsecondaire dans le développement économique, social, culturel et politique du Canada ainsi que dans les possibilités d'apprentissage et de perfectionnement des Canadiens;

qu'il souhaite assurer à tous les candidats aptes aux études l'accès à un établissement d'enseignement postsecondaire public disposant de ressources suffisantes pour répondre à leurs besoins;

qu'il s'engage à préserver la qualité de l'enseignement postsecondaire au Canada et à en favoriser l'accès à tous les candidats aptes aux études :

a) en protégeant les principes de recherche universitaire libre et indépendante, de liberté universitaire ainsi que d'autonomie pédagogique et intellectuelle des établissements d'enseignement postsecondaire;

b) en favorisant un enseignement et une recherche de qualité;

c) en encourageant et en renforçant les capacités d'enseignement et de recherche actuelles des établissements d'enseigne-

Preamble

(c) by encouraging and strengthening the present teaching and research capacities of post-secondary educational institutions and by ensuring the integrity and independence of that work;	5	ment postsecondaire et en garantissant l'intégrité et l'indépendance de ces activités;
(d) by protecting the right of all academically capable applicants to open and equal access to post-secondary education;		d) en protégeant le droit de tous les candidats aptes aux études à l'égalité d'accès à l'enseignement postsecondaire;
(e) by encouraging measures that remove barriers to post-secondary education due to socio-economic status or membership in a group or class of persons not fully served by existing post-secondary education programs; and	10	e) en encourageant des mesures pour contrer les obstacles à l'enseignement postsecondaire auxquels ces personnes font face du fait de leur statut socioéconomique ou de leur appartenance à un groupe ou une catégorie de personnes qui ne profite pas pleinement des programmes actuels en la matière;
(f) by developing and maintaining financial assistance programs for students;	15	f) en élaborant et en maintenant des programmes d'aide financière aux étudiants;
And whereas the Parliament of Canada wishes to encourage the development of post-secondary education by assisting the provinces in meeting the costs of that education;	20	que le Parlement du Canada souhaite favoriser le développement de l'enseignement postsecondaire en aidant les provinces à en supporter les coûts,
Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:		Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short Title	1. This Act may be cited as the <i>Canada Post-Secondary Education Act</i> .	1. <i>Loi canadienne sur l'enseignement post- 25</i> Titre abrégé <i>secondaire</i> .
-------------	--	--

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions	2. The following definitions apply in this Act.	2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	Définitions
"cash contribution" « contribution pécuniaire »	"cash contribution" means the cash contribution in respect of post-secondary education that may be provided to a province under section 6.	30 « comité permanent » Le comité permanent de la Chambre des communes habituellement chargé des questions concernant les ressources humaines et le développement des compétences.	« comité permanent » "Standing Committee"
"Minister" « ministre »	"Minister" means the Minister of Human Resources and Skills Development.	« contribution pécuniaire » La contribution pécuniaire au titre de l'enseignement postsecondaire qui peut être versée à une province en application de l'article 6.	« contribution pécuniaire » "cash contribution"
"post-secondary education" « enseignement postsecondaire »	"post-secondary education" means, in relation to a province, every course of study in the province that requires for admission a secondary school diploma or equivalent, is of not less than 24 weeks' duration, and has been certified as a course of study at a post-secondary level by such person or persons as may be designated by the provincial minister.	40 « enseignement postsecondaire » À l'égard d'une province, programme d'études ayant comme condition d'admission un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent, dont la durée est d'au moins vingt-quatre semaines et	« enseignement postsecondaire » "post-secondary education"

"post-secondary education services" «services d'enseignement postsecondaire»	"post-secondary education services" means the post-secondary educational services provided within a province.	qui est attesté comme programme d'études postsecondaires par une personne désignée par le ministre provincial.	
"provincial minister" «ministre provincial»	"provincial minister" means the minister responsible for post-secondary education in a province.	«ministre» Le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences.	5 "Minister"
"Standing Committee" «comité permanent»	"Standing Committee" means the standing committee of the House of Commons that normally considers matters related to human resources and skills development.	5 «ministre provincial» Le ministre responsable de l'enseignement postsecondaire dans la province.	«ministre provincial» "provincial minister"
		«services d'enseignement postsecondaire» Les services d'enseignement postsecondaire offerts 10 dans une province.	«services d'enseignement postsecondaire» "post-secondary education services"

## ANNUAL CONTRIBUTION

## CONTRIBUTION ANNUELLE

Cash contribution payable	3. (1) Subject to this Act, a full cash contribution is payable by Canada to each province for each fiscal year.	3. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le Canada verse à chaque province, pour chaque exercice, une pleine contribution pécuniaire.	Contribution pécuniaire 15
Non-derogation	(2) For greater certainty, this Act shall not abrogate, derogate from or otherwise impair any of the powers, rights, privileges or authorities vested in Canada or the provinces under the <i>Constitution Act, 1867</i> .	(2) Il est entendu que la présente loi ne porte pas atteinte aux pouvoirs, droits et privilèges dévolus au Canada ou aux provinces sous le régime de la <i>Loi constitutionnelle de 1867</i> .	Titre

## PURPOSE

## OBJET

Purpose	4. The purpose of this Act is to establish criteria and conditions that must be satisfied before a full cash contribution may be made to a province in respect of post-secondary education programs.	4. La présente loi a pour objet d'établir les conditions et les critères que doit respecter une province pour que lui soit versée la pleine contribution pécuniaire relative aux programmes d'enseignement postsecondaire.	20 Objet
---------	--	--	-------------

## EXEMPTION

## EXEMPTION

Exemption	5. Recognizing the unique nature of the jurisdiction of the Government of Quebec with regard to education, and notwithstanding any other provision of this Act, the Government of Quebec may choose to be exempted from the application of this Act and, notwithstanding any such decision, shall receive the full cash contribution that would otherwise be paid under section 6.	5. Compte tenu de la nature spéciale et unique de la compétence du gouvernement du Québec en matière d'éducation, et malgré les autres dispositions de la présente loi, le gouvernement du Québec peut choisir de se soustraire à l'application de celle-ci et, le cas échéant, il recevra la pleine contribution pécuniaire à laquelle il a droit au titre de l'article 6.	25 Exemption 30
-----------	--	---	-----------------------



## CASH CONTRIBUTION

## CONTRIBUTION PÉCUNIAIRE

Cash  
contribution

6. (1) The Minister of Finance may make a cash contribution directly to a province in each fiscal year to support the post-secondary education services of the province if the following criteria are satisfied:

- (a) the operators of the post-secondary educational institutions in the province are accountable to the government of the province for the administration and operation of the post-secondary education services; and 10
- (b) the post-secondary education services provided in the province are of a high quality, publicly administered and accessible.

Accountability

(2) In order to satisfy the criterion relating to accountability, the post-secondary education services of a province must be directly administered by the provincial government or by an institution that is operated on a not-for-profit basis and that

- (a) is accredited, authorized or designated by the government of the province; 20
- (b) reports to that government in respect of the administration and operation of the services; and
- (c) is subject to a public audit of its accounts and financial transactions by the authority that is responsible under provincial law for auditing the accounts of that government. 25

Quality

(3) In order to satisfy the criterion relating to quality, the post-secondary education services of a province must meet the following standards:

- (a) standards that relate to the environment in which post-secondary education services are provided, including standards that target faculty-to-student ratios; and 35
- (b) standards that target programs and curricula, including standards designed to protect the principles of academic freedom and independent academic inquiry.

Public  
administration

(4) In order to satisfy the criterion relating to public administration, the post-secondary education services of a province must be provided on a public and not-for-profit basis. 40

Contribution  
pécuniaire

6. (1) À chaque exercice, le ministre des Finances peut verser directement à une province une contribution pécuniaire au soutien des services d'enseignement postsecondaire de la province si les critères suivants sont respectés : 5

- a) les dirigeants des établissements d'enseignement postsecondaire de la province rendent compte au gouvernement provincial de la gestion et du fonctionnement des services d'enseignement postsecondaire; 10
- b) les services d'enseignement postsecondaire offerts dans la province sont de grande qualité, gérés par une administration publique et accessibles.

(2) Pour répondre au critère de reddition de comptes, les services d'enseignement postsecondaire d'une province doivent être directement gérés par le gouvernement provincial ou par un organisme à but non lucratif qui, à la fois : 20

- a) est agréé, autorisé ou désigné par le gouvernement provincial;
- b) rend compte à ce gouvernement de la gestion et du fonctionnement des services;
- c) est assujetti à une vérification publique de ses comptes et opérations financières, effectuée par l'autorité chargée par les lois provinciales de vérifier les comptes de ce gouvernement. 25

(3) Pour répondre au critère de qualité, les services d'enseignement postsecondaire d'une province doivent respecter les normes suivantes : 30

- a) les normes relatives au milieu où ils sont offerts, notamment à l'égard du taux d'encadrement; 35
- b) les normes — y compris celles visant à protéger les principes de liberté universitaire et de recherche universitaire indépendante — relatives aux programmes d'études. 40

(4) Pour répondre au critère de gestion par une administration publique, les services d'enseignement postsecondaire d'une province doivent être publics et sans but lucratif.

Gestion publique



Accessibilité

(5) In order to satisfy the criterion relating to accessibility, the post-secondary education services of a province must be provided on terms and conditions that

(a) ensure reasonable access to all qualified persons in the province, regardless of socio-economic status or membership in a group or class; and

(b) ensure that all persons in the province are equally entitled to post-secondary education services appropriate to their needs.

(5) Pour répondre au critère d'accessibilité, les services d'enseignement postsecondaire d'une province doivent être fournis selon des modalités :

a) qui les rendent raisonnablement accessibles à toutes les personnes qualifiées d'une province, sans égard à leur statut socioéconomique ou à leur appartenance à un groupe ou une catégorie de personnes;

b) qui assurent que, dans une province, chacun soit en droit de recevoir, de façon égale, des services d'enseignement postsecondaire adaptés à ses besoins.

Accessibilité

Cash contribution reduced or withheld

7. (1) When advised by the Minister that the post-secondary education services of a province do not satisfy a criterion or condition described in section 6 in a fiscal year, the Governor in Council may, by order, where the Governor in Council considers it appropriate

(a) direct that any cash contribution to that province for a fiscal year be reduced, with respect to each default, by an amount that the Governor in Council considers to be appropriate having regard to the gravity of the default; or

(b) direct that the whole of any cash contribution to that province for a fiscal year be withheld.

7. (1) Si le ministre l'avise que les services d'enseignement postsecondaire d'une province ne répondent pas, pendant un exercice donné, à l'un des critères ou à l'une des conditions énoncés à l'article 6, le gouverneur en conseil peut, par décret, s'il l'estime indiqué :

a) soit ordonner, pour chaque manquement, que la contribution pécuniaire versée à la province pour l'exercice soit réduite du montant qu'il estime indiqué, compte tenu de la gravité du manquement;

b) soit ordonner la retenue de la totalité de la contribution pécuniaire versée à la province pour l'exercice.

Reduction ou retenue de la contribution pécuniaire

Order may be repealed

(2) The Governor in Council may repeal or amend any order made under subsection (1) where the Governor in Council is of the opinion that the repeal or amendment is warranted in the circumstances.

(2) Le gouverneur en conseil peut annuler ou modifier le décret s'il l'estime justifié dans les circonstances.

Annulation du décret

Statement to be laid before Parliament

(3) A copy of each order made under this section, together with a statement of any findings on which the order was based, shall be sent to the government of the province concerned, and the Minister shall cause the order and statement to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the order is made.

(3) Un exemplaire du décret, accompagné d'un exposé des motifs sur lesquels il se fonde, est envoyé au gouvernement de la province visée; le ministre fait déposer le décret, accompagné de l'exposé des motifs, devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa prise.

Dépôt devant le Parlement

Order not to come into force before 30 days

(4) An order made under subsection (1) shall not come into force earlier than 30 days after a copy of the order has been sent to the government of the province concerned under subsection (3).

(4) Le décret pris en vertu du paragraphe (1) ne peut entrer en vigueur que trente jours après son envoi au gouvernement de la province concernée aux termes du paragraphe (3).

Délai d'entrée en vigueur de trente jours

Cash  
contribution  
reduced or  
withheld

(5) In the case of a continuing failure to satisfy a criterion or condition described in subsection 6(1) or (2), any reduction or withholding of a cash contribution to a province for a fiscal year shall be reimposed for the following fiscal year.

(5) En cas de manquement continu à l'un des critères ou à l'une des conditions énoncés aux paragraphes 6(1) ou (2), la réduction ou la retenue de la contribution pécuniaire déjà appliquée à une province pour un exercice est renouvelée pour l'exercice ultérieur.

Réduction ou  
retenue de la  
contribution  
pécuniaire

Timing

(6) Any reduction or withholding of a cash contribution under subsection (1) may be imposed in the fiscal year in which the default that gave rise to the reduction or withholding occurred or in the following fiscal year.

(6) Toute réduction ou retenue d'une contribution pécuniaire au titre du paragraphe (1) peut être appliquée pour l'exercice pendant lequel s'est produit le manquement qui y a donné lieu ou pour l'exercice ultérieur.

Moment de  
l'application

#### REPORT TO PARLIAMENT

#### RAPPORT AU PARLEMENT

Report by  
Minister

8. (1) Within two months after the end of a fiscal year, the Minister shall report to the Standing Committee on the administration and operation of this Act during that fiscal year, including

8. (1) Dans les deux mois suivant la fin de chaque exercice, le ministre fait rapport au comité permanent sur l'application de la présente loi pendant l'exercice, notamment sur : 15

Rapport du  
ministre

- (a) any initiatives and developments relating to post-secondary education;
- (b) the extent to which the post-secondary education objectives of this Act have been satisfied;
- (c) the amount of the cash contribution provided to each province under this Act; and
- (d) any recommendations respecting supplementary cash contributions to a province. 25

- a) les initiatives et les réalisations à l'égard de l'enseignement postsecondaire;
- b) la mesure dans laquelle les objectifs établis par la présente loi pour l'enseignement postsecondaire ont été satisfaits; 20
- c) le montant des contributions pécuniaires versées à chaque province en vertu de la présente loi;
- d) toute recommandation quant au versement de contributions pécuniaires supplémentaires aux provinces. 25

Contents of  
report

(2) The report shall also contain a summary of all information in the possession of the Minister that relates to the extent to which the post-secondary education services of each province satisfied the criteria and conditions described in section 6 during the fiscal year, including but not limited to

(2) Le rapport comporte un résumé de tous les renseignements que possède le ministre sur la mesure dans laquelle les services d'enseignement postsecondaire de chaque province ont répondu pendant l'exercice aux critères et conditions énoncés à l'article 6, notamment :

Contenu

- (a) a description of the post-secondary education services provided in each province during that fiscal year; 35
- (b) the amount expended by the government of each province during that fiscal year for the post-secondary education services;
- (c) indicators of availability, such as an analysis of the number of spaces available to groups or classes of persons who, traditionally, have not been served by post-secondary education services;

- a) une description des services d'enseignement postsecondaire offerts dans chaque province pendant l'exercice; 35
- b) le montant dépensé par chaque gouvernement provincial pendant l'exercice pour les services d'enseignement postsecondaire;
- c) les indicateurs de disponibilité, notamment une analyse du nombre de places disponibles aux groupes ou catégories de personnes qui n'ont traditionnellement pas profité des services d'enseignement postsecondaire;

(d) indicators of affordability, such as average tuition fees charged in each province;

(e) indicators of quality, such as training requirements, average class size and supplies and facilities; and

(f) indicators of accessibility, such as eligibility criteria and the number of students receiving financial aid.

d) les indicateurs d'abordabilité, notamment les droits de scolarité moyens exigés dans chaque province;

e) les indicateurs de qualité, notamment les exigences en matière de formation, l'effectif moyen des classes et les fournitures et installations;

f) les indicateurs d'accessibilité, notamment les critères d'admissibilité et le nombre d'étudiants qui bénéficient de l'aide financière.

Report to  
Parliament

(3) The Standing Committee shall review the annual report of the Minister under this Act and shall cause its review and recommendations to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the review is completed.

(3) Le comité permanent examine le rapport annuel du ministre et fait déposer son rapport d'examen et ses recommandations devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant l'achèvement de l'examen.

Rapport au  
Parlement

Committee may  
seek advice

(4) In conducting its review under subsection (3), the Standing Committee may seek the advice and assistance of any department, agency or association.

(4) Au cours de son examen, le comité permanent peut solliciter des conseils et de l'aide de tout ministère, organisme ou association.

Sollicitation de  
conseils par le  
comité

#### DIVISION OF CANADA SOCIAL TRANSFER

Division of  
Canada Social  
Transfer

9. (1) Within six months after the day on which this Act comes into force, the Minister shall, after consultation with the provinces and with the intention of developing a long-term and predictable funding formula for federal contributions, establish a framework for the division of the total Canada Social Transfer entitlement into two distinct components, the first to be provided to the provinces for the purpose of funding programs in respect of social assistance and social services, including early childhood development and early learning and child care services, and the second to be provided to the provinces solely for the purposes of post-secondary education.

#### DIVISION DU TRANSFERT CANADIEN EN MATIÈRE DE PROGRAMMES SOCIAUX

Division du  
Transfert  
canadien en  
matière de  
programmes  
sociaux

9. (1) Dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre doit, après consultation avec les provinces et dans le but d'établir un mode de financement prévisible et à long terme relativement aux contributions fédérales, mettre en place un régime pour la division, en deux parties distinctes, du montant total payable en vertu du Transfert canadien en matière de programmes sociaux. La première partie est versée aux provinces pour financer les programmes d'assistance sociale et de services sociaux, y compris le développement de la petite enfance, les services éducatifs pour la petite enfance et les services de garde d'enfants; la deuxième leur est versée pour financer exclusivement l'enseignement postsecondaire.

Implementation

(2) Within 60 days after this Act comes into force, the Minister shall implement any remaining measures that must be taken in order to implement the division of the Canada Social Transfer, including amendments to the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act*.

(2) Dans les soixante jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre met en oeuvre les autres mesures nécessaires y compris la modification de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* afin de diviser le Transfert canadien en matière de programmes sociaux.

Mise en oeuvre



## REGULATIONS

Regulations

**10.** The Governor in Council may make regulations for the purpose of carrying the purposes and provisions of this Act into effect, including regulations respecting the information the Minister may require for the purpose of reporting to Parliament under section 8 and for the purpose of implementing section 9.

## RÈGLEMENTS

Règlements

**10.** Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour l'application de la présente loi, notamment des règlements concernant les renseignements que le ministre peut exiger pour établir le rapport prévu à l'article 8 et pour mettre en oeuvre l'article 9.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

C-636  
XB  
-B56

C-636

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

C-636

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-636

## PROJET DE LOI C-636

An Act respecting the Marine Mammal Regulations (seal  
fishery observation licence)

Loi concernant le Règlement sur les mammifères marins  
(permis d'observation pour la pêche du phoque)

---

FIRST READING, MARCH 10, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 10 MARS 2011

---

MR. ARMSTRONG

M. ARMSTRONG



## SUMMARY

This enactment requires the Governor in Council to amend the *Marine Mammal Regulations* to increase the distance that a person must maintain from another person who is fishing for seals, except under the authority of a seal fishery observation licence.

## SOMMAIRE

Le texte exige du gouverneur en conseil qu'il modifie le *Règlement sur les mammifères marins* afin d'augmenter la distance qui doit être maintenue entre quiconque n'est pas titulaire d'un permis d'observation pour la pêche du phoque et toute personne qui pêche le phoque.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-636

## PROJET DE LOI C-636

An Act respecting the Marine Mammal Regulations (seal fishery observation licence)

Loi concernant le Règlement sur les mammifères marins (permis d'observation pour la pêche du phoque)

SOR 93-56

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

**1. Within 60 days after this Act comes into force, the Governor in Council shall make the following amendments to the *Marine Mammal Regulations*:**

**(a) paragraph 32(2)(d) is replaced by the following:**

(d) whether the applicant has a stated aim of disrupting the seal fishery or has been convicted, in the five years preceding the application for the licence, of tagging, marking or moving a live seal, of contravening subsection 33(1) or of violating a condition of a seal fishery observation licence; and

**(b) subsection 33(1) is replaced by the following:**

**33.** (1) Subject to subsection (2), no person shall, except under the authority of a seal fishery observation licence issued by the Minister, approach within one nautical mile of a person who is fishing for seals.

**(c) paragraph 33(2)(e) is replaced by the following:**

DORS 93-56

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

**1. Dans les soixante jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le gouverneur en conseil apporte les modifications suivantes au *Règlement sur les mammifères marins* :**

**a) l'alinéa 32(2)d) est remplacé par ce qui suit :**

d) le fait que le demandeur puisse avoir comme but avoué de perturber la pêche du phoque ou qu'il ait déjà été condamné, dans les cinq années précédant la demande, pour avoir étiqueté, marqué ou déplacé un phoque vivant, avoir contrevenu au paragraphe 33(1) ou avoir contrevenu à une condition d'un permis délivré en vertu du paragraphe (1);

**b) le paragraphe 33(1) est remplacé par ce qui suit :**

**33.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), il est interdit à quiconque n'est pas titulaire d'un permis d'observation pour la pêche du phoque délivré par le ministre de s'approcher à moins d'un mille marin d'une personne qui pêche le phoque.

**c) l'alinéa 33(2)e) est remplacé par ce qui suit :**

(e) to a person who resides on land within one nautical mile of a person who is fishing for seals.

e) aux personnes qui habitent une résidence située sur la terre ferme à moins d'un mille marin de l'endroit où une personne pêche le phoque.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

<http://publications.gc.ca>

CAI  
XB  
-B56

**C-637**

**C-637**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-637**

**PROJET DE LOI C-637**

An Act to amend the Criminal Code (public transit operators)

Loi modifiant le Code criminel (conducteurs de véhicules de  
transport en commun)

---

FIRST READING, MARCH 10, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 10 MARS 2011

---

MR. RATHGEBER

M. RATHGEBER

## SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to make the fact that the victim of an assault is a public transit operator an aggravating circumstance for sentencing purposes.

## SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin de qualifier de circonstance aggravante aux fins de la détermination de la peine, le fait que la victime de voies de fait est le conducteur d'un véhicule de transport en commun.



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-637**

**PROJET DE LOI C-637**

An Act to amend the Criminal Code (public transit operators)

Loi modifiant le Code criminel (conducteurs de véhicules de transport en commun)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Public Transit Operators Protection Act* (Bregg's Law).

1. *Loi sur la protection des conducteurs de véhicules de transport en commun* (Loi de Bregg).

Titre abrégé

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

2. The *Criminal Code* is amended by adding the following after section 265:

2. Le *Code criminel* est modifié par adjonction, après l'article 265, de ce qui suit :

Definition of "public transit operator"

265.1 For the purposes of sections 266 to 269, "public transit operator" means the person who operates a public transit vehicle, including a bus, paratransit vehicle, school bus, highway coach, light rail train or subway train.

265.1 Pour l'application des articles 266 à 269, «conducteur d'un véhicule de transport en commun» s'entend de la personne qui conduit un tel véhicule, notamment un autobus, un véhicule de transport adapté, un autobus scolaire, un autocar, un train léger sur rail ou une rame de métro.

Définition de «conducteur d'un véhicule de transport en commun»

3. Section 266 of the Act is renumbered as subsection 266(1) and is amended by adding the following:

3. L'article 266 de la même loi devient le paragraphe 266(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Aggravating circumstance for sentencing purposes

(2) If a person is convicted of an offence under this section, the court imposing the sentence on the person shall consider as an aggravating circumstance the fact that the victim of the offence is a public transit operator engaged in the performance of their duty at the time the offence was committed.

(2) Le tribunal qui détermine la peine à infliger à la personne déclarée coupable d'une infraction prévue au présent article est tenu de considérer comme une circonstance aggravante le fait que la victime de l'infraction est le conducteur d'un véhicule de transport en commun qui exerçait cette fonction au moment de l'infraction.

Détermination de la peine circonstance aggravante

**4. Section 267 of the Act is renumbered as subsection 267(1) and is amended by adding the following:**

Aggravating  
circumstance for  
sentencing  
purposes

(2) If a person is convicted of an offence under this section, the court imposing the sentence on the person shall consider as an aggravating circumstance the fact that the victim of the offence is a public transit operator engaged in the performance of their duty at the time the offence was committed.

**5. Section 268 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):**

Aggravating  
circumstance for  
sentencing  
purposes

(5) If a person is convicted of an offence under this section, the court imposing the sentence on the person shall consider as an aggravating circumstance the fact that the victim of the offence is a public transit operator engaged in the performance of their duty at the time the offence was committed.

**6. Section 269 of the Act is renumbered as subsection 269(1) and is amended by adding the following:**

Aggravating  
circumstance for  
sentencing  
purposes

(2) If a person is convicted of an offence under this section, the court imposing the sentence on the person shall consider as an aggravating circumstance the fact that the victim of the offence is a public transit operator engaged in the performance of their duty at the time the offence was committed.

**4. L'article 267 de la même loi devient le paragraphe 267(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :**

(2) Le tribunal qui détermine la peine à infliger à la personne déclarée coupable d'une infraction prévue au présent article est tenu de considérer comme une circonstance aggravante le fait que la victime de l'infraction est le conducteur d'un véhicule de transport en commun qui exerçait cette fonction au moment de l'infraction.

**5. L'article 268 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :**

(5) Le tribunal qui détermine la peine à infliger à la personne déclarée coupable d'une infraction prévue au présent article est tenu de considérer comme une circonstance aggravante le fait que la victime de l'infraction est le conducteur d'un véhicule de transport en commun qui exerçait cette fonction au moment de l'infraction.

**6. L'article 269 de la même loi devient le paragraphe 269(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :**

(2) Le tribunal qui détermine la peine à infliger à la personne déclarée coupable d'une infraction prévue au présent article est tenu de considérer comme une circonstance aggravante le fait que la victime de l'infraction est le conducteur d'un véhicule de transport en commun qui exerçait cette fonction au moment de l'infraction.

Détermination  
de la peine :  
circonstance  
aggravante

Détermination  
de la peine :  
circonstance  
aggravante

Détermination  
de la peine :  
circonstance  
aggravante



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

LA1  
XB  
856

C-638

C-638

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-638

## PROJET DE LOI C-638

An Act respecting the establishment of a National Strategy for  
the Purchase and Sale of Second-hand Precious Metal  
Articles

Loi concernant l'établissement d'une stratégie nationale  
relative à l'achat et la vente d'articles d'occasion faits  
de métaux précieux

---

FIRST READING, MARCH 11, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 11 MARS 2011

---

MR. CALANDRA

M. CALANDRA

## SUMMARY

This enactment provides for the establishment of a national strategy for the purchase and sale of second-hand precious metal articles by precious metal dealers to protect Canadians from corrupt practices in these transactions.

## SOMMAIRE

Le texte prévoit l'établissement d'une stratégie nationale relative à l'achat et la vente, par des commerçants de métaux précieux, d'articles d'occasion faits de métaux précieux visant à protéger la population canadienne contre les pratiques de corruption pouvant accompagner ce type de transactions.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-638**

**PROJET DE LOI C-638**

An Act respecting the establishment of a National Strategy for the Purchase and Sale of Second-hand Precious Metal Articles

Loi concernant l'établissement d'une stratégie nationale relative à l'achat et la vente d'articles d'occasion faits de métaux précieux

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Purchase and Sale of Precious Metal Articles Act*.

1. *Loi sur l'achat et la vente d'articles faits de métaux précieux.*

Titre abrégé

5

NATIONAL STRATEGY FOR THE PURCHASE AND SALE OF SECOND-HAND PRECIOUS METAL ARTICLES

STRATÉGIE NATIONALE RELATIVE À L'ACHAT ET LA VENTE D'ARTICLES D'OCCASION FAITS DE MÉTAUX PRÉCIEUX

Obligation

2. The Government of Canada shall establish a national strategy to recommend measures to protect Canadians from corrupt practices in the purchase and sale of second-hand precious metal articles by precious metal dealers, including

(a) the establishment, in consultation with the provincial governments, of national standards of practice for the purchase and sale of second-hand precious metal articles governing, among other things,

- (i) the process and manner of purchase and sale of articles on the Internet, through a courier or by mail,
- (ii) the use and maintenance of scales to weigh precious metal articles,
- (iii) pricing and advertising,

Obligation

2. Le gouvernement du Canada établit une stratégie nationale qui recommande des mesures visant à protéger la population canadienne contre les pratiques de corruption pouvant accompagner l'achat et la vente, par des commerçants de métaux précieux, d'articles d'occasion faits de métaux précieux notamment :

a) l'établissement, en consultation avec les gouvernements provinciaux, de normes nationales de pratique pour l'achat et la vente d'articles d'occasion faits de métaux précieux régissant, notamment :

- (i) la manière dont doivent se dérouler l'achat et la vente de ces articles en ligne, par messagerie ou par courrier,



- |   |   |          |
|---|---|----------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>(iv) the maintenance of records,</li> <li>(v) a complaint redress mechanism, and</li> <li>(vi) the delivery of related services;</li> </ul> <p>(b) a study, in consultation with the provincial governments, of the licensing of precious metal dealers; and</p> <p>(c) the creation of a national surveillance program.</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>(ii) l'utilisation et l'entretien des instruments servant au pesage des articles faits de métaux précieux,</li> <li>(iii) les prix et la publicité,</li> <li>(iv) la tenue de livres,</li> <li>(v) le processus de règlement des plaintes,</li> <li>(vi) la prestation de services connexes;</li> </ul> <p>b) la tenue, en consultation avec les gouvernements provinciaux, d'une étude sur la délivrance de permis aux commerçants de métaux précieux;</p> <p>c) la création d'un programme national de surveillance.</p> | <p>5</p> |
|---|---|----------|



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
 Publishing and Depository Services  
 Public Works and Government Services Canada  
 Ottawa, Ontario K1A 0S5  
 Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
 Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:  
 Les Éditions et Services de dépôt  
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
 Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
 Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
 Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
[publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>

XB  
856

**C-639**

**C-639**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-639**

**PROJET DE LOI C-639**

An Act to amend the Income Tax Act (universal child care  
benefit)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (prestation  
universelle pour la garde d'enfants)

---

FIRST READING, MARCH 11, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 11 MARS 2011

---

MS. CHOW

M<sup>ME</sup> CHOW

## SUMMARY

This enactment amends the *Income Tax Act* to make the universal child care benefit non-taxable.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin de rendre non imposable la prestation universelle pour la garde d'enfants.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-639**

**PROJET DE LOI C-639**

An Act to amend the Income Tax Act (universal  
child care benefit)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu  
(prestation universelle pour la garde d'en-  
fants)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

R.S., c. 1  
(5th Supp.)

**INCOME TAX ACT**

**LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU**

1. (1) Subsection 56(6) of the *Income Tax  
Act* is repealed.

1. (1) Le paragraphe 56(6) de la *Loi de  
l'impôt sur le revenu* est abrogé.

(2) The portion of subsection 56(8) of the  
Act before paragraph (b) is replaced by the  
following:

(2) Le paragraphe 56(8) de la même loi est  
remplacé par ce qui suit :

CPP/QPP  
amounts for  
previous years

(8) Notwithstanding subsection (1), if

(a) one or more amounts are received by an  
individual (other than a trust) in a taxation  
year as, on account of, in lieu of payment of  
or in satisfaction of, any benefit under the  
*Canada Pension Plan* or a provincial pension  
plan as defined in section 3 of the *Canada*  
*Pension Plan*, and

(8) Malgré le paragraphe (1), le particulier, à  
l'exception d'une fiducie, qui reçoit au cours  
d'une année d'imposition, au titre ou en  
paiement intégral ou partiel d'une prestation  
versée aux termes du régime institué par le  
*Régime de pensions du Canada* ou d'un régime  
provincial de pensions au sens de l'article 3 du  
*Régime de pensions du Canada*, une ou  
plusieurs sommes dont une fraction d'au moins  
300 \$, au total, se rapporte à une ou plusieurs  
années d'imposition antérieures, n'a pas à  
inclure cette fraction dans son revenu, s'il en  
fait le choix.

Prestations  
RPC-RRQ pour  
antécédentes  
antérieures

2. Section 60 of the Act is amended by  
adding "and" at the end of paragraph (x) and  
by repealing paragraph (y).

2. L'alinéa 60y) de la même loi est abrogé.

3. The definition "adjusted income" in  
subsection 122.5(1) of the Act is replaced by  
the following:

3. La définition de «revenu rajusté», au  
paragraphe 122.5(1) de la même loi, est  
remplacée par ce qui suit :

“adjusted  
income”  
«revenu  
rajusté»

“adjusted income”, of an individual for a taxation year in relation to a month specified for the taxation year, means the total of the individual’s income for the taxation year and the income for the taxation year of the individual’s qualified relation, if any, in relation to the specified month, both calculated as if no amount were included under paragraph 56(1)(q.1) or in respect of any gain from a disposition of property to which section 79 applies in computing that income and as if no amount were deductible under paragraph 60(z) in computing that income.

**4. The definition “adjusted income” in section 122.6 of the Act is replaced by the following:**

“adjusted  
income”  
«revenu  
modifié»

“adjusted income”, of an individual for a taxation year, means the total of all amounts each of which would be the income for the year of the individual or of the person who was the individual’s cohabiting spouse or common-law partner at the end of the year if no amount were included under paragraph 56(1)(q.1) or in respect of any gain from a disposition of property to which section 79 applies in computing that income and if no amount were deductible under paragraph 60(z) in computing that income;

**5. Paragraphs (b) and (c) of the definition “adjusted net income” in subsection 122.7(1) of the Act are replaced by the following:**

(b) in computing that income, no amount were included under paragraph 56(1)(q.1) or in respect of any gain from a disposition of property to which section 79 applies; and

(c) in computing that income, no amount were deductible under paragraph 60(z).

**6. The definition “adjusted income” in subsection 180.2(1) of the Act is replaced by the following:**

“adjusted  
income”  
«revenu  
modifié»

“adjusted income” of an individual for a taxation year means the amount that would be the individual’s income under Part I for the year if no amount were included under paragraph

«revenu rajusté» En ce qui concerne un particulier pour une année d’imposition par rapport à un mois déterminé de l’année, le total de son revenu pour l’année et du revenu pour l’année de son proche admissible par rapport à ce mois, calculés chacun comme si, dans le calcul de ce revenu, aucune somme n’était incluse en application de l’alinéa 56(1)q.1) ou au titre d’un gain provenant d’une disposition de bien à laquelle s’applique l’article 79 et comme si aucune somme n’était déductible en application de l’alinéa 60z) dans le calcul de ce même revenu.

**4. La définition de «revenu modifié», à l’article 122.6 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :**

«revenu modifié» En ce qui concerne un particulier pour une année d’imposition, le total des sommes qui représenteraient chacune le revenu pour l’année du particulier ou de la personne qui était son conjoint visé à la fin de l’année si, dans le calcul de ce revenu, aucune somme n’était incluse en application de l’alinéa 56(1)q.1) ou au titre d’un gain provenant d’une disposition de bien à laquelle s’applique l’article 79 et comme si aucune somme n’était déductible en application de l’alinéa 60z) dans le calcul de ce même revenu.

**5. Les alinéas b) et c) de la définition de «revenu net rajusté», au paragraphe 122.7(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :**

b) dans le calcul de ce revenu, aucune somme n’était incluse en application de l’alinéa 56(1)q.1) au titre d’un gain provenant d’une disposition de bien à laquelle s’applique l’article 79;

c) dans le calcul de ce revenu, aucune somme n’était déductible en application de l’alinéa 60z).

**6. La définition de «revenu modifié», au paragraphe 180.2(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :**

«revenu modifié» En ce qui concerne un particulier pour une année d’imposition, la somme qui représenterait son revenu en vertu de la partie I pour l’année si, dans le calcul de ce

«revenu  
rajusté»  
“adjusted  
income”

«revenu  
modifié»  
“adjusted  
income”

«revenu  
modifié»  
“adjusted  
income”



56(1)(q.1) or in respect of a gain from a disposition of property to which section 79 applies in computing that income and if no amount were deductible under paragraph 60(w) or (z) in computing that income;

revenu, aucune somme n'était incluse en application de l'alinéa 56(1)q.1) ou au titre d'un gain provenant d'une disposition de bien à laquelle s'applique l'article 79 et aucune somme n'était déductible en application des alinéas 60(w) ou (z).

## COORDINATING AMENDMENTS

## DISPOSITIONS DE COORDINATION

Bill C-9

Projet de loi C-9

7. (1) Subsections (2) to (4) apply if Bill C-9, introduced in the 3rd session of the 40th Parliament and entitled *An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on March 4, 2010 and other measures* (in this section referred to as the "other Act"), receives royal assent.

7. (1) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-9, déposé au cours de la 3<sup>e</sup> session de la 40<sup>e</sup> législature et intitulé *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 4 mars 2010 et mettant en oeuvre d'autres mesures* (appelé « autre loi » au présent article).

(2) If section 4 of the other Act comes into force before section 1 of this Act, then, on the day on which that section 1 comes into force, subsection 56(6.1) of the *Income Tax Act* is repealed.

(2) Si l'article 4 de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 1 de la présente loi, à la date d'entrée en vigueur de cet article 1, le paragraphe 56(6.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé.

(3) If section 1 of this Act comes into force before section 4 of the other Act, then that section 4 is deemed never to have come into force and is repealed.

(3) Si l'article 1 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 4 de l'autre loi, cet article 4 est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.

(4) If section 1 of this Act comes into force on the same day as section 4 of the other Act, then that section 4 is deemed to have come into force before that section 1 and subsection (2) applies as a consequence.

(4) Si l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi et celle de l'article 4 de l'autre loi sont concomitantes, cet article 4 est réputé être entré en vigueur avant cet article 1, le paragraphe (2) s'appliquant en conséquence.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
[publications.gc.ca](http://publications.gc.ca)  
<http://publications.gc.ca>



**C-640**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011



**C-640**

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-640**

## **PROJET DE LOI C-640**

An Act to amend the Canada Business Corporations Act  
(remuneration of directors and officers)

Loi modifiant la Loi canadienne sur les sociétés par actions  
(rémunération des administrateurs et dirigeants)

---

FIRST READING, MARCH 21, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 21 MARS 2011

---

MR. MALOWAY

M. MALOWAY

## SUMMARY

This enactment amends the *Canada Business Corporations Act* to provide that the remuneration of a director or officer of a corporation may not be fixed unless the particulars of the remuneration have first been approved by special resolution of the shareholders of the corporation.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* afin de prévoir que la rémunération des administrateurs ou des dirigeants d'une société par actions ne peut être fixée tant que les détails y afférents n'ont pas été approuvés par résolution spéciale des actionnaires de la société.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-640**

**PROJET DE LOI C-640**

An Act to amend the Canada Business Corporations Act (remuneration of directors and officers)

Loi modifiant la Loi canadienne sur les sociétés par actions (rémunération des administrateurs et dirigeants)

R.S., c. C-44;  
1994, c. 24,  
s.1(F)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch C-44,  
1994, ch 24,  
art. 1(F)

**1. Section 125 of the *Canada Business Corporations Act* is renumbered as subsection 125(1) and is amended by adding the following:**

**1. L'article 125 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* devient le paragraphe 125(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :**

Remuneration of  
directors and  
officers

(2) Despite subsection (1), the remuneration of a director or officer may not be fixed unless the particulars of the remuneration have first been approved by special resolution of the shareholders of the corporation.

(2) Malgré le paragraphe (1), la rémunération des administrateurs et des dirigeants ne peut être fixée tant que les détails y afférents n'ont pas été approuvés par résolution spéciale des actionnaires de la société.

Remuneration  
des  
administrateurs  
et dirigeants

Duty to inform

(3) Within 30 days after the particulars of the remuneration of a director or officer have been approved in accordance with subsection (2), the corporation shall inform all shareholders in writing of those particulars.

(3) La société informe par écrit tous les actionnaires des détails afférents à la rémunération des administrateurs et des dirigeants dans les trente jours suivant leur approbation en application du paragraphe (2).

Obligation  
d'informer



403292

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@lpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@lpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca





CA1  
XB  
-356

**C-641**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011



**C-641**

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-641**

## **PROJET DE LOI C-641**

An Act to amend the Income Tax Act (death benefit)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (prestation de décès)

---

FIRST READING, MARCH 21, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 21 MARS 2011

---

MS. NEVILLE

M<sup>ME</sup> NEVILLE

## SUMMARY

This enactment amends the *Income Tax Act* to eliminate any income tax payable on a death benefit received under the *Canada Pension Plan* or a provincial pension plan.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin d'éliminer l'impôt payable sur toute prestation de décès versée en vertu du *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de pensions.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-641**

**PROJET DE LOI C-641**

An Act to amend the Income Tax Act (death benefit)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (prestation de décès)

R.S., c. 1  
(5th Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. 1  
(5<sup>e</sup> suppl.)

**1. Paragraph 56(1)(a.1) of the *Income Tax Act* is repealed.**

**1. L'alinéa 56(1)a.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé.**

5

**2. Subsection 81(1) of the Act is amended by striking out "or" at the end of paragraph (q) and by adding the following after paragraph (r):**

**2. Le paragraphe 81(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa r), de ce qui suit :**

(s) a benefit received under section 71 of the *Canada Pension Plan* or under a similar provision of a provincial pension plan as defined in section 3 of that Act; or

s) une prestation reçue en vertu de l'article 71 du *Régime de pensions du Canada* ou 10 d'une disposition semblable d'un régime provincial de pensions au sens de l'article 3 de cette loi;

(t) where the taxpayer is an estate that arose on or as a consequence of the death of an individual, each benefit received under section 71 of the *Canada Pension Plan*, or under a similar provision of a provincial pension plan as defined in section 3 of that Act, after July 1997 and in the year in respect of the death of the individual.

t) dans le cas où le contribuable est une succession qui a commencé à exister au décès 15 d'un particulier ou par suite de ce décès, chaque prestation reçue en vertu de l'article 71 du *Régime de pensions du Canada*, ou d'une disposition semblable d'un régime provincial de pensions au sens de l'article 3 20 de cette loi, après juillet 1997 et au cours de l'année relativement au décès du particulier.



403329

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca





CA1  
XB  
-356

C-642

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011



C-642

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-642

## PROJET DE LOI C-642

An Act to amend the Telecommunications Act (universal  
charger)

Loi modifiant la Loi sur les télécommunications (chargeur  
universel)

---

FIRST READING, MARCH 22, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 22 MARS 2011

---

MR. THIBEAULT

M. THIBEAULT

## SUMMARY

This enactment amends the *Telecommunications Act* to require the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission to make regulations by December 31, 2012 to provide for a universal charger for newly-manufactured cellular phones.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les télécommunications* afin d'exiger du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes qu'il prenne, au plus tard le 31 décembre 2012, un règlement imposant un chargeur universel pour les téléphones cellulaires nouvellement fabriqués.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-642

## PROJET DE LOI C-642

An Act to amend the Telecommunications Act  
(universal charger)

Loi modifiant la Loi sur les télécommunications  
(chargeur universel)

1993, c. 38

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

**1. The *Telecommunications Act* is amended by adding the following after section 67:**

Regulations

**67.1** On or before December 31, 2012, the Commission shall, after consultation with consumers, telecommunications service providers, cellular phone manufacturers and other interested parties, make regulations to provide for a universal charger for newly-manufactured cellular phones.

1993, ch. 38

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

**1. La *Loi sur les télécommunications* est modifiée par adjonction, après l'article 67, de ce qui suit :**

Règlements

**67.1** Au plus tard le 31 décembre 2012, le Conseil, après avoir consulté les consommateurs, les fournisseurs de services de télécommunication, les fabricants de téléphones cellulaires et les autres parties intéressées, prend un règlement qui impose un chargeur universel pour les téléphones cellulaires nouvellement fabriqués.



403122

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
<http://publications.gc.ca>

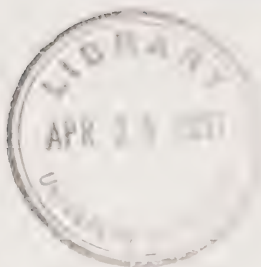
Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
<http://publications.gc.ca>



CPI  
88  
-356

C-643



C-643

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-643

## PROJET DE LOI C-643

An Act to amend the Canada Elections Act (contributions)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (contributions)

---

FIRST READING, MARCH 24, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 24 MARS 2011

---

MRS. GUERGIS

M<sup>ME</sup> GUERGIS



## SUMMARY

This enactment amends the *Canada Elections Act* so that contributions may be made, in any calendar year, to a candidate who is not the candidate of a registered party.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi électorale du Canada* afin de permettre le versement au cours d'une année civile de contributions au candidat qui n'est pas le candidat d'un parti enregistré.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-643

## PROJET DE LOI C-643

An Act to amend the Canada Elections Act  
(contributions)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada  
(contributions)

2000, c. 9

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

**1. Paragraph 405(1)(b) of the *Canada Elections Act* is replaced by the following:**

(b) \$1,000 in total in any calendar year to a candidate for a particular election who is not the candidate of a registered party; and

2000, ch. 9

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

**1. L'alinéa 405(1)b) de la *Loi électorale du Canada* est remplacé par ce qui suit :**

b) 1 000 \$, au total, au cours d'une année civile au candidat qui n'est pas le candidat d'un parti enregistré pour une élection donnée;



403261

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca



CA1  
X8  
-356

**C-644**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011



**C-644**

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-644**

**PROJET DE LOI C-644**

An Act to amend the Excise Tax Act (funeral arrangements)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (arrangements de  
services funéraires)

---

FIRST READING, MARCH 25, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 25 MARS 2011

---

MR. SIMMS

M. SIMMS

## SUMMARY

This enactment amends the *Excise Tax Act* to eliminate the goods and services tax (GST) on the sale of goods and services under an arrangement for funeral services.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la taxe d'accise* afin de soustraire la vente de produits et services aux termes d'arrangements de services funéraires à l'application de la taxe sur les produits et services (TPS).



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-644**

**PROJET DE LOI C-644**

An Act to amend the Excise Tax Act (funeral arrangements)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (arrangements de services funéraires)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. E-15

**EXCISE TAX ACT**

**LOI SUR LA TAXE D'ACCISE**

L.R., ch. E-15

1. Schedule VI to the *Excise Tax Act* is amended by adding the following after Part X:

1. L'annexe VI de la *Loi sur la taxe d'accise* est modifiée par adjonction, après la partie X, de ce qui suit :

PART XI  
FUNERAL ARRANGEMENTS

PARTIE XI  
ARRANGEMENTS DE SERVICES  
FUNÉRAIRES

1. A supply of goods and services under an arrangement for funeral services in respect of an individual, including the provision of a coffin, a headstone or any other property relating to the funeral, burial or cremation of the individual that is provided under the arrangement.

1. La fourniture de biens et services dans le cadre d'arrangements de services funéraires pour un particulier, y compris celle d'un cercueil, d'une pierre tombale ou de tout autre bien lié aux funérailles, à l'enterrement ou à la crémation du particulier prévus par les arrangements.

**COMING INTO FORCE**

**ENTRÉE EN VIGUEUR**

Coming into  
force

2. This Act shall come into force on the day following the day it receives royal assent.

2. La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa sanction.

Entrée en  
vigueur



403332

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tps-gc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tps-gc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca



CH1  
XB  
-886

**C-645**



**C-645**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **BILL C-645**

## **PROJET DE LOI C-645**

An Act to amend the Employment Insurance Act (gratuities)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (pourboires)

---

FIRST READING, MARCH 25, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 25 MARS 2011

---

MS. LESLIE

M<sup>ME</sup> LESLIE

## SUMMARY

This enactment requires the Minister of National Revenue to amend the *Insurable Earnings and Collection of Premiums Regulations* to provide that gratuities received by an insured person are included in their earnings from insurable employment for the purpose of calculating their employment insurance premiums.

## SOMMAIRE

Le texte exige du ministre du Revenu national qu'il modifie le *Règlement sur la rémunération assurable et la perception des cotisations* afin de prévoir que les pourboires reçus par un assuré font partie de sa rémunération provenant d'un emploi assurable aux fins du calcul de ses cotisations d'assurance-emploi.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-645**

**PROJET DE LOI C-645**

An Act to amend the Employment Insurance  
Act (gratuities)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi  
(pourboires)

1996, c. 23

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes du  
Canada, édicte :

1996, ch. 23

**1. Section 108 of the *Employment Insurance Act* is amended by adding the following after subsection (4):**

**1. L'article 108 de la *Loi sur l'assurance-emploi* est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :**

*Insurable  
Earnings and  
Collection of  
Premiums  
Regulations*

(5) The Minister shall, within 90 days after  
this subsection comes into force, amend the  
*Insurable Earnings and Collection of Premiums  
Regulations* to provide that gratuities received  
by an insured person are included in their  
earnings from insurable employment for the  
purpose of calculating their employee pre-  
miums.

(5) Dans les quatre-vingt-dix jours suivant  
l'entrée en vigueur du présent paragraphe, le  
ministre modifie le *Règlement sur la rémuné-  
ration assurable et la perception des cotisations*  
afin de prévoir que les pourboires reçus par un  
assuré font partie de sa rémunération provenant  
d'un emploi assurable aux fins du calcul des  
cotisations ouvrières.

*Règlement sur la  
rémunération  
assurable et la  
perception des*



403285

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
<http://publications.gc.ca>





C-646  
XB  
-356

**C-646**

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011



**C-646**

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

**HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

**BILL C-646**

**PROJET DE LOI C-646**

An Act to amend the Immigration and Refugee Protection Act  
(victims of trafficking in persons)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des  
réfugiés (victimes de la traite des personnes)

---

FIRST READING, MARCH 25, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 25 MARS 2011

---

Ms. LESLIE

M<sup>me</sup> LESLIE

## SUMMARY

This enactment amends the *Immigration and Refugee Protection Act* to provide for the issuance of victim of trafficking protection permits that authorize a foreign national who is a victim of human trafficking to remain in Canada as a temporary resident. Provision is made for holders of such permits to be eligible to receive the same federal health services as a person who has made a claim for refugee protection inside Canada.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* afin de prévoir la délivrance, à un étranger victime du trafic de personnes, de permis de protection des victimes de traite lui permettant de séjourner au Canada à titre de résident temporaire. Il est prévu que les détenteurs de tels permis auront accès aux mêmes services de santé fédéraux que les demandeurs d'asile se trouvant au Canada.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-646

## PROJET DE LOI C-646

An Act to amend the Immigration and Refugee Protection Act (victims of trafficking in persons)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (victimes de la traite des personnes)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

2001, c. 27

### IMMIGRATION AND REFUGEE PROTECTION ACT

### LOI SUR L'IMMIGRATION ET LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS

1. The *Immigration and Refugee Protection Act* is amended by adding the following after section 24:

1. La *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* est modifiée par adjonction, 5 après l'article 24, de ce qui suit :

Definition of "victim of trafficking in persons"

24.1 (1) In this section and in section 24.2, "victim of trafficking in persons" means a foreign national who is a victim, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, of the offence 10 set out in section 279.01 of that Act or in section 118 of this Act.

24.1 (1) Au présent article et à l'article 24.2, « victime de la traite des personnes » s'entend d'un étranger qui est victime, au sens de l'article 2 du *Code criminel*, de l'infraction prévue à 10 l'article 279.01 de cette loi ou à l'article 118 de la présente loi.

Victim of trafficking protection permit

(2) An officer may, at the request of a foreign national who is inadmissible or does not meet the requirements of this Act, issue a victim of 15 trafficking protection permit — which may be cancelled at any time — authorizing the foreign national to remain in Canada as a temporary resident for a period of up to 180 days if

(2) Sur demande d'un étranger qui est interdit de territoire ou qui ne se conforme pas à la présente loi, l'agent peut délivrer un permis 15 de protection des victimes de traite — révocable en tout temps — autorisant l'étranger à séjourner au Canada comme résident temporaire pour une période d'au plus cent quatre-vingts jours si, à la fois : 20

(a) the foreign national is physically present 20 in Canada; and

a) l'étranger est effectivement présent au Canada;

(b) the officer is of the opinion that

b) l'agent estime que :

(i) the foreign national may be, or may have been, a victim of trafficking in persons in, or in the course of coming 25 into, Canada, and

(i) d'une part, l'étranger est peut-être, ou a peut-être été, victime de la traite des 25 personnes au Canada ou au cours de son arrivée au Canada.

	(ii) issuing the permit is otherwise justified in the circumstances.	(ii) d'autre part, la délivrance du permis est par ailleurs justifiée dans les circonstances.	
Minister's instructions	(3) In applying subsection (2), the officer shall act in accordance with any instructions that the Minister may make.	(3) L'agent est tenu de se conformer aux instructions que le ministre peut donner pour l'application du paragraphe (2).	Instructions du ministre 5
Eligibility for health services	(4) The holder of the victim of trafficking protection permit issued under subsection (2) is eligible for the same federal health services as is a person who has made a claim for refugee protection inside Canada.	(4) Le détenteur du permis visé au paragraphe (2) est admissible aux mêmes services de santé fédéraux que les demandeurs d'asile se trouvant au Canada.	Admissibilité aux services de santé 10
Victim of trafficking protection permit	<b>24.2</b> (1) An officer may, at the request of a foreign national who is inadmissible or does not meet the requirements of this Act, issue a victim of trafficking protection permit — which may be cancelled at any time — authorizing the foreign national to remain in Canada as a temporary resident for a period of up to three years if (a) the foreign national is physically present in Canada; and (b) the officer is of the opinion that (i) the foreign national is or has been a victim of trafficking in persons in, or in the course of coming into, Canada, and (ii) issuing the permit is otherwise justified in the circumstances.	<b>24.2</b> (1) Sur demande d'un étranger qui est interdit de territoire ou qui ne se conforme pas à la présente loi, l'agent peut délivrer un permis de protection des victimes de traite — révocable en tout temps — autorisant l'étranger à séjourner au Canada comme résident temporaire pour une période d'au plus trois ans si, à la fois : a) l'étranger est effectivement présent au Canada; b) l'agent estime que : (i) d'une part, l'étranger est ou a été victime de la traite des personnes au Canada ou au cours de son arrivée au Canada, (ii) d'autre part, la délivrance du permis est par ailleurs justifiée dans les circonstances.	Permis de protection des victimes de traite 15 20 25
Minister's instructions	(2) In applying subsection (1), the officer shall act in accordance with any instructions that the Minister may make.	(2) L'agent est tenu de se conformer aux instructions que le ministre peut donner pour l'application du paragraphe (1).	Instructions du ministre 30
No charges for certain offences	(3) A person who holds a victim of trafficking protection permit issued under subsection (1) may not be charged with an offence under section 122, paragraph 124(1)(a) or section 127 of this Act or under section 57, paragraph 340(c) or section 354, 366, 368, 374 or 403 of the <i>Criminal Code</i> , in relation to the coming into Canada of the person.	(3) Le détenteur du permis visé au paragraphe (1) ne peut être accusé d'une infraction visée à l'article 122, à l'alinéa 124(1)a) ou à l'article 127 de la présente loi ou à l'article 57, à l'alinéa 340c) ou aux articles 354, 366, 368, 374 ou 403 du <i>Code criminel</i> , si l'infraction se rapporte à son arrivée au Canada.	Exception 35
	<b>2. Subsection 29(1) of the Act is replaced by the following:</b>	<b>2. Le paragraphe 29(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b>	
Right of temporary residents	<b>29.</b> (1) A temporary resident is, subject to the other provisions of this Act, authorized to enter and remain in Canada on a temporary	<b>29.</b> (1) Le résident temporaire a, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'autorisation d'entrer au Canada et d'y séjourner à titre temporaire comme visiteur,	Droit du résident temporaire 40



basis as a visitor or as a holder of a temporary resident permit or a victim of trafficking protection permit.

**3. Paragraph (c) of section 47 of the Act is replaced by the following:**

(c) on cancellation of their temporary resident permit or victim of trafficking protection permit.

**4. Subsection 94(2) of the Act is amended by adding the following after paragraph (d):**

(d.1) the number of victim of trafficking protection permits issued under sections 24.1 and 24.2, categorized according to grounds of inadmissibility, if any;

titulaire d'un permis de séjour temporaire ou titulaire d'un permis de protection des victimes de traite.

**3. L'alinéa c) de l'article 47 de la même loi est remplacé par ce qui suit:**

c) la révocation du permis de séjour temporaire ou du permis de protection des victimes de traite.

**4. Le paragraphe 94(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit:**

d.1) le nombre de permis de protection des victimes de traite délivrés au titre des articles 24.1 et 24.2 et, le cas échéant, les faits emportant interdiction de territoire;

#### COMING INTO FORCE

Coming into  
force

**5. This Act comes into force one year after 15 the day on which it receives royal assent or on an earlier day to be fixed by order of the Governor in Council.**

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

**5. La présente loi entre en vigueur un an après la date de sa sanction ou à la date antérieure fixée par décret.**

Entrée en  
vigueur



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
http://publications.gc.ca





CA1  
XB  
-856

C-647



C-647

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-647

## PROJET DE LOI C-647

An Act to amend the Civil Air Navigation Services  
Commercialization Act (environmental impacts)

Loi modifiant la Loi sur la commercialisation des services de  
navigation aérienne civile (impact sur l'environnement)

---

FIRST READING, MARCH 25, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 25 MARS 2011

---

MS. JENNINGS

M<sup>ME</sup> JENNINGS

## SUMMARY

This enactment amends the *Civil Air Navigation Services Commercialization Act* to require that the Corporation take into account the environmental impacts of air traffic.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la commercialisation des services de navigation aérienne civile* afin d'exiger de la société qu'elle tienne compte de l'impact de la circulation aérienne sur l'environnement.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

**BILL C-647**

**PROJET DE LOI C-647**

An Act to amend the Civil Air Navigation Services Commercialization Act (environmental impacts)

Loi modifiant la Loi sur la commercialisation des services de navigation aérienne civile (impact sur l'environnement)

1996, c. 20

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1996, ch. 20

**1. Section 13 of the *Civil Air Navigation Services Commercialization Act* is replaced by the following:**

**1. L'article 13 de la *Loi sur la commercialisation des services de navigation aérienne civile* est remplacé par ce qui suit :**

Corporation may  
plan and manage  
airspace

**13.** Subject to the Governor in Council's right under the *Aeronautics Act* to make regulations respecting the classification and use of airspace and the control and use of aerial routes, and after conducting an assessment of environmental impacts, including noise pollution in populated and environmentally sensitive areas, the Corporation has the right to plan and manage Canadian airspace and any other airspace in respect of which Canada has responsibility for the provision of air traffic control services, other than airspace under the control of a person acting under the authority of the Minister of National Defence.

**13.** Sous réserve du pouvoir du gouverneur en conseil de prendre des règlements, en vertu de la *Loi sur l'aéronautique*, concernant la classification et l'usage de l'espace aérien ainsi que le contrôle et l'usage des routes aériennes, la société peut, après avoir effectué une évaluation environnementale, notamment une évaluation de la pollution par le bruit dans les secteurs à forte densité de population et dans ceux dont l'environnement est fragile, planifier et gérer l'espace aérien canadien et l'espace à l'égard duquel le Canada est responsable des services de contrôle de la circulation aérienne, à l'exception de celui qui est contrôlé par une personne autorisée à le faire par le ministre de la Défense nationale.

Pouvoir de la  
société

**2. (1) Subsection 15(1) of the Act is replaced by the following:**

**2. (1) Le paragraphe 15(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Notice of  
changes

**15. (1)** Where the Corporation proposes to do anything mentioned in section 13 or 14 and, in the opinion of the Board of Directors of the Corporation acting reasonably and in good faith, the proposal is likely to affect a significant group of users in a material way, or likely to affect the inhabitants of a municipality or

**15. (1)** La société doit donner un préavis de toute proposition de modification visée aux articles 13 ou 14 qui aurait vraisemblablement, d'après son conseil d'administration se prononçant raisonnablement et en toute bonne foi, des conséquences significatives pour un groupe

Obligation  
d'aviser

regional district in any way, the Corporation shall give notice of the proposal in accordance with this section.

**(2) Subsection 15(3) of the Act is amended by striking out “and” after paragraph (a) and adding the following after that paragraph:**

(a.1) any municipality or regional district whose inhabitants will, in the opinion of the Corporation, be affected by the proposal, and 10

important d’usagers ou des conséquences, de quelque nature que ce soit, pour les habitants d’une municipalité ou d’un district régional.

**(2) Le paragraphe 15(3) de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :**

(3) Le préavis est envoyé par courrier ou par 10 voie électronique :

a) aux organisations représentant les usagers qui, de l’avis de la société, seront touchés par la proposition; 10

a.1) aux municipalités ou aux districts régionaux dont les habitants seront, de l’avis de la société, touchés par cette proposition;

b) à toute personne ayant manifesté auprès de la société, au moins 10 jours auparavant, le 15 désir de recevoir les préavis ou annonces exigés par la présente loi.

En dernier lieu, le préavis est inscrit en un endroit accessible sur le réseau communément appelé Internet. 20

Publication



C-648

Third Session, Fortieth Parliament,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

C-648

Troisième session, quarantième législature,  
59-60 Elizabeth II, 2010-2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-648

## PROJET DE LOI C-648

An Act to amend the Investment Canada Act (enhanced  
ministerial oversight)

Loi modifiant la Loi sur Investissement Canada (surveillance  
ministérielle accrue)

---

FIRST READING, MARCH 25, 2011

---

---

PREMIÈRE LECTURE LE 25 MARS 2011

---

MR. GRAVELLE

M. GRAVELLE



## SUMMARY

This enactment amends the *Investment Canada Act* to

- (a) require the responsible Minister to consult with, and organize conferences of, representatives of industry and labour, provincial and local authorities and other interested persons in exercising his or her powers and performing his or her duties under this Act;
- (b) set the threshold for mandatory ministerial review of investments by non-Canadians at 100 million dollars;
- (c) require the Director of Investments to refer to the responsible Minister for the purposes of an investment review any representations submitted to the Director by communities, trade unions, employees and other persons likely to be affected by the investment;
- (d) require the non-Canadian investor to provide the Director of Investments with a surety that may be forfeited if the non-Canadian investor fails to satisfactorily complete all of the undertakings he or she has made to the Government of Canada in connection with the investment;
- (e) require the Minister, in performing an investment review, to take into account the contribution of the investment to community advancement, and its effect on contractual terms applicable to employees and retirees and to undertakings in connection with capital investment by other parties;
- (f) eliminate the prohibition against the communication of information related to an investment that is under review;
- (g) provide for the review, by the Investment Review Branch of the Department of Industry, of all investments that have been implemented in accordance with this Act; and
- (h) extend the timeline for the Minister to perform an investment review from 45 to 90 days.

## SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur l'investissement Canada* afin :

- a) d'obliger le ministre responsable, dans l'exercice des attributions que lui confère cette loi, à tenir des consultations et des conférences avec les représentants de l'industrie et du monde du travail, autorités provinciales ou locales et autres personnes intéressées;
- b) de fixer à cent millions de dollars le seuil entraînant obligatoirement l'examen par le ministre des investissements effectués par un investisseur non canadien;
- c) d'exiger que le directeur des investissements renvoie au ministre responsable, aux fins d'examen d'un investissement, les observations qu'il reçoit des collectivités, des syndicats, des employés et de toute autre personne sur lesquels l'investissement aura vraisemblablement des répercussions;
- d) d'obliger l'investisseur non canadien à fournir au directeur des investissements une caution qui peut être confisquée s'il n'exécute pas de manière satisfaisante les engagements qu'il a pris à l'égard du gouvernement du Canada relativement à l'investissement;
- e) d'exiger que le ministre tienne compte, lors de l'examen d'un investissement, de la contribution de celui-ci à l'avancement de la collectivité et de son effet sur les modalités contractuelles applicables aux employés et aux retraités ainsi que sur les engagements pris par des tiers relativement aux investissements en capital;
- f) de supprimer l'interdiction de communiquer des renseignements relatifs à l'investissement faisant l'objet d'un examen;
- g) de prévoir l'examen, par la Direction générale de l'examen des investissements du ministère de l'Industrie, de tous les investissements effectués conformément à la présente loi;
- h) de porter de quarante-cinq à quatre-vingt-dix jours le délai dont dispose le ministre pour effectuer l'examen d'un investissement.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-648

## PROJET DE LOI C-648

An Act to amend the Investment Canada Act  
(enhanced ministerial oversight)

Loi modifiant la Loi sur Investissement Canada  
(surveillance ministérielle accrue)

Her Majesty, by and with the advice and  
consent of the Senate and House of Commons  
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement  
du Sénat et de la Chambre des communes,  
édicte :

R.S., c. 28  
(1st Supp.)

### INVESTMENT CANADA ACT

### LOI SUR INVESTISSEMENT CANADA

1. Paragraph 5(2)(c) of the *Investment  
Canada Act* is replaced by the following:

1. L'alinéa 5(2)c) de la *Loi sur Investisse-  
ment Canada* est remplacé par ce qui suit :

(c) shall consult with, and organize confer-  
ences of, representatives of industry and  
labour, provincial and local authorities and  
other interested persons.

c) doit consulter, notamment en organisant  
des conférences ou rencontres, les repré-  
sents de l'industrie et du monde du travail,  
ceux des autorités provinciales ou locales et  
toutes personnes intéressées.

2. (1) The portion of subsection 14.1(1) of 10  
the Act after paragraph (b) is replaced by the  
following:

is reviewable pursuant to section 14 only where  
the value, calculated in the manner prescribed,  
of the assets described in paragraph 14(3)(a) or 15  
(b), as the case may be, is equal to or greater  
than one hundred million dollars.

2. (1) Le paragraphe 14.1(1) de la même  
loi est remplacé par ce qui suit :

14.1 (1) Par dérogation au paragraphe 14(3),  
l'investissement visé aux alinéas 14(1)a), b) ou  
c) qui est effectué soit par un investisseur OMC, 15 OMC  
soit, dans le cas où l'entreprise canadienne qui  
en fait l'objet est, avant qu'il ne soit effectué,  
sous le contrôle d'un investisseur OMC, par un  
non-Canadien — autre qu'un investisseur  
OMC — n'est sujet à l'examen prévu à l'article 20  
14 que si la valeur, calculée selon les modalités  
réglementaires, des actifs visés aux alinéas  
14(3)a) ou b), selon le cas, est égale ou  
supérieure à cent millions de dollars.

100 copies  
applicables aux  
investissements  
OMC

(2) Subsections 14.1(2) and (3) of the Act  
are repealed.

(2) Les paragraphes 14.1(2) et (3) de la 25  
même loi sont abrogés.

**3. Section 17 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):**

Surety

(4) The non-Canadian making the investment shall, within the time specified by the Director, provide the Director with a surety in an amount equal to ten per cent of the total value of the proposed investment.

Surety returned

(5) If the Minister notifies the non-Canadian under section 23 that he or she is not satisfied that the investment is likely to be of net benefit to Canada, the surety referred to in subsection (4) shall be returned to the non-Canadian at that time.

Surety returned

(6) If the Minister notifies the non-Canadian under section 21 that he or she is satisfied that the investment is likely to be of net benefit to Canada, the surety referred to in subsection (4) shall be returned to the non-Canadian upon the satisfactory completion by the non-Canadian of all undertakings made to the Government of Canada in connection with the investment.

Surety forfeited

(7) If the non-Canadian fails to satisfactorily complete the undertakings referred to in subsection (6), the surety referred to in subsection (4) shall be forfeited to Her Majesty in right of Canada, and any proceeds realized from the surety shall be applied towards economic measures to benefit the communities affected by the non-Canadian's failure to satisfactorily complete these undertakings.

**4. Paragraph 19(d) of the Act is replaced by the following:**

(d) any representations submitted to the Director by a province, community, trade union, employee or other person or organization that is likely to be affected by the investment.

**5. Section 20 of the Act is amended by striking out "and" at the end of paragraph (e) and by adding the following after paragraph (f):**

**3. L'article 17 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :**

(4) L'investisseur non canadien fournit au directeur, dans le délai prévu par celui-ci, une caution d'un montant égal à dix pour cent de la valeur totale de l'investissement.

Caution

(5) Si, conformément à l'article 23, le ministre avise l'investisseur non canadien qu'il n'est pas d'avis que l'investissement sera vraisemblablement à l'avantage net du Canada, la caution visée au paragraphe (4) est alors remise à l'investisseur.

Caution remise

(6) Si, conformément à l'article 21, le ministre avise l'investisseur non canadien qu'il est d'avis que l'investissement sera vraisemblablement à l'avantage net du Canada, la caution visée au paragraphe (4) est remise à cet investisseur après l'exécution satisfaisante par celui-ci des engagements qu'il a pris à l'égard du gouvernement du Canada relativement à l'investissement.

Caution remise

(7) Si l'investisseur non canadien n'exécute pas de manière satisfaisante les engagements mentionnés au paragraphe (6), la caution visée au paragraphe (4) est confisquée au profit de Sa Majesté du chef du Canada et, le cas échéant, le produit de la confiscation est affecté à des mesures économiques en faveur des collectivités touchées par la non-exécution de ces engagements.

Caution  
confisquée

**4. L'alinéa 19d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

d) les observations déposées auprès du directeur par une province, une collectivité, un syndicat ou un employé, ou par toute autre personne ou organisation sur lesquels l'investissement aura vraisemblablement des répercussions.

**5. L'article 20 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa f), de ce qui suit :**



(g) the contribution of the investment to the advancement of the community or communities in which the Canadian business operates;

(h) the effect of the investment on all contractual terms and conditions applicable to employees and retirees of the Canadian business, including current and future benefits and pensions; and

(i) the effect of the investment on commitments to capital investment in the Canadian business by other parties.

**6. Section 36 of the Act and the heading before it are repealed.**

**7. The Act is amended by adding the following after section 37:**

#### REVIEW

Review

**37.1** Within one year after the implementation of an investment that was reviewed under this Act, the Investment Review Branch of the Department of Industry shall undertake a review to assess the performance of the non-Canadian investor in respect of each of the factors set out in section 20 and to determine if all undertakings made by the investor have been satisfied.

**8. Section 42 of the Act is repealed.**

**9. Subsection 45(4) of the Act is replaced by the following:**

Privileged information

(4) All information that is privileged under section 14 of the *Foreign Investment Review Act*, chapter 46 of the Statutes of Canada, 1973-74, remains privileged under this Act.

**10. The Act is amended by replacing "45" with "90" in the following provisions:**

(a) subsections 21(1) to (9);

(b) subsections 22(1) and (3).

(g) la contribution de l'investissement à l'avancement de la collectivité ou des collectivités dans lesquelles l'entreprise canadienne est établie;

(h) l'effet de l'investissement sur toutes les modalités contractuelles applicables aux employés et aux retraités de l'entreprise canadienne, notamment les avantages sociaux et pensions actuels et futurs;

(i) l'effet de l'investissement sur les promesses d'investissements en capital dans l'entreprise canadienne faites par des tiers.

**6. L'article 36 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.**

**7. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 37, de ce qui suit :**

#### EXAMEN

**37.1** Dans l'année qui suit la date à laquelle un investissement sujet à l'examen dans le cadre de la présente loi a été effectué, la Direction générale de l'examen des investissements du ministère de l'Industrie procède à un examen afin d'évaluer la performance de l'investisseur non canadien en regard de chacun des facteurs énumérés à l'article 20 et de déterminer si l'investisseur a mené à bien tous ses engagements.

**8. L'article 42 de la même loi est abrogé.**

**9. Le paragraphe 45(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(4) Les renseignements qui sont confidentiels en vertu de l'article 14 de la *Loi sur l'examen de l'investissement étranger*, chapitre 46 des Statuts du Canada de 1973-74, le demeurent sous le régime de la présente loi.

**10. Dans les passages ci-après de la même loi, « quarante-cinq » est remplacé par « quatre-vingt-dix » :**

a) les paragraphes 21(1) à (9);

b) le paragraphe 22(3).

## COORDINATING AMENDMENT

2009, c. 2

11. (1) In this section, “other Act” means *An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on January 27, 2009 and related fiscal measures*, chapter 2 of the Statutes of Canada, 2009.

(2) If section 2 of this Act comes into force before subsection 448(1) of the other Act, then that subsection 448(1) is repealed.

(3) If subsection 448(1) of the other Act comes into force before section 2 of this Act, then, on the day on which that section 2 comes into force, subsection 14.1(1) of the *Investment Canada Act* is replaced by the following:

14.1 (1) Notwithstanding the limits set out in subsection 14(3), an investment described in paragraph 14(1)(a), (b) or (c) by

(a) a WTO investor, or

(b) a non-Canadian, other than a WTO investor, where the Canadian business that is the subject of the investment is, immediately prior to the implementation of the investment, controlled by a WTO investor,

is reviewable pursuant to section 14 only where the value, calculated in the manner prescribed, of the assets described in paragraph 14(3)(a) or (b), as the case may be, is equal to or greater than one hundred million dollars.

(4) If section 2 of this Act comes into force on the same day as subsection 448(1) of the other Act, then that section 2 is deemed to have come into force before that subsection 448(1) and subsection (2) applies as a consequence.

## DISPOSITION DE COORDINATION

2009, ch. 2

11. (1) Au présent article, « autre loi » s'entend de la *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 janvier 2009 et mettant en oeuvre des mesures fiscales connexes*, chapitre 2 des Lois du Canada (2009).

(2) Si l'article 2 de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 448(1) de l'autre loi, ce paragraphe 448(1) est abrogé.

(3) Si le paragraphe 448(1) de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 2 de la présente loi, à la date d'entrée en vigueur de cet article 2, le paragraphe 14.1(1) de la *Loi sur Investissement Canada* est remplacé par ce qui suit :

14.1 (1) Par dérogation au paragraphe 14(3), l'investissement visé aux alinéas 14(1)a), b) ou c) qui est effectué soit par un investisseur OMC, soit, dans le cas où l'entreprise canadienne qui en fait l'objet est, avant qu'il ne soit effectué, sous le contrôle d'un investisseur OMC, par un non-Canadien — autre qu'un investisseur OMC — n'est sujet à l'examen prévu à l'article 14 que si la valeur, calculée selon les modalités réglementaires, des actifs visés aux alinéas 14(3)a) ou b), selon le cas, est égale ou supérieure à cent millions de dollars.

(4) Si l'entrée en vigueur de l'article 2 de la présente loi et celle du paragraphe 448(1) de l'autre loi sont concomitantes, cet article 2 est réputé être entré en vigueur avant ce paragraphe 448(1), le paragraphe (2) s'appliquant en conséquence.















3 1761 11549609 3